

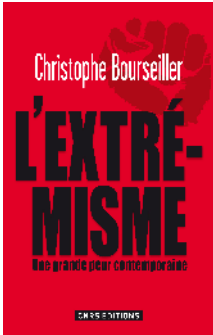


Christophe Bourseiller

**L'EXTRÉ-
MISME**

Une grande peur contemporaine

CNRS EDITIONS



Pieuvre géante, Golem envahissant, fantasme collectif et nouvelle grande peur des bien-pensants, l'extrémisme sculpte l'actualité. Mais qui sont les extrémistes ? Les mécontents, les ennemis du système, les contestataires, les destructeurs, les nihilistes, les terroristes, les rebelles ? Extrémistes, les militants du Front national, les néo-royalistes, les catholiques intégristes ? Extrémistes, les trotskystes, les maoïstes, les nostalgiques de Staline, les nationaux-communistes ? Toujours invoqué mais rarement défini, l'extrémisme serait-il la nouvelle hydre de Lerne des sciences politiques ?

En répondant à ces questions, et à beaucoup d'autres, Christophe Bourseiller décrypte un phénomène politique majeur. Il montre que les extrémistes se distinguent par leur incapacité à tolérer l'ambiguïté et l'incertitude. Fascinés par la violence, allergiques au présent, ils militent pour un changement radical de société et perçoivent leurs adversaires comme intrinsèquement maléfiques. Et, par-delà les programmes, les manifestes, les excommunications, en appellent à l'avènement d'authentiques contre-cultures.

Christophe Bourseiller est l'auteur d'une trentaine d'ouvrages, parmi lesquels Les Ennemis du système, Vie et Mort de Guy Debord, Les Maoïstes ou Extrême Droite. Il est par ailleurs maître de conférence à Sciences Po.

L'extrémisme

Une grande peur contemporaine

Du même auteur

- Les Ennemis du système*, Robert Laffont, 1989.
- Extrême Droite*, François Bourin Éditeur, 1991 (2^e éd. : *La Nouvelle Extrême Droite*, Éditions du Rocher, 2002).
- Les Faux Messies*, Fayard, 1993.
- Message Reçu*, Éditions Spengler, 1995.
- Les Maoïstes*, Plon, 1996 (2^e éd., Points Seuil, 2008).
- Cet Étrange Monsieur Blondel*, Bartillat, 1997.
- Le Guide de l'Autre Paris*, Bartillat, 1999.
- Vie et Mort de Guy Debord*, Plon, 1999 (2^e éd., Pocket, 2002).
- Le Miracle inutile*, Flammarion, 2000.
- Les Forcenés du désir*, Denoël, 2000.
- Le Guide de l'Autre Londres*, Bartillat, 2001.
- La Véritable Histoire de Lutte ouvrière* (en collaboration avec Robert Barcia), Denoël, 2003.
- Histoire générale de l'ultra-gauche*, Denoël, 2003.
- Bibliothèque secrète*, Bartillat, 2004.
- Carlos Castaneda. La Vérité du mensonge*, Éditions du Rocher, 2005.
- L'Aventure moderne*, Flammarion, 2006.
- Extrêmes Gauches. La Tentation de la réforme*, Textuel, 2006.
- Génération Chaos*, Denoël, 2008.
- À Gauche, toute !*, CNRS Éditions, 2009.
- Lutte armée*, Éditions du Toucan, 2009.
- Qui êtes-vous ? Antoinette Fouque* (en collaboration avec Antoine Fouque), François Bourin Éditeur, 2009.
- Qui êtes-vous ? Michel Maffesoli*, (en collaboration avec Michel Maffesoli), François Bourin Éditeur, 2010.
- Un Maçon franc*, Alphée, 2010 (Prix Littéraire 2010 de la Maçonnerie française).
- Mai 1981 raconté par les tracts*, Hors-Collection, 2011.

Christophe Bourseiller

L'extrémisme

Une grande peur contemporaine

préface de Pascal Ory

CNRS ÉDITIONS

15, rue Malebranche – 75005 Paris

© CNRS Éditions, Paris, 2012
ISBN : 978-2-271-07361-7

À Sarah

« Au départ, il y a une minorité active, car tout commence par une “déviance”, une remise en question de l’ordre officielle, la naissance de petits réseaux qui vont progressivement contester le paradigme dominant. »

Edgar Morin, « L’humanité sur le chemin de la Terre-patrie »,
Philippe Desbrosses (dir.), *Guérir la Terre*,
Éditions Albin Michel, Paris, 2010, p. 174.

Préface

On peut rassurer d'emblée Christophe Bourseiller, en répondant à la question qu'il pose aux premières lignes de son ouvrage : oui, il y a bien quelque chose « à penser » de l'extrémisme. Non que ce ne soit pas un « terme vague ». Ça l'est en quelque sorte par définition. Certains, pour se distinguer, n'ont-ils même pas forgé la notion, guère plus discutable, d'extrême-centre ? L'extrémisme ne peut pas être à tous les coups une doctrine – l'analyse détaillée du destin de tant de groupuscules, exercice dans lequel l'auteur est passé maître depuis longtemps, est là pour le montrer – mais, assurément, c'est une position et une situation. Une position, car ces mouvements partagent entre eux des présupposés communs, par delà leurs distances idéologiques, évidemment énormes si on prend leur discours au pied de la lettre. Une situation, en ce qu'ils jouent un rôle au sein de la société politique, qu'elle soit nationale ou mondiale.

Étant de ceux qui ne sauraient, en quelque domaine que ce soit, faire l'économie d'une analyse en termes psychologiques, je n'exclus pas que l'entrée en extrémisme soit, plus que le résultat d'une démarche raisonnée, l'effet d'un caractère. L'extrémiste est, avant toute chose, une personnalité mécontente, violente et manichéenne. Il souffre devant le

monde tel qu'il est, ou qu'il croit être, mais, à la différence de la plupart des malheureux vivant à la surface de la terre, il a trouvé une solution collective, qui passe par une révolution (y compris l'extrémiste de droite : le concept d'involution, parfois utilisé, est à cet égard inutile). Il ne croit pas aux solutions modérées, à une politique du compromis – tout au plus, et encore pas toujours, au compromis tactique, visant à faire avancer la Cause. Les mouvements religieux, considérés ici comme la forme pré-moderne des mouvements politiques, ont connu nombre de ces collectivités et de ces individus dits (par leurs adversaires) « sectaires ». Cette proximité psychologique éclaire le zèle des convertis. On sait qu'on fait de farouches anti-communistes avec des « ex » ; nombreux sont les itinéraires à la Doriot, passant d'un extrême à l'autre, refusant l'entre-deux. On sait moins que, puisque le communisme fut un temps « dans le sens de l'Histoire », il comprit en son sein, dans tous les pays, une petite poignée – souvent non négligeable en termes intellectuels – d'anciens militants d'extrême droite passés avec armes et bagages au radicalisme symétriquement inverse.

Faut-il ajouter à la panoplie le tropisme autoritaire ? Assurément, les organisations dont Christophe Bourseiller suit à la trace le cheminement fonctionnent-elles à peu près toutes sur un modèle autoritaire, lui-même annonciateur de celui qu'on souhaite appliquer à la société. Mais pas toutes, puisqu'il faut faire une place à l'anarchisme pur et parfait : à cette réserve près qu'ici le refus de l'autorité prend une forme tellement radicale qu'elle s'exprime de manière violente – en paroles, sinon toujours en actes. Plutôt que l'autorité c'est donc plutôt la violence qui entrerait dans le modèle. En actes,

Préface

parfois, en paroles, souvent, en posture, toujours. L'extrémisme culturel – pas absent de ce livre, au travers, par exemple, d'une figure comme celle d'un Guy Debord, elle-même reprise de celle d'un André Breton – en participe, avec, au reste, une fécondité beaucoup plus repérable que celle de l'extrémisme proprement politique.

Quant au manichéisme, il fonde la solution politique proposée et explique, paradoxalement, le fractionnement. L'univers étant représenté en termes antithétiques (Eux/Nous, Bien/Mal, Amis/Ennemis, Dominants/Dominés, etc., majuscules comprises), l'adhésion demandée est à la fois clivante, hautement distinctive, et exaltante, hautement mobilisatrice. L'extrémisme est toujours un aristocratism, les meilleurs, les initiés étant au minimum une avant-garde, au maximum une race des seigneurs. L'autre explication du fractionnement (et du « fractionnisme ») tient aussi à ce que les extrémistes, qui aspirent en théorie à l'exercice du pouvoir d'État, s'en privent la plupart du temps dans la pratique. Le mouvement est circulaire : l'absence de responsabilité institutionnelle nourrit le radicalisme théorique, qui nourrit l'intolérance à l'union, même entre les radicaux, au nom de l'exécration du compromis, faisant reculer d'autant la perspective d'une accession au pouvoir d'État, etc. Rien ne leur interdit, en revanche, de participer à des formes d'hégémonie intellectuelle. Ce fut, par exemple, en France le cas de l'Action française au lendemain de la Première Guerre mondiale et du Parti communiste au lendemain de la Seconde Guerre mondiale : deux organisations qui ne prirent jamais « le pouvoir » au sens étroitement politique du terme, mais dérivèrent vers elles quantité d'énergies inemployées, du militant de base à l'intel-

lectuel admiré, contribuant grandement à l'« esprit du temps ». Deux exemples patents d'échec politique, mais bruyant.

Reste que si les modérés (selon les conjonctures conservateurs, libéraux, sociaux-démocrates...) gouvernent sur la longue durée, ce sont souvent les extrémistes qui fabriquent la rupture et font donc, en d'exceptionnels moments, avancer l'Histoire – y compris n'importe comment. La Révolution montagnarde ou la Commune de Paris, éphémères quoique mythifiées, mais aussi, plus durables, la Révolution d'octobre, la Marche sur Rome, l'arrivée au pouvoir d'Hitler, de Castro ou de Mao sont autant d'exercices du pouvoir extrémistes : ce n'est pas rien. C'est à cette lumière qu'il faut, pour finir, considérer la conjoncture du XXI^e siècle commençant, moment historique où ces lignes sont écrites. Il est clair que la conjoncture en question est propice aux extrémismes. En tous les cas, beaucoup plus que la prospérité des Trente Glorieuses. La montée exponentielle d'un discours populiste hostile aux élites établies est programmée par un dérèglement financier, donc économique, donc politique, donc culturel qui nourrit le scepticisme, le jusqu'aboutisme, en un mot, ou, plutôt, en deux : l'énergie du désespoir. Qui est donc autant une énergie qu'un désespoir. Une société n'a jamais que les hommes politiques qu'elle « mérite » – traduisons : qu'elle désire. L'heure de l'extrémisme sonne rarement, mais quand elle sonne, elle fait du bruit. Tendons l'oreille.

Pascal Ory

L'animal insaisissable

PENSER LES CONTRAIRES ?

Le serpent de mer du « péril extrémiste », de la « montée des extrêmes » et des risques que les courants politiques de bordure font courir à la majorité, n'en finit pas de surgir et ressurgir. Sans cesse, on l'invoque, on l'évoque, on le redoute, on le pourchasse...

Au XX^e siècle, l'extrémisme demeure largement délaissé par la science politique, lors même que les mouvements radicaux se multiplient. Ouvrons le *Dictionary of political thought* de Roger Scruton¹. L'extrémisme y fait l'objet d'une courte entrée, tandis que la notion se voit traitée de façon désinvolte. Elle est définie d'emblée comme un « terme vague », aux acceptions multiples. Rien de moins scientifique en somme que ce mot baroque, qui renvoie à une forme d'excès, aux antipodes de la rationalité du compromis politique.

Qu'en est-il de ce « terme vague » ? S'agit-il d'un « mot-valise », d'un « raccourci dangereux », d'une commodité de langage ? N'y a-t-il *rien à penser*, comme le sous-entendent

1. Roger Scruton, *A Dictionary of Political Thought*, The Macmillan Press, Londres, 1982.

certains chercheurs ? Doit-on d'emblée l'excommunier en exigeant du réel qu'il se soumette aux impératifs d'une recherche coupée de tout ancrage ? « Qui n'a pas fait d'enquête n'a pas droit à la parole », écrivait le Président Mao, père d'une fraction occidentale qui porte son nom.

Il est vrai que l'extrémisme fait problème. L'objet d'étude se montre fluctuant et incertain. Il se dérobe. Il se cache. Il conteste en général les écrits qui le concernent. « Extrémiste ? Moi, jamais... » Telle est la devise psalmodiée par la majorité des acteurs de cette scène. Il attaque, revendique, proteste. Il ne laisse pas le chercheur en repos.

Multiplés sont les conséquences de ce flou. On peut craindre de sombrer dans l'amalgame. Notre objet ne concerne-t-il pas en simultané les deux courants les plus opposés du champ politique ? « Droitisme » et « gauchisme » s'observent de loin et s'invectivent quand ils sont au contact. Comment peut-on les observer conjointement ?

Décrire les points de convergence, c'est prendre le risque du malentendu. Pointer les différences, c'est esquisser le phénomène, dans sa globalité.

Nous voici condamnés à un exercice de funambule. Mais doit-on s'en plaindre ? Se pourrait-il qu'en dépit des Cassandre, la réalité extrémiste appelle paradoxalement la nuance ?

L'EXTRÉMISME EST-IL PARTOUT ?

Nous l'observons chaque jour, dans les journaux, à la radio et à la télévision, sur Internet et ses déclinaisons.

Pieuvre géante, Golem envahissant, fantasma collectif et Grande Peur des bien-pensants, l'extrémisme s'impose comme une donnée récurrente. Il sculpte l'actualité. On évoque en vrac un « art extrémiste », des « extrémistes de la cuisine », des « adeptes des sports extrêmes », tout autant que des « États extrémistes », des « extrémistes religieux », ou des « partis extrémistes »...

Même la mode revendique aujourd'hui le droit à l'extrémisme. En novembre 2009, le magazine *Vogue* s'en réclame en couverture sous un slogan qui claque : « Extrême luxe, extrême mode ». Dans son éditorial, la rédactrice en chef, Carine Roitfeld, résume son propos : « Un coup de folie né d'un désir extrême. C'est on ne peut plus *tendance* ».

L'extrémiste, c'est le contre-exemple, l'ennemi du bon sens, l'adversaire de la modération et du compromis sur lequel repose le consensus social. Un grand Satan. Dans *La Pensée extrême*, Gérald Bronner insiste sur cette dimension négative. On ne peut, selon lui, rien attendre de positif, de la part d'un extrémiste, quelles que soient par ailleurs ses capacités intellectuelles : « Avant de condamner un individu qui semble adhérer à des croyances stupides, il convient de s'interroger sur la force réelle de ses convictions »².

Les croyances en question sont-elles ineptes par nature ? Dans « Libéralisme et morale », Alain de Benoist, qui provient de l'extrême droite et passe aujourd'hui pour un rénovateur de ce courant, observe un retour du mal absolu : « La notion de mal [...] tend depuis une vingtaine d'années

2. Gérald Bronner, *La Pensée extrême, Comment des hommes ordinaires deviennent des fanatiques*, Éditions Denoël, Paris, 2009, p. 31.

à réintégrer le langage public. Mais elle le fait d'une étrange façon. D'un côté nos contemporains continuent à penser qu'il est possible d'éradiquer le mal au moyen de mesures appropriées. De l'autre, adhérant à une conception du bien découlant de ce qu'ils croient être juste, ils n'hésitent plus à dénoncer ce qu'ils appellent le "Mal absolu". Ce Mal absolu [...] s'incarne aujourd'hui dans un certain nombre de figures clés qu'on agite à tout bout de champ : le Terroriste, le Négationniste, le Pédophile, le Nazi, le Raciste, le Tueur en série, etc. »³.

Tandis que Gérard Bronner pousse un cri d'alarme et appelle au sursaut, Alain de Benoist critique *a contrario* une désignation injuste et disqualifiante. « Sale extrémiste » ?

La notion est absente de la plupart des dictionnaires de sciences politiques. En 1999, j'avais compulsé les principaux ouvrages de référence, pour y traquer les définitions de « l'extrémiste » ou de « l'extrémisme ». J'avais constaté à l'époque que les termes étaient déjà ignorés de la plupart des politologues, comme s'ils constituaient une denrée négligeable⁴. Il existait bien des articles concernant l'extrême

3. Alain de Benoist, « Libéralisme et morale », *Krisis*, n° 32, juin 2009, p. 11.

4. Ni le *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, de Guy Hermet, Bertrand Badie, Pierre Birnbaum et Philippe Braud (Arman Colin, Paris, 1994), ni le *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, de Jean-François Sirinelli (PUF, Paris, 1995), ni le *Dictionnaire de la pensée politique*, de Basil Blackwell (Hatier, Paris, 1989), ni le *Dictionnaire de philosophie politique*, de Philippe Raynaud et Stéphane Rials (PUF, Paris, 1996), ne consacrent d'article à l'extrémisme politique.

gauche, ou l'extrême droite, mais la notion qui nous intéresse ici ne semblait pas digne de pensée, alors même que le spectre de l'extrémisme constituait déjà un phénomène massif.

Plus tard, le lundi 19 janvier 2004, j'avais été attiré par un titre ronflant du quotidien *France Soir*, qui clamait en « une » : « SOS extrémismes »... Par-delà la référence récurrente à un péril mal défini, l'emploi du pluriel m'avait vivement intéressé. *France Soir* semblait tenir comme un fait acquis que l'extrémisme était *plusieurs*. Un sous-titre venait pourtant relativiser cette audace : « Attentat contre Aïssa Dermouche, premier préfet issu de l'immigration, et symbole de la volonté d'intégration, manifestations pour le voile et les communautarismes. Mais qui veut donc ébranler les valeurs républicaines ? »

France Soir s'appuyait en fin de compte sur deux événements.

Le dimanche 18 janvier 2004, à 4 h 40 du matin, la voiture du futur préfet du Jura, Aïssa Dermouche, était soufflée par un attentat. Récemment nommé par le président Chirac, le haut fonctionnaire résidait encore à Nantes. Il s'apprêtait à déménager, pour prendre ses nouvelles fonctions. Qui avait pu commettre un tel forfait ? Des militants d'extrême droite hostiles à l'intégration d'un Maghrébin, ou des islamistes effectuant le même diagnostic ?⁵

France Soir relatait un second événement. Le samedi 17 janvier 2004, une manifestation de soutien aux femmes musulmanes voilées s'est déroulée à Paris. Le cortège d'envi-

5. Aïssa Dermouche a été victime d'une série d'attentats, entre janvier et mars 2004. On n'a jamais pu en identifier les auteurs.

rons quatre mille personnes était notamment mené par le Parti des musulmans de France, une petite organisation animée par Mohamed Latrèche. L'assistance apparaissait toutefois très diverse. Il était même dans la foule des militants trotskistes, membres de l'ex-Ligue communiste révolutionnaire, qui assuraient le service d'ordre.

C'est le syndrome de l'enchevêtrement. Que vient faire la LCR dans une manifestation de défense des femmes voilées ?⁶

Au final, la « une » de *France Soir* oriente le regard et donne à penser.

La question islamiste se trouve-t-elle au cœur de notre problématique ?⁷ Nous posons *a priori* la question d'un extrémisme *politique*. Doit-on prendre en compte un *soubassement religieux* ?

Qui sont les extrémistes ? Des islamistes ? Des femmes voilées ? Ou bien leurs adversaires nationalistes, hostiles à une présence musulmane ? L'islamisme et son corollaire, l'anti-islamisme, doivent-ils être désignés comme des « extrémismes », au même titre que le trotskisme, l'anarchisme, ou le nationalisme ?

Barack Obama semble épouser ce point de vue. En 2008, le premier président noir est élu à la tête des États-Unis d'Amérique. Parmi ses actes les plus remarquables figure

6. À propos des liens entre militants d'extrême gauche et islamistes, voir : Christophe Bourseiller, « L'extrême gauche face à la tentation islamiste », *Le Meilleur des mondes*, printemps 2007.

7. C'est l'avis de Pierre-André Taguieff. Voir à ce propos : *La Nouvelle Propagande antijuive, du Symbole al-Dura aux rumeurs de Gaza*, PUF, Paris, 2010.

le *Discours du Caire*, prononcé le 4 juin 2009, qui constitue une main tendue au monde musulman : « Je suis fier aussi de vous transmettre la bonne volonté du peuple américain et une salutation de paix de la part des communautés musulmanes de mon pays : *Salam Aleykoum* ».

Obama s'emploie notamment à distinguer les musulmans de ceux qu'il dénonce comme des « extrémistes » : « À Ankara, j'ai fait clairement savoir que l'Amérique n'est pas – et ne sera jamais – en guerre contre l'islam. En revanche, nous affronterons inlassablement les extrémistes violents qui font peser une menace grave sur notre sécurité. Parce que nous rejetons ce que rejettent les gens de toutes confessions : le meurtre d'hommes, de femmes et d'enfants innocents. Et il m'incombe d'abord, en tant que président, de protéger le peuple américain ».

Dans un rapport rendu public en mai 2008 sous le titre : *Preventing Violent Extremism, A Strategy for Delivery*⁸, le gouvernement britannique s'aligne sur la vision américaine : « Les extrémistes violents promeuvent une vision du monde simpliste et intentionnellement clivante. Ils promeuvent l'idée selon laquelle l'islam et l'Occident sont incompatibles. »

L'extrémisme constitue-t-il le trait principal permettant en somme de définir l'islam radical ? L'étiquette est clairement désobligeante. Il s'agit en tout état de cause de désigner un adversaire à la vindicte. Il est vrai que le terme se laisse aisément manier. On trouve sur Internet une intéressante

8. H.M. Government, *Preventing Violent Extremism, a Strategy for Delivery*, mai 2008.

« encyclopédie », sous le titre parlant de *L'Extrémisme sur le Net*⁹. Le site est riche, foisonnant, bien nourri. Il définit l'extrémisme par l'exemple. Qui sont donc à ses yeux les ennemis du genre humain ? Les partisans de la suprématie blanche, les adversaires de l'avortement, les « révisionnistes » niant le génocide nazi, le lobby anti-homosexuel... et l'islamisme.

Que penser d'une telle juxtaposition ? Doit-on n'y voir qu'un inventaire à la Prévert ? En réalité, les rédacteurs du site désignent comme seuls extrémistes reconnus les militants d'extrême droite et les islamistes. L'extrême gauche, dans sa diversité, se trouve ignorée...

Dans le livre *Extrême France*, Fiammetta Venner étudie avec une grande précision « les mouvements frontistes, nationaux-radicaux, royalistes, catholiques traditionalistes et provie »¹⁰. Les extrémistes d'en face se voient toutefois encore exclus de « l'extrême France », comme s'il ne pouvait y avoir d'extrémistes... qu'à droite.

Qui est extrémiste, et qui ne l'est pas ? Le terme ne relève-t-il que de la pure subjectivité ?

Observons l'attentat du 11 septembre 2001, qui a provoqué l'écroulement à New York des deux tours du *World Trade Center*. L'extrémisme y apparaît comme *doublement* à l'œuvre. L'action a été commise par des *extrémistes islamistes*

9. Roger Darlington, *Extremism on the Net*, www.rogerdarlington.co.uk/extremismonthenet.html

10. Fiammetta Venner, *Extrême France, les mouvements frontistes, nationaux-radicaux, royalistes, catholiques traditionalistes et provie*, Grasset, Paris, 2006.

se réclamant du réseau Al Qaeda. Elle est depuis lors devenue l'objet d'investigations poussées, de la part de nombreux *extrémistes conspirationnistes*, qui tiennent les islamistes pour incapables de commettre une action aussi sophistiquée.

L'extrémisme est partout et nulle part. C'est l'hydre de Lerne des sciences politiques. Il s'agit sans conteste de l'injure savante la plus universellement proférée, quand il s'agit d'étiqueter les grouillements suspects. En somme, tout le monde porte en lui quelque chose d'extrémiste : les « rebelles »¹¹, les mécontents, les ennemis du système, les contestataires, les destructeurs, les nihilistes, les « terroristes »...

Naît-on extrémiste, ou bien le devient-on ? Si c'est le cas, par quel chemin tortueux ? Une ruse du destin ? Commentant l'évolution de l'humoriste Dieudonné, qui s'est présenté à des scrutins électoraux contre le Front national avant de demander à Jean-Marie Le Pen d'être le parrain de son fils, Gérald Bronner évoque un effritement : « [...] De déclaration en déclaration, le mur qui le séparait de l'extrémisme est devenu de plus en plus poreux et a fini par s'effondrer »¹².

Les parois de la cloison sont-elles si minces ? Serions-nous tous menacés par une part extrémiste, comparable à un démon qui nous guiderait vers l'abîme ?

11. Isabelle Sommier et Xavier Crettiez développent la notion de « rebelle ». Sous l'étiquette, ils rangent tout aussi bien les situationnistes en mai 1968 que les activistes de l'Action française, les altermondialistes, ou les commerçants en colère. Voir : *La France rebelle, Tous les foyers, mouvements et acteurs de la contestation*, Michalon, Paris, 2002.

12. Gérald Bronner, *op. cit.*, p. 203.

UNE PHÉNOMÉNOLOGIE DES COMPORTEMENTS

Laird Wilcox apparaît à bien des égards comme un personnage fascinant. Cet autodidacte qui a longtemps exercé la profession de charpentier est considéré comme un des principaux collectionneurs américains de propagande. On lui doit de nombreux fascicules édités à compte d'auteur, qui constituent d'irremplaçables annuaires, consacrés à l'extrême droite, à l'extrême gauche, aux religions minoritaires et aux conspirationnismes. Fondateur à l'Université du Kansas, dans le cadre de la *Kenneth Spencer Research Library*, de la « collection Wilcox des mouvements politiques contemporains », il y stocke plus de dix mille livres, brochures, affiches, tracts, journaux, audio-cassettes, vidéos, émanant d'environ huit mille groupes, actifs sur le territoire des États-Unis.

Laird Wilcox est avant tout un collecteur, un glaneur. Quelle morale tire-t-il de cette passion ininterrompue ? Dans un texte court et dense qui lui sert de manifeste, « Qu'est-ce que l'extrémisme politique ? », il propose un cadre d'études : « [...] L'extrémisme est davantage une affaire de style que de contenu. Durant les vingt-cinq années que j'ai consacrées à enquêter sur les groupes politiques de gauche et de droite, j'ai réalisé que la plupart des personnes pouvaient soutenir des positions radicales et hétérodoxes, tout en demeurant plus ou moins raisonnables, rationnelles et non-dogmatiques. À l'inverse, j'ai rencontré des gens dont les positions rejoignaient largement celles du courant politique majoritaire, mais qui les présentaient d'une manière arrogante, étrangère aux compromis, brutale et clairement autoritaire¹³. »

13. Laird Wilcox, « What is extremism ? Style and Tactics matter more than Goals », dans : Laird Wilcox et John George, *Nazis, Commu-*

Aux yeux de Laird Wilcox, l'extrémisme n'est aucunement une affaire de doctrine. L'extrémiste se distingue par ses méthodes, et non par ses idées.

L'assertion fondatrice de Laird Wilcox, qui s'appuie sur une longue et patiente pratique empirique, ne manque pas d'interpeller. À suivre son raisonnement comportementaliste, on en déduit qu'il existe des extrémistes *partout* : chez les révolutionnaires, mais aussi dans les partis modérés.

L'extrémisme devient une pathologie de l'excès, fort répandue dans la société.

Sans doute pourrait-on évoquer dans cette perspective la dérive du Service d'action civique¹⁴. Milice gaulliste, le SAC prétend au départ défendre la démocratie française contre les périls qui la menacent. Des activistes du SAC se trouvent pourtant impliqués dans de multiples affaires de droit commun, dont la plus célèbre est la « tuerie d'Auriol », survenue le 18 juillet 1981. À cette date, Jacques Massié, chef du SAC de Marseille, est assassiné avec toute sa famille par des hommes qui le soupçonnent de vouloir les trahir au profit de la gauche. On découvrira six cadavres. Lors de sa dissolution, décrétée par le gouvernement de François Mitterrand le 3 août 1982, le SAC est généralement désigné par les journa-

nists, Klansmen and others on the fringe, Political Extremism in America, Prometheus Books, Buffalo, New York, 1992. En français : « Qu'est-ce que l'extrémisme politique ? », traduction de Paul Masquelier, *Krisis* n° 28, juin 2006.

14. Le Service d'action civique (1960-1982) est une association qui vise à défendre le Général de Gaulle et ses successeurs. Parmi ses adhérents figurent Pierre Debizet, Jacques Foccart, Alexandre Sanguinetti ou Charles Pasqua.

listes comme une officine d'extrême droite. Il ne s'est pourtant jamais réclamé que de la pensée du Général de Gaulle. Doit-il être considéré comme un mouvement gaulliste *extrémiste* ? L'extrémisme n'est-il au final qu'une affaire de mœurs ?

Notre enquête doit-elle se réduire à une sociologie des comportements, incluant tout aussi bien l'étude des partis du centre, que des groupes de la périphérie ?

Dans « Qu'est-ce que l'extrémisme politique ? », Laird Wilcox se livre à une patiente description de ce qu'il faut bien nommer les « symptômes » de l'extrémisme. Il en pointe vingt-et-un.

- L'assassinat de la réputation : les extrémistes ne réfutent pas les idées de leurs adversaires. Ils tentent de les discréditer par des attaques *ad hominem*.

- L'injure et la disqualification par étiquettes : ils usent en général d'arguments excessifs – fascistes, communistes, bourgeois, aventuriers, etc.

- Les généralisations ravageuses irresponsables : les extrémistes tendent à proférer des jugements à l'emporte-pièce. Ils sont en permanence tentés par une forme de lynchage globalisant.

- Les assertions démontrées par des preuves inadéquates : soucieux de forger leur propre vérité, qui ne saurait souffrir la contradiction, ils tronquent les citations, mentent, ou déforment. Il y a le désir d'une pensée totalitaire, d'un système clos. Les idées avancent blindées.

- La défense des doubles standards : les extrémistes ne supportent pas d'être traités comme ils traitent les autres. Ils

réclament un statut particulier, et tentent en permanence de contrôler ce que l'on dit d'eux.

- La tendance à percevoir les adversaires et détracteurs comme intrinsèquement maléfiques : si des gens s'opposent à leurs idées, ils ne peuvent le faire que pour des mobiles inavouables. Pour qui roulent-ils ? L'adversaire est démonisé.

- Une vision manichéenne. Le monde se divise en deux camps : « ceux qui ne sont pas avec moi sont contre moi ».

- Le désir de censure et de répression à l'égard des adversaires : il peut s'agir de campagnes actives dans les médias ou sur Internet, voire de tentatives de *lobbying*. Il s'agit de discréditer l'adversaire et de l'empêcher de s'exprimer. « Dans tous les cas, le but est de parvenir à une sorte de contrôle de l'information. »

- La tendance à s'identifier aux ennemis de l'autre bord : les anticommunistes, ou les antinazis finissent parfois par ressembler à leurs adversaires. Ainsi les antifascistes libertaires actifs dans les *Black Blocks* arborent casques noirs, vêtements de cuir et barres de fer, tout comme leurs adversaires d'extrême droite : « [...] Les "opposés" sont généralement comparables à des images miroirs qui, bien qu'elles aient une face "gauche" et une face "droite", se ressemblent et agissent de façon étonnamment similaire ».

- Le recours à l'éthique. Les extrémistes justifient leurs actes par des impératifs catégoriques. Nul ne saurait discuter des vérités à ce point intangibles. Wilcox pointe ici des liens avec les religions. La démarche politique est liée à un engagement moral, qui la précède et la détermine.

- L'utilisation de slogans, de mots-clefs, de clichés qui évitent de penser : il s'agit de raccourcis, de formules toutes

prêtes, qui servent de remparts. Certains groupes réinventent un langage, à travers la pratique de différentes « langues de bois » idéologiques. On l'a vu notamment avec les organisations maoïstes.

- L'affirmation d'une supériorité sur l'entourage. La supériorité peut être religieuse, raciale, ethnique... Elle peut aussi se traduire par « une sorte de snobisme distant et raffiné ». On songe ici aux post-situationnistes et à leurs adeptes, toujours désireux d'exclure ceux qui n'entrent pas dans leur moule élitaire.

- Une pensée apocalyptique. Soit les extrémistes annoncent une catastrophe inéluctable (crise économique, fin du monde, guerre civile généralisée), soit ils prédisent un bouleversement radieux, comparable aux douleurs de l'enfantement (révolution, restauration, révélation). Certains courants s'apparentent ainsi à des millénarismes politiques.

- La conviction qu'il est permis de commettre des méfaits pour favoriser le triomphe d'une « bonne cause » : tous les moyens sont bons, pour sauver l'humanité. Il est parfois nécessaire d'aller « jusque dans les écuries du tsar », selon une formule prêtée à Lénine et reprise par certains trotskistes désireux de justifier un entrisme tous azimuts : « Avec les extrémistes, la fin justifie toujours les moyens ».

- L'accent mis sur les réponses émotionnelles : « les extrémistes manifestent un goût inavoué pour la propagande, qu'ils ont tendance à considérer comme un adjuvant de l'éducation ou de la prise de conscience ». Certains militants d'extrême droite s'ancrent dans le chagrin ressenti lors de la perte de l'Algérie. L'argument émotionnel est également

présent dans la propagande : recours à des images traumatisantes, récits de massacres ou d'atrocités.

- L'hypersensibilité et la vigilance : les extrémistes se perçoivent comme les défenseurs de forteresses assiégées. Cette « hypersensibilité » détermine souvent des comportements paranoïaques. Elle pousse certains mouvements à embrasser des thèses « conspirationnistes ».

- Le recours à des justifications surnaturelles : Laird Wilcox pointe ici un symptôme religieux. Mais si l'on s'en tient à sa cartographie comportementale, l'extrémisme touche aussi des partis politiques d'inspiration religieuse. C'est le cas notamment aux États-Unis de la *Nation of islam* de Louis Farrakhan, une ligue afro-américaine qui prône l'établissement d'un ordre nouveau fondé sur une lecture particulière du Coran, et impliquant la stricte séparation des races. Certains courants catholiques traditionalistes pourraient également être cités.

- L'incapacité à tolérer l'ambiguïté et l'incertitude : la plupart des extrémistes cherchent des certitudes. Ils adoptent des systèmes de pensée clos, et s'y accrochent comme à des gardes fous. Dans le cas des mouvements d'extrême gauche, on observe ainsi le contraste entre la promesse future d'un monde libéré de tout carcan, et la présence d'un cadre disciplinaire rigide.

- Le penchant pour « la pensée de groupe » : les organisations ont tendance à fonctionner en circuit fermé. Les militants sortent entre eux, lisent les mêmes livres et voient les mêmes spectacles.

- La tendance à personnifier l'hostilité : les extrémistes s'en prennent parfois nommément à des individus qui symbolisent à leurs yeux un système haï : Nelson Rockefeller,

Henry Kissinger ou Olaf Palme ont fait l'objet de campagnes. Cette tournure de pensée justifie les pratiques d'action individuelle, dites « terroristes ».

- Le système peut être détourné : les extrémistes sont des ennemis du système. Mais ils en profitent lourdement. Pourquoi les organisations révolutionnaires françaises se présentent-elles aux élections ? Ce n'est évidemment ni pour gagner, ni pour s'insérer dans un jeu démocratique qu'elles refusent. Elles obéissent à trois mobiles : a) le désir d'accéder aux grands médias à la faveur de la campagne électorale, b) la possibilité de mesurer leur influence en un sondage irréfutable, c) l'obtention de subventions gouvernementales. Les extrémistes sont ainsi bien souvent des pragmatiques – la fin justifie les moyens.

Laird Wilcox a le mérite de poser un cadre. Mais sa phénoménologie tient-elle la route ? Le dispositif génère un paradoxe. On peut être anarchiste, stalinien, trotskiste, maoïste, nationaliste, royaliste, néonazi, sans pour autant devoir être qualifié d'extrémiste, si l'on s'en tient à des pratiques « modérées », telles que l'édition de brochures ou la distribution de tracts. En revanche, tout centriste violent, développant individuellement des pratiques transgressives, risque d'être qualifié d'extrémiste. Dans le livre *Extremism in America*, Lyman Tower Sargeant cite une phrase prononcée par le sénateur républicain Barry Goldwater en 1964 : « L'extrémisme en défense de la liberté n'est pas un vice¹⁵ ».

15. Lyman Tower Sargeant, *Extremism in America, A Reader*, New York University Press, New York, 1995.

HIÉRARCHIE, VIOLENCE, TRANSGRESSION

La typologie de Laird Wilcox appelle plusieurs commentaires. Il importe d'abord de la compléter et de la préciser.

On observe en premier lieu que les groupes sont généralement très *hiérarchisés*, même quand ils prétendent se construire selon un schéma antiautoritaire.

L'Union communiste, plus connue sous le nom de son journal, *Lutte Ouvrière*, constitue un exemple parlant. Cette organisation trotskiste a été fondée en 1939. Il s'agit donc en France d'un mouvement très ancien. Jusqu'en 1997, l'Union communiste a présenté le visage d'une organisation *sans chef*, régie collectivement par un Comité exécutif. À la faveur d'une scission, des indiscretions ont filtré. La presse a ainsi révélé l'existence d'un leader discret, Robert Barcia, dit *Hardy* (1928-2009)¹⁶.

Hardy se présentait modestement comme « l'un des plus anciens militants » de l'Union communiste. Il en fut cependant le dirigeant principal, durant près de cinquante ans.

Aux yeux du grand public, *Lutte ouvrière* apparaît comme un groupe privilégiant les décisions collectives, alors que l'organisation fonctionne sous la direction d'un chef, qui définit les orientations.

Le cas de l'Union communiste est intéressant, puisque ce groupe exige de ses sympathisants et militants une stricte discipline : on ne discute pas les ordres venus d'en haut ; on respecte les horaires, même incongrus (diffusions de tracts ou

16. On peut notamment citer : François Koch, *La Vraie Nature d'Arlette*, Éditions du Seuil, Paris, 1999.

de bulletins aux premières heures de l'aube, réunions pendant les week-ends...) ; on appelle enfin les responsables de l'Union communiste à ne pas faire d'enfants, pour se vouer vingt-quatre heures par jour à la révolution.

Discipline de fer et hiérarchie sont le lot de nombreux groupes trotskistes, ou staliniens. Il s'agit de copier le modèle léniniste du parti bolchevik.

Contre toute attente, la mouvance anarchiste, autonome et « ultra-gauche » n'échappe pas à la hiérarchisation. Encore celle-ci s'exerce-t-elle de manière plus sournoise. On assiste en général dans cet archipel au surgissement de leaders spontanés, qui deviennent des guides incontestés. L'exemple de l'Internationale situationniste se révèle frappant. Dans cette petite communauté d'artistes et de théoriciens, Guy Debord s'affirme comme un meneur et un maître à penser. C'est lui qui coopte, qui exclut, qui séduit et qui abandonne. Il est le pivot, le « pape », au sens où André Breton fut désigné le 30 août 1924 par Yvan Goll dans le *Journal littéraire* n° 19 comme un « pape » du surréalisme.

La *violence* se trouve en second lieu au cœur des démarches extrémistes. Elle sourd en maintes occasions. Elle apparaît d'abord dans les textes et les proclamations : révolution, contre-révolution, coup de force, restauration, guerre civile, guerre populaire... Les mouvements de droite comme de gauche s'accordent sur la nécessité d'en finir avec l'état présent du monde. Cette destruction du système ne peut s'effectuer par la voie électorale. Le coup de balai serait insuffisant. Seules demeurent les différentes voies non-démocratiques, qui passent par la violence.

La *violence* incarne l'horizon idéologique de l'extrémisme. Elle est l'instrument de la libération. Elle surgit également au quotidien, dans la pratique militante. Elle structure parfois la vie des organisations. Peu avant la mort du leader trotskiste anglais Gerry Healy (1913-1989), il a été divulgué que le vieux chef bénéficiait d'un « harem » de jeunes militantes, qui devaient se plier sans rechigner à sa libido, sous peine d'exclusion.

Le degré de violence détermine la profondeur de l'implication. Certains mouvements d'extrême droite exigent de leurs membres un test de bravoure. Il s'agit de montrer son audace aux yeux de tous. En 1974, Michel Bodin, du Groupe action jeunesse (extrême droite), lance une grenade fumigène sur le président Valéry Giscard d'Estaing. En 2002, Maxime Brunerie, qui évolue dans la mouvance du groupe Unité Radicale, tire à la carabine sur le président Jacques Chirac pendant le défilé du 14 juillet. Il s'agit, par des actes individuels, de démontrer sa vaillance. Le vrai révolutionnaire n'a pas froid aux yeux. Il ne se contente pas de psalmodier que « la guerre du peuple est invincible » (selon la formule de Mao Zedong). Il passe à l'acte.

La violence va de pair avec la *transgression*. L'extrémiste se considère comme un être lucide, égaré parmi les aveugles. Il ne se soumet à la loi commune que par tactique. Il ne reconnaît ni les institutions démocratiques, ni les cours de justice, ni les règles du marché. Il milite au contraire pour l'avènement d'une société future, débarrassée de ce qu'il perçoit comme les tares du présent.

Il est dès lors tentant d'anticiper. Certains extrémistes se caractérisent par une tendance à la transgression : dépassement

du couple, rejet de la propriété, ou séparation d'avec les étrangers... Le musicien expérimental américain Boyd Rice se réclame simultanément du nationalisme révolutionnaire, du satanisme et du sadomasochisme. Le Français Michel Caignet a naguère cumulé une double activité d'activiste néonazi et de diffuseur d'images pédophiles.

Dans tous les cas, on marque sa différence en *différant*. La transgression appelle la surenchère. On est mis au défi : qui sera le plus extrême ? Qui ira le plus loin ? Qui aura le courage de ses opinions et les mettra en pratique ?

On a vu dans l'histoire bien des cas de spirales. Le personnage le plus connu, illustrant cette inclinaison, est sans doute Jacques Doriot (1898-1945). Ce militant d'extrême gauche connaît une évolution progressive, qui le mène successivement à s'affranchir du communisme officiel, à fonder le Parti populaire français, à structurer un nationalisme français, à soutenir Adolf Hitler, à s'engager sous l'uniforme allemand, et à subir en 1945 l'apocalypse finale.

On observe une spirale analogue quand des militants d'extrême gauche en viennent à pratiquer la lutte armée révolutionnaire : on songe aux Brigades rouges italiennes, au Groupe révolutionnaire antifasciste du Premier Octobre espagnol, à la Fraction armée rouge allemande. En France, Action directe, les Noyaux armés pour l'autonomie populaire, ou les Brigades internationales ont incarné dans les années soixante-dix et quatre-vingt cette escalade politico-militaire.

Mus par un désir de transgression, certains extrémistes se lancent dans des pratiques sexuelles hors normes. Éditée de 1986 à 1992, la revue *Gaie France* témoigne de la conversion de militants d'extrême droite à la pédophilie, tandis que

dans la même période, des libertaires d'extrême gauche, proches de la mouvance de Félix Guattari, évoluant dans la proximité des structures qu'il a impulsées, prônent à leur tour l'amour des enfants¹⁷.

On voit bien au final que l'explication de l'extrémisme par les comportements ouvre d'indéniables portes. C'est justement cette *clef* qui m'a conduit en 2000 à travailler sur les « extrémistes du sexe » et à publier *Les Forcenés du désir*¹⁸. À travers ceux qui manifestent des « comportements extrêmes », peut-on mieux comprendre l'extrémisme comme phénomène global ?

Pourtant, l'extrémisme ne saurait en dernière instance se réduire à une galerie de symptômes.

VERS UNE ESQUISSE DE DÉFINITION

Dans *Le XX^e Siècle idéologique et politique*, Michel Winock affirme que la démarche de l'extrémiste – de gauche comme de droite – obéit à un schéma récurrent :

– L'extrémiste rejette la situation présente, jugée catastrophique.

17. François Dosse, *Gilles Deleuze et Félix Guattari, Biographie croisée*, La Découverte, Paris, 2007.

18. Christophe Bourseiller, *Les Forcenés du désir, Cybersexe, néofémisme, body-art, polyamour, vampires, cyborgs, échangistes, cultes érotiques, barebacking, sexe-performeurs, sm extrême*, Denoël, Paris, 2000.

– Ce constat de faillite trouve son explication dans un « agent privilégié de malédiction » : les riches, le capitalisme, les juifs, les immigrés, les francs-maçons...

– La solution passe par « l'appel à un sauveur, individuel ou collectif ».

– « Le sauveur réalisera l'instauration d'un ordre nouveau »¹⁹.

On mesure ici le fossé qui sépare Laird Wilcox de Michel Winock. Pour le premier, l'extrémisme se réduit à un éventail de comportements. Pour le second, il se définit par des idées : « L'extrémiste se projette dans un monde essentialiste où doit triompher son idéal de pureté sur l'existence des contradictions, des altérations, des compromissions »²⁰.

Cette quête de pureté, qui constitue le but ultime, aboutit idéalement à la résolution de tous les conflits : union derrière un Grand Leader, communauté épurée dans laquelle chacun trouve sa place, ou communion généralisée dans la société sans classes. La recherche de la pureté jure avec les compromis de la modération. La pureté de l'idéal s'oppose aux souillures du réel.

Michel Winock remarque que les groupements extrémistes se trouvent souvent composés de gens très jeunes. Dans une société qui exalte un certain « jeunisme », doit-on s'étonner de voir colporter des « valeurs » issues d'un culte de l'éternelle jeunesse ? On songe à la belle phrase de Guy Debord, prononcée dans le film *In Girum imus nocte et consu-*

19. Michel Winock, « L'extrémisme », *Le XX^e Siècle idéologique et politique*, Perrin, Paris, 2009, p. 107.

20. *Op. cit.*

mimur igni : « La sagesse ne viendra jamais. »²¹ L'extrémiste va au bout de sa démarche. Il ne s'arrête pas en chemin. « Toujours plus loin, plus haut, plus fort », telle est sa devise.

Le militant d'extrême gauche arpente les confins de la gauche. Il en pense les concepts de façon radicale et en tire toutes les conséquences géométriques. Le militant d'extrême droite relit de fond en comble les textes fondateurs de la droite. Il pousse lui aussi les raisonnements jusqu'à leurs ultimes conséquences.

L'extrémisme, c'est une idée politique, assumée jusqu'à ses plus lointaines *extrémités*. Dans *L'Âge des extrêmes*, Eric Hobsbawm le décrit comme une forme de *paroxysme*²².

Ouvrons le Dictionnaire Robert. L'extrémiste y est défini comme le « partisan d'une doctrine poussée jusqu'à ses limites, ses conséquences extrêmes ». Selon cette définition, il existe bel et bien une *pensée extrémiste*.

L'approche psychologique de Laird Wilcox trouve ici ses limites. On ne saurait plus identifier l'extrémisme à une simple pathologie. Un démocrate-chrétien hargneux ne devient pas pour autant un extrémiste politique. À l'inverse, un placide universitaire marxiste, qui dans ses textes envisage la « dictature du prolétariat » comme prélude à « l'abolition du salariat », avance des idées extrémistes, même s'il n'a jamais commis que des manifestes abscons.

On pourrait ainsi en venir à une définition minimum, permettant d'établir un cadre de recherche.

21. Guy Debord, *In Girum Imus Nocte et Consumimur Igni*, édition critique, Éditions Gérard Lebovici, Paris, 1990.

22. Eric J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes, Histoire du court XX^e siècle*, Complexe, Paris, 1994.

Partisan d'une doctrine politique poussée jusqu'à ses extrémités, qui détermine un certain nombre de comportements et de pratiques, l'extrémiste appelle à un changement radical de société. Ce changement ne peut s'effectuer que par la violence.

DE L'EXTRÉMISME À L'EXTRÉMISATION

Cette définition minimale permet-elle de spécifier l'objet d'observation et de délimiter le champ ? On opère souvent une confusion entre trois éléments distincts :

- *les mouvements proprement extrémistes ;*
- *les mouvements qui ont naguère été extrémistes, mais se sont modérés au fil du temps ;*
- *les mouvements qui témoignent de la dissémination d'idées extrémistes dans le champ politique.*

Nous venons d'évoquer les mouvements proprement extrémistes. Que faut-il entendre par ceux qui se sont modérés au fil du temps ? Deux formations françaises peuvent ici servir d'exemples.

Observons le Parti communiste français. Lorsqu'il s'est constitué en 1920 au Congrès de Tours, il a adopté d'emblée des positions révolutionnaires. Il se classait à l'extrême gauche. Il appelait à la révolution prolétarienne. Il a néanmoins évolué au fil du temps, tandis que l'Union soviétique optait progressivement pour la « coexistence pacifique ». Tout en maintenant des options d'extrême gauche, il s'est inséré dans le jeu démocratique républicain.

La mort de Staline en 1953 marque une césure. À partir des années cinquante, le PCF s'impose comme une formation de gauche traditionnelle, privilégiant la voie électorale et refusant peu ou prou la violence. Dès lors que la direction du PCF exclut aujourd'hui le recours à la révolution armée et réfute depuis 1976 le principe de la « dictature du prolétariat », cette organisation ne peut plus être considérée comme extrémiste. Elle provient cependant historiquement d'un courant idéologique extrême.

Il en va de même du Front national. Cette organisation a été créée en 1972 par le Bureau politique du mouvement néofasciste Ordre nouveau. Il s'agissait d'impulser un front élargi, dans le but de disséminer certains thèmes extrémistes. Le Front national s'est ainsi développé comme une caisse de résonance visant le grand public. Ce désir de communication l'a toutefois conduit à « modérer » son discours et ses pratiques, tandis qu'il s'insérait à son tour dans le jeu démocratique. Dans la mesure où le Front national n'envisage que la voie électorale et prohibe toute forme de violence, il ne saurait être considéré aujourd'hui comme un mouvement extrémiste.

Il nous faut cependant d'emblée relativiser ces jugements. S'il n'est plus contrôlé comme naguère par une puissance étrangère, le PCF est aujourd'hui traversé par divers courants extrémistes (trotskistes, néostaliniens, staliniens), qui structurent d'actives minorités oppositionnelles et pèsent dans plusieurs secteurs.

De même, le Front national est depuis l'origine un conglomérat de courants divers (nationalistes classiques, nationalistes révolutionnaires, néonazis, royalistes, conserva-

teurs, libéraux, et même, à un moment donné, adeptes de la secte Moon...). On voit encore cohabiter en son sein des tendances extrémistes, qui à leur tour tentent de peser sur la direction.

Ces formations comptent au final dans leurs rangs des militants révolutionnaires, qui tentent de les faire renouer avec leurs origines radicales.

Qu'en est-il maintenant des groupes qui, sans être extrémistes, témoignent d'une *influence extrémiste* ? Ceux-ci reprennent à leur compte une ou plusieurs thématiques généralement élaborées dans les marges de la politique. Qui sont ces acteurs paradoxaux ?

Au plus fort de la crise économique et financière de 2008, le Nouveau Parti anticapitaliste, issu de la Ligue communiste révolutionnaire et dont le porte-parole est Olivier Besancenot, appelle à lutter contre le chômage par « l'interdiction des licenciements ».

Dans les années quatre-vingt, le Front national propose déjà de réduire le chômage en expulsant les immigrés. « Six millions de chômeurs, six millions d'immigrés en trop », proclame une affiche de propagande.

Dans les deux cas, nous observons la mise en circulation de slogans populistes. *Populiste*. Le mot est lâché. Quel est le lien entre l'extrémisme et le populisme ? Les mouvements populistes s'emploient bien souvent à populariser des thématiques issues de l'extrémisme. Tous les populistes ne sont évidemment pas des extrémistes : ils ne militent pas pour un changement radical de société et n'envisagent pas une solution violente.

Le développement massif des populismes traduit cependant une *extrémisation du champ politique*. Le populisme, c'est le champ d'expérimentation des extrémismes. Un des canaux par lesquels les idées venues de la bordure se répandent dans la société²³.

DES ARCHIPELS MOUVANTS

Sans doute doit-on à ce stade éviter l'écueil trop visible de l'anathème moral. Nous voyons certes à quel point les adeptes des extrêmes peuvent se révéler nocifs. Il n'est rien de plus ravageur que le triptyque de la hiérarchie, de la violence et de la transgression.

L'extrémisme se présente toutefois en ordre dispersé. L'étiquette dissimule des tendances, des groupes, des cénacles dissemblables. Quoi de commun à l'extrême gauche entre des néostaliniens nostalgiques du Mur de Berlin et des post-anarchistes, libertins et libertaires, lecteurs de Guy Debord, devenus adversaires de la technologie ? Quoi de commun à l'extrême droite entre des néonazis au racisme brutal, et des post-nationalistes, questionnant leur place dans ce monde et contestant le nationalisme ?

Il importe aussi de tenir compte d'un important clivage *transversal*. Par-delà la cartographie des différents courants, il existe une frontière, qui sépare, à droite comme à gauche, les *invariants des modernistes*.

23. Voir dans cet ouvrage « L'épineuse question du populisme », p. 195-199.

Les invariants apparaissent comme les dépositaires enthousiastes d'une tradition politique. Ils s'arc-boutent sur un legs, perçu comme intangible et immuable. Ils défendent becs et ongles une vision du monde qui ne saurait varier en fonction des circonstances.

En France, l'Union communiste apparaît comme un bon exemple de groupe trotskiste invariant. Cette organisation n'a jamais varié d'un iota depuis sa fondation. Elle continue vaille que vaille à défendre une stratégie sociologique d'implantation à la base, dans la classe ouvrière, au nom d'un marxisme révolutionnaire directement issu des textes fondateurs. L'Union communiste, ce sont les gardiens du Temple et du temps.

Quelle différence avec le Nouveau parti anticapitaliste... Cette structure établie en février 2009 prétend au contraire dépasser le trotskisme, pour entrer en phase avec l'époque. Aux yeux du NPA, il importe de faire évoluer la doctrine, dans le dessein d'adhérer et de correspondre à une histoire en perpétuelle mutation.

Dans *Prenons Parti pour un socialisme du XXI^e siècle*, Olivier Besancenot et Daniel Bensaïd insistent en 2008 sur cette dimension : « Nous voulons changer de logiciel [...]. Le Nouveau Parti anticapitaliste ne cherche pas à refaire la gauche d'avant. Il entreprend d'en construire une autre, nouvelle, radicale et indépendante. »²⁴

Il s'agit bel et bien de bâtir du neuf. Le NPA ne se présente plus comme un mouvement trotskiste, mais comme

24. Olivier Besancenot et Daniel Bensaïd, *Prenons Parti pour un socialisme du XXI^e siècle*, Mille et une Nuits, Paris, 2008.

une initiative correspondant au siècle. Est-ce une réussite ? Le premier bilan semble pour l'heure relativement mitigé. À l'image de la Ligue communiste révolutionnaire, qui l'a précédé, le NPA expérimente au quotidien une forme de « révolution culturelle permanente ». Pour le meilleur, parfois. Pour le pire, souvent...

Tel est justement le lot des groupes modernistes. Ces mouvements au constant questionnement apparaissent comme des bateaux ivres, qui tangent au gré des débats internes. Le NPA est visiblement constitué de sensibilités antagonistes. On voit cohabiter sous la même bannière des léninistes orthodoxes, des libertaires modernistes, des populistes en quête d'idéologie, des trotskistes de toutes obédiences.

Moderniste ou invariant, l'extrémisme se déploie aussi bien à droite qu'à gauche. Doit-on pour autant céder à l'amalgame et tenir les deux extrêmes pour des frères ennemis ? Nous ne saurions céder à une vision à ce point réductrice, tant il est vrai que l'un et l'autre avancent des visions du monde inconciliables.

Les courants d'extrême gauche militent pour une société communiste. L'extrême gauche s'appuie sur une conception optimiste, rousseauiste de la nature humaine. Elle rêve un monde meilleur, le communisme, caractérisé par un égalitarisme intégral.

L'extrême droite prétend au contraire replacer l'homme au sein d'une hiérarchie naturelle. Sa représentation du monde est radicalement différente.

Il existe pourtant des zones de frottement. De nombreux mouvements rejettent d'ailleurs la dichotomie droite/gauche

et se placent dans un « en dehors », ou un « au-delà » de la politique.

Gauche et droite extrême récusent nos sociétés. Elles convergent dans la négation.

Les deux courants partagent parfois des références communes : Pierre-Joseph Proudhon et les socialistes utopiques ; Auguste Blanqui ; Antonio Gramsci ; Ernesto Che Guevara ; Guy Debord...

Les pratiques se ressemblent : on pointe un même trip-tyque de hiérarchie, de violence et de transgression. Il devient finalement nécessaire de naviguer entre deux écueils : d'un côté, un amalgame commode ; de l'autre un dualisme forcené.

PARTIE 1

Les extrêmes gauches

Les ravages de la nostalgie

UN OBJET RÉTIF ?

Il est paradoxalement beaucoup plus difficile d'étudier les extrêmes gauches que les extrêmes droites.

Observant les différents archipels de la gauche radicale, l'observateur impartial dérange, au point que l'on tente parfois de le faire taire, en répandant des calomnies, en se livrant à des menaces, en essayant par différents moyens de discréditer celui qui est perçu d'emblée comme un adversaire.

L'extrême gauche entretient avec le reste du monde une relation complexe, qui s'explique en partie par l'histoire. Quand éclate la contestation juvénile des années soixante, la génération du « baby-boom » endosse spontanément les discours de l'extrême gauche, qui constituent le bréviaire de la contestation. Certains n'ont rejoint que fugitivement la Ligue communiste, la Gauche prolétarienne ou l'Alliance marxiste révolutionnaire. Ils n'ont pas toujours été adhérents et se sont bien souvent contentés d'un statut de sympathisant. Mais ils revendiquent une origine trotskiste, maoïste, anarchiste ou « ultra-gauche ». Dans *Secrets de jeunesse*, Edwy Plenel invoque un « trotskisme culturel », qui le structure et le façonne au quotidien¹.

1. Edwy Plenel, *Secrets de jeunesse*, Stock, Paris, 2001.

Dans les *sixties* et les *seventies*, les mouvements d'extrême gauche jouissent d'une influence qui excède les frontières du politique. On pourrait dire que la génération 68 est d'extrême gauche comme elle est yé-yé. L'adhésion n'est pas tant idéologique que tribale et affinitaire. Évoquant le mouvement maoïste, dont il fut partie prenante, Philippe Sollers évoque un « trou noir », un lieu aveugle². Il n'est en effet rien de moins définissable que le maoïsme occidental, qui se réfère de manière ambiguë, voire ésotérique, à des écrits théorico-poétiques de Mao Zedong, souvent obscurs et nébuleux. On voit cohabiter sous l'étiquette « pro-chinoise » des staliniens bottés et militarisés, partisans du service militaire et du « tout nucléaire », membres du Parti communiste marxiste-léniniste de France ou du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), et des « babas cools », membres de Vive la révolution (VLR), écoutant les groupes rock du FLIP, la Force de libération et d'intervention pop, qui regroupe les orchestres les plus radicaux : Red Noise, Fille qui mousse, Maajun ou Komintern.

On ne peut guère s'étonner d'une telle cacophonie. Elle s'explique par le caractère duel du maoïsme. Sur le plan politique, il s'agit d'une branche spécifique du marxisme, qui s'inspire autant de Staline que de Mao. Sur le plan culturel, certains groupes maoïstes apparaissent comme les transmetteurs de lignes nouvelles. Dirigé par Roland Castro, le groupe Vive la révolution, de Christian de Portzamparc, Tiennot Grumbach et Stéphane Courtois, sert ainsi d'incubateur

2. Ce témoin figure dans : Christophe Bourseiller, *Les Maoïstes. La Folle Histoire des « gardes rouges » français*, Plon, Paris, 1996.

involontaire et provisoire au mouvement des femmes et à la cause homosexuelle. Ce n'est pas rien. À VLR éclosent en somme des courants radicaux qui questionnent aussi bien le genre que la sexualité. On peine à trouver en Chine une telle ouverture à la différence.

Quoi qu'il en soit, les « gauchistes » se voient investis d'une fonction inattendue. Ils rêvaient de guerre civile et de Grand Soir. Ils se retrouvent à la pointe d'un mouvement de réforme qui transforme le visage des pays occidentaux.

Cette fonction paradoxale leur confère un surcroît de prestige. Dès lors que les courants d'extrême gauche pèsent involontairement sur le champ culturel, les organisations politiques se voient qualitativement rehaussées. On les écoute, on les étudie, on les relaie médiatiquement.

Elles se trouvent en position d'agents d'influence culturelle. Elles sont omniprésentes à l'Université. Elles jouissent d'un réel pouvoir, dans la presse, dans les arts.

Si les extrêmes gauches ont servi d'incubateur à des surgissements contre-culturels³, elles deviennent bien vite partie prenante de la culture officielle. Pour reprendre les exemples de la cause des femmes et de celle des homosexuels, on voit les institutions reprendre à leur compte le discours tenu au sein de VLR, en l'édulcorant.

Ce phénomène s'explique à la fois par la récupération et par la dissémination. Les thématiques issues de Mai 1968 transitent par les organisations « gauchistes », avant de se propager dans le champ culturel, en le modifiant. La cause des

3. Voir la conclusion : « De L'extrémisme politique à la pensée radicale », p. 257-279.

femmes y perd sans doute en radicalité. Mais elle se répand, jusqu'à devenir une donnée incontournable.

L'influence culturelle et universitaire de l'extrême gauche s'amenuise dès le milieu des années soixante-dix, sans toutefois disparaître. Mais les organisations demeurent fascinées par le prestige fugace dont elles ont joui. Il est vrai qu'elles sont pour la plupart dirigées par d'anciens protagonistes du mois des barricades et qu'elles demeurent majoritairement générationnelles. Elles tentent dès lors au fil des années de préserver leur pré carré. Elles maintiennent des liens dans les différents médias, s'incrument dans les académies et tentent désespérément d'influer sur les disciplines artistiques. Elles n'y arrivent que partiellement. L'heure de gloire culturelle, elles l'ont vécue malgré elles. Elles tentent depuis lors de maintenir une hégémonie.

C'est pourquoi il leur est souvent très difficile de supporter un regard extérieur, qui les observe comme un objet d'étude. Lorsque j'ai publié en 1996 *Les Maoïstes*⁴, j'ai été fort étonné de constater qu'il s'agissait d'une première. Jusqu'à cette date, les seuls ouvrages consacrés aux maoïstes français avaient été écrits par des militants ou d'ex-militants. Dans la préface à la réédition en poche du même ouvrage, j'ai raconté une anecdote révélatrice. Lors d'un débat, une ancienne « mao » me fit remarquer que je n'avais à ses yeux aucune légitimité pour écrire sur les maoïstes, puisque je ne l'avais pas été moi-même. Au vrai, l'argument ne manquait pas de saveur. Faut-il avoir été nazi pour écrire sur Hitler, et doit-on être bonapartiste pour narrer Waterloo ?

4. *Op. cit.*

Écrivant parfois sur les extrêmes gauches, j'ai constaté par la suite que ma parole était souvent dépecée, soupesée, pour ne pas dire déformée. Peu après la sortie de mon livre, *Histoire générale de l'ultra-gauche*⁵, une pétition a circulé. Elle dénonçait un amalgame : j'aurais écrit que la revue *Socialisme ou Barbarie* était négationniste. C'était évidemment une pure calomnie. Comment aurais-je pu énoncer une telle ineptie ? La pétition a pourtant été signée par six anciens membres de S ou B, qui n'avaient sans doute pas lu mon livre⁶.

Quelques années plus tard, en 2009, j'ai publié un recueil d'articles et de communications intitulé *A Gauche toute !*⁷. Par un *buzz* lancé sur Internet, j'ai alors été accusé de faire *croire* que j'étais professeur à l'Institut d'études politiques. En réalité, je mentais, je n'étais qu'un imposteur, un faussaire... Il s'agissait encore une fois d'une calomnie décriabilisante.

Comment expliquer un accueil aussi crispé ? Depuis une dizaine d'années, la revue *Dissidences*, qui tente sans y parvenir de devenir référentielle, prétend étudier les mouvements d'extrême gauche de manière « scientifique ». L'entreprise

5. Christophe Bourseiller, *Histoire générale de « l'ultra-gauche ». Situationnistes, conseillistes, communistes de conseils, luxemburgistes, communistes de gauche, marxistes libertaires, communistes libertaires, anarchistes-communistes, néo-anarchistes, gauches communistes*, Denöel, Paris, 2003.

6. Enrique Escobar, Helen Arnold, Daniel Blanchard, Daniel Ferrand, Georges Petit, Jacques Signorelli : « Christophe Bourseiller et les "sociaux-barbares" », *A Contretemps* n° 16, avril 2004.

7. Christophe Bourseiller, *A gauche, toute ! Trotskistes, néostalinien, libertaires, « ultra-gauche », situationnistes, altermondialistes*, CNRS Éditions, Paris, 2009.

repose sur un constat : on ne peut étudier l'extrême gauche que si l'on est soi-même militant ou sympathisant. Il n'est évidemment rien de moins scientifique que cette posture partisane.

Elle s'explique par un désir de contrôle. Il s'agit d'assujettir le champ de la recherche. Ceci n'a rien de nouveau. Le Centre d'études et de recherche sur les mouvements trotskistes et révolutionnaires internationaux (CERMTRI), ainsi que l'Institut Léon Trotsky ont été créés naguère dans le dessein de contrôler les sources et les chercheurs. La revue *Dissidences* s'inscrit à l'évidence dans la même perspective⁸.

Le rêve de domination idéologique et universitaire relève aujourd'hui du vœu pieux. Mais dans les années soixante-dix et quatre-vingt, les seuls ouvrages concernant les mouvements trotskistes, maoïstes ou anarchistes, ont été écrits par des militants encartés ou des activistes.

On voit bien que par-delà les tendances, l'extrême gauche est dominée par la nostalgie tenace d'une grandeur passée.

UNE COMPLEXE GÉNÉALOGIE

Sans doute faut-il en passer par l'histoire, et même la préhistoire. Je renverrai sur ce point aux travaux portant sur

8. *Dissidences* me réserve depuis toujours un traitement de faveur. Tous mes écrits y sont vilipendés en termes polémiques, sans la moindre exception. Je peux m'estimer heureux, quand un livre est passé sous silence... L'hostilité est si manifeste et systématique qu'elle en devient troublante. Obéit-elle seulement à des mobiles « scientifiques » ? En 2009, Jean-Guillaume Lanuque, qui a cofondé le projet, participe

les « communismes primitifs », en songeant, entre autres, à *L'Introduction du marxisme en France*, de Maurice Dommanget (Éditions Rencontre, Lausanne, 1949), à l'ouvrage d'Annie Kriegel, *Aux Origines du communisme français* (Flammarion, Paris, 1969), ou à *l'Histoire générale du socialisme*, de Jacques Droz (Presses universitaires de France, Paris, 1978).

On a coutume de faire remonter l'extrême gauche à la Révolution française, puisque « droite » et « gauche » ne prennent sens qu'avec l'avènement de la République et la création en 1789 de l'Assemblée constituante. Mais la révolte des esclaves romains, menée par Spartacus de 73 à 71, avant d'être anéantie par Crassus, puis Pompée, constitue un acte symbolique plus fondateur. La révolution allemande que mènent en 1919 Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ne se réclame-t-elle pas du « spartakisme » ?

Il faudrait aussi évoquer Thomas Müntzer (1488-1525). Celui-ci développe un christianisme « social », insistant sur le fait que Dieu a créé tous les hommes *égaux*. En 1523, le prêcheur itinérant au verbe enflammé fonde la Ligue des Elus, qui annonce l'avènement des temps messianiques et prophétise la chute des tyrans. En 1525, Thomas Müntzer prend une part active à la guerre des paysans qui ensanglante la Thuringe. Il lève une armée de deux mille « gueux », rassemblés sous la bannière de l'arc-en-ciel. Il meurt décapité, tandis que son mouvement messianique est détruit par le fer.

Ned Ludd est à sa façon un autre héritier de Spartacus. En 1779, ce travailleur anglais détruit l'une des premières

d'ailleurs à la campagne de ragots expliquant que je mentirais sur mes activités d'enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris.

machines industrielles, et mène en 1811 et 1812 un conflit social « incontrôlé », qui préfigure les « grèves sauvages » du XX^e siècle.

Dès la Révolution française, le camp du progrès se voit en tout cas débordé par une gauche extrême. Apparue pendant l'été 1793, le groupe des Enragés pratique la surenchère et réclame des mesures en faveur des plus pauvres : taxation des denrées, réquisition des grains, peine de mort pour les spéculateurs. Les meneurs sont Chalier, Varlet, et surtout Jacques Roux (1752-1794). Ce prêtre défroqué tente de radicaliser le mouvement : « La liberté n'est qu'un vain fantôme quand une classe d'hommes peut affamer l'autre impunément ; l'égalité n'est qu'un vain fantôme quand le riche exerce le droit de vie et de mort sur ses semblables »⁹.

Alors même que les Républicains contestent les privilèges de la noblesse, Roux s'en prend à la bourgeoisie et critique « l'aristocratie marchande, plus terrible que l'aristocratie nobiliaire et sacerdotale ».

Journaliste et polémiste (on le surnomme « Homère de l'ordure »), Jacques Hébert (1757-1794) enfonce le clou. Il anime un journal révolutionnaire, *Le Père Duchesne*, qui reprend une partie du programme social des Enragés. Il est arrêté sur la base d'un rapport de Saint-Just, puis guillotiné.

Anacharsis Cloots (1755-1794) subit le même sort. Héritier richissime, globe-trotteur émérite et ci-devant baron, l'étrange personnage s'enthousiasme pour la Révolution. Ministre autoproclamé de la « censure politique », il organise

9. Cité dans : Jean Tulard, Jean-François Fayard et Alfred Fierro, *Histoire et dictionnaire de la Révolution française, 1789-1799*, Robert Laffont, Paris, 1987.

une théâtrale « ambassade du genre humain », se fait l'apologue de la guerre révolutionnaire et prône une épuration sans faille. Il est finalement dénoncé par Saint-Just en même temps que les Hébertistes.

Gracchus Babeuf (1760-1797) prend le relais quelques années plus tard. Celui-ci a échafaudé avant la Révolution un vaste plan de réforme fiscale, qu'il publie après 1789 sous le titre du *Cadastre perpétuel*. Il constitue en mars 1796 un mystérieux Directoire secret de salut public, dans lequel figurent Antonelle, Félix Le Peletier, Charles Germain, Buonarotti et Sylvain Maréchal. Cette société secrète révolutionnaire publie un texte fondamental : *Le Manifeste des égaux*, qui se réclame pour la première fois du communisme et le définit comme une « religion de la pure égalité »¹⁰.

Plus tard, le mouvement communiste se voit traversé de multiples tendances. Étienne Cabet et la voie communautaire, Charles Fourier et le dépassement du couple, Auguste Blanqui et ses *Instructions pour une prise d'armes...* Autant de voies séparées et divergentes.

D'un côté les anarchistes (Pierre-Joseph Proudhon, Michel Bakounine), de l'autre Karl Marx et sa postérité « scientifique ». La conception « autoritaire » de Marx doit-elle l'emporter sur la vision « fédéraliste » de Bakounine ? Le débat est avant tout stratégique. Les anarchistes refusent la graduation progressive vers le communisme et prônent l'immédiatisme. En 1872, Karl Marx prend acte de la rupture dans un texte célèbre : *Les Prétendues Scissions dans l'Internationale*.

10. *Id.*

Au fil d'une histoire complexe, le courant marxiste se scinde en trois grands ensembles : une droite « révisionniste », prête à remettre en cause les fondements de la théorie communiste (Édouard Bernstein, Georges Sorel) ; un centre, qui louvoie et voudrait maintenir l'intégrité de la doctrine en l'adaptant au monde réel (Karl Kautsky) ; une gauche arc-boutée sur le verbe marxiste, et qui refuse toute compromission dictée par les circonstances (Rosa Luxemburg). Encore ces jalons paraissent-ils singulièrement artificiels, au regard d'une histoire riche de sa diversité.

Dans les années qui précèdent la Révolution d'Octobre, le « milieu » socialiste est ainsi émietté. Dans son livre *Aux origines du communisme français*, Annie Kriegel décrit de nombreuses sectes, qui s'affublent du nom ronflant de « Parti communiste »¹¹.

Par-delà les descriptions, ce qui frappe ici, c'est le pluriel. Nous observons la postérité d'une multitude de courants et de sous-courants qui s'assemblent et se désassemblent au fil d'une complexe micro histoire.

L'anarchisme plonge ses racines dans le XIX^e siècle. « L'ultra-gauche » se constitue progressivement à partir de la révolution spartakiste allemande en 1919 et de la création de l'Internationale communiste (Komintern). Le trotskisme surgit en tant que courant organisé en 1930, quand est fondée l'Opposition de gauche internationale (OGI). Le stalinisme s'assemble progressivement comme courant minoritaire à

11. Annie Kriegel, *Aux Origines du communisme français. Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*, Flammarion, Paris, 1969.

partir de la mort de Staline en 1953. Le maoïsme prend son envol sur un plan international en 1963.

LA QUESTION DE LA RÉVOLUTION

Quels sont les critères décisifs qui séparent les différentes extrêmes gauches de l'espace de la gauche traditionnelle ?

La période qui s'étend globalement de la mort de Staline en 1953 jusqu'à la chute du Mur de Berlin en 1989 est marquée par une progressive « modération » des partis communistes. Lorsqu'il est fondé en 1920, le PCF apparaît comme une formation d'extrême gauche. Au fil du temps, il se modère. Mais il demeure en son fond révolutionnaire, et reste arrimé à la violence, ce qui lui permet de contrôler les Francs Tireurs Partisans pendant la guerre ou, de manière plus anecdotique, d'organiser en 1952 une manifestation militarisée dans les rues de Paris, pour protester contre la venue du général américain Ridgway. Dans un texte publié en 1998, « Parti communiste français, Komintern et dimension totalitaire », Stéphane Courtois décrit la double nature du PCF. Pour lui, la tension entre l'extrémisme et la modération s'explique par la difficulté de concilier l'intégration au jeu politique national et l'allégeance à Moscou : « Parallèlement, Marc Lazar et moi-même avons tenté d'établir un modèle d'interprétation susceptible de rendre compte des deux réalités : nationale et internationale. Nous avons avancé que le PCF répondait à un dispositif en deux dimensions : une dimension téléologique – définie au niveau international

(la doctrine marxiste-léniniste, le modèle d'organisation bolchevique, la définition de la ligne stratégique et tactique) – et une dimension sociétale – correspondant à tout ce qui dans le PCF renvoyait à la société française »¹².

Il est certain que le PCF de l'après-guerre participe au jeu démocratique. Il apparaît comme une formation modérée, électoraliste, rejetant la violence révolutionnaire. Dès lors, les mouvements d'extrême gauche se placent jusqu'en 1989 à la *gauche* des partis communistes.

Le point de rupture, c'est la question de la *révolution*. Le PCF prône une solution exclusivement électorale, alors que les mouvements d'extrême gauche estiment nécessaire d'engager un processus révolutionnaire. La violence se trouve ainsi au cœur de la définition. Les extrêmes gauches rejettent la démocratie parlementaire « bourgeoise » et veulent remplacer l'élection par la révolution, cet instant de rupture avec l'ordre ancien dans lequel une poignée d'hommes prétend incarner *par intuition* la volonté du plus grand nombre.

Avec la chute du mur de Berlin et la dislocation du bloc soviétique, les partis communistes se remettent en question. Beaucoup d'entre eux renoncent au monolithisme doctrinal du « centralisme démocratique » et se laissent envahir par les dissidences. Le PCF se présente aujourd'hui comme une mosaïque de sensibilités parfois contradictoires, qui inclut plusieurs courants d'extrême gauche.

La frontière séparant les gauches modérées des extrêmes gauches devient de plus en plus poreuse. Dès lors, comment

12. Stéphane Courtois, « Parti communiste français, Komintern et dimension totalitaire », *Communisme*, n° 53-54, 1998.

s'y retrouver ? Esquissons pour la France un semblant de cartographie.

– Le Parti socialiste, le Parti radical de gauche et les écologistes incarnent la gauche traditionnelle, modérée, démocratique.

– Le Parti communiste et le Parti de gauche s'intègrent à la « gauche de la gauche », qui rassemble ceux qui prétendent revenir aux fondamentaux de la gauche traditionnelle. Jean-Luc Mélenchon se proclame un « vrai » socialiste. Il vilipende le PS qui, pour lui, s'est éloigné de sa véritable identité. Les tenants de la « gauche de la gauche » ne sont pas révolutionnaires. Ils incarnent cependant une forme de populisme de gauche, dont témoigne l'un des slogans de campagne de Jean-Luc Mélenchon pour l'élection présidentielle de 2012 : « Place au peuple ! ». Comme le remarque Mathias Bernard dans « La Tentation des extrêmes » : « De fait, sous la V^e République, la frontière entre gauche et extrême gauche est plus poreuse que celle qui existe entre droite et extrême droite »¹³.

– L'extrême gauche « plurielle », pour reprendre l'expression de Philippe Raynaud¹⁴, demeure pour sa part fidèle à la révolution. Elle ne se présente aux différents scrutins que pour des raisons opportunistes : passer à la télévision, recueillir des subventions étatiques, tester la popularité d'un candidat. Tous les mouvements d'extrême gauche sans exception demeurent

13. Mathias Bernard, « La tentation des extrêmes », dans : (sous la direction de) Jean Garrigues, Sylvie Guillaume, Jean-François Sirinelli, *Comprendre la V^e République*, PUF, Paris, 2010, p. 252.

14. Philippe Raynaud, *L'Extrême gauche plurielle, Entre démocratie radicale et révolution*, Autrement, Paris, 2006.

fidèles au célèbre slogan de Mai 1968 : « Élections, piège à cons ».

UNE INFLUENCE PARADOXALE ?

On a saisi que l'extrême gauche se trouvait fractionnée en un grand nombre de sensibilités. Pour le bien comprendre, il nous faut procéder à un rapide tour d'horizon. Deux grands continents se dessinent d'emblée.

Le courant *léniniste*, dans sa diversité, endosse l'héritage de la Révolution d'Octobre et de l'Union soviétique. Il réitère la conception léniniste du Parti communiste, avant-garde consciente qui doit « diriger » la classe ouvrière. Il inclut les trotskistes et néo-trotskistes, les staliniens et leurs dérivés, sans oublier les « bordiguistes », et autres « gauches italiennes ».

Face à lui, une sensibilité *non-léniniste* tient généralement la Révolution d'Octobre pour un coup de force bourgeois. Celle-ci est « anti-autoritaire ». Elle se divise en deux pôles, l'un anarchiste, l'autre « ultra-gauche ». On ne doit surtout pas confondre « l'extrême gauche » et « l'ultra-gauche » : la première désigne l'ensemble des courants de la gauche radicale, quand la deuxième regroupe de petits cercles marxistes ou post-marxistes¹⁵.

Encore cette classification abstraite devrait-elle être nuancée au vu du *distinguo* entre modernistes et invariants. Quoi qu'il en soit, il importe dès l'abord de lever une hypo-

15. Voir le chapitre cinq : « L'ultra-gauche », p. 143-185.

thèque. Le bruit court, depuis des années, que l'extrême gauche constitue, en quelque sorte, un phénomène franco-français. Elle ne représenterait de forces significatives que dans l'hexagone. Rien n'est plus fallacieux.

On assiste dans de nombreux pays, à l'affirmation de courants radicaux. En Europe occidentale, la Grande-Bretagne est un théâtre de luttes pour les mouvements trotskistes et néo-trotskistes, dont l'un des plus significatifs est le *Socialist Workers Party*. Aux Pays-Bas, une formation post-maoïste, le Parti socialiste, occupe le terrain électoral et activiste. De même, le Parti de gauche allemand d'Oskar Lafontaine se trouve largement pénétré par diverses obédiences trotskistes. En Espagne, l'extrême gauche est partie prenante des recompositions à gauche, dans le cadre de la structure *Espacio Alternativo*. Elle joue par ailleurs un rôle déterminant dans le mouvement des Indignés, un regroupement qui s'inspire du livre de Stéphane Hessel, *Indignez-vous !*¹⁶. On l'observe également à la tête des mouvements sociaux en Grèce. Le Bloc de la gauche recueille enfin des scores notables aux élections portugaises.

Plus à l'Est, les extrêmes gauches forment en Russie un bloc influent, la nostalgie néostalinienne des régimes passés demeurant vivace.

En Amérique latine, certains pays possèdent de fortes oppositions d'extrême gauche. C'est le cas du Mexique, de

16. Le mouvement des Indignés tire son nom d'un petit livre de Stéphane Hessel : *Indignez-vous !*, Éditions Indigène, Montpellier, 2010. L'ouvrage s'est vendu en France à deux millions cent mille exemplaires. À bien des égards, le mouvement international des Indignés s'inscrit dans la continuité de l'activisme altermondialiste.

l'Argentine, de la Colombie ou du Pérou. Au Brésil, l'extrême gauche est omniprésente, jusque dans l'entourage de la présidente Dilma Rousseff. Elle se trouve quasiment associée au pouvoir dans plusieurs pays : le Venezuela d'Hugo Chavez, la Bolivie, ou l'Équateur.

En Asie, de puissantes formations post-maoïstes menacent certains régimes. Le Parti communiste du Népal est ainsi la principale force politique du pays. En Inde, les rebelles maoïstes mènent une guérilla active. Au Pakistan et en Afghanistan, les groupes d'extrême gauche tentent de contrôler les oppositions laïques.

Les mouvements révolutionnaires sont généralement internationalistes. Ils bénéficient ainsi de nombreuses coordinations internationales, qui mettent en place des stratégies globales. La plus célèbre d'entre elles est la Quatrième Internationale (Secrétariat unifié), proche en France du Nouveau Parti anticapitaliste, qui cependant n'y est pas directement affilié.

Il est des pays qui aident, soutiennent et financent des mouvements d'extrême gauche. C'est aujourd'hui le cas du Venezuela, de Cuba, ou de la Corée du Nord.

En France, l'extrême gauche est principalement dominée par les courants trotskistes. On observe toutefois une notable influence stalinienne et néostalinienne.

Sur un plan électoral, la gauche radicale a connu quelques heures de gloire : lors des élections présidentielles de 1995, la trotskiste Arlette Laguiller recueille 5,30 % des suffrages. En 2002, le premier tour des présidentielles est marqué par une forte présence révolutionnaire : Arlette

Laguiller, Olivier Besancenot et Daniel Gluckstein totalisent 10,44 % des voix.

La victoire du non au référendum de 2005 sur le Traité européen peut aussi être attribuée à la virulence de l'extrême gauche et à sa présence active dans les comités « nonistes ».

On doit cependant ici poser un bémol. Contrairement à l'extrême droite, qui s'est enracinée dans l'électorat jusqu'à recueillir un vote d'adhésion, l'extrême gauche n'a jamais su fidéliser les électeurs. Elle obtient des résultats en dent de scie. Elle bénéficie d'un vote temporaire de rejet, de défiance à l'égard de la gauche traditionnelle. C'est là son grand handicap. Elle est certes enracinée dans la population, mais de façon partielle. Elle manque encore de crédibilité. Mais en cas de crise sociale, ou de colère nationale, elle rassemble les foules. Lors du mouvement contre la réforme des retraites à l'automne 2010, un sondage CSA/*Le Parisien* réalisé par téléphone les 6 et 7 octobre révèle que 61 % des Français sont favorables à une « grève durable ». La majorité endosse ainsi un slogan d'extrême gauche.

À l'évidence, la gauche radicale s'exprime dans la rue, plus que dans les urnes.

Combien de divisions ? Il est difficile de décompter avec précision le nombre d'activistes réels, attendu que la plupart des groupes ont tendance à gonfler leurs effectifs. L'évaluation se pratique ainsi sur une double base : l'assistance aux meetings et manifestations, et la présentation de listes aux élections municipales. Rappelons qu'en France, le candidat à la mairie se doit de présenter une liste comportant des dizaines de noms. Dès lors qu'une organisation veut couvrir l'ensemble du territoire, elle est forcée de présenter plusieurs

milliers de candidats et pioche en général dans les réserves militantes.

Globalement, on estime à vingt-cinq mille le nombre des véritables activistes. Ce n'est pas énorme, mais ce n'est pas rien. D'autant que les extrêmes gauches constituent bien souvent des « groupes de leaders ». Leurs adhérents sont parfois membres de syndicats, d'associations, d'ONG, voire de structures propres à l'économie sociale. Il leur est ainsi loisible de peser sur les événements.

L'extrême gauche contrôle ouvertement la confédération Solidaires. Par le biais de l'entrisme, elle se trouve sans doute à la tête de la CGT-Force Ouvrière. Elle joue un rôle notable à la Fédération syndicale unitaire. Elle contrôle enfin plusieurs secteurs de la CGT. Cette présence active lui permet de jouer un rôle important en cas de grève.

Présence sur le terrain, dans les syndicats, activisme débridé... L'extrême gauche est partout. D'où vient qu'elle semble toujours au bord de l'implosion ? La partie moderniste est engagée dans un délicat processus de dépassement. Pour dire les choses plus crûment, une frange grandissante s'est attelée à un périlleux exercice de reformulation doctrinale.

DE LA RÉVOLUTION À LA RÉFORME ?

Le phénomène altermondialiste découle en droite ligne de l'évolution idéologique de l'extrême gauche moderniste.

Le coup d'envoi du mouvement « anti-mondialisation » est donné dans les années quatre-vingt, quand le mur de Berlin commence à se fissurer. À l'époque, diverses forces politiques se regroupent, dans le dessein d'opposer à la mondialisation du capital une mondialisation des luttes : les trotskistes modernistes de la Quatrième Internationale alliée à la Tendence socialiste internationale de Tony Cliff (1917-2000) et à la Ligue internationale des travailleurs de Nahuel Moreno (1924-1987), les opposants rénovateurs présents dans les différents partis communistes, et des militants associatifs, qui proviennent pour la plupart de l'extrême gauche mais l'ont quittée pour se consacrer exclusivement à telle ou telle lutte parcellaire.

L'originalité première de l'altermondialisme, c'est qu'il incarne une force de propositions. C'est là le point crucial. L'altermondialisme apparaît comme un creuset, un athanor, une révolution culturelle permanente, une auberge espagnole. Les « forums sociaux » deviennent des espaces de libre discussion. Cela fait-il sens, de se référer encore au communisme, de convoquer Marx, Lénine, Trotsky et les autres ? Le « prolétariat » est-il toujours une force motrice ? Comment rénover et réveiller l'idéal révolutionnaire ?

Maints protagonistes en viennent à préconiser des réformes, en un remarquable glissement sémantique. Les révolutionnaires modernistes le sont-ils encore, ou bien envisagent-ils seulement de *réformer* le système capitaliste ? Quelles sont donc ces idées nouvelles, qui jaillissent dans les contre-sommets ?

– La première idée force, c'est qu'il faut désormais privilégier la lutte globale contre le libéralisme. Le libéralisme,

ce n'est pas le capitalisme. C'est une façon de le gérer. Les altermondialistes prennent acte de la mondialisation. À quoi bon réguler sur un plan national, quand les sociétés multinationales jonglent avec les différentes législations ? Les altermondialistes veulent taxer les mouvements de capitaux en reversant le produit de cette taxe aux pays émergents.

– Ils proposent d'introduire la morale dans les rapports marchands, en privilégiant un commerce équitable. Comment aider les peuples du sud ? En empêchant les entreprises du nord de faire trop de bénéfices sur leur dos.

– Ils veulent sauver la planète d'une destruction climatique programmée. Ce sont les grandes entreprises qui polluent le plus. Cette attitude détermine un soupçon. On ne peut faire confiance aux chercheurs liés aux sociétés multinationales. C'est pourquoi José Bové et le mouvement Via Campesina luttent contre la mise en culture des Organismes génétiquement modifiés (OGM).

Le bilan de l'altermondialisme est nuancé. On lui doit l'émergence d'une conscience réformatrice mondiale. Comme l'écrit Raoul Vaneigem dans ses *Modestes Propositions aux grévistes pour en finir avec ceux qui nous empêchent de vivre en escroquant le bien public*, l'altermondialisme est en fin de compte « un néocapitalisme régulé par l'éthique »¹⁷.

Il témoigne surtout de l'évolution d'une partie des modernistes, qui en viennent à remettre en question la perspective révolutionnaire traditionnelle, pour s'interroger sur l'émergence de « révolutions minuscules », de « zones d'auto-

17. Raoul Vaneigem, *Modestes Propositions aux grévistes pour en finir avec ceux qui nous empêchent de vivre en escroquant le bien public*, Verticales, 2004.

nomie temporaire », dans la perspective d'un certain « localisme ».

Cette réflexion va de pair avec une volonté d'ouverture et de décloisonnement. Bien que d'origine trotskiste, donc léniniste, les militants du NPA relisent les textes fondateurs de l'anarchisme. Le philosophe Philippe Corcuff se réclame lui-même d'une sensibilité libertaire, tout en militant dans le parti néo-trotskiste. Cette porosité nouvelle n'est pas sans conséquences.

L'altermondialisme questionne par ailleurs le mode de fonctionnement des organisations politiques traditionnelles. Il propose une restructuration globale, sur la base du *réseau*. La multiplication des réseaux garantit l'horizontalité. Elle peut éventuellement prévenir une dérive bureaucratique. Il s'agit d'opérer dans les forums ce que Noam Chomsky appelle une « démocratisation progressive de tous les domaines de la vie ».

La quête de la démocratie directe, qui passe par le réseau, implique de s'interroger sur l'articulation de l'individuel et du collectif. Pendant des années, le « socialisme réel » a nié l'individu. Le Goulag témoigne de cette négation massive de la différence. La démocratie du réseau réintroduit l'individu et questionne sa place dans le collectif.

Réformisme radical, révolutions minuscules, mise en avant des réseaux, réflexion sur l'individu... Les modernistes cheminent sur un chemin escarpé.

Où cette rénovation mène-t-elle ? On assiste à une intense activité intellectuelle. Alain Badiou, Toni Negri, Slawoj Zizek ou Daniel Bensaïd (1946-2010) tentent de repenser le corpus révolutionnaire, de le rénover, de le recons-

truire, pour lui rendre un caractère opérant. De multiples revues œuvrent en ce sens : *Multitudes*, *Contre-Temps*, *Lignes*, *Vacarme*, *Résister*... Des voix diverses effectuent une relecture critique des textes fondateurs et s'interrogent sur le bien-fondé de l'Évangile marxiste-léniniste.

Ce labeur porte-t-il ses fruits ? Les perspectives semblent en tout état de cause très incertaines. Les modèles « nouveaux » déterminés par les penseurs modernistes peinent à se distinguer des expériences du siècle passé, marquées par la perversion de l'idéal, la tyrannie, l'injustice. L'extrême gauche peut-elle aujourd'hui se dépasser pour correspondre à l'époque nouvelle, ou bien demeure-t-elle prisonnière de schémas immuables, de mythologies « incapacitantes », qui la condamnent au ressassement ?

Les trotskismes

UNE ÉCOLE DE LA SURVIE

Nous savons que l'extrême gauche, dans sa pluralité, se divise en deux grands ensembles. L'un est léniniste. Il se réfère à la Révolution d'Octobre et s'inscrit dans l'héritage politique de l'auteur de *Que Faire ?* L'autre récuse la Russie soviétique et critique justement la vision de Lénine.

Que veulent les léninistes ? Très schématiquement, Lénine se pose non seulement en leader politique, mais encore en exégète de Marx. Rappelons qu'aux yeux de Marx, le prolétariat ne peut parvenir au pouvoir qu'en construisant un Parti communiste. Le Parti communiste, c'est le prolétariat lui-même, organisé en force politique. C'est le triomphe du collectif. Interprétant les écrits de Marx, Lénine va plus loin. Il assigne au Parti communiste la tâche de *diriger* la classe ouvrière, dont il est l'émanation naturelle.

Les léninistes endossent globalement cette vision dirigiste. Ils s'inscrivent dans des stratégies de prise de pouvoir. Il s'agit pour eux de tendre à la création de partis communistes, qui prendront la tête des révolutions à venir et dirigeront par la suite les Républiques socialistes.

En France, les trotskistes constituent la majorité de l'extrême gauche léniniste. Qui sont-ils et que représentent-ils ? Né en 1879, Léon Trotsky est en 1917 un compagnon de route de Lénine. Il a certes eu naguère avec lui des divergences tactiques, mais elles sont désormais gommées. Lorsque les Bolcheviks parviennent au pouvoir et s'emparent de la Russie, il est si fiable, qu'il prend le poste stratégique de Commissaire du peuple à la guerre, c'est-à-dire de ministre de la Défense. À ce titre, il mène la lutte contre les opposants au nouveau régime, qu'ils viennent de la droite ou de la gauche. Il liquide en particulier la fronde anarchiste de Makhno en Ukraine, ainsi que la commune de Cronstadt.

Quand Lénine meurt le 21 janvier 1924, Trotsky est cependant confronté à la montée en puissance d'un rival : Joseph Staline. En 1925, il est forcé d'abandonner son poste ministériel. En 1927, il est exclu du Parti communiste. En 1929, il quitte l'Union soviétique, en dénonçant la trahison par Staline des idéaux d'Octobre. 1929, c'est justement l'année où les partisans de Trotsky sortent de l'ombre et s'organisent sur un plan international. Premier journal trotskiste au monde, *La Vérité* (qui renvoie au titre russe de la *Pravda*) sort en France le 15 août 1929.

En janvier 1930, Pierre Naville, Raymond Molinier, Pierre Frank, Alfred Rosmer, Gérard Rosenthal et quelques autres lancent la Ligue communiste. En avril de cette même année, une conférence internationale réunie à Paris consacre enfin le démarrage d'une Opposition de gauche internationale. Parmi les membres du Bureau politique de la nouvelle structure, on remarque Kurt Landau, Andres Nin, Max Schachtmann, sans oublier le fils de Trotsky, Léon Sedov.

Tout au long des années trente et quarante, les partisans du « vieux » (ainsi nomme-t-on familièrement Trotsky) sont pourchassés, réprimés, massacrés par le pouvoir russe. Ils se considèrent pourtant comme une partie intégrante du bolchevisme. Ils ne rejettent aucunement la substance, mais seulement l'accident. Cette vision du monde conditionne leur action politique. Pour eux, la Russie stalinienne n'est pas une dictature totalitaire, mais un État ouvrier dégénéré. Il importe de la régénérer, au moyen d'une « révolution politique » qui n'a rien à voir avec une « révolution prolétarienne ». Telle est sans doute l'essence même du trotskisme. Il s'agit en quelque sorte de reprendre la majorité. À leurs yeux, les partis communistes et les partis socialistes demeurent intrinsèquement sains, même s'ils mènent des politiques erronées ou dangereuses.

Étendant cette conception aux autres pays, les trotskistes délimitent dans le champ politique une frontière de classe. Désireux de ne pas se couper de la classe ouvrière et des partis qui la représentent, ils se trouvent toutefois dans une situation désespérante. Ils s'affirment comme les seuls et uniques héritiers de Lénine. Ils prétendent revenir aux fondamentaux de la Révolution d'Octobre, que Staline aurait dévoyés. Mais personne ne les écoute, et surtout pas les communistes « officiels ».

Dans les années trente, ils sont groupusculaires, insignifiants. Ils doivent en outre tenir compte d'un contexte international horrifique. Le fascisme, puis le nazisme étendent leur influence. La guerre d'Espagne sonne le glas des espérances. Goulag, camps de concentration... Il est

« minuit dans le siècle », écrit Victor Serge, qui connaît et apprécie Trotsky.

Dès lors, ce courant politique se mue en une école de la survie. Les trotskistes avancent dans une semi-clandestinité, ou une clandestinité réelle. Il leur faut souvent taire leur appartenance, ou la travestir. Comment s'étonner de les voir s'engager dans des stratégies d'*entrisme* ? En 1934, Trotsky demande à ses quelques partisans français d'adhérer au Parti socialiste. Il s'agit de leur offrir une tribune, et un abri. L'entrisme démarre en fanfare, « bannières déployées ». Il existe deux formes d'entrisme. Dans la première, le militant révolutionnaire déploie sa bannière et ne cache pas ses convictions. Dans la seconde, il entre en « fraction » et opte pour une absolue discrétion. Il dissimule ses opinions réelles.

Trotsky n'est pas l'inventeur de cette stratégie délicate. Les bolcheviks l'utilisent depuis longtemps. Un exemple frappant : du 3 au 8 février 1920 se tient à Amsterdam, sous l'égide de l'Internationale communiste, une conférence mondiale, sous haute surveillance policière. Les débats portent notamment sur l'entrisme dans les partis liés à l'Internationale socialiste. Au regard de la faiblesse des forces communistes en Grande-Bretagne, Lénine souhaite que les partisans du bolchevisme adhèrent au Parti travailliste, pour y monter une fraction oppositionnelle...

Quoi qu'il en soit, l'entrisme devient à partir de 1934 une marque de fabrique du trotskisme. On ne saurait toutefois réduire cette sensibilité à la seule mise en place de cette stratégie particulière.

Les trotskistes se distinguent des autres familles de l'extrême gauche par un désir d'ancrage dans la réalité. Bien

loin de glapir des slogans abstraits, comme le font d'autres courants, ils tentent sans cesse de concilier l'idéal et le réel. Ils sont ainsi les tributaires d'une tension permanente entre l'attachement à l'orthodoxie léniniste, et le désir de s'inscrire dans un paysage politique mouvant. Le trotskisme est paradoxalement un extrémisme possibiliste.

C'est la raison pour laquelle certains mouvements apparaissent comme des laboratoires expérimentaux, des espaces de débats, de confusion, de passion, ou de création. Le trotskisme se trouve au carrefour de multiples tensions, qui expliquent largement son destin chaotique. Il nourrit au final une complexe micro-histoire, émaillée de scissions, de fusions, de désassemblages et de fractions.

LES DÉBUTS DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

À la fin des années trente, Léon Trotsky prend acte de la situation. On ne pressent à l'horizon aucune embellie. La guerre menace ; le fascisme et le nazisme étendent leur emprise ; la crise économique de 1929 n'a pas débouché sur une révolution prolétarienne mondiale ; et le stalinisme n'a jamais été aussi virulent...

Dans un tel contexte, la Quatrième Internationale est créée le 3 septembre 1938, dans le pavillon d'Alfred Rosmer, à Périgny. Il s'agit de prendre la suite de la Troisième Internationale, l'Internationale communiste, ou Komintern, à la solde de Moscou. Hélas, la Quatrième Internationale ne rassemble que des poussières de groupuscules. Elle se désigne

pourtant comme le « parti mondial de la révolution socialiste ». Elle existe encore aujourd'hui et s'est passablement renforcée...

La question du temps qui passe et de l'héritage intellectuel est ici centrale. Les trotskistes ont la mémoire longue. Les débats d'avant-hier conditionnent bien souvent les prises de position contemporaines. Un exemple, parmi tant d'autres : quand en 1969, des militants issus de la Jeunesse communiste révolutionnaire, du Parti communiste internationaliste et du Mouvement du 22 mars créent la Ligue communiste, section française de la Quatrième Internationale, comment ne pas y trouver l'écho direct de la toute première organisation trotskiste française, qui portait le même nom en 1930 ?

L'histoire de la Quatrième Internationale est une suite perpétuelle de scissions. Ces schismes expliquent le paysage actuel du trotskisme. En 1945, quand la Deuxième Guerre mondiale se termine, la Quatrième Internationale se voit confrontée à une situation inédite. Quelle position adopter face à la guerre froide ? Une fois de plus, les trotskistes sont pris dans une tension contradictoire : faut-il défendre l'Union soviétique, qui est un État ouvrier, ou lutter contre le stalinisme ? Doit-on soutenir l'Est, ou l'Ouest ? Trotsky lui-même n'est plus là pour dicter ses consignes. Il a été assassiné à coups de pic à glace par un agent secret russe, Ramon Mercader, le 21 août 1940, à Mexico.

La Quatrième Internationale cherche et trouve une troisième voie, qui l'amène à soutenir des pays socialistes en délicatesse avec Moscou. Elle se rapproche de Belgrade. À partir de 1948, elle noue un lien direct avec le régime du

Maréchal Tito. Elle organise en particulier des Brigades internationales, qui participent notamment au chantier de l'Université de Zagreb. En retour, la Yougoslavie finance les activités trotskistes. Elle subventionne deux journaux : *L'Unité*, qui paraît en 1950, et *Commentaires*, un périodique culturel dans lequel s'expriment Clara Malraux, Michel Ragon, Jean Cassou ou Jean Duvignaud.

La guerre de Corée, qui éclate le 25 juin 1950, va séparer les deux partenaires. Dès le début du conflit, Tito refuse de s'aligner sur le bloc soviétique, tandis que la Quatrième Internationale apporte son soutien à Moscou et Pékin. Le mouvement trotskiste connaît une grave crise.

En janvier 1951, le secrétaire de l'Internationale, Michel Raptis dit *Pablo* (1911-1996), fait circuler un texte interne : *Où allons-nous ?*¹. Il y explique en substance que la Troisième Guerre mondiale est imminente et que l'époque appelle une stratégie nouvelle. Plutôt que de brandir sans fin l'étendard trotskiste, il faut opérer un repli tactique dans les partis communistes, pour peser de l'intérieur. Concrètement, *Pablo* demande à la majorité des militants de rejoindre les différents PC pour y pratiquer ce qu'il nomme un « entrisme *sui generis* ». L'expression est curieuse. Elle implique une pénétration clandestine, en profondeur et sur le long terme.

Cette nouvelle stratégie déclenche en 1952 une scission mondiale. Les opposants forment le « Comité international

1. Michel Pablo, « Où allons-nous ? », dans *Les Congrès de la Quatrième Internationale, 4, Menace de la troisième guerre mondiale et tournant politique (1950-1952)*, La Brèche, Paris, 1989. Voir également : Michel Pablo, *La Guerre qui vient*, Publications de la Quatrième Internationale, Paris, 1953.

pour la reconstruction de la Quatrième Internationale », tandis que les partisans de Pablo demeurent au sein de la « Quatrième Internationale (Secrétariat international) ». Entre les deux parties, la querelle est complexe. Deux visions émergent néanmoins. Pour *Pablo* et les siens, il devient nécessaire d'affaiblir l'appareil et de remettre en question le bagage doctrinal pour se fondre dans le mouvement réel. Pour ses adversaires, il faut au contraire préserver et renforcer une direction trotskiste, comme un fanal dans la tempête.

La scission de 1952 va durablement modifier le paysage trotskiste. On pourrait même dire que les clivages surgis en 1952 sont encore opérants de nos jours : d'un côté, une vision moderniste, sensible à l'évolution du monde, parfois tentée par les « modes » politiques ; de l'autre, un trotskisme sourcilleux, désireux de préserver l'invariance d'une doctrine perçue comme immuable.

Le Nouveau Parti anticapitaliste

Le courant dont le Nouveau Parti anticapitaliste est l'ultime avatar provient directement de la scission de 1952. Le NPA est-il en substance l'enfant de Pablo ? Gardons-nous d'un raccourci trop commode. Lorsque la rupture s'effectue en 1952, *Pablo* campe avant tout sur des positions catastrophistes. Il attend la guerre et propose des mesures d'urgence. Il s'agit d'abandonner toute référence publique au trotskisme pour choisir la dissémination secrète des idées, par la voie de l'entrisme.

Son courant prend toutefois d'emblée un visage moderniste, en un mouvement duel : d'un côté, on quête sans fin le nouveau, on s'amourache des formes politiques inédites, on change de monture au gré des cavalcades ; de l'autre, on apporte un indéfectible soutien critique aux partis communistes, on favorise le bloc de l'Est, on demeure ancré dans la famille bolchevik.

De façon générale, les trotskistes se distinguent des autres courants d'extrême gauche par la quête permanente de modèles applicables. En 1968, par exemple, ils soutiennent la Tchécoslovaquie d'Alexandre Dubcek, parce que le régime se démocratise, sans pour autant renoncer à la socialisation des moyens de production.

La tendance qui défend en 1952 la position officielle de la Quatrième Internationale, telle qu'elle est incarnée par *Pablo*, s'articule autour de trois éléments :

- La recherche de modèles viables.
- Un intérêt permanent pour la nouveauté.
- Un soutien critique envers le bloc soviétique.

Il faut leur ajouter un ingrédient supplémentaire. De même que, lors de son exil, Léon Trotsky avait su séduire les intellectuels, les journalistes, et les artistes de son temps, de même les trotskistes jouissent dans ces milieux d'un remarquable crédit. Ils sont volontiers perçus comme les discrets passeurs de valeurs « justes ». Ils influencent l'intelligentsia et bénéficient de l'appui plus ou moins solide de nombreuses personnalités.

Dans les années cinquante, ils se mobilisent largement en faveur de l'indépendance de l'Algérie. Soutenant activement le Front de libération nationale, ils participent à la lutte

armée. La Quatrième Internationale est bien organisée. Elle bénéficie de relais. Elle permet aux indépendantistes de franchir certaines frontières sans se faire repérer. Elle participe également à la logistique des attentats. Il existe au Maroc une usine clandestine de fabrication d'armes. Cette structure particulière est entièrement animée par des trotskistes².

L'osmose entre le FLN et la Quatrième Internationale est telle qu'en 1962, lorsque l'Algérie devient indépendante, *Pablo* lui-même est nommé conseiller du président Ahmed Ben Bella. Plusieurs milliers de trotskistes venus du monde entier convergent vers l'Algérie pour y bâtir le nouvel État. On les surnommera les « pieds rouges ». La lune de miel dure jusqu'en 1965. À cette date, le colonel Houari Boumediene évince Ben Bella, par un coup d'État soutenu par les Soviétiques. Ennemis héréditaires des staliniens et de leurs héritiers, les trotskistes sont arrêtés, torturés, expulsés...

Dans les années cinquante, la Quatrième Internationale s'intéresse également à Fidel Castro, ainsi qu'à Ernesto Che Guevara. Lorsque Castro prend le pouvoir, le 1^{er} janvier 1959, les trotskistes sont enthousiastes. Sera-t-il un nouveau Tito ? Un modèle socialiste nouveau va-t-il surgir au large de la Floride ? Les trotskistes épousent les conceptions de Guevara, qui prône l'extension de la révolution cubaine à l'ensemble du continent américain, par la voie de la guérilla. Ils deviennent guevaristes.

Au fil des années soixante, le soutien critique aux pays émergents se renforce. Comme de juste, la Quatrième Inter-

2. Catherine Simon, *Algérie, Les années pieds-rouges : des rêves de l'indépendance au désenchantement (1962-1969)*, La Découverte, Paris, 2009.

nationale appuie le Nord Vietnam dans la guerre qui l'oppose au Sud, soutenu par une armada américaine. En France, les trotskistes prennent le contrôle du Comité Vietnam national, la principale organisation appuyant les Vietcongs, par le biais de son président Marcel-Francis Kahn.

L'élément inattendu, c'est la révolte générale de la jeunesse scolarisée. Les trotskistes se trouvent pris dans un bouillonnement libertaire, qui les dépasse et les bouleverse.

En France, la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) scissionne de l'Union des étudiants communistes le 2 avril 1966. Cette petite formation menée par Alain et Hubert Krivine rassemble d'emblée plus de militants que le Parti communiste internationaliste, section française de la Quatrième Internationale. La JCR a certes été créée par des trotskistes engagés dans une stratégie d'entrisme au sein de l'UEC. Pourtant, elle ne se réclame pas du trotskisme. Elle campe *a contrario* dans un apparent flou moderniste. Dans son *Dictionnaire de l'extrême gauche*, Roland Biard insiste sur cette ambivalence : « La JCR n'a, en fait, pas d'idéologie précise à ses origines : elle se réfère assez volontiers à la révolution cubaine, [...] à l'action de Che Guevara. Cette dernière référence lui vaudra l'étiquette de « guevariste », qui lui restera longtemps associée ».³

En réalité, le flou ne doit rien au hasard. Les trotskistes interrogent d'ores et déjà le corpus. Est-il encore utile de se référer à Trotsky ? Les temps changent. Il faut faire évoluer la doctrine. En avril 1969, un congrès clandestin tenu en

3. Roland Biard, *Dictionnaire de l'extrême gauche de 1956 à nos jours*, Belfond, Paris, 1978.

Allemagne officialise la création d'une nouvelle organisation, la Ligue communiste (1969-1973). Elle est suivie du Front communiste révolutionnaire (1973-1975), puis de la Ligue communiste révolutionnaire (1975-2009).

Sans entrer dans les détails d'une histoire chaotique et fascinante, on observe que la LC, le FCR et la LCR se distinguent par un souci permanent de coller à une modernité perpétuellement changeante. Ces groupes réagissent positivement à l'éclosion dans les années soixante-dix de phénomènes aussi divers que le mouvement des femmes, la cause gaie, l'écologie, ou la libération sexuelle. Ils servent de caisse de résonance, et se laissent traverser par un siècle qui bouge. Doit-on s'arrimer aux invariants du bolchevisme, au marxisme, au léninisme et à la Révolution russe, ou bien la doctrine doit-elle s'infléchir à mesure que l'époque change ? LC, FCR, et surtout LCR militent pour le changement, au point d'expérimenter au quotidien une forme de « révolution culturelle permanente », marquée par de vigoureuses joutes internes. Mieux encore, on voit surgir en leur sein des tendances libertaires, désirantes, voire surréalistes.

Dans les années quatre-vingt-dix, la Ligue communiste présente ainsi un visage paradoxal. Elle passe volontiers pour une auberge espagnole, lieu de cohabitation baroque entre des libertaires ayant rompu avec le léninisme, des altermondialistes favorables à la dislocation de l'organisation, de farouches bolchevistes ancrés dans l'invariance, des militants qui proposent l'alliance avec certains islamistes, et des modérés prônant un rapprochement avec la gauche traditionnelle... Cet amalgame suggère une certaine cacophonie.

Les éléments les plus modernistes semblent alors l'emporter sur les courants conservateurs. Les tenants du chamboulement prônent le dépassement de la LCR. Il faut, selon eux, tenir compte de l'époque nouvelle. Les « ismes » d'hier ne font plus sens : trotskistes, anarchistes, maoïstes... On doit non seulement se réorganiser à la base en tenant compte des enseignements de l'altermondialisme, mais encore dépasser le modèle léniniste du Parti communiste.

Cette vision libertaire est partagée par plusieurs sections de la Quatrième Internationale. En Suisse, la petite Ligue marxiste révolutionnaire se transforme ainsi en un réseau simplement nommé « Solidarités ».

Les Français vont-ils à leur tour enterrer le centralisme démocratique ? Le congrès de 1999 doit normalement officialiser le tournant. Un nouveau titre est envisagé. La LCR pourrait-elle se transformer en une Gauche démocratique révolutionnaire, au sigle éminemment poétique : Gederev ? Le congrès est pourtant le lieu d'un coup de théâtre. Contre toute attente, les orthodoxes, partisans du statu quo, l'emportent. La LCR demeure inchangée.

Mais le débat fait rage tout au long des années deux mille. Il est marqué en 2003 par une avancée signifiante des modernistes. Lors du congrès de la LCR, il est décidé d'abandonner toute référence à la notion de « dictature du prolétariat ». La LCR semble ainsi s'éloigner de l'orthodoxie marxiste révolutionnaire.

En 2009, elle se résout enfin à changer de nom, au terme d'un complexe débat interne. Il est vrai que le contexte politique lui semble favorable. Le jeune candidat de la Ligue, Olivier Besancenot, a remporté 4,08 % des voix aux élections

présidentielles de 2007. Ce n'est pas rien. Besancenot est populaire. Il touche un public plus large et plus jeune que celui du mouvement trotskiste. La LCR estime que cette dynamique ouvre des perspectives inédites. L'extrême gauche pourrait-elle connaître au XXI^e siècle une seconde jeunesse ? Peut-on sortir du périmètre « gauchiste » pour impulser une formation plus large, réduisant en poussière le Parti communiste, et menaçant à terme le Parti socialiste ? En 2007, la LCR compte moins de trois mille adhérents. À sa fondation, le NPA rassemble près de dix mille membres... Les trotskistes de la Quatrième Internationale sont-ils au final les expérimentateurs audacieux de cela même qui pourrait prendre la suite d'un idéal tombé en désuétude ?

La réalité semble plus grise que les discours exaltants ou les slogans vengeurs, que l'on psalmodie à l'unisson sous les oriflammes écarlates du congrès de fondation du NPA. Car le processus démocratique de fondation du parti ne se déroule pas comme prévu. La LCR est d'abord immédiatement traversée par de fortes dissensions internes. De nombreux militants s'inquiètent de l'aspect que pourrait prendre une organisation large. « Large », mais pas trop...

Beaucoup se préoccupent de la forme. L'organisation future doit à leurs yeux se constituer en *parti*. On sait que dans la théorie marxiste, la classe ouvrière doit impérativement se doter d'un « parti » révolutionnaire. Il importe, en tout état de cause, de maintenir une perspective orthodoxe. Pas question d'impulser une fédération, une coordination, ou un réseau. Hors le Parti, point de salut. Adieu, la théorisation altermondialiste du réseau...

Autre problème : le contenu. Si le fameux parti de la classe ouvrière veut s'ouvrir à un public large et rajeuni, il est bien obligé de mettre de l'eau dans son vin trotskiste. Au point d'abjurer son credo initial ? D'emblée, les « conservateurs » érigent des bornes. Le « nouveau parti » ne doit pas se contenter d'être « de gauche » ou « antilibéral ». Il doit se positionner clairement comme « anticapitaliste ». Autant dire... « communiste » et « révolutionnaire ». Le projet de « Nouveau Parti anticapitaliste » n'est donc au final guère novateur. Pourrait-il cependant agréger un public jeune, sensible au charisme médiatique d'Olivier Besancenot ? Seuls trois petits groupes... trotskistes acceptent de rallier le nouveau parti : la Gauche révolutionnaire, la fraction L'Étincelle, issue de l'Union communiste, et le Groupe CRI (communiste, révolutionnaire, internationaliste), qui a scissionné du lambertisme.

Le Nouveau Parti anticapitaliste n'est-il en fin de compte qu'une LCR « relookée » ? La nouvelle formation s'inscrit apparemment dans une démarche moderniste. Elle prétend en particulier dépasser le trotskisme, en empruntant librement à toutes les traditions du mouvement ouvrier. Alors que la LCR était la section française de la Quatrième Internationale, le NPA n'est plus relié à elle que par un courant trotskiste, actif en son sein.

Le dépassement du trotskisme aboutit cependant à des résultats inattendus. Alors même que le NPA aurait dû s'ouvrir « sur sa droite » et se modérer pour conquérir un électorat plus large, il adopte d'emblée une posture très radicale. Désireux d'accueillir en son sein rassembleur toutes les sensibilités de l'extrême gauche, il reçoit des militants tels

que Jean-Marc Rouillan, fondateur d'Action directe, ou Alain Pojolat, qui fut l'un de ses partisans. Le courant trotskiste a toujours manifesté son opposition aux stratégies de lutte armée en Europe occidentale. Or, Jean-Marc Rouillan reste fidèle à la voie politico-militaire.

Le NPA se laisserait-il tenter par une surenchère « gauchiste » ? Il semble très influencé par les pratiques issues du maoïsme. Le titre de son journal *Tout est à nous !*, qui s'inspire d'un livre éponyme d'Olivier Besancenot⁴, rappelle celui d'un journal maoïste « historique » : *Ce que nous voulons : Tout*. Les actions « coup de poing » en soutien aux travailleurs immigrés sans papiers rappellent celles que fomentait naguère un autre groupe « historique » : la Gauche prolétarienne. De même que les organisations maoïstes s'adonnaient bien souvent dans les années soixante-dix à des dérives populistes, le NPA présente aux élections régionales de mars 2010 une candidate musulmane portant le foulard : Ilham Moussaïd. À l'image des groupes maoïstes, il compte en son sein un fort contingent issu de l'immigration.

Du temps de la Jeunesse communiste révolutionnaire entre 1966 et 1968, Roland Biard pointait le « flou doctrinal » de cette petite organisation rassembleuse. On pourrait formuler ici le même commentaire.

Paradoxalement, le Nouveau Parti anticapitaliste évoque un mouvement disparu, fruit d'une scission de la Ligue communiste en 1971 : l'Organisation communiste Révolution !, devenue plus tard l'Organisation communiste des travailleurs. Révolution ! se sépare de la Ligue communiste en

4. Olivier Besancenot, *Tout est à nous !*, Flammarion, Paris, 2002.

effectuant une critique du trotskisme, qui l'amène à des positions modernistes, inspirées du maoïsme. Cette petite organisation « gauchiste » reprend à son compte les pratiques et le style maoïste.

Le NPA apparaît aujourd'hui comme un lointain héritier de Révolution !. Comment en est-on arrivé là ? Comment le projet moderniste de dépassement du trotskisme a-t-il conduit au réveil d'un certain maoïsme ? Deux facteurs permettent d'expliquer ce phénomène.

- Lorsque la LCR s'est auto-dissoute en 2009, les vétérans trotskistes ont choisi de « remettre les clefs » à des militants plus jeunes. C'était peut-être une erreur, guidée par un certain « jeunisme ».

- Mû par un souci d'ouverture, le NPA a ouvert sa porte à plusieurs petits groupes orthodoxes. Ces organisations sont allées grossir les rangs des conservateurs, hostiles au dépassement du léninisme. Les orthodoxes sont ainsi devenus quasiment majoritaires dans l'organisation, tandis que les personnes issues de la « société civile » se retirent progressivement.

Le NPA parviendra-t-il à surmonter ses difficultés et à renouer avec le projet initialement en débat au sein de la LCR ? Cette formation post-trotskiste semble pour l'heure symboliser à elle seule l'impasse du modernisme. Le bilan doit cependant être nuancé. Le NPA jouit d'une influence certaine dans les entreprises et dans la rue. Il bénéficie d'un bras séculier dont il est proche : la confédération Solidaires. Ses idées influencent une grande partie du courant écologique. La Quatrième Internationale est enfin épaulée par le

Venezuela d'Hugo Chavez. Pourrait-elle y trouver un nouveau modèle viable ? Seul l'avenir le dira.

Le parti ouvrier indépendant

Le Parti ouvrier indépendant serait-il à son corps défendant un jumeau mimétique du Nouveau Parti anticapitaliste ? Il est certain que les deux rejetons contemporains proviennent d'une source commune. Il faut, pour le comprendre, remonter à la scission de 1952. Lorsque *Pablo* entraîne la Quatrième Internationale dans la voie de l'entrisme *sui generis*, de nombreuses sections refusent le nouveau cours. C'est le cas du *Socialist Workers Party* américain de Joseph Hansen (1910-1979), et de la *Socialist Labour League* de Gerry Healy. En France, l'Internationale est représentée par une petite organisation, qui pratique d'ores et déjà l'entrisme : le Parti communiste internationaliste (PCI).

Quand la crise éclate, les opposants à Pablo sont légèrement majoritaires. Alors que les pablistes veulent affaiblir le PCI pour s'investir dans un entrisme profond, dans le cadre d'une stratégie globale qui mène au dépassement du trotskisme dans le « monde réel », les autres plaident pour un renforcement de l'appareil, qui va de pair avec un attachement sourcilieux à l'orthodoxie trotskiste. Un leader se détache. Il prend le « pouvoir » en 1955. Pierre Bussel, dit *Lambert* (1920-2008), devient la figure tutélaire d'un courant international qui poursuit encore aujourd'hui ses activités.

Au départ, le lambertisme structure une réponse dialectique au pablisme : maintien de l'appareil, et souci

d'orthodoxie. Mais Pierre Lambert insuffle bien vite une dimension nouvelle. Il en va du style autant que de l'identité. La Quatrième Internationale de Pablo se veut en phase avec son époque. Elle marque son intérêt pour la nouveauté, pour l'actualité. Aux yeux de Pierre Lambert, elle cède aux sirènes de la mode. Elle subit la dictature du clinquant. Alors que les pablistes séduisent les artistes et les intellectuels, qui fourbissent la cohorte des compagnons de route, se montrent fascinés par le tiers-mondisme, le féminisme ou l'écologie, soutiennent Ho Chi Minh et Che Guevara quand ces leaders sont « dans le vent », les lambertistes adoptent une posture symétriquement inverse. Ils campent dans un absolu rejet de ce qu'ils perçoivent comme des stratégies dérisoires. Ils refusent en quelque sorte la « branchitude » de la Quatrième Internationale, et lui opposent un culte durable de l'efficacité.

Si la Quatrième Internationale jouit de diverses entrées dans les médias ou le show-business, les lambertistes s'affairent dans l'ombre et bâtissent des réseaux. Le trotskisme n'a-t-il pas toujours été une école de la survie ? Les lambertistes s'opposent à l'entrisme *sui generis* préconisé par Pablo. À quoi bon tenter de pénétrer les appareils staliniens, quand ceux-ci sont étanches et verrouillés ? Ils lui opposent un entrisme efficace, qui s'effectue principalement dans les gauches épargnées par le stalinisme : Parti socialiste, Force Ouvrière, Fédération de l'Éducation nationale, etc.

Lorsque la guerre d'Algérie éclate, ils refusent par ailleurs de soutenir le FLN, estimant qu'il s'agit d'un front uni aux contours vagues, dominé par la petite bourgeoisie algérienne. Ils apportent au contraire leur soutien au Mouve-

ment national algérien de Messali Hadj (1898-1974). Ce n'est pas un hasard. Le FLN est un « chouchou » des médias, il rassemble les suffrages d'un grand nombre d'intellectuels, quand le MNA est plus délaissé. En 1957, la formation de Messali Hadj se disloque, au terme d'une sanglante guerre fratricide entre indépendantistes.

Quand la Quatrième Internationale s'enflamme pour Che Guevara, les lambertistes réagissent avec la même fougue. Ils rejettent le prophète barbu, alors même que son culte se répand dans la jeunesse par voie de « posters » et de colifichets.

Plus tard, en mai 1968, ils critiquent violemment le mouvement étudiant. Dans *L'Ouest syndicaliste*, le dirigeant lambertiste Alexandre Hébert écrit : « Toutes ces agitations, c'est du rousseauisme. On tente de vouloir opposer la bonne nature à la mauvaise société. On propose à la classe ouvrière du Marcuse en boîte et des slogans à la con : "Sous les pavés la plage". C'est l'illusion lyrique »⁵.

Le style lambertiste n'est guère avenant. Dans les années soixante-dix, les militants répugnent à porter les cheveux longs. Ils récusent le débraillé hippy. Liberté sexuelle, libération gaie, sont des termes tabous. La psychanalyse est honnie. Le service d'ordre est tout puissant. Les dirigeants sanglés dans des complets sont protégés par des gardes du corps... Professionnels et disciplinés, les lambertistes démontrent leur efficacité. Ce ne sont pas seulement des militants. Ce sont

5. Cité dans : Joël Bonnemaison, *Alexandre Hébert, cinquante ans de luttes syndicales*, Éditions du Rocher, Monaco, 1996.

presque tous des leaders. Ils animent des syndicats, des associations, des comités, des loges maçonniques...

La prise de contrôle des appareils va de pair avec de complexes débats idéologiques. Pierre Lambert ourdit sans cesse de tortueuses stratégies. Il règne sur ce qui devient dans les années soixante-dix un réseau de pouvoir dans l'ombre de la République. Il décède le 16 janvier 2008.

Daniel Gluckstein prend la suite. À l'évidence, le courant demeure fidèle au rejet des modes et au culte de l'efficacité. Il continue de démontrer son influence. L'exemple de la crise sociale de Guadeloupe en 2009 demeure parlant. Le principal leader du mouvement, Elie Domota, ne fait pas mystère de son engagement lambertiste.

Le courant s'est incarné en France au fil des années dans une multitude de sigles. On retient principalement l'Organisation communiste internationaliste (1965-1968, puis 1970-1981), ou encore le Parti des travailleurs (1991-2008). Formé en 2008, le Parti ouvrier indépendant est le dernier avatar du lambertisme. De même que le Nouveau Parti anticapitaliste prétend dépasser le trotskisme, le POI se décrit comme une organisation large, incluant des représentants de toutes les sensibilités du mouvement ouvrier : communistes, socialistes, anarchistes... et trotskistes.

Alors que le NPA caracole sous les « *sunlights* », pour le meilleur ou pour le pire, le POI reste fidèle à l'esprit lambertiste : discrétion, efficacité, renforcement sans publicité.

L'union communiste

Voici l'un des groupes trotskistes les plus discrets du monde. On ne sait même comment l'appeler. Faut-il le

nommer selon le titre de son journal, *Lutte Ouvrière*, ou doit-on le désigner comme l'Union communiste ? Mystère et laconisme forgent la rumeur...

À la différence du NPA et du POI, Lutte Ouvrière ne provient en aucune manière de la fameuse scission de 1952. Il s'agit d'un mouvement indépendant, marginal, qui se développe dans l'ombre depuis plus de soixante-dix ans. Lutte ouvrière n'est-elle pas en définitive une organisation terriblement austère et « grise », qui semble marquée depuis l'origine par un discutable goût du secret ? On pourrait certes rétorquer que l'UC a toujours maintenu un cap invariable. En dépit des vents contraires, elle est demeurée fidèle à un trotskisme pur, ou si l'on préfère, à un « communisme », que l'on peut estimer ou bien haïr, mais qui n'en demeure pas moins authentique.

Dans les premières années, l'histoire du courant se confond avec la vie d'un militant roumain nommé David Korner. Né le 19 octobre 1914, mort le 6 septembre 1976 dans la région parisienne, David Korner adhère au Parti communiste roumain en 1933 et participe dès l'année suivante à la création d'un groupe trotskiste clandestin. Il s'installe en France à partir de 1936. À la fin 1938, il soutient la thèse de l'adhésion collective au Parti socialiste ouvrier et paysan de Marceau Pivert. Il rejoint effectivement le PSOP en février 1939, en compagnie d'un petit groupe trotskiste dont font partie Jean Rous et Yvan Craipeau. Il est membre du comité de rédaction de *La Voie de Lénine*, qu'édite ce groupe d'avril à juin 1939.

En septembre 1939, David Korner quitte le groupe pour des raisons incertaines, sans véritablement formuler de désac-

cord politique. Il lance alors son propre cénacle. Il s'agit d'un cercle minuscule, rassemblant moins de dix personnes, qui se distingue par deux traits : un souci d'authenticité communiste et une volonté de concentrer l'activité vers la classe ouvrière.

D'octobre 1939 à janvier 1940, Korner publie une feuille de propagande : *L'Ouvrier*. Le groupe n'a pas de nom. Ce n'est pas tout à fait fortuit. Cet anonymat correspond en réalité à un triple constat :

1) Les menaces staliniennes forcent les trotskistes à demeurer souterrains.

2) L'Occupation allemande renforce le souci de prudence.

3) Korner ne cède jamais à un optimisme excessif. Il rejette les appellations ronflantes. Pas question de lancer « sur le marché » une nouvelle organisation, lorsqu'on ne représente en réalité qu'un noyau minuscule.

Nous touchons un point essentiel. À la différence de bien des groupuscules, qui pèchent par excès d'optimisme et ne cessent de claironner l'imminence du « Grand Soir », la famille regroupée autour de David Korner se distingue d'emblée par sa patience et sa modération. Ni paillettes, ni dorures, mais la ténacité de militants opiniâtres, qu'aucun revers ne dégoûte jamais.

David Korner enterre sa véritable identité sous divers pseudonymes : *Mathieu*, *Albert*, ou *Barta*. C'est ce dernier nom qui demeure le plus notoire. On se réfère ainsi au « groupe *Barta* ». Mais peu importent les noms propres. L'individuel n'est qu'une parcelle du collectif.

En octobre 1942, le « groupe *Barta* », qui intervient dans une clandestinité d'autant plus stricte que la plupart de ses membres sont juifs, lance une feuille de propagande, *La Lutte de classes*, qui se présente à l'origine comme l'organe du « Groupe communiste (IV^e Internationale) ». Le groupe intervient sous d'autres étiquettes : « Collection Quatrième Internationale », ou « Un Groupe de militants communistes ». Pendant la totalité du conflit, il dénonce les belligérants, appelle à la fraternité à la base, martèle les slogans communistes...

En octobre 1944, *La Lutte de classes* annonce l'existence d'une organisation nommée l'Union communiste (IV^e Internationale). Paris vient d'être libéré. La presse renaît et toutes les opinions s'expriment. La naissance effective de l'Union communiste marque-t-elle dans ce contexte un « saut qualitatif », un « grand bond en avant », un « changement d'étape » ? Dans un texte interne de 1948, *La Politique ouvrière de l'UC (jusqu'à 1947)*, on glane ces lignes édifiantes : « L'UC existe depuis 1939 (déclaration de guerre) [...]. Depuis sa formation, notre groupe a axé l'essentiel de son travail vers les ouvriers ». Ainsi donc, l'UC a toujours existé ? En réalité, les sigles n'ont aucune importance. Seule prévaut l'intervention patiente et méthodique d'un groupe indifférent aux titres.

1944 est marquée par le retour progressif à une certaine légalité. Mais l'UC doit encore se défendre. En septembre 1944, Mathieu Bucholz est assassiné par des staliniens, tandis que Pierre Bois échappe de peu à la justice expéditive et orientée de certains FTP. 1944, c'est enfin l'année qui voit adhérer un jeune garçon nommé Robert Barcia. Mais peut-

on réellement parler d'adhésion ? Le groupe ne compte pas plus d'une dizaine de personnes. On s'y adjoint, sans autre forme de procès.

Petit à petit, la discrète et marginale organisation progresse. Elle impulse ça et là des noyaux d'entreprise, qui tentent de secouer la férule stalinienne. L'usine Renault-Billancourt devient un bastion. Non que le groupe trotskiste y soit pléthorique, mais parce qu'il est composé d'une poignée d'agitateurs déterminés, dont le plus talentueux est Pierre Bois.

En avril-mai 1947, le noyau Renault parvient à mener la grande grève qui paralyse les usines de Billancourt. Dans la foulée, Bois et ses camarades lancent en juin 1947 un Syndicat démocratique Renault, qui devient dans l'entreprise une force importante.

L'Union communiste demeure minuscule. Elle détient pourtant maintenant un levier. C'est dans un tel contexte que couve une crise décisive. Deux sensibilités s'affrontent à partir de l'automne 1947 : une tendance dont Pierre Bois paraît être le leader et qui défend le bilan du Syndicat démocratique Renault ; un groupe qui reste fidèle à David Korner. En 1949, au terme d'un long et complexe débat interne, l'Union communiste se scinde en deux entités. *Barta* et les siens maintiennent l'Union communiste et poursuivent l'édition de *La Lutte de classes* jusqu'au 30 mars 1950. Le groupe sombre ensuite dans une certaine somnolence.

Quant au cercle de Pierre Bois, il demeure fidèle au travail à la base. En liaison avec des antiléningistes membres de Socialisme ou barbarie, il lance à Renault en mai 1954 un nouveau bulletin d'entreprise, qui rencontre un large écho :

Tribune ouvrière. Durant cette période, le groupe parvient à s'étoffer. Un réseau de feuilles d'usines se constitue : *Voix ouvrière*.

Plutôt qu'une organisation structurée, *Voix ouvrière* n'est au départ qu'une mouvance de petits noyaux. L'organisation *Voix Ouvrière* n'est officiellement créée que le 24 novembre 1956. Elle regroupe une trentaine d'adhérents. En 1960, *Voix Ouvrière* édite d'ores et déjà trente-deux bulletins d'entreprise, auxquels s'ajoute un journal national éponyme. Le sigle de l'Union communiste n'a pas disparu pour autant. Il apparaît dans les publications internes. *Voix Ouvrière* n'est qu'une façade, une étiquette commode, un sigle. Elle se développe avec régularité tout au long des années soixante.

Mai 1968 déboule comme un coup de tonnerre et modifie la donne. Le 12 juin 1968, la plupart des organisations d'extrême gauche sont interdites par le gouvernement. *Voix ouvrière* n'échappe pas à la règle. La mesure paraît cependant bien inutile, puisque *Voix ouvrière*... n'existe pas. Peut-on dissoudre un sigle ? En vingt-quatre heures, les feuilles d'entreprise changent de nom. Exit *Voix Ouvrière*. Place à *Lutte Ouvrière*.

Dans son *Dictionnaire de l'extrême gauche de 1945 à nos jours*⁶, Roland Biard observe que *Lutte Ouvrière* est « probablement la plus mal connue des organisations de l'extrême gauche ». Il la dépeint avant tout comme « ouvrière » et « bolchevique ». Le trait vise juste. Car l'Union communiste revendique la plus rigoureuse des orthodoxies léninistes et

6. Roland Biard, *op. cit.*

endosse à sa façon l'héritage du mouvement communiste. Elle est cependant confrontée à une situation entièrement nouvelle. À l'instar de la plupart des mouvements trotskistes, elle bénéficie des retombées de mai 1968 et voit affluer de jeunes recrues, certes pétulantes, mais fort instables.

Or l'UC n'a rien d'un groupe soixante-huitard. Elle refuse de s'implanter dans les facultés et s'intéresse peu aux revendications « désirantes » des scolaires, visant à révolutionner la vie quotidienne et à accéder aux dortoirs des filles. Elle n'altère en aucune façon son « style ». Contre toute attente, cette indifférence aux vents de la mode va se révéler payante.

1973 est à marquer d'une pierre blanche. Lors des élections municipales, la porte-parole de l'organisation trotskiste est une employée du Crédit Lyonnais, parfaitement inconnue du public : Arlette Laguiller. En 1974, elle se présente aux élections présidentielles. C'est la première fois qu'une femme brigue en France la magistrature suprême. Elle recueille un score remarquable : 2,33 % des suffrages.

L'Union communiste ne crie pourtant pas victoire. Le score de 1974 témoigne certes d'une percée significative. Mais Lutte Ouvrière demeure une formation marginale. Dans les années soixante-dix, la classe ouvrière est encore acquise au Parti communiste. La direction de l'Union communiste a en outre remarqué que Lutte Ouvrière avait déjà recueilli lors des législatives de 1973 une moyenne de 2,29 % des voix, dans les circonscriptions où elle s'était présentée.

Quoi qu'il en soit, la percée est réelle. L'Union communiste s'enracine dans le paysage politique. Il s'agit bel et bien d'un mouvement de « marathoniens », qui parient sur le long terme, en s'appuyant, non seulement sur le charisme d'Arlette

Laguiller, mais encore sur un patient labeur de fourmis, au cœur des entreprises et des quartiers.

À partir de 1981, l'audience et l'impact de Lutte Ouvrière ne cessent de se renforcer. Lors des élections présidentielles de 1995, Arlette Laguiller rassemble 5,30 % des suffrages. Jamais un groupe trotskiste n'avait encore affiché un tel score. Le Parti communiste est directement menacé sur sa gauche. C'est son électorat qui bascule principalement. Lutte Ouvrière pourrait-elle exercer un « pouvoir de nuisance », préjudiciable aux partis de « l'arc constitutionnel » ? Des rumeurs de plus en plus insistantes courent les rédactions. Le dirigeant de Lutte Ouvrière, Robert Barcia, serait-il en réalité un « businessman » de l'industrie pharmaceutique ? L'Union communiste fonctionne-t-elle à la façon des « sectes religieuses » ? Prohibe-t-elle les enfants ? Interdit-elle en son sein tout débat démocratique ?

Alors même que Lutte Ouvrière fait l'objet d'un nombre grandissant d'attaques, Arlette Laguiller apparaît comme un personnage populaire. On la voit dans les magazines « *people* ». Elle passe à la télévision, à la radio et ne refuse pas les émissions de variétés.

Lors des élections européennes de 1999, la liste commune Lutte Ouvrière-Ligue communiste révolutionnaire recueille encore 5,18 %. Arlette Laguiller obtient enfin 5,72 % à la présidentielle de 2002. Paradoxe élection... Le premier tour est marqué par une prolifération de candidats antisystème, qui prennent leurs voix aux partis traditionnels. Le résultat ne se fait pas attendre. Contre toute attente, le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, est qualifié pour le deuxième tour. On assiste dès lors à une Union sacrée

contre l'extrême droite. Mais Lutte ouvrière se tient en dehors du front antifasciste.

Cette abstention porte-t-elle un coup fatal à sa crédibilité ? À partir de 2002, l'organisation semble périlcliter sur le plan électoral. Lors des élections présidentielles de 2007, Arlette Laguiller ne recueille que 1,33 % des voix. Depuis lors, la porte-parole s'est effacée au profit de Nathalie Arthaud. Quant au vieux chef Robert Barcia, il est mort en 2009. La direction politique est depuis lors assumée par Georges Kaldy.

Alors même que le NPA et le POI ne se présentent plus comme des groupes trotskistes mais prétendent élargir la voilure, l'Union communiste se réclame de l'invariance et maintient son allégeance au drapeau rouge du bolchevisme. Elle se définit du même coup comme la dernière organisation trotskiste en France.

L'Union communiste n'est évidemment pas une « secte » au sens où l'on évoque des sociétés religieuses fermées, exerçant sur leurs membres d'intolérables pressions psychologiques ou financières. Elle exige pourtant de ses adhérents un engagement de tous les instants, et pousse ses dirigeants à ne pas faire d'enfants pour se consacrer pleinement à la révolution.

À la différence des autres groupes trotskistes français, l'Union communiste est toujours restée fidèle à une certaine pénombre. Par choix. Par souci d'assurer la sécurité de militants exposés à la vindicte éventuelle de leurs employeurs. Par devoir de mémoire. Le long terme. Tel est l'indépassable horizon.

Les stalinismes

VERS UN SOCIALISME NATIONAL

Staliniens et néostaliniens représentent une famille léniniste, qui diverge des trotskismes.

Qu'est-ce que le stalinisme ? Il importe encore une fois de remonter à 1924. Quand Lénine meurt, la question de la succession se pose. Deux champions s'affrontent : Joseph Staline et Léon Trotsky. L'un et l'autre sont bolcheviks. Ils assument le bilan des premières années du régime.

Mais Léon Trotsky défend une position « ultra » : il estime que la révolution communiste doit s'étendre à l'ensemble de la planète. C'est une erreur grave de se borner aux seules frontières de la Russie. Face à lui, Joseph Staline plaide pour le socialisme dans un seul pays. Partisan d'un socialisme national et patriotique, il veut renforcer la Russie, pour en accroître l'influence.

Au départ, la question de la démocratie est absente de la querelle, Trotsky ne remettant en question ni la « dictature du prolétariat » ni son cortège de répression. Mais dans les années trente, il se voit pourchassé par les sbires de Staline. Il avance dès lors la notion léniniste de « démocratie ouvrière ». Staline est accusé d'avoir perverti le bolchevisme.

Le stalinisme du XXI^e siècle est l'héritier lointain de la guerre entre Staline et Trotsky. En dépit de leurs divergences, qui sont nombreuses, les divers épigones de Staline se réfèrent à trois *landmarks* fondamentaux :

– Ils défendent la thèse du « socialisme dans un seul pays », qui va de pair avec l'exaltation de la nation.

– Ils appuient l'idée d'un État et d'un Parti communiste forts. Ils sont fascinés par la puissance du « plus froid des monstres froids » (Nietzsche).

– Ils rejettent la « démocratie bourgeoise » et son corollaire, la liberté d'expression.

Le stalinisme est jusqu'en 1953 une religion d'État. Il ne devient un courant politique minoritaire qu'à partir de la mort de Staline et de la publication en février 1956 du rapport Khrouchtchev, dénonçant les crimes de la période précédente.

UNE IDÉE QUI FAIT SON CHEMIN

De 1953 à 1962, les staliniens sont voués, dans les partis communistes, à la clandestinité. L'heure est au bilan critique. Les nostalgiques de Staline se terrent ou se muent dans le silence, en attendant des jours meilleurs. En France, deux voix se font discrètement entendre. Inébranlable, la veuve de Maurice Thorez, Jeannette Thorez-Vermeersch (1910-2001), défend l'héritage. En souvenir de Maurice Thorez, on la laisse pérorer dans son coin, à condition qu'elle n'ourdisse aucune fraction organisée. Elle s'en garde.

Un petit groupe campe également sur des positions radicales. Il provient ironiquement du trotskisme. Le journal *Le Communiste* est animé par la pabliste Michèle Mestre (1916-1970), qui pratique au sein du PCF l'entrisme *sui generis*. Elle s'est pourtant laissée séduire par les sirènes staliniennes, au point d'épouser les conceptions de ses anciens adversaires. Elle incarne dans le PCF une discrète sensibilité orthodoxe, hostile à la déstalinisation.

Un vent nouveau souffle alors de Chine. En 1963, la République populaire de Chine rompt avec l'URSS. Il est important d'observer que la Chine reproche à la Russie d'être devenue « révisionniste » après la mort de Staline. Le maoïsme, qui prend son envol en 1963, est un mélange inédit de tiers-mondisme et de stalinisme. Les Chinois exigent de l'URSS qu'elle revienne au stalinisme. Le rejet du « révisionnisme khrouchtchevien » va de pair avec le refus de la détente. En 1963, la guerre froide est en veilleuse. La Chine déplore ce ramollissement. Elle veut capitaliser sur une force montante : le tiers-monde. La lutte des classes passe aussi par la lutte des États du Sud contre ceux du Nord.

Sans attendre, les groupes maoïstes qui éclosent partout dans le monde voient affluer les éléments les plus staliniens des partis communistes. Le maoïsme, en tant que courant d'extrême gauche, peut ainsi être considéré comme une variante du stalinisme. Il se distingue principalement par ses pratiques inspirées de celles des Gardes rouges chinois de la Révolution culturelle : abandon des études et établissement dans les entreprises, enquête sociologique dans la classe ouvrière, culte du sacrifice, rejet de la voie électorale, soutien aux luttes armées. Le maoïsme apparaît comme un popu-

lisme de gauche, puisqu'il se réfère, non pas au prolétariat, mais au peuple tout entier. Les maoïstes de la Gauche prolétarienne prennent ainsi fait et cause en 1969 pour le leader des petits commerçants, Gérard Nicoud. Ils commentent également les faits divers : à leurs yeux, les bourgeois sont toujours coupables, comme dans l'affaire de Bruay-en-Artois, un crime sordide commis en 1972...

Le phénomène perdure jusqu'à la mort de Mao, le 9 septembre 1976. Le procès de la « bande des quatre » et la montée en puissance de Deng Xiaoping marquent la clôture de la période maoïste. La Chine vit-elle dès lors à sa façon une période plus ou moins comparable à celle de la déstalinisation ? Quoi qu'il en soit, le mouvement maoïste international se désagrège au long des années quatre-vingt. En parallèle, le Mouvement communiste international « officiel » est ébranlé par la chute du mur de Berlin en 1989 et par la mort de l'Union soviétique en 1991.

LE GRAND RETOUR DE STALINE

Dans un tel contexte de perte des repères, l'idée stalinienne ressurgit. La référence à Staline constituerait-elle un ciment suffisamment fort pour souder au XXI^e siècle des communistes venus d'horizons divers et parfois opposés ? La nébuleuse qui nous intéresse est fort complexe. Il importe d'emblée d'effectuer un *distinguo* entre les staliniens et les néostaliniens. Les premiers se réclament directement de Joseph Staline. Les seconds se réfèrent aux « démocraties

populaires » de l'Est, à l'URSS et au Mur de Berlin. Si les staliniens s'emploient à réhabiliter le dictateur disparu, les néostaliniens défendent le bilan soviétique. Il nous faut maintenant évoquer succinctement les divers îlots qui composent l'archipel mouvant.

Les ex-prochinois

En 1976, à la mort de Mao, le courant maoïste présente en France un visage complexe. Il est traditionnellement divisé en deux familles : les « marxistes-léninistes » et les « spontanéistes ». Les premiers pensent qu'il est nécessaire de construire un Parti communiste. Les seconds estiment que la classe ouvrière seule se dotera spontanément du dit parti. Le courant spontanéiste est notamment incarné par deux organisations célèbres : la Gauche prolétarienne (1969-1973) et Vive la révolution (1969-1971). L'une et l'autre se sont autodissoutes au début des années soixante-dix. Dès lors, le courant a évolué vers une mosaïque de « fronts de lutte ».

Le courant « marxiste-léniniste » semble le plus structuré. Deux formations se disputent le leadership : le Parti communiste marxiste-léniniste de France (1967-1985) (soutenu et financé par Pékin), et le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) (1974-1983).

Le procès de la « bande des quatre » (qui inclut la veuve de Mao Zedong) plonge ces deux dernières organisations dans la confusion.

Dès lors, le mouvement maoïste implose et se décompose. Dès 1979, le Parti du travail de Belgique, dirigé par

Ludo Martens, s'emploie à reconstituer le courant déliquescant. Véritable ambassadeur du marxisme-léninisme, Martens édifie une sorte d'Internationale antirévissionniste, qui agrège des partis et organisations venus de divers horizons. Stalinisme et antirévissionnisme servent de ciments. Il s'agit de dépasser les clivages d'hier.

Depuis 1992, le PTB accueille avec régularité un « séminaire communiste international ». Près de quatre-vingt organisations y participent. Au nombre des protagonistes figurent des partis-États : le Parti communiste de Cuba, le Parti du Travail de Corée (du nord) ou le Parti communiste du Vietnam. Ce qui se forge au sein de ces séminaires, c'est la cohérence d'un courant stalinien international.

En France, une Gauche communiste du PCF apparaît en 1992. Elle est rapidement dénoncée comme étant une opération d'entrisme trotskiste. En réaction, une Coordination communiste voit le jour. Il s'agit de constituer au sein du PCF un pôle antirévissionniste. Il se maintient sous le nom de l'Union des révolutionnaires communistes de France.

L'URCF est efficacement concurrencée par le Pôle de renaissance communiste en France (PRCF). Dirigé par Georges Gastaud, le PRCF compte dans ses rangs l'ancien secrétaire général du Parti communiste marxiste-léniniste de France, Jacques Jurquet. Il s'agit d'une organisation très active, qui anime, entre autres, le Comité internationaliste pour la solidarité de classe. Cette structure vise à venir en aide aux hiérarques déchus des pays de l'Est.

De nombreux petits cercles marxistes-léninistes ont surgi à travers la France. Certains d'entre eux ont lancé en 2009 le Rassemblement organisé des communistes

marxistes-léninistes (ROC ML). Celui-ci se réclame ouvertement de Staline, et travaille en binôme avec la Jeunesse communiste marxiste-léniniste (JCML).

Animé par un ancien dirigeant du Centre marxiste-léniniste de France, Georges Beaulieu, le Comité Valmy campe sur des positions nationalistes et souverainistes.

Les hodjaïstes

On ne sait comment les désigner. « Hodjaïstes » ? « Pro-albanais » ? Contre toute attente, il existe encore des nostalgiques de l'Albanie stalinienne d'Enver Hodjah. En 1963, quand la Chine rompt avec la Russie, un petit État communiste d'Europe rejette le Pacte de Varsovie et se place sous le paravent du grand frère chinois. En apparence, la Chine et l'Albanie marchent main dans la main. Il existe pourtant de notables différences entre Enver Hodjah et Mao Zedong. Mao donne chair à un tiers-mondisme autoritaire, tandis que Hodjah s'affirme comme un pur héritier de Staline. Mais les deux leaders s'allient, pour le meilleur et pour le pire.

Lorsque le régime de Hua Guofeng et Deng Xiaoping remet en question l'héritage maoïste et s'oriente rapidement vers un certain « capitalisme sauvage », Enver Hodjah se retire avec panache. Le 7 juillet 1977, la minuscule Albanie rompt avec la puissante Chine. Dès lors, on voit surgir dans ce qui subsiste des mouvements maoïstes des courants pro-albanais distincts, qui se séparent rapidement. De même que Pékin avait naguère structuré une Internationale de partis maoïstes, Tirana devient le pivot d'une kyrielle de groupes

« hodjaïstes », dont les plus importants sont le KPD (ML) d'Ernst Aust en Allemagne de l'Ouest, ou le PCE (ML) en Espagne.

En 1979, des militants alsaciens issus du PCMLF créent un parti pro-albanais : le Parti communiste des ouvriers de France. En 1992, l'Internationale vacille, quand l'Albanie abandonne la voie communiste. Est-ce la fin du rêve « hodjaïste » ? En juillet 1994, une « conférence internationale de partis et organisations marxistes-léninistes » se déroule à Quito, en Équateur. Un Comité de coordination est fondé. En dépit du « lâchage » albanais, l'Internationale « hodjaïste » se maintient, sur des positions antirévissionnistes et stalinienne.

Elle engrange des succès notables. En Tunisie, le Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT), de Hama Hammami, joue un rôle important dans la crise sociale qui mène en 2011 à la destitution du président Ben Ali. En Équateur, le PCMLE anime un large Mouvement populaire démocratique, qui participe un temps au gouvernement, Edgar Isch Lopez devenant ministre de l'Environnement. Parmi les interlocuteurs de l'Internationale figurent la Corée du Nord et Cuba. En France, le PCOF est une petite organisation très active. Elle participe actuellement au Front de Gauche, une structure unitaire, dominée par le PCF et le Parti de Gauche.

Les maoïstes invariants

Ceux-ci se réclament du Petit Livre Rouge et défendent le bilan de Mao Zedong. Ce sont les lointains héritiers des

« gardes rouges ». Après la mort du « grand timonier » en 1976, ils refusent de condamner la « bande des quatre » et s'en prennent au nouveau cours, initié par Deng Xiaoping. À la société chinoise contemporaine, ils opposent l'âge d'or mythifié de la « révolution culturelle ».

En 1979, des militants français lancent l'Organisation communiste marxiste-léniniste Voie Prolétarienne (OCMLVP), tandis qu'aux États-Unis, le *Revolutionary Communist Party* de Robert Avakian se lance dans une stratégie de regroupement international, à travers la structure « Pour l'Internationale prolétarienne ». De nombreux partis maoïstes répondent à son appel. Parmi eux figure le puissant Parti communiste du Pérou, qui lance en mai 1980 une « guerre populaire prolongée », marquée à l'origine par l'incendie d'urnes électorales. Il se fait connaître comme « le sentier lumineux », en référence à une phrase du fondateur historique du Parti communiste péruvien, Jose Carlos Mariategui : « Le marxisme-léninisme ouvrira le sentier jusqu'à la révolution ».

À partir de 1984, le Mouvement révolutionnaire internationaliste coordonne les puissants partis maoïstes. Au nombre des adhérents du MRI figurent le Parti communiste du Népal de Puspa Kamal Dahal dit *Prachanda*, le Parti communiste du Pérou d'Abimael Guzman dit *Gonzalo*, ou encore le TKP (ML) de Turquie.

En 1992, l'arrestation d'Abimael Guzman sonne le glas de la guerre civile au Pérou. La question de la lutte armée se situe au cœur des débats stratégiques. Il existe aujourd'hui une « conférence internationale de partis et organisations marxistes-léninistes », coordonnant des groupes maoïstes

hostiles aux stratégies militaires. Parmi les groupes qui la composent : le MLPD allemand, l'OCMLVP, ou le groupe Patrie rouge du Pérou.

Au moins six partis maoïstes s'adonnent à la « guerre populaire prolongée » : le Parti communiste d'Inde (marxiste-léniniste), Le Centre communiste maoïste d'Inde, le Parti communiste du Népal, le TKP-ML de Turquie, le Parti communiste du Pérou, et le Parti communiste des Philippines.

En France, le courant s'incarne principalement aujourd'hui dans l'Organisation communiste marxiste-léniniste Voie Proletarienne, et dans le Parti communiste maoïste de France. Certains petits groupes semblent tendre vers l'Autonomie¹. C'est le cas de Résistance offensive, ou de Front Social. Le Collectif pour un Secours rouge milite pour la libération d'activistes pratiquant la lutte armée. Il se mobilise notamment en faveur de Georges Ibrahim Abdallah, qui purge une peine de prison pour deux meurtres.

Il existe également une mosaïque de cercles post-maoïstes, effectuant une relecture critique et sympathisante de la période « mao ». Philosophe, auteur de quarante-cinq ouvrages, Alain Badiou est également l'animateur de l'Organisation, un petit groupe discret qui s'inspire des pratiques maoïstes et intervient principalement en direction des immigrés irréguliers.

La Vérité en contrebande, le Centre de sociologie historique, ou les Cercles communistes démocratiques, s'inscrivent

1. À propos des autonomes, voir dans cet ouvrage « les post-anarchismes », p. 127-132.

également dans une démarche à la fois post-maoïste et non-stalinienne.

Les ex-trotskistes

Il nous faut observer ici les ultimes rejetons de la stratégie d'entrisme *sui generis*, telle qu'elle a été décrétée par Pablo en 1952. À cette date, le secrétaire de la Quatrième Internationale demande aux militants d'entrer dans les partis communistes et de s'y fondre. Contre toute attente, certains trotskistes infiltrés se laissent gagner par les idées stalinienne, au point d'impulser des courants orthodoxes, plus rigides encore que les directions officielles.

Nous avons déjà évoqué le cas de Michèle Mestre. Membre de la tendance pabliste, elle rompt avec la Quatrième Internationale en 1954. Au sein du PCF, elle monte une « tendance révolutionnaire », qui s'emploie notamment à dénoncer les « taupes »... Ses partisans demeurent toujours présents dans le PCF. Ils animent un petit Rassemblement communiste unifié.

Aux États-Unis, le *Workers World Party* de Sam Marcy provient lui aussi du trotskisme. Il scissionne du *Socialist Workers Party* en 1958, sur des positions également stalinienne : soutien à l'intervention soviétique de 1956 en Hongrie, ainsi qu'à la Chine de Mao Zedong quand elle dénonce les « révisionnistes khrouchtcheviens ». Cette organisation joue notamment un rôle central dans le mouvement américain d'opposition à la guerre d'Irak en 2003.

Les néo-soviétiques

Néostaliniens, ceux-ci sont d'anciens prosoviétiques, qui regrettent l'époque des deux blocs et souhaitent reconstituer le « rideau de fer ».

On les rencontre au Pôle de renaissance communiste de France, ou dans le Rassemblement des cercles communistes, sans oublier la Coordination communiste 59-62. Leurs porte-parole dans le PCF sont Maxime Gremetz ou André Gérin. Ils ne sont pas à proprement parler staliniens, mais endossent globalement l'héritage de l'URSS. Rolande Perlican, qui anime le groupe Communistes !, ne cache pas sa sympathie pour Leonid Brejnev. Quant au groupe Vive le PCF, il est notamment représenté par Emmanuel Dang Tran. Il milite activement contre la stratégie du Front de gauche, menée par l'actuel secrétaire national du Parti communiste, Pierre Laurent.

Les gauches « italiennes »

« REDRESSER LES JAMBES AU CHIEN »

Les gauches « italiennes » ? Rien n'est plus opaque que cette appellation qui désigne, faute de mieux, une mosaïque de cellules léninistes, hostiles au trotskisme et au stalinisme. Pour en bien saisir le sens, il importe de remonter à la création de l'Internationale communiste en 1919. Quand le Komintern est fondé, il agrège une multitude de petites organisations d'extrême gauche, qui soutiennent l'expérience soviétique. Un clivage s'effectue rapidement entre partisans orthodoxes et critiques du nouvel État. Qui sont-elles, les voix dissidentes, venues de la gauche ?

Faute de mieux, on désigne la cohorte des hérétiques sous le vocable des « gauches communistes ». Le trotskisme, qui se constitue en tant que courant indépendant à partir de 1930, apparaît ainsi comme une gauche communiste parmi d'autres. C'est aussi le cas de la gauche « italienne ». Au départ, cette opposition s'incarne dans la personnalité de son leader, Amadeo Bordiga (1889-1971). Il est l'un des fondateurs du Parti communiste d'Italie, créé en 1921 à Livourne. Il se distingue surtout depuis son entrée en politique dès 1910 par une forte intransigeance. En 1912, il a dénoncé

l'influence de la franc-maçonnerie dans le Parti socialiste italien. Plus tard, en 1918, il a impulsé une Fraction communiste abstentionniste, rejetant le système électoral : « Tout contact doit être rompu avec le système démocratique », écrit-il à cette époque¹.

Lorsque le Parti communiste est créé en janvier 1921, les fascistes sont en train de prendre le pouvoir. Benito Mussolini a créé les Faisceaux italiens des combattants en mars 1919. En novembre 1921, il lance le Parti national fasciste. Trente mille fascistes armés marchent sur Rome en octobre 1922.

Dans un tel contexte, on pourrait s'attendre à ce que les gauches réalisent un front antifasciste. Il n'en est rien. Le Parti communiste d'Italie demeure volontairement passif. Amadeo Bordiga considère en effet que la lutte antifasciste détourne les travailleurs de la vraie lutte anticapitaliste. La démocratie lui apparaît comme un adversaire redoutable : « Dans le régime prolétarien, nous sommes pour la dictature révolutionnaire et la répression des partis contre-révolutionnaires. Dans le régime bourgeois, nous dénonçons la démocratie parlementaire comme un appareil destiné à dissimuler la dictature effective du capitalisme »².

Le « bordiguisme » se présente à l'orée des années vingt comme une sensibilité léniniste intégriste, qui défend principalement deux thèses :

1. Cité dans : Philippe Bourrinet, *Le courant « bordiguiste », 1919-1999, Italie, France, Belgique*, www.left-dis.nl, Zoetermeer, 2000.

2. Amadeo Bordiga, « Sur le cadavre de la démocratie », dans *Lo Stato Operaio*, 16 août 1923. Traduction de François Bochet dans *Invariance*, série IV, octobre 1996 : « Textes du mouvement révolutionnaire 4 ».

- La nécessité de l'invariance : les gauches italiennes invoquent sans cesse Marx et Lénine, en prétendant revenir à la pureté d'une lecture absolument fidèle.

- La dénonciation du lien entre fascisme et démocratie : pour ce courant, un seul système domine la planète : le capitalisme. Peu importe qu'il se pare d'oripeaux démocratiques ou tyranniques. Le noyau demeure inchangé.

Alors que Mussolini arrive au pouvoir, on pointe deux convergences, entre le courant de Bordiga et le fascisme : un même rejet de la franc-maçonnerie, et une semblable haine de la démocratie.

En 1925, le troisième congrès du Parti communiste d'Italie marque un changement de cap. Bordiga et ses partisans sont mis sur la touche. Ils ne représentent plus que 9 % du Comité central.

En avril 1928, les minoritaires réunis à Pantin, près de Paris, lancent la Fraction de gauche italienne en exil. C'est le début d'un courant que l'on nomme, faute de mieux, le « bordiguisme ». D'emblée, les « bordiguistes » édictent leurs règles :

- Rejet de tout front unique, et de l'antifascisme
- Rejet de tout parlementarisme et haine de la démocratie

Lorsque Hitler parvient au pouvoir en janvier 1933, ils fustigent l'antnazisme. De même, lors de la guerre d'Espagne, ils dénoncent à la fois le camp républicain et l'armée franquiste³. À l'approche de la guerre, la gauche « italienne » incarne en fin de compte une petite phalange de

3. Certains « bordiguistes » menés par Enrico Russo critiquent cette attitude, qui renvoie les deux camps dos à dos. Ils s'engagent aux côtés du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) d'Andres Nin.

théoriciens boudeurs et de gardiens du dogme. Bordiga lui-même ne cite-t-il pas un proverbe italien : « Il faut redresser les jambes au chien » ?

Un vent nouveau souffle alors de la péninsule. Dirigé par Onorato Damen (1893-1979), le Parti communiste internationaliste d'Italie voit le jour en 1943. Il s'agit précisément d'une formation « bordiguiste » critique. Le nouveau parti s'inscrit dans la continuité de la Fraction et se montre hostile à la Résistance antifasciste. Mais il fait preuve d'une plus grande ouverture en marquant son intérêt pour les expériences anarchistes.

Le PC internationaliste esquisse au fil du temps une synthèse courageuse entre l'anarchisme et le léninisme, tout autant qu'entre l'invariance et le modernisme. Un grand écart, à haut risque. Dans le cadre de cette évolution idéologique, le groupe finit par soutenir la Résistance en 1944, et par présenter des candidats aux élections, en rompant avec plusieurs oukases édictés par Bordiga.

En 1944, des militants français proches du Parti communiste internationaliste d'Italie (Marc Chirik, Robert Salama) lancent par ailleurs une petite Gauche communiste de France.

Il existe ainsi à cette date trois gauches « italiennes » qui campent sur des positions relativement proches.

- Le Parti communiste internationaliste, qui édite le journal *Battaglia comunista*, poursuit sa politique d'ouverture. Il noue le dialogue avec la revue antiléniniste *Socialisme ou Barbarie*. Mais il demeure farouchement léniniste. En 1984, il impulse avec la *Communist Workers Organization* de Grande-Bretagne un Bureau international pour le parti révo-

lutionnaire. En 2009, cette structure se transforme en une Tendance communiste internationaliste, présente dans une dizaine de pays.

- Les fidèles de Bordiga connaissent un destin chaotique. Ils créent en 1952 un groupe qui devient le Parti communiste international en 1964. Celui-ci reste fidèle à une sourcilleuse invariance. Au fil des ans, Bordiga s'intéresse toutefois de plus en plus aux luttes du tiers-monde. Le PCI s'enflamme notamment pour le combat des Palestiniens. En France, les bordiguistes lancent en 1957 la revue *Programme communiste*. Dans le n° 11, en date d'avril-juin 1960, on trouve l'article « Auschwitz ou le grand alibi ». Ce texte anonyme, parfois attribué à Bordiga, s'inscrit dans le droit fil de « l'anti-antifascisme ». Sa thèse centrale est que la société démocratique utilise Auschwitz comme un alibi, visant à justifier l'exploitation capitaliste : « Si on montre les abat-jour en peau d'homme, c'est pour faire oublier que le capitalisme a transformé l'homme vivant en abat-jour ». « Auschwitz ou le grand alibi » ne nie pas l'existence du génocide nazi. Il est pourtant désigné comme la matrice ayant permis l'évolution d'une partie de l'extrême gauche vers des idées « révisionnistes ». En 1982, le « bordiguisme » explose en une multitude de petites unités théoriques. Il est aujourd'hui présent, à travers des publications éparses : on remarque *Le Prolétaire* en France, ou *Il Programma comunista* en Italie.

- Quant au courant de Marc Chirik, il crée en 1968 à Toulouse le groupe Révolution internationale, qui penche au départ vers le conseillisme. Cette organisation, qui existe encore aujourd'hui, participe en 1975 à l'édification du Courant communiste international. Proche de la tendance

d'Onorato Damen, elle emprunte elle aussi conjointement aux traditions léninistes et conseillistes. Elle critique toutefois « l'opportunisme » de la Tendence communiste internationaliste.

Les anarchismes

UNE DANGEREUSE IMPRÉCISION

Nous savons que l'extrême gauche est plurielle. Elle se divise en deux archipels. Les trotskistes, staliniens et « italiens » se réclament de Lénine et de la Révolution d'Octobre. Ils rêvent d'établir un Parti communiste hiérarchisé, qui prendra la direction de la classe ouvrière. Ils mettent en chantier des stratégies de pouvoir. L'autre archipel regroupe ceux qui refusent la voie autoritaire. Ceux-ci tiennent Lénine pour un dictateur, Trotsky pour un « Staline manqué », et Staline pour un équivalent de Hitler. Quelle que soit leur provenance idéologique, ils condamnent la conception léniniste, selon laquelle le Parti communiste devrait diriger le prolétariat. Ils se divisent en deux grands ensembles : les anarchismes, et « l'ultra-gauche ». Encore existe-t-il de nombreuses passerelles entre ces deux sensibilités plurielles...

On connaît la célèbre chanson de Léo Ferré, *Les Anarchistes*, qu'il composa en 1967 :

« Y en a pas un pour cent, et pourtant ils existent,
La plupart espagnols, allez savoir pourquoi.
Faut croire qu'en Espagne, on ne les comprend pas.
[...] Ils ont un drapeau noir en berne sur l'espoir,

Et la mélancolie pour traîner dans la vie,
[...] Les anarchistes. »

Ils existent, les « anars », et ils pèsent à leur façon sur l'histoire des idées. Ils sont néanmoins extrêmement divisés, morcelés, en chapelles minuscules.

Quoi qu'il en soit, l'anarchisme politique souffre à l'évidence d'une dangereuse imprécision sémantique. « Anarchisme », « anarchie », autant de formules vagues, qui autorisent toutes sortes d'interprétations. L'anarchie désigne-t-elle « la plus haute expression de l'ordre », comme l'affirme le géographe Elisée Reclus (1830-1905), ou bien est-elle synonyme de désordre, de chaos ? Dans un ouvrage de synthèse, *L'Anarchisme*, Philippe Pelletier observe que le terme « anarchie » fait son entrée dans le dictionnaire de l'Académie française dès 1694 : « Estat déréglé, sans chef et sans aucune forme de gouvernement »¹.

Les premiers anarchistes se montrent ambivalents. Philippe Pelletier remarque que Proudhon (1809-1865) est le premier à employer « anarchie » dans un sens expressément positif, dès 1840 : « Mais, dans toute son œuvre, il ne se départit pas d'une acception également négative, comprise comme « chaos ». Cette ambivalence est toutefois conforme à la dialectique des contraires selon laquelle une société juste et digne surgira de la liberté maximale, et non de l'autorité »².

Si l'ambiguïté s'avère ancienne, elle perdure, envers et contre tout. Lorsque la vague punk révolutionne la culture

1. Philippe Pelletier, *L'Anarchisme*, Le Cavalier bleu, Paris, 2010.

2. *Id.*, p. 5.

rock à la fin des années soixante-dix, les Sex Pistols brandissent spontanément le drapeau noir de l'anarchie. Ils sortent notamment en 1977 un disque célèbre : *Anarchy in the UK*. Dans leur esprit, le mot « anarchie » ne renvoie cependant aucunement à un projet politique. Il ne correspond pas à l'édification d'une société alternative. Il s'agit d'un synonyme de « désordre » ou de « chaos ». Pour les Sex Pistols, anarchisme et nihilisme se confondent.

La forte imprécision du terme explique que l'on trouve des anarchistes aussi bien dans la politique que dans la culture, de nombreux artistes se réclamant d'un anarchisme de cœur, qui équivaut dans ce cas à un individualisme radical, hostile à toute contrainte et méfiant à l'égard de l'État. La chanson française témoigne de cette irrigation : Léo Ferré, Georges Brassens ont été des anarchistes militants. Plus récemment, l'anarchisme a contribué au renouvellement des contre-cultures. Des groupes rock aussi divers que Crass, Berurier Noir ou The Fall, témoignent de la dissémination généreuse et brouillonne d'un état d'esprit libertaire, aux formes fluctuantes.

On observe par ailleurs l'existence de courants anarchistes classés à droite. On peut ainsi rejeter les valeurs de l'extrême gauche, tout en se référant à un corpus anarchiste. Mais lequel ? Qu'est-ce que l'anarchisme ? Si l'on ouvre un dictionnaire récent, tel que Le Robert, nous lisons que l'anarchisme est « une conception politique qui tend à supprimer l'État, à éliminer de la société tout pouvoir disposant d'un droit de contrainte sur l'individu. » Le mot est lâché. L'anarchisme est d'abord un processus de libération *individuelle*.

L'individu a pour tâche de s'affranchir des rênes de l'État. C'est pourquoi l'anarchisme est *anti-autoritaire*.

Il est également *libertaire*. « La liberté des autres étend la mienne à l'infini », écrit Michel Bakounine. Rien ne saurait borner l'absolue libération de l'individu. Même lorsqu'il envisage une révolution collective, l'anarchiste privilégie le destin individuel. D'où la célèbre devise : « Ni Dieu ni maître ».

Il s'agit au départ d'établir une éthique. L'anarchisme est un humanisme. Mais comment concilier l'épanouissement individuel et la gestion d'une société ? Si le mot « anarchie » est ancien, la notion d'anarchisme surgit sous la plume de Pierre-Joseph Proudhon, qui fait figure de théoricien d'un socialisme libertaire, décentralisé, enraciné dans les communautés locales.

Au XIX^e siècle, deux penseurs se dégagent. Leurs visions sont radicalement opposées. Auteur de *L'Unique et sa propriété*, Max Stirner (1806-1856), est le promoteur de l'anarchisme individualiste. Seul compte à ses yeux la réalisation individuelle. Peu importe le collectif. Il doit se plier à l'individu-roi, qui ignore toutes bornes, et prône la transgression. Michel Bakounine (1814-1876) est d'un autre avis. Théoricien d'un anarchisme communiste, il veut établir une société sans État, bâtie sur le collectivisme et le fédéralisme.

À l'orée du XX^e siècle, l'anarchisme est déjà pluriel. Il s'éparpille en une multitude de sensibilités.

- Les socialistes libertaires se réclament de Proudhon.
- Les anarchistes communistes affirment l'existence de la lutte des classes. Ils se réfèrent à Bakounine.

– Les individualistes rêvent de « vivre sans temps mort et jouir sans entraves ». Ils refusent toute structuration. Ils lisent Stirner.

– Les anarcho-syndicalistes pensent qu'un syndicat révolutionnaire, ancré dans la classe ouvrière, est plus à même de coordonner la révolution qu'un parti politique hiérarchisé. Fernand Pelloutier (1867-1901) est le principal théoricien du syndicalisme libertaire.

– Les naturistes prônent le retour à l'état adamique

– Les primitivistes rejettent les machines

– Les végétariens sont les ancêtres du « bio »

– Les libertins, la plupart du temps, prônent l'amour du même sexe.

– Les insurrectionnalistes sont partisans de l'acte terroriste individuel.

Tout au long du XX^e siècle, on voit ainsi cohabiter des anarchismes « officiels », politiques, dûment répertoriés, et des anarchismes de marge, aux contours incertains. Il est intéressant de noter que la quasi-totalité des livres consacrés à l'anarchisme ignore les anarchismes de marge, et rejette ou minore en particulier les anarchismes de droite.

Nous savons par ailleurs que le paysage politique des courants minoritaires se trouve en perpétuelle mutation. Dès lors, il nous faut capturer un instantané, un cliché saisi au vol. Où en est l'anarchisme, en ce début de XXI^e siècle, et quels sont ses enseignements ?

Les anarchismes « officiels »

Il s'agit des courants anarchistes les plus répandus. Nous parlons ici d'anarchismes de gauche, qui se réfèrent aux

grandes figures déjà citées. Les principaux courants qui constituent l'anarchisme officiel sont actuellement :

- Le communisme libertaire : héritier de Bakounine, ce courant reconnaît l'existence de la lutte des classes. Certains communistes libertaires ont d'ailleurs évolué au fil du temps, au point de défendre l'idée d'un marxisme libertaire, audacieuse synthèse entre marxisme et anarchisme.

- Le socialisme libertaire : il se place dans l'héritage de Proudhon. Il se distingue par un antimarxisme vigoureux. Il se réfère au peuple, plutôt qu'au prolétariat.

- L'anarcho-syndicalisme : il défend la centralité du syndicat, seule arme authentique dont la classe ouvrière doit se servir pour accomplir la révolution. Il importe à ses yeux de forger un puissant syndicat anarchiste.

- Le syndicalisme révolutionnaire : partant du même constat que l'anarcho-syndicalisme, il choisit d'intervenir dans les grandes confédérations réformistes, pour les gauchir et les orienter.

- L'individualisme : ce courant présent dans l'anarchisme « officiel » tente de concilier la vertu d'égoïsme avec la collectivité.

Les anarchismes « officiels » sont certainement les plus représentatifs. Ils regroupent la majorité des militants politiques, qui se réclament du drapeau noir, depuis que Louise Michel (1830-1905) a adopté ce symbole, le 9 mars 1883, lors d'un meeting organisé par le syndicat des menuisiers.

Les anarchistes récusent par ailleurs toute forme d'organisation hiérarchique. La plupart des mouvements structurés ont ainsi adopté un mode d'organisation fédérale. Il s'agit de

libres fédérations de groupes indépendants. Il existe deux types de regroupements : les synthésistes et les platformistes.

Les mouvements synthésistes sont des fédérations de groupes émanant des différentes familles, qui effectuent une *synthèse* lors des différents congrès. Les organisations platformistes, qui tirent leur nom de la plateforme rédigée en 1926 par l'anarchiste russe Piotr Archinov (1887-1937), regroupent une seule sensibilité, justement réunie sur une plateforme commune.

En France, la principale organisation synthésiste est la Fédération anarchiste, qui existe sous ce nom depuis le congrès d'Agen, en 1944.

La FA hérite toutefois d'une histoire complexe. La première Fédération communiste révolutionnaire anarchiste est fondée en 1913. Il s'agit dès le départ de rassembler une kyrielle de groupes, d'individus, d'initiatives, défendant des visions divergentes. Les adhérents ne se reconnaissent que dans l'éthique anarchiste : défense de l'individu, rejet de l'autorité.

En 1936 surgit la Fédération anarchiste d'expression française (FAF), qui perdure jusqu'à la guerre, sur le modèle de la puissante Fédération anarchiste ibérique d'Espagne.

La Fédération anarchiste regroupe aujourd'hui entre cinq et huit cents membres. Elle est considérée comme la « vieille maison », le regroupement historique de tous les anarchistes, ou presque. Elle est cependant dominée par les communistes libertaires. Elle compte des groupes dans toute la France, et un efficace réseau de bars, librairies, locaux associatifs, bibliothèques, « athénées », et lieux de vie. Elle anime par ailleurs depuis 1981 la station Radio Libertaire. Elle est

enfin la section française de l'Internationale des fédérations anarchistes (IFA), fondée à Carrare en 1968. Il existe d'autres groupes synthésistes : La Confédération des groupes anarchistes, la Coordination anarchiste, ou l'Union des anarchistes.

Du côté des platformistes, la Confédération nationale du travail est apparemment aujourd'hui le groupe anarcho-syndicaliste homogène le plus important, puisqu'il comporte près de deux mille membres. Ce chiffre doit cependant être nuancé. La CNT bénéficie en effet d'un statut particulier, qui tient à sa nature. C'est un syndicat. À ce titre, elle tolère la double appartenance. La majorité de ses membres adhère ainsi en parallèle à d'autres organisations.

Historiquement, l'actuelle CNT provient de la CGT-syndicaliste révolutionnaire (CGT-SR), créée en 1926 à la suite d'une scission de la Confédération générale du travail unitaire (CGTU), communiste. La CGT-SR se construit sur le modèle de la puissante CNT espagnole. Elle se maintient jusqu'au deuxième conflit mondial : l'échec de la guerre d'Espagne et l'occupation hitlérienne provoquent sa disparition.

À la Libération, les anarcho-syndicalistes sont, pour la plupart, membres de la CGT. En 1946, ils donnent naissance à la Confédération nationale du travail, section française de l'Association internationale des travailleurs (AIT).

Il existe deux AIT. La première a été constituée à Londres le 28 septembre 1864 et s'est disloquée en 1872. Il s'agit de la Première Internationale. La seconde a été créée à Berlin en 1922. Il s'agit d'une Internationale anarcho-syndicaliste. Elle existe encore à ce jour.

En 1946, la CNT française rassemble majoritairement des Espagnols en exil. Elle va progressivement se franciser. En 1968, dans le sillage de Mai, elle bénéficie ainsi d'un afflux de jeunes adhérents, qui constituent la Jeunesse syndicaliste révolutionnaire.

Tout change véritablement en 1975, à la mort du Général Franco. Le régime espagnol se démocratise. En 1976, la CNT est à nouveau autorisée. Elle devient un puissant syndicat d'environ cent mille adhérents. Elle est toutefois affaiblie en 1977 par une scission qui aboutit à la création de la Confédération générale du travail d'Espagne. CNT et CGT revendiquent actuellement l'une l'autre plus de cinquante mille membres.

Ce qui sépare les deux syndicats n'a rien d'anecdotique. La CNT campe sur des positions invariantes. Elle milite pour la révolution et s'abstient de négocier avec les partenaires sociaux. La CGT défend pour sa part une vision moderniste. Elle accepte de participer aux élections syndicales, perçoit des subventions gouvernementales et salarie ses permanents.

En France, la CNT, qui connaît un développement plus modeste qu'en Espagne, se divise en 1993. Depuis cette date, deux organisations rivales se disputent le même sigle. La CNT-AIT est alignée sur les positions traditionnelles de la CNT espagnole. Elle revendique environ cinq cent membres. Face à elle, la CNT-Vignoles est ainsi nommée en référence à son local, 33 rue des Vignoles (Paris XX^e). À l'instar de la CGT espagnole, la CNT-Vignoles accepte de participer aux élections syndicales. Elle ne se définit plus comme « anarcho-syndicaliste », mais prétend regrouper les différentes forces antiautoritaires, par-delà les clivages du

passé. On peut ainsi être membre de la CNT-Vignoles, sans être pour autant anarchiste. Cette organisation regroupe plus de mille cinq cent membres. Elle est affiliée au réseau Solidarité internationale libertaire (SIL), créé en 2001, dont la CGT est la branche espagnole.

La principale organisation anarchiste-communiste en France est aujourd'hui Alternative libertaire. Ce groupe, d'environ trois cent membres, hérite d'une complexe généalogie, aux confins du marxisme et de l'anarchisme. Héritier indirect de la Fédération communiste libertaire de Georges Fontenis (1920-2010), il se distingue par son dynamisme, par son efficacité, et par des prises de position qui rompent souvent avec l'anarchisme traditionnel. À bien des égards, Alternative libertaire n'est pas très éloigné des éléments du NPA les plus favorables au dépassement du léninisme. Il existe depuis longtemps des passerelles entre cette organisation communiste libertaire et les courants trotskistes modernistes.

Il est vrai que les anarchistes-communistes campent parfois sur des positions proches du trotskisme. En 2002, lorsque Jean-Marie Le Pen parvient au second tour des présidentielles, AL appelle ainsi à voter Jacques Chirac, alors que le courant anarchiste se montre par nature hostile au suffrage universel.

AL participe en outre avec le NPA aux campagnes de boycott d'Israël, alors que les anarchistes refusent en théorie de prendre parti dans le conflit israélo-palestinien, puisqu'il oppose deux États, alors que les anarchistes veulent détruire tout État.

Alternative libertaire participe enfin à des scrutins municipaux et régionaux, ce qui n'est pas dans la tradition de ce courant de pensée. Ce n'est pas la première fois qu'un groupe anarchiste s'éloigne de l'orthodoxie. Philippe Pelletier évoque deux cas frappants : « La S.A.C. (Sveriges Arbetares Centralorganisation), syndicat libertaire suédois (16 000 membres en 1957), et les organisations anarchistes scandinaves, se sont réjouies dans les années cinquante d'être du bon côté du rideau de fer en face de l'Empire soviétique [...]. Les anarchistes coréens qui, à la fin de la guerre de Corée, ont préféré vivre du côté nord plutôt que du côté sud, doivent le regretter amèrement, s'ils n'ont pas été liquidés »³.

AL n'est pas le seul groupe communiste libertaire en France. Il faut aussi citer l'Organisation communiste libertaire, ou l'Offensive libertaire et sociale.

Un minuscule courant individualiste perdure enfin depuis la Libération. Il s'incarne au départ dans le journal *L'Unique*, d'Émile Armand (1872-1963), qui prône, entre autres, la « pédérastie », c'est-à-dire la « camaraderie amoureuse » avec de jeunes garçons. Peu après 1968, on voit surgir d'autres revues comme *Moi* ou *Ego*. Cette sensibilité est présente dans la Fédération anarchiste, qui accueille toutes les sensibilités de l'anarchisme « officiel ».

Les post-anarchismes

Post-anarchistes ? Néo-anarchistes ? Nous savons que la CNT « Vignoles » ne se réclame plus de l'anarchisme. C'est

3. *Id.*, p. 64.

le cas d'un nombre grandissant de militants modernistes, qui récuse le style par trop désuet de la Fédération anarchiste et des groupes « officiels ». Ceux-ci évoluent dans une mouvance aux contours mal définis. On la désigne parfois comme « autonome ». Encore le terme mérite-t-il d'être explicité.

Le post-anarchisme est au départ le fait de militants communistes libertaires désireux de nouer le dialogue avec les marxistes critiques. Pour bien comprendre cette évolution, il faut remonter à l'effervescence de 1968, quand de petits groupes liés à la Fédération anarchiste rompent avec cette organisation. Ils sont de leur temps. Ils considèrent pour la plupart qu'il faut dépasser l'étiquette anarchiste. En clair, c'est au congrès de Bordeaux, en 1967, que la Fédération anarchiste explose. On voit les animateurs de la revue *Noir et Rouge*, Jean-Pierre Duteuil et Daniel Cohn-Bendit, prendre leur indépendance. On voit aussi la création du groupe des Enragés à Nanterre, ou de l'Internationale anarchiste, liée à l'Internationale situationniste.

Il s'agit en tout état de cause de dépasser les clivages anciens, d'inventer quelque chose de nouveau, au-delà de l'anarchisme et du marxisme. On va voir apparaître, dans les marges de l'anarchisme officiel, un post-anarchisme inorganisé, influencé par les situationnistes, qui met en avant la critique de la vie quotidienne et se réclame d'une relecture critique du marxisme, dépassant la vieille haine entre anarchistes et marxistes. Ce grouillement qui s'effectue en marge des mouvements traditionnels n'a pas encore de nom.

En 1971, un pillage au Quartier latin est organisé par des groupes informels, qu'on désigne comme les « provocateurs ». Critiquant l'extrême gauche officielle, ils sont contre

les services d'ordre, réclament l'auto-organisation des masses et prônent la violence directe.

Un événement survient en 1974. La mort de Salvador Puig Antich, un militant espagnol, animateur du Mil (Mouvement ibérique de libération), qui commet à la fois des attentats antifranquistes et des hold-up, modifie la donne. L'exécution de Puig Antich par Franco radicalise une grande partie de ce courant inorganisé. Elle provoque l'émergence d'une mouvance, là où il n'y avait encore que de petits groupes épars.

En 1974 et 1975, on voit par ailleurs sortir en France sous formes de brochures les premiers textes de Toni Negri, qui correspondent à l'émergence de *l'autonomie* italienne. Les travaux de Negri sont relayés par deux petites revues militantes, animées par Yann Moulier-Boutang : *Matériaux pour l'intervention*, puis *Camarades*. L'autonomie italienne est impulsée par des militants maoïstes, qui évoluent vers une forme de modernisme. Ces activistes tiennent le maoïsme non pour une idéologie, mais pour un ensemble de pratiques révolutionnaires, dont les plus connues sont l'enquête (qui vise à effectuer un travail d'étude en profondeur sur et dans le peuple) et l'établissement (les universitaires bourgeois doivent délaissier leurs diplômes pour se faire embaucher dans des entreprises). Il s'agit de dépasser les courants politiques « fossilisés ». « Autonome », on l'est avant tout par rapport aux organisations traditionnelles de l'extrême gauche, et on exprime l'authenticité d'une révolte ouvrière qui n'est plus canalisée par des représentants politiques.

À partir de 1974, les militants libertaires français, qui forment l'essentiel de cette mouvance sans nom, sont donc

rejoints par des maoïstes influencés par l'Italie. Quand la Gauche prolétarienne se dissout en 1973, beaucoup de militants ne cessent pas leurs activités. Au lieu d'agir dans des organisations structurées, ils s'investissent dans ce qu'on pourrait appeler des « révolutions minuscules ». Certains participent au Mouvement des travailleurs arabes, se mobilisent pour les immigrés sans papiers, lancent les premières radios libres. Beaucoup animent des squats, inventent l'écologie, militent dans le mouvement des femmes ou des homosexuels. On observe un fractionnement des luttes.

Les autonomes pensent qu'il faut aller vers l'auto-organisation du prolétariat, et que celui-ci doit combattre ces faux amis que sont les partis de gauche et les syndicats. Ils sont fortement anti-syndicalistes et poussent les ouvriers à se révolter contre les syndicats. Ils sont favorables à la grève sauvage et provoquent des assemblées générales provisoires, informelles et « magouillées », dans lesquelles grouillent des éléments de toutes sortes. Quelques journaux surgissent : *L'Officiel de l'autonomie*, *Autonomie prolétarienne*, *Autonomie et autodéfense...*

Une majorité d'autonomes est favorable à la lutte armée. Lorsque les fondateurs de la Fraction armée rouge (RAF), Andreas Baader, Ulrike Meinhof, Gudrun Ensslin et Jan Carl Raspe, sont retrouvés morts dans la prison de Stammheim, à Stuttgart, le 18 octobre 1977, une Assemblée parisienne des groupes autonomes vote à main levée l'occupation du journal *Libération*, accusé d'avoir propagé de « fausses nouvelles ». Dans cette période trouble, les actions « militaires » sont légion : attentats à la bombe sans gravité, cocktails Molotov contre des commissariats, et autres sabotages.

La constitution de l'organisation « politico-militaire » Action directe en 1979 marque un tournant. On y trouve des communistes libertaires, autrefois proches du Mouvement ibérique de libération (tel Jean-Marc Rouillan), et des maoïstes issus de la Gauche prolétarienne (comme André Olivier).

Après 1980, la mouvance autonome s'atomise et se disperse : squatters, radios libres, mouvements de chômeurs... Exit le Grand Soir. Place aux « zones d'autonomie temporaire » théorisées par Peter Lamborn Wilson alias *Hakim Bey*... Certains post-anarchistes créent en 1984 à Toulouse des Sections carrément anti-Le Pen (SCALP), qui se situent au carrefour de l'antifascisme, de la culture « punk » et d'une sensibilité communiste libertaire. En 1986, des militants proches du SCALP fondent le Réseau d'étude, de formation et de liaison contre l'extrême droite (REFLEX), qui édite à partir de juin la revue *Réflexes*. SCALP et REFLEX vont ensuite constituer une coordination nationale antifasciste, qui donnera elle-même naissance au réseau No Pasaran. Il s'agit d'élargir la lutte antifasciste au combat anticapitaliste global. Le courant semble pourtant s'étioler dans les années quatre-vingt. En 1986, le démantèlement d'Action directe paraît sonner le glas de la lutte armée.

Dans les années quatre-vingt-dix, l'émergence de l'altermondialisme contribue au redémarrage de l'autonomie. Chaque rassemblement de masse se voit ainsi flanqué de ce que l'on nomme un *black block*. Le « bloc noir » n'a rien d'une organisation structurée. Il s'agit d'une mouvance informelle, constituée d'activistes d'origines diverses qui constituent une phalange antiautoritaire, et paraissent casqués, bottés, vêtus de

noir. Leur point commun : ils critiquent l'extrême gauche léniniste et se placent dans la surenchère. Certains renouent avec le pillage et l'affrontement.

Il faut cependant attendre les années 2000 pour voir resurgir des réseaux pratiquant la lutte armée, dans le lointain sillage du MIL et de Salvador Puig Antich. En décembre 2003, un scandale médiatique balaie la vieille Europe. D'inquiétants libertaires italiens expédient à diverses personnalités des lettres piégées. Au nombre des leaders visés figurent Romano Prodi, qui préside alors la Commission Européenne, et Jean-Claude Trichet, dirigeant de la Banque Centrale Européenne. Les attentats virtuels sont revendiqués par une « Fédération Anarchiste Informelle », totalement inconnue au bataillon. On évoque sur le champ un mystérieux courant « anarchiste-insurrectionaliste », qui se distinguerait par son recours à la violence individuelle.

La sensibilité post-anarchiste se réaffirme avec force en décembre 2008, quand de violentes émeutes balayent la Grèce. Le courant y semble particulièrement actif. Il manifeste aussi sa vitalité en France, notamment lors du saccage des rues commerçantes de Poitiers en octobre 2009. Il apparaît également en Angleterre, lorsque Londres est la proie d'émeutes en mars 2011. Bien loin d'avoir disparu, l'autonomie connaît ainsi un regain d'activité un peu partout en Europe.

Les anarchismes de marge

En marge des anarchismes « officiels », on observe une kyrielle de dénominations qui, bien souvent, excèdent le péri-

mètre des gauches, pour se rapprocher des droites, libérales ou extrêmes.

Il n'est ici rien d'étonnant. Dès le XIX^e siècle, certains auteurs classés à droite manifestent leur intérêt pour l'anarchisme. C'est le cas d'Édouard Drumont (1844-1917), ou encore de Charles Maurras (1868-1952). Les valeurs antiautoritaires et libertaires de l'anarchisme jurent avec celles de l'extrême droite. Mais la notion souffre de son imprécision. Il existe par ailleurs des points de convergences : l'individualisme, l'antimarxisme, éventuellement l'antisémitisme.

Un exemple emblématique. Le 17 novembre 1911 se tient la première réunion du Cercle Proudhon, sous la présidence de Charles Maurras. À travers le Cercle Proudhon, l'Action française cherche à élargir son influence en direction du monde ouvrier et des syndicalismes révolutionnaires. De janvier 1912 à l'été 1914 paraissent les *Cahiers du Cercle Proudhon*, dans lesquels s'expriment Georges Valois (1878-1945), Henri Lagrange, Édouard Berth ou Gilbert Maire. Pourquoi Proudhon ? Parce que le théoricien envisage une société décentralisée, qui s'appuie sur la revitalisation des communautés locales. Maurras propose un schéma analogue, avec une différence importante. Il ne saurait y avoir de modèle fédéral sans un roi au-dessus... Les royalistes ne cessent jamais ensuite de s'intéresser à la pensée libertaire. En 1971, on observe sur les murs de Paris un slogan révélateur : « Monarchie = anarchie + un ».

Membre du Comité central du Front national à partir de 1974, et militant royaliste, Jean-François Chiappe (1931-2001) plaide pour sa part en 1979 pour un rapprochement global entre l'extrême droite et l'anarchisme : « [...] Qu'on le

veuille ou non, la place du drapeau noir est plus éloignée en bonne logique du drapeau rouge que du drapeau blanc. Entre l'anar *tout court* et l'anar de droite subsistent des identités et des sympathies, indécelables entre ce même anar et le communiste ». ⁴

La plupart des anarchistes « officiels » rejettent avec violence ces déclarations d'affection, et investissent les rangs des ligues antifascistes radicales. Certains proudhoniens se montrent toutefois plus ou moins réceptifs à l'égard des libertaires droitiers. Mais ceux qui franchissent réellement le Rubicon et quittent la gauche sont peu nombreux.

Une petite lignée proudhonienne dissidente existe depuis les années cinquante. Elle s'est agrégée autour d'un militant « historique » : Raymond Beaulaton (1912-1994). Le 25 novembre 1956, cet ancien responsable de la Fédération anarchiste crée à Bruxelles « l'Alliance ouvrière anarchiste, expression française du Mouvement anarchiste mondial ». La nouvelle organisation est issue de scissions successives de la Fédération anarchiste et de la Confédération nationale du travail. Elle dénonce la pénétration du marxisme et de la franc-maçonnerie dans l'anarchisme « officiel ».

Parmi les membres de l'AOA figure l'un des principaux écrivains négationnistes français, Paul Rassinier (1906-1967). L'auteur du *Mensonge d'Ulysse* a été membre du Parti socialiste, puis de la Fédération anarchiste. Exclu de ces deux organisations en raison de ses positions révisionnistes, et de ses liens directs avec l'extrême droite (il écrit dans *Rivarol* et

4. Jean-François Chiappe : « Un peu d'histoire », dans : Jean-Pierre Apparu, *La Droite aujourd'hui*, Albin Michel, Paris, 1979.

participe à L'Association des Amis de Robert Brasillach), il trouve asile à l'AOA, peu avant son décès en 1967. Plus tard, quand éclate l'affaire Robert Faurisson⁵, le bulletin de l'AOA, *L'Anarchie*, prend fait et cause pour les historiens négationnistes.

Parmi les protagonistes de l'AOA figurent Marcel Renoulet, qui anime par ailleurs le journal *L'Homme Libre*, Hans Cany, Didier Pomarès, Dominique David, ou Serge Ninn. L'AOA s'éteint en 1997. Elle renaît toutefois de ses cendres en mars 2009 sous l'appellation de l'Alliance oppositionnelle anarchiste. À l'instar de son ancêtre, la nouvelle AOA ne se définit pas comme une « organisation », mais comme « un réseau d'individus libres s'associant éventuellement sur les bases de la libre entente, par groupes affinitaires »⁶.

Membre fondateur de la nouvelle AOA, Hans Cany, qui vient par ailleurs de l'univers punk et a notamment animé le fanzine *Kontestation anarchiste*, apparaît en outre comme un des promoteurs du national-anarchisme, avec les anglais Troy Southgate et Richard Hunt, l'allemand Peter Töpfer, et le hollandais Tim Mudd. À l'exemple des nationaux-communistes, qui opèrent une synthèse audacieuse entre le nationalisme et la tradition bolcheviste, les nationaux-anarchistes cherchent à concilier l'antiétatisme libertaire et les valeurs de l'extrême droite. Ils militent pour une société fédéraliste, décentralisée, dans un cadre strictement national. Ils se réclament ainsi tout à la fois de Pierre-Joseph Proudhon,

5. À propos du « révisionnisme », voir dans cet ouvrage : « La décomposition idéologique », p. 167-180.

6. On peut se référer au site internet : increvable-aoa.blogspot.com.

Michel Bakounine, Pierre Kropotkine, Léon Tolstoï, Murray Bookchin, Max Stirner, Jean-François Thiriart, Francis Parker Yockey, Otto Strasser ou Ernst Niekish. Un amalgame confus. Il est vrai que Hans Cany serait le promoteur d'un éphémère Front national socialiste libertaire. Le courant national-anarchiste promeut en tout cas un anarchisme ancré à l'extrême droite.

Certains de ses acteurs se réclament à leur tour de l'autonomie. En mai 2010 et mai 2011, on voit défiler à Paris des cortèges autonomes, insérés dans des manifestations d'extrême droite. Il existe désormais en Lorraine un groupe intitulé les Nationalistes autonomes (NA). Les NA adoptent le style des *Blacks Blocks*. Ils sont vêtus de sombre, masqués, et brandissent des drapeaux noirs sur une sono qui diffuse de la *techno hardcore*.

Le réseau américain *Bay Area National Anarchists*, basé en Californie, prévoit de son côté le développement de « zones autonomes nationales », comparables aux « zones d'autonomie temporaire » préconisées par les autonomes d'extrême gauche. À travers le national-anarchisme apparaît ainsi un courant autonome relié aux droites extrêmes.

Les anarchistes de droite représentent, eux aussi, une sensibilité marginale. Encore le terme prête-t-il à confusion. Où loger ces curieux histrions ? Dans le champ politique ou dans la culture ? De même que chacun se sent parfois « un tout peu petit peu anar », en un flou artistique qui laisse rêveur, il existe un grand nombre d'« anars de droite », que Michel Marmin décrit dans la revue *Éléments* : « L'anarchiste de droite est du genre éthylique et râleur, argotique, et de toute façon, mineur ; il se nourrit de gras-double, puise son

inspiration prophétique dans le Beaujolais et pleure sa virilité perdue »⁷. On songe ici en vrac à Louis-Ferdinand Céline, Albert Paraz, Michel Audiard, Pierre Gripari, ou Jean Dutourd... Le Club des Ronchons, d'Alain Paucard, Marc Vidal et Bernard Peyrotte incarne à merveille cette sensibilité à fleur de peau, qui s'incarne dans un style, plus que dans des idées.

Il existe pourtant un authentique anarchisme de droite, qui a pris son essor dans les années soixante-dix. À la base de cette composition idéologique, on trouve un individu fantasque : Michel-Georges Micberth, animateur passé d'une éphémère Nouvelle Droite française. François Richard, qui s'inscrit dans le sillage de Micberth, explique que l'anarchisme de droite se réclame d'un « aristocratism libertaire »⁸.

Les anarchistes de droite sont en fin de compte des individualistes radicaux. Alors même que les individualistes « officiels » participent aux regroupements libertaires organisés et tentent de faire coïncider l'épanouissement individuel et la libération collective, les anarchistes de droite se considèrent comme des *aristocrates*. Ils ne rêvent pas d'une société communiste, mais bien au contraire d'un monde qui laisserait transparaître les « hiérarchies naturelles ». Rejetant la démocratie, l'anarchiste de droite se distingue de l'anarchisme individualiste d'un Stirner ou d'un Armand, qui repose sur une vision optimiste de l'homme.

7. Cité dans : Christophe Bourseiller, *La Nouvelle Extrême Droite*, Éditions du Rocher, Monaco, 2002, p. 128.

8. François Richard, *L'Anarchisme de droite dans la littérature contemporaine*, PUF, Paris, 1988.

Michel-Georges Micberth et François Richard sont les promoteurs d'un individualisme farouchement laïc. Il existe une autre branche, qui puise en revanche dans l'ésotérisme. animateur des Éditions Pardès, et lecteur attentif du philosophe Julius Evola (1898-1974), Georges Gondinet s'inscrit dans le courant traditionaliste intégral, une branche antidémocratique et antimaçonnique de l'ésotérisme⁹. Il publie en 1977 le pamphlet *La Nouvelle Contestation*, dans lequel on observe un constant recyclage du discours « gauchiste ». La brochure contient en particulier un éloge de l'anarchisme : « La droite doit être anarchiste parce qu'elle a des propositions à faire, parce qu'elle est féconde en projets et riche en enseignements, parce qu'elle est grosse d'un monde nouveau alors que la droite conservatrice ou les diverses gauches ne font appel qu'au porc qui sommeille en l'homme »¹⁰.

Georges Gondinet ne semble pas adhérer au national-anarchisme, cette synthèse imprécise de courants opposés. Il se place au contraire dans une filière individualiste, qui évoque celle de Micberth. Son anarchisme, il le puise cependant chez Julius Evola. Il est vrai que le théoricien italien ne répugne pas à se réclamer de l'anarchisme : « On peut concevoir "l'anarchiste de droite" comme un type suffisamment défini et plausible, à opposer, soit à la jeunesse stupide, soit aux "rebelles sans drapeau" et à ceux qui se jettent à l'aventure et se livrent à des expériences qui n'apportent aucune vraie solution [...] »¹¹

9. Voir dans cet ouvrage : « Le traditionalisme intégral », p. 226.

10. Georges Gondinet, *La Nouvelle Contestation*, Cercle Culture et liberté pour une Europe libre et unie, 1977.

11. Julius Evola : « La Jeunesse, les beats et les anarchistes de droite », dans *L'Arc et la massue*, Traduction de Philippe Baillet, Guy Tredaniel, Paris, 1983. L'édition originelle italienne date de 1968.

Gondinet explique les propos d'Evola. L'auteur du *Chemin du cinabre* se perçoit comme un anarchiste traditionaliste : « Alors que l'anarchiste communiste n'a que des réactions de défense et des actions d'outrance, l'anarchiste traditionaliste est persuadé que « c'est seulement à travers une certaine sévérité soldatesque que l'on peut fuir le destin de devenir bourgeois »¹². L'anarchisme traditionaliste est au final la variante ésotérique de l'anarchisme de droite. L'individualisme aristocratique s'apparente ici à une ascèse spirituelle.

Si les nationaux-anarchistes et les anarchistes de droite s'intègrent aux extrêmes droites, les différents courants *libertariens* lorgnent plutôt vers un libéralisme absolu. Selon l'encyclopédie en ligne *Wikiberal*, « les libertariens sont des libéraux radicaux, opposés à l'État. [...] Contrairement à l'idée libertaire, les libertariens ne sont pas pour une société gérée en commun, mais pour une société où les interactions entre les individus découlent de contrats librement consentis, conformément au Droit naturel et à l'axiome de non-agression. » Le mot « libertarien » est la traduction en français de l'anglais *libertarian*, lui-même traduction anglaise du français « libertaire ».

En France le terme « libertaire » est accolé à l'anarchisme « officiel ». Il correspond à une doctrine politique d'extrême gauche. C'est justement pour éviter l'amalgame que les libertariens se désignent comme tels. Philippe Pelletier remarque que « sur le plan de l'histoire politique, les anarchistes ne constituent donc pas à proprement parler une extrémité de la gauche socialiste, mais une rupture avec celle-ci, contraire-

12. Georges Gondinet, *op. cit.*

ment à la gauche révolutionnaire et à l'ultra-gauche qui se considèrent encore comme marxistes et appellent à voter socialiste aux élections »¹³. Il évoque en particulier le cas de Rudolf Rocker : « Certains auteurs estiment que l'anarchisme constitue une variante radicale de l'idéologie libérale par son insistance sur le primat de la liberté et du droit naturel. L'anarcho-syndicaliste Rudolf Rocker (1873-1958), secrétaire général de l'Association internationale des travailleurs à son apogée, n'hésite pas à affirmer cette filiation, à laquelle il ajoute celle de l'idéal socialiste, c'est-à-dire la mise en commun des moyens de production et d'échange »¹⁴.

À l'inverse de Rudolf Rocker, les libertariens s'inscrivent pour leur part dans un héritage libéral qui rejette toute allégeance au socialisme. Il existe deux grandes sensibilités libertariennes.

– Les minarchistes penchent pour un État minimum. Ils constituent la majorité des libertariens, regroupés aux États-Unis depuis le 11 décembre 1971 dans le *Libertarian Party*, aujourd'hui dirigé par Bill Redpath.

– Les anarcho-capitalistes ne veulent plus d'État du tout. Mais leur vision n'a rien à voir avec celle des anarchistes de gauche. Ceux-ci rêvent d'un monde débarrassé des inégalités, alors que les anarcho-capitalistes se projettent dans un *far-west* utopique.

Le libertarianisme est une singularité politique. Comme le souligne *Wikiberal*, « il échappe à un positionnement politique classique de par ses thèses qui le situent à la fois à

13. Philippe Pelletier, *op. cit.*, p. 35.

14. *Id.*

gauche au plan des libertés individuelles (usage libre des drogues, liberté d'expression, liberté d'immigration, liberté sexuelle...), et à droite au plan des libertés économiques (respect de la propriété privée, libre-échange, suppression ou diminution drastique de la fiscalité...). Comme le dit Murray Rothbard : « le libertarien ne voit aucune incohérence à être “de gauche” dans certains domaines et “de droite” dans d'autres. Au contraire, il considère que sa position est virtuellement la seule qui soit cohérente du point de vue de la liberté individuelle. »

L'individu se trouve à nouveau au cœur de la démarche idéologique. Favorable à un système capitaliste de laissez-faire, Murray Rothbard (1926-1995) est considéré comme l'un des principaux théoriciens de l'anarcho-capitalisme. Inventeur de l'objectivisme, Ayn Rand (1905-1982) est, pour sa part, la théoricienne d'un libertarianisme rationaliste, violemment antireligieux. Romancière et scénariste à succès, elle s'impose comme un personnage fascinant qui passe, de son vivant, pour un « gourou » anarcho-capitaliste. Ses partisans brandissent un drapeau noir, sur lequel est cousu le signe du dollar...

Si aux USA le *Libertarian Party* rassemble deux cent mille membres et représente une force conséquente, active dans le courant conservateur et au sein des *tea parties*, il s'incarne en France dans de petits groupes, tels que l'Association des libertariens (ADEL), Liberté chérie, ou encore Alternative libérale.

Les libertariens se distinguent par leurs réalisations originales. Ils revendiquent la paternité de la discutable encyclopédie en ligne *Wikipedia*, lancée le 15 janvier 2001.

Il est vrai que son fondateur, Jimmy Wales, se réclame ouvertement d'Ayn Rand et de l'objectivisme. Les libertariens sont également les créateurs de *Bitcoin*, une monnaie virtuelle décentralisée qui facilite les échanges marchands sur le Net. Un activiste libertarien de Las Vegas, Michael Oliver, a par ailleurs créé en 1971 un pays libertarien indépendant, la Principauté de Minerva, à 500 km au sud-ouest du royaume de Tonga. Le territoire a été annexé par le Tonga en 1972. Il est actuellement revendiqué à la fois par les libertariens et par les îles Fidji. La République de Freedonia, créée en 1992, n'existe pour sa part que virtuellement. Le but ultime est apparemment de créer une nation libertarienne souveraine. Certains activistes ont notamment tenté en 2001 d'acquérir des terres en Somalie. À ce jour, le projet le plus abouti est le *Free State Project*, qui vise à regrouper vingt mille libertariens dans l'État du New Hampshire, de façon à exercer une pression politique forte sur l'appareil d'État.

« L'ultra-gauche »

L'AUTRE COMMUNISME ?

« L'ultra-gauche » renvoie à l'histoire d'un *autre* communisme. Nous parlons de « bandes », rarement structurées, qui ont perduré jusqu'à l'époque présente, à contre-courant des idéologies, des modes et des engouements. On les a affublées de sobriquets divers, comme autant d'étiquettes mal collées, vite arrachées : gauches communistes, communistes de conseils, communistes de gauche, conseillistes, luxembourgistes, situationnistes...

Les « ultra-gauche » ont éclos dans les marges de la Révolution d'Octobre. Ils n'ont ensuite cessé de contester le « communisme officiel », de dénoncer les crimes commis en son nom. Qui furent ces gardiens de l'espérance ? En vrac, il nous faut citer des écrivains, des penseurs, des poètes : Anton Pannekoek, Karl Korsch, Herman Gorter, Otto Rühle, Paul Mattick, Benjamin Péret, Cornelius Castoriadis, Claude Lefort, Jean-François Lyotard, Maximilien Rubel, Guy Debord, Raoul Vaneigem, Jean Malaquais... Longue pourrait être la liste de ces théoriciens de l'inclassable, désireux justement d'échapper à tout positionnement préétabli.

Les gauches communistes naissent aux alentours de 1920 dans le sillage du bolchevisme et s'en dégagent rapidement. Dès leur apparition, elles prétendent renouer avec le communisme originel et l'extraire de la gangue léniniste. Il s'agit en quelque sorte d'opérer un retour à Marx. Lénine se serait-il trompé ? Les bolcheviks sont-ils en train de remplacer la dictature du prolétariat par la dictature du parti *sur* le prolétariat ? Et si la Révolution d'Octobre n'était qu'un banal soulèvement bourgeois ?

Les gauches rejettent l'Union soviétique, puis les « pays socialistes » et les désignent comme des *capitalismes d'État*. À l'autoritarisme du Parti communiste, elles opposent le pouvoir international des assemblées de travailleurs élus et révocables, les soviets, ou *conseils ouvriers*. « Capitalisme d'État », « conseils ouvriers »... Autant de mots clef.

« L'ultra-gauche » se distingue non seulement du communisme traditionnel, mais encore du « gauchisme organisé », qu'elle désigne comme « l'extrême gauche du capital ». Dans *Les Origines du Gauchisme*, Richard Gombin la définit plus généralement comme « cette fraction du mouvement révolutionnaire qui offre, ou veut offrir, une alternative radicale au marxisme-léninisme en tant que théorie du mouvement ouvrier et de son évolution. »¹

Roland Biard souligne pour sa part dans le *Dictionnaire de l'extrême gauche* que le conseillisme est « l'une des orientations les plus minoritaires de l'extrême gauche. La densité des

1. Richard Gombin, *Les Origines du gauchisme*, Éditions du Seuil, Paris, 1971.

scissions et divergences mineures, le langage sophistiqué et le sectarisme exacerbé dont font preuve ses militants expliquent certainement cet isolement. Il reste néanmoins que sur le plan théorique, le conseillisme est l'une des expressions les plus pures d'un marxisme débarrassé de l'autoritarisme léniniste². »

Mais qui sont-elles, ces *gauches*, et pourquoi faut-il user d'un insistant pluriel ? Parce que nous parlons de myriades de réseaux, de constellations variables et de ramifications inattendues, qui subissent de perpétuelles modifications. Pour bien saisir la nature particulière de l'objet mouvant, il nous faut procéder par étapes historiques.

LA NAISSANCE, DANS LE GIRON DU KOMINTERN

Mars 1919 : la Révolution d'Octobre a triomphé. Le régime bolchevik s'installe en Russie. Doit-on l'exporter ? L'Internationale communiste voit le jour. Elle rassemble une kyrielle de mouvements et partis. Certains leaders étrangers manifestent d'emblée une certaine indépendance d'esprit : Sylvia Pankhurst (1882-1960) en Grande-Bretagne, Herman Gorter (1864-1927) en Allemagne, Amadeo Bordiga en Italie.

Les Allemands sont particulièrement actifs. La Gauche allemande se place au départ dans une stricte orthodoxie marxiste. Mais elle a la langue déliée. D'emblée, les Allemands reprochent à Lénine de renoncer au marxisme, au

2. Roland Biard, *op. cit.*

profit d'une discutable *Real Politik*. Herman Gorter avance « l'argument du méridien » : ce qui convient à la Russie ne convient pas nécessairement à l'Allemagne, qui s'est développée d'une autre façon³.

La Gauche allemande s'inspire en 1919 d'une théoricienne, qui apparaît comme le véritable précurseur de « l'ultra-gauche » : Rosa Luxemburg. Née en 1870, elle devient au début du XX^e siècle l'un des principaux leaders du parti social-démocrate d'Allemagne, le SPD. Marxiste de stricte obédience, elle critique dès 1906 les positions de Lénine. Observant la révolution qui s'est déroulée en Russie l'année précédente, elle remarque que les troubles se sont déclenchés *spontanément*. Elle en conclut qu'il faut repenser la question du Parti communiste. Lénine en a une conception dirigiste. Rosa Luxemburg estime au contraire que le parti doit être le produit naturel de la grève spontanée. Il ne doit pas avoir un rôle de dirigeant, mais de simple coordinateur.

La militante allemande est exécutée en 1919, en même temps que Karl Liebknecht (1871-1919), lors de l'écrasement de la révolution spartakiste. Mais les idées de la Gauche allemande demeurent populaires dans la jeune Internationale communiste. Lénine décide de lancer un pare-feu. En 1920, dans *La Maladie infantile du communisme : le gauchisme*, il désigne ses adversaires comme relevant de « l'ultra-gauche ». L'expression est forgée. Elle se propage et colle depuis lors à la peau des opposants.

3. Herman Gorter, *Réponse à Lénine. Lettre ouverte au camarade Lénine*, traduction d'André Prudhommeaux, Cahiers Spartacus, Paris, 1979.

LA DISSIDENCE ALLEMANDE

Les 4 et 5 avril 1920, les Allemands créent un parti de masse, qui tente de capitaliser sur la révolution récemment réprimée : le Parti communiste ouvrier d'Allemagne (KAPD). Celui-ci regroupe d'emblée cinquante mille membres. Il s'agit d'un groupe activiste, qui se définit lui-même comme « maximaliste ».

Le KAPD dispose d'un relais dans la classe ouvrière, à travers l'Union Générale des travailleurs d'Allemagne (AAUD). Il ne s'agit pas à proprement parler d'un syndicat. Lors de la Révolution spartakiste de 1919, on a vu surgir des coordinations éphémères, des comités de base et des comités d'action. On désigne ces structures spontanées qui préfigurent les soviets, ou conseils ouvriers, sous le nom d'« unions ». Créée en février 1920, l'AAUD rassemble quatre-vingt mille salariés. En décembre, elle connaît une importante scission. Plusieurs unions poursuivent en effet un processus de radicalisation, qui les amène à remettre en question la forme « parti ».

On voit surgir une AAUD-E (Union générale des travailleurs d'Allemagne-Organisation unitaire). Véritable théoricien de l'unionisme, Otto Rühle (1874-1943), membre du KAPD, publie un texte manifeste : *Die Revolution is keine Parteisache* (La Révolution n'est pas une affaire de parti)⁴. Otto Rühle et les unionistes remettent en question l'organisation léniniste. Ils se rapprochent ainsi de certains courants anar-

4. Cité dans : Denis Authier et Jean Barrot, *La Gauche communiste en Allemagne (1918-1921)*, Payot, Paris, 1976.

chistes-communistes. Aux confins de l'anarchisme et du marxisme, ils cisèlent en réalité une pensée nouvelle, encore inédite.

Tout au long des années vingt, le KAPD, l'AAUD et l'AAUD-E périclitent, tandis que s'affadit le lointain souvenir de la révolution spartakiste. Il est vrai que Moscou a structuré en Allemagne un puissant Parti communiste orthodoxe : le KPD. À l'orée des années trente, la gauche allemande ne représente plus que d'infimes groupuscules de théoriciens.

VERS UNE GAUCHE GERMANO-HOLLANDAISE

La Hollande est alors le lieu d'une forte effervescence doctrinale. En 1927 est fondé le Groupe des communistes internationaux (GIC). Le GIC épure et radicalise le corpus théorique de la gauche allemande. Revendiquant l'héritage des « unions », il s'élève avec vigueur contre le bolchevisme, qu'il perçoit comme une contrefaçon du marxisme. Par la faute de Lénine, la Russie n'est plus qu'un « capitalisme d'État » : « la Troisième Internationale n'est qu'une arme entre les mains de la nouvelle classe capitaliste. Derrière le masque du communisme, les intérêts du capitalisme russe sont privilégiés et protégés »⁵. Laboratoire d'idées, le GIC se livre à un inventaire théorique. Il constate que le capitalisme s'est modernisé, et que l'anticapitalisme devrait à son tour procéder à un examen de conscience.

5. Cité dans : Christophe Bourseiller, *Histoire Générale de « l'ultra-gauche »*, *op. cit.*, p. 65.

Paul Mattick (1904-1981), Karl Korsch (1886-1961) et Anton Pannekoek (1873-1960) apparaissent comme les théoriciens d'une gauche germano-hollandaise qui tient la Russie pour une dictature capitaliste, et qui considère Lénine comme un traître à l'idéal communiste. Au léninisme, elle oppose le « communisme de conseils ». Il faut donner le pouvoir aux conseils, mais pas au parti...

Tandis que le fascisme et le nazisme règnent sur une partie de l'Europe, la gauche germano-hollandaise développe la critique du totalitarisme : « La lutte contre le fascisme commence par la lutte contre le bolchevisme », écrit Otto Rühle en septembre 1939 dans la revue *Living Marxism*, qu'anime Paul Mattick⁶.

La gauche germano-hollandaise atteint sa plus forte influence avec la parution en 1946 du livre *Les Conseils ouvriers*, d'Anton Pannekoek⁷. Ce texte essentiel est généralement considéré comme un des principaux manifestes du courant conseilliste. Pannekoek y braque notamment les projecteurs sur les mutations du siècle. On ne saurait combattre le capitalisme en usant des mêmes arguments que dans les décennies précédentes. La modernisation du monde, les avancées scientifiques et les changements dans la vie quotidienne sculptent un environnement nouveau.

Le conseillisme est-il la réponse adéquate au capitalisme modernisé ? En 1949, de jeunes militants issus du Parti com-

6. La revue *Living Marxism* est fondée aux États-Unis en 1938 par Paul Mattick. Otto Rühle y contribue régulièrement. Voir à ce propos : Otto Rühle, *Fascisme brun, fascisme rouge*, traduction de J.M. Laurian et Arthur, Cahiers Spartacus, Paris, 1975.

7. Anton Pannekoek, *Les Conseils ouvriers*, Belibaste, Paris, 1974.

muniste internationaliste, section française de la Quatrième Internationale, rompent avec le trotskisme et reprennent à leur compte les fondamentaux germano-hollandais. Ils ne cherchent pas à s'affubler d'une nouvelle étiquette. Ils veulent à leur tour dépoussiérer la théorie. La revue-groupe *Socialisme ou Barbarie* est notamment animée par Cornelius Castoriadis (1922-1997) et Claude Lefort (1924-2010). Elle travaille dans trois directions : l'observation critique du capitalisme mondialisé, la dissection du totalitarisme, et une réflexion sur l'organisation.

Deux débats signifiants jalonnent son histoire. En 1958, Claude Lefort et Cornelius Castoriadis poléminent sur la question du parti. Castoriadis pense qu'un parti centralisé demeure nécessaire, mais que sa stratégie doit s'éloigner du léninisme. Lefort estime à l'inverse que tout parti secrète automatiquement des germes bureaucratiques. Il faut repenser l'organisation révolutionnaire, en privilégiant une forme horizontale⁸.

Un an plus tard, Castoriadis jette un pavé dans la mare. Dans *Le Mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne*, il affirme qu'il est temps de repenser l'activité révolutionnaire. Le capitalisme s'est modernisé. Il réussit à échapper au cycle crise-guerre-reconstruction, décrit par Karl Marx. Dès lors, le marxisme est devenu obsolète⁹. La revue

8. Voir à ce propos : Richard Gombin, *op. cit.*, qui donne un aperçu de la position de Lefort : « Lefort considère que tous les partis, quels qu'ils soient, sont une direction, indépendamment du principe de leur direction interne ».

9. Cornelius Castoriadis, *Capitalisme moderne et révolution*. Tome 2 : *Le Mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne*, Christian Bourgois, Paris, 1979. Le texte a été originellement publié dans le *Bulletin intérieur* de Pouvoir ouvrier n° 12, octobre 1959.

Socialisme ou Barbarie disparaît en 1967, au terme d'une riche histoire théorique.

L'INTERNATIONALE SITUATIONNISTE

L'Internationale Situationniste représente incontestablement dans ce livre un cas à part. Le champ d'intervention des gauches communistes fut jusqu'ici exclusivement de nature politique. Les situationnistes opèrent un glissement. La théorie élaborée par Guy Debord (1931-1994), Raoul Vaneigem, Asger Jorn (1914-1973), Michèle Bernstein et leurs amis constitue à l'origine une réflexion sur le dépassement de l'art. L'Internationale Situationniste peut ainsi être perçue au départ comme un mouvement d'avant-garde opérant dans le strict champ culturel.

Il existe cependant une « politique » situationniste, au sens aristotélien du terme, qui prend notamment le visage d'une critique rigoureuse de ce que Guy Debord nommera « la société du spectacle ». Politique, culturel et philosophique, l'apport de l'IS s'apparente à un coup de tonnerre, qui va non seulement retentir dans le paysage « gauchiste », mais encore déclencher un ouragan au cœur de la société française. Comment ne pas souligner ce trait fascinant ? La plupart des slogans poétiques et « désirants » qui seront tracés sur les murs de Paris en Mai 1968 proviendront en droite ligne des textes situationnistes. Éternels chercheurs et mutins isolés, les « ultra-gauche » traditionnels se retrouvent chahutés, contestés, « tomatés » par un groupe d'artistes et de

théoriciens qui les pousse dans leurs retranchements et les force à évoluer.

À bien des égards, l'histoire de l'Internationale situationniste se confond avec celle de son principal animateur : Guy Debord. Guy, Louis, Marie, Ernest Debord naît à Paris le 28 décembre 1931 dans une famille bourgeoise du XIX^e arrondissement, qui gère une usine de chaussures. Son père meurt de la tuberculose alors qu'il n'a que quatre ans. La famille déménage dans le sud en 1939. Guy Debord réside à Nice, Pau, puis Cannes. C'est justement à Cannes qu'il rencontre pour la première fois le « pape » du lettrisme, Isidore Isou, le 20 avril 1951, pendant le festival du cinéma. Celui-ci est venu présenter le film *Traité de bave et d'éternité*. Isidore Isou (1925-2007) est lui aussi un personnage fascinant. Né le 31 janvier 1925 dans le village roumain de Botosani sous le véritable nom d'Isidore Goldstein, il parvient à gagner la France en 1945. En janvier 1946, il crée le Groupe lettriste avec la complicité de Gabriel Pomerand. Il en devient le prince et le « messie ». Le lettrisme ? Il s'agit en théorie d'un nouveau courant littéraire et artistique, qui prétend glorifier la lettre, au détriment du sens. Le Groupe lettriste apparaît de manière prosaïque comme un agrégat de provocateurs et d'iconoclastes pratiquant le scandale mondain, qui s'inscrit dans la traîne des dadaïstes et des surréalistes. On y croise François Dufrêne, Maurice Lemaitre, Jean-Louis Brau, Gil Wolman et bien entendu Guy Debord. Celui-ci rue bientôt dans les brancards. Le 7 décembre 1952, Guy Debord, Serge Berna, Jean-Louis Brau et Gil Wolman proclament la naissance officielle d'un mouvement dissident, en rupture avec Isou : l'Internationale lettriste (IL).

L'IL se place dans la perspective d'une radicalité accrue. Alors qu'Isou et ses disciples évoluent en permanence aux frontières de l'humour, les camarades de Debord édictent la nouvelle ligne : il s'agit de dépasser l'art pour glorifier la vie même. Partant de là, les lettristes doivent « sculpter » leur quotidien. L'Internationale abandonne les pratiques mondaines d'Isidore Isou, qui passe pour un « gentil pitre ». Elle s'ancre résolument à gauche, même s'il s'agit encore d'une gauche « sentimentale », dénuée de charpentes.

Très vite, Guy Debord se pose en référent ultime, en arbitre du bien et du mal, en maître à penser. C'est lui qui décide des adhésions et qui règne sur le douloureux chapitre des exclusions. Debord est un homme de contacts et de réseaux. Dans les années cinquante, il fréquente une multitude de petits groupes d'artistes. Un regroupement s'amorce. Une première rencontre internationale se déroule en Italie, dans la ville d'Alba, du 2 au 8 septembre 1956, en présence de Gil Wolman, Giuseppe Pinot-Gallizio, Piero Simondo, Pravoslav Rada, Jan Kotik, Ettore Sottsass Jr., Constant, Jacques Calonne, Elena Verrone... Le « congrès mondial des artistes libres » se donne pour objectif la construction d'une organisation unitaire. Petit à petit, la mouvance prend forme.

Au terme du processus de germination, l'Internationale Situationniste éclôt pendant l'été 1957, dans le village italien de Cosio d'Arroscia. Le 27 juillet 1957, l'assemblée vote la création de l'Internationale situationniste, par cinq voix pour, une contre, et deux abstentions. Une Internationale situationniste ? Dans une lettre à Piero Simondo, datée du 22 août 1957, Guy Debord en définit les contours : « Le point principal à souligner, c'est qu'il n'existe pas, qu'il ne

doit pas exister de *situationnisme*, au sens de corps de doctrine. Il existe une attitude expérimentale *situationniste* définie *organisationnellement* (précisément sous forme d'une organisation internationale) »¹⁰.

Le numéro 1 d'*Internationale situationniste, bulletin central édité par les sections de l'Internationale situationniste*, paraît en juin 1958. En page 2, une note attire l'attention : « La règle dans ce bulletin est la rédaction collective. [...] Nous sommes opposés à la survivance de formes telles que la revue littéraire ou la revue d'art. Tous les textes publiés dans *Internationale situationniste* peuvent être librement reproduits, traduits ou adaptés, même sans indication d'origine ».

Ce qui est frappant, dans les premiers textes situationnistes, c'est le fait qu'ils incarnent déjà une « autre gauche », hostile aux phénomènes de modes, aux consensus et aux coteries littéraires. Françoise Sagan, Alain Robbe-Grillet ou Roger Vadim sont ainsi dénoncés dans « Le Bruit et la fureur » comme « illustrations outrées, images d'Épinal de la résignation », tandis que la *beat generation* se voit exécuter en une phrase assassine : « L'odeur d'œufs pourris que répand l'idée de Dieu enveloppe les crétins mystiques de la "beat generation". »

Polémique, mais aussi théorique, le numéro 1 démontre une volonté de ne pas s'en tenir au seul terrain de l'art. On trouve dans cet important numéro une série de « Définitions » : « Situationniste : Ce qui se rapporte à la théorie ou à l'activité pratique d'une construction des situations. Celui

10. Cette lettre, qui m'a été communiquée par Gérard Berreby, ne figure pas dans la *Correspondance* de Guy Debord en huit volumes, publiée par Fayard sous les auspices d'Alice Debord.

qui s'emploie à construire des situations. [...] Situationnisme. Vocabulaire privé de sens, abusivement forgé par dérivation du terme précédent. »

Multipliant les scandales et intervenant sur tous les fronts de la culture, l'IS apparaît à l'origine comme une organisation internationale, visant à rassembler les artistes révolutionnaires et lutter contre le nouvel ordre établi des sociétés modernes.

Un événement décisif va modifier les enjeux. Guy Debord participe à *Socialisme ou Barbarie*, de l'automne 1959 à mai 1961. Il découvre la singularité des gauches communistes. Celles-ci ne campent ni dans l'anarchisme classique, ni dans le marxisme traditionnel. Elles se situent tout bonnement *ailleurs*. Un ailleurs si fascinant que les situationnistes l'adoptent sur le champ. Le conseillisme devient le soubassement politique de la démarche situationniste. Dès lors, le décalage va croissant, entre Guy Debord et les nombreux artistes qui participent à l'IS. Ceux-ci demeurent fidèles à l'idée d'une révolution de l'art. Ils n'ont pas perçu son intérêt nouveau pour les gauches communistes.

Le numéro 6 d'*Internationale situationniste*, qui sort en août 1961, s'ouvre pourtant sur un texte édifiant, dont le titre est un détournement de Blanqui : « Instructions pour une prise d'armes ». Pour la première fois, l'IS se place sur les mêmes positions que les groupes « ultra-gauche » : « De la tendance à un regroupement qui se manifeste cette année dans diverses minorités du mouvement ouvrier en Europe, on ne peut retenir que le courant le plus radical, qui se groupe actuellement d'abord sur le mot d'ordre des Conseils de Travailleurs. » A dire vrai, l'IS n'abandonne en rien son activisme

expérimental. Elle s'oriente cependant en priorité vers l'élaboration d'une théorie qui s'inspire tout à la fois des avant-gardes artistiques, des gauches communistes et des recherches sociologiques sur la modernité.

La V^e conférence de l'IS, qui se déroule du 28 au 30 août 1961 à Göteborg (Danemark), consacre la divergence grandissante entre « artistes » et « sociologues ». Dès la première séance, le Belge Raoul Vaneigem pose un ultimatum aux « artistes » : « Le monde capitaliste ou prétendu anticapitaliste organise la vie sur le mode du spectacle... Il ne s'agit pas d'élaborer le spectacle du refus, mais bien de refuser le spectacle. [...] Il n'y a pas de *situationnisme*, ni d'œuvre d'art situationniste, ni davantage de situationnisme spectaculaire. Une fois pour toutes »¹¹. En 1962, la plupart des artistes s'éloignent. Seule demeure une étroite phalange de théoriciens.

Dans un texte décisif qui clarifie les nouvelles positions, « Les Mauvais jours finiront », l'IS reprend à son compte le bilan des gauches communistes, mais campe néanmoins dans « l'ouvert ». Son « ultra-gauchisme » se situe aux antipodes d'une lecture dogmatique et invariante, ainsi qu'en témoignent les multiples références auxquelles elle fait encore appel : « La première pensée à redécouvrir est évidemment celle de Marx, ce qui est encore facile, vu la documentation existante et l'énormité des mensonges à son propos. Mais il faut reconsidérer aussi bien les positions anarchistes dans la Première Internationale, le blanquisme, le Luxembourgisme,

11. « La cinquième conférence de l'IS à Göteborg », dans *Internationale situationniste* n° 7, avril 1962.

le mouvement des Conseils en Allemagne et en Espagne, Cronstadt ou les Makhnovistes, etc. Sans négliger l'influence pratique des Socialistes utopiques »¹². Faut-il s'étonner d'un tel regard critique ? Il est au contraire la marque de fabrique de la plupart des « ultra-gauche ».

Dans un tract diffusé en décembre 1965, l'IS se définit comme un groupe de théoriciens : « La revue « Internationale situationniste » est l'expression d'un groupe international de théoriciens qui, dans les dernières années, a entrepris une critique radicale de la société moderne : critique de ce qu'elle est réellement, et critique de tous ses aspects. Selon les situationnistes, un modèle social universellement dominant, qui tend à l'autorégulation totalitaire, n'est qu'apparemment combattu par de fausses contestations posées en permanence sur son propre terrain, illusions qui au contraire renforcent ce modèle »¹³. Face à la croissante reconnaissance des élites et des médias, qui draine un cortège grandissant de pillards et de copistes, il s'agit en quelque sorte de redéfinir les règles du jeu. Il importe notamment de dénoncer les « fausses contestations », qui participent de l'endoctrinement général.

En janvier 1966, des éléments strasbourgeois proches de l'Internationale situationniste font part à Debord d'une surprenante ouverture stratégique. Certains de leurs amis sont sur le point de prendre le contrôle de la section strasbourgeoise de l'Union nationale des étudiants de France. Le 14 mai 1966, l'Association fédérative générale des étudiants

12. « Les mauvais jours finiront », dans *Internationale situationniste*, *op. cit.*

13. *Les Luttes de classe en Algérie*, tract international diffusé par l'IS en décembre 1965.

de Strasbourg (AFGES), réunie en conseil d'administration, élit effectivement à la tête de son bureau six étudiants proches de l'IS : André Schneider, Bruno Vayr-Piova, Marlene Bademet, Dominique Lambert, Roby Grunenwald et André Simon.

Le scandale de Strasbourg éclate le 22 novembre 1966. En ce jour solennel se déroule comme chaque année la cérémonie d'ouverture du Palais universitaire. Avec un sens aigu du scandale et de la communication, les situationnistes ont choisi cette date pour diffuser gratuitement une mystérieuse brochure intitulée *De la Misère en Milieu étudiant*. Les dirigeants de l'AFGES ont obtenu du recteur Maurice Bayen l'autorisation de distribuer le texte et d'en déposer un exemplaire sur chaque siège. La brochure a été tirée à dix mille exemplaires aux frais de l'UNEF et se présente comme un supplément spécial au numéro 16 de 21-27 *Étudiants de France*, organe officiel de l'AFGES.

En dépit d'un titre à rallonge, *De la Misère en Milieu étudiant considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier* se présente sous la forme d'un texte court et percutant, signé « par des membres de l'Internationale situationniste et des étudiants de Strasbourg ». La brochure s'ouvre sur un célèbre slogan, qui connaîtra son heure de gloire en 1968 : « Rendre la honte plus honteuse encore en la livrant à la publicité. » Elle consiste en une lente et inexorable exécution : « Nous pouvons affirmer, sans grand risque de nous tromper, que l'étudiant en France est, après le policier et le prêtre, l'être le plus universellement méprisé. »

Les situationnistes dégainent leur revolver et visent la culture : « Mais la misère réelle de la vie quotidienne étudiante trouve sa compensation immédiate, fantastique, dans son principal opium : la marchandise culturelle. Dans le spectacle culturel, l'étudiant retrouve naturellement sa place de disciple respectueux. [...] À une époque où *l'art est mort*, il reste le principal fidèle des théâtres et des ciné-clubs, et le plus avide consommateur de son cadavre congelé et diffusé sous Cellophane dans les supermarchés pour les ménagères de l'abondance. [...] Si les "maisons de la culture" n'existaient pas, l'étudiant les aurait inventées. »

La brochure s'achève sur une note visionnaire : « Les révolutions prolétariennes seront des *fêtes* ou ne seront pas, car la vie qu'elles annoncent sera elle-même placée sous le signe de la fête. Le *jeu* est la rationalité ultime de cette fête, vivre sans temps mort et jouir sans entraves sont les seules règles qu'il pourra reconnaître. » *Vivre sans temps mort, jouir sans entraves...* La célèbre formule fleurira pendant des années sur les murs, tandis que la célèbre brochure connaîtra jusqu'à ce jour pléthore de retirages, pirates ou licites.

Deux ouvrages sortis en 1967 marquent le point culminant de la théorie situationniste : *Le Traité de Savoir Vivre à l'usage des jeunes générations*, de Raoul Vaneigem, et *La Société du spectacle*, de Guy Debord¹⁴.

Le *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* apparaît d'emblée comme un ouvrage dérangent et novateur, dont la forme surprend. Il ne s'agit pas à proprement parler

14. Raoul Vaneigem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Gallimard, Paris, 1967. Guy Debord, *La Société du spectacle*, Buchet/Chastel, Paris, 1967.

d'un essai, mais plutôt d'une longue rumination à la première personne. Le *Traité* prend souvent les traits d'un manifeste, fulgurant, explosif : « De ce chaos sortiront quelque jour des formules qui tireront à bout portant sur nos ennemis ».

L'auteur s'en prend... aux « ismes » : « Le monde des ismes [...] n'est jamais qu'un monde vidé de sa réalité, une séduction terriblement réelle du mensonge. Le triple écrasement de la Commune, du Mouvement spartakiste et de Cronstadt-la-Rouge (1921) a montré une fois pour toutes à quel bain de sang menaient trois idéologies de la liberté : le libéralisme, le socialisme, le bolchevisme ». En finir avec les « ismes ». Tel est le cœur de la pensée situationniste. Il ne saurait y avoir de situationnisme car les « situs » ne souhaitent aucunement fonder une nouvelle idéologie, mais prétendent au contraire ruiner toute entreprise idéologique en dévoilant les mécanismes de la domination. Raoul Vaneigem pressent l'imminence d'une conversation du regard, et annonce le « polythéisme » contemporain : « Aux grandes illusions collectives, aujourd'hui exsangues à force d'avoir fait couler le sang des hommes, succèdent des milliers d'idéologies parcel-laires vendues par la société de consommation comme autant d'idéologies portatives. Faudra-t-il autant de sang pour attester que cent mille coups d'épingle tuent aussi sûrement que trois coups de massue ? ».

Il va donc falloir lutter. Mais qu'irait-on faire dans les groupes politiques, voués à une classique intervention militante ? Le révolutionnaire n'est pas un militant, mais un créateur : « Or ne voit-on pas la I^{re} Internationale tourner le dos aux artistes, en fondant exclusivement sur les revendications ouvrières un projet dont Marx avait cependant montré

combien il concernait tous ceux qui cherchaient, dans le refus d'être esclaves, une vie riche et une humanité totale ? Laccenaire, Borel, Lassailly, Büchner, Baudelaire, Hölderlin, n'était-ce pas aussi la misère et son refus radical ? »

On perçoit ici non seulement le primat accordé par les situationnistes aux artistes, mais encore la conception très particulière qu'ils se font des hommes de l'art. Car enfin, n'est-ce pas le criminel Laccenaire qui voisine avec Baudelaire ou Hölderlin ? Qu'est-ce qui définit exactement l'artiste ? Son œuvre, ou sa vie ? Il s'agit dans tous les cas de s'écarter du troupeau, de rompre avec la douce monotonie des existences régies par les lois. L'artiste est un individualiste qui érige ses propres règles et méprise les lois du commun. Max Stirner apparaît en filigrane derrière le verbe de Vaneigem.

Celui-ci conclut sa démonstration par une phrase mémorable, qui sera maintes fois tracée sur les murs des grandes capitales : « Ceux qui parlent de révolution et de lutte de classes sans se référer explicitement à la vie quotidienne, sans comprendre ce qu'il y a de subversif dans l'amour et de positif dans le refus des contraintes, ceux-là ont dans la bouche un cadavre ».

Il est aisé d'embrasser une cause à la mode et de défiler sous les bannières de la droite ou de la gauche : « Il y a cent façons d'être aux côtés du pouvoir. Il n'y a qu'une façon d'être radical ». Comment devient-on radical ? Vaneigem offre une clef, qui consiste en une liste de noms : « La longue révolution se prépare à écrire dans les faits la geste dont les auteurs anonymes ou inconnus rejoindront pêle-mêle Sade, Fourier, Babeuf, Marx, Laccenaire, Stirner, Lautréamont, Léhautier, Vaillant, Henry, Villa, Zapata, Makhno, les

Fédérés, ceux de Hambourg, de Kiel, de Cronstadt, des Asturies, ceux qui n'ont pas fini de jouer, avec nous qui commençons à peine, le grand jeu sur la liberté ». Que penser d'un tel inventaire, qui mêle sans vergogne artistes, théoriciens, militants, criminels et terroristes ? Il traduit le désir situationniste d'abolir les frontières et de tout mélanger. Peut-on comparer Sade à Marx, faire cohabiter Stirner et Lautréamont, placer sur le même plan Lacenaire et Makhno ? Ligne après ligne, c'est comme un puzzle qui s'assemble. Une théorie qui prend forme. La rébellion est affaire de langage.

De son côté, Guy Debord publie *La Société du Spectacle* chez Buchet/Chastel en novembre 1967. Souvent considéré comme le principal ouvrage théorique de Guy Debord, il passe également pour un des plus ardues. Il est vrai qu'il se distingue radicalement du *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*. L'un est lyrique, dense, limoneux. L'autre affiche une austérité mêlée de laconisme. Économie du mot et souci du dire fondent la parole de Guy Debord.

À la notion de « société des loisirs », qu'avancent ordinairement les sociologues de la modernité, Guy Debord oppose le « spectacle », perçu comme un dispositif de brouillage, occultant la réalité des rapports de classes. Grâce à ce nouveau mode de domination, le capitalisme n'a plus besoin de recourir à la tyrannie. Il règne sans partage sur les âmes.

La Société du Spectacle se présente comme une phénoménologie du spectacle. Debord se pose en légiste, en technicien, en scientifique armé d'un scalpel : « Le spectacle en général, comme inversion concrète de la vie, est le mouvement autonome du non-vivant ». Chaque habitant de la

communauté moderne prend place dès la naissance au sein d'une « organisation de la non-vie ».

Le spectacle n'est pas réservé aux sociétés occidentales et avancées : « [...] La société moderne a déjà envahi spectaculairement la surface sociale de chaque continent ». Partout sur la planète, c'est le même disque, américain ou européen, qui passe à la radio. Ce sont les mêmes programmes qui sont diffusés par la télévision. Ce sont les mêmes informations qui font les gros titres. Les pays de l'Est ne constituent nullement une entorse à la règle : « Le spectacle propre du pouvoir bureaucratique qui détient quelques-uns des pays industriels fait précisément partie du spectacle total, comme sa pseudo-négation générale, et son soutien ». Ce qui distingue au fond le bloc soviétique de la superpuissance atlantiste, c'est « la division des tâches spectaculaires ». Le capitalisme bureaucratique est régi par le « spectaculaire concentré », une forme particulière du spectacle dans laquelle les marchandises sont moins nombreuses et la propriété bureaucratique concentrée entre les mains de l'État. Si les sociétés totalitaires relèvent du spectaculaire concentré, les pays démocratiques s'intègrent au « spectaculaire diffus », qui exerce une domination autrement plus insidieuse et raffinée.

Le Chapitre IX, « L'idéologie matérialisée », constitue la dernière partie du livre. Le spectacle y est défini comme le visage moderne de l'idéologie : « Le spectacle est l'idéologie par excellence [...]. Le spectacle étend à toute la vie sociale le principe que Hegel, dans la *Realphilosophie* d'Iéna, conçoit comme celui de l'argent ; c'est "la vie de ce qui est mort, se mouvant en soi-même". » Le spectacle n'est rien d'autre que

le déploiement technique de l'idéologie. Il est l'idéologie mise en œuvre.

La Société du Spectacle obéit au final à des motifs stratégiques. Guy Debord ne se contente pas de vaines imprécations contre un monde dominé par l'apparence. Il met en lumière les rouages de la société contemporaine. C'est justement cette froide exposition de l'apparence qui lui confère toute son originalité.

Guy Debord, Raoul Vaneigem. Deux approches, deux styles, mais un même laser. À l'orée de 1968, la notoriété des situationnistes leur joue des tours. On les cite, on les brocarde, on les évoque, on en parle dans les dîners parisiens. Mais les a-t-on réellement lus ? En mai 1968, le paradoxe situationniste atteint un sommet. Il serait évidemment schématique d'affirmer avec emphase que les situationnistes ont « causé » mai 1968. On doit cependant reconnaître que, dans sa dimension de révolte contre la société marchande et de critique de la vie quotidienne, le mouvement de Mai constitue une indéniable validation de leur théorie.

Les situationnistes prétendent construire des « situations », qui sont autant de moments de vie réellement vécus. De ce point de vue, le mois de mai 1968 a peut-être été une construction de situation. Quoi qu'il en soit, les situationnistes se retrouvent dans une drôle de posture. Les journées de Mai leur doivent énormément. Les « situs » demeurent pourtant fidèles à la théorie de la spontanéité des masses. Ils se contentent d'indiquer la voie et attendent que se forment d'eux-mêmes les « conseils ouvriers ».

La plupart des groupes « gauchistes », qui brandissent l'étendard de Trotsky ou de Mao, ne l'entendent pas de cette

oreille et tentent à l'inverse de prendre le contrôle des forces en présence. Face aux appareils militants et à la volonté de pouvoir des organisations d'extrême gauche, les quelques situationnistes et leurs amis ne pèsent pas lourd. De sorte que les « situs » sont rapidement mis sur la touche et ne jouent durant les événements qu'un rôle mineur.

Au sortir de la crise, ils se trouvent dans une posture intenable. Alors même qu'ils critiquent l'emprise du spectacle, ils se trouvent eux-mêmes convoqués sur les tréteaux médiatiques. Ils sont plus que jamais à la mode. On les cite, on les cherche, on leur consacre des reportages et des pages entières. Des groupes politiques se mettent à les singer, tandis que les adeptes frappent en masse à la porte de Guy Debord. Celui-ci comprend que la partie est perdue. Mieux : elle se joue ailleurs, en dehors du cénacle devenu obsolète. Au terme d'une lente et poussive agonie, ponctuée d'exclusions, d'insultes et de souffrances, l'Internationale situationniste s'éteint en 1972.

UNE DÉMULTIPLICATION À L'INFINI ?

« *L'ultra-gauche* » se distingue largement de l'extrême gauche par ses choix stratégiques. Alors que les léninistes veulent fonder un parti pour rassembler la classe ouvrière et constituer l'embryon d'un ordre nouveau, les « *ultra-gauche* » parient sur la spontanéité du prolétariat, sur sa capacité à s'organiser de manière autonome. Dès lors, les différents petits mouvements ne s'assignent aucune autre tâche qu'un

éclaircissement théorique, éventuellement assorti d'actions de propagande. Les groupes sont généralement de petites unités de théoriciens.

À partir de 1968, on assiste toutefois à un phénomène de démultiplication. On voit surgir des dizaines d'infra groupuscules, héritant de telle ou telle variante micro-historique.

Entre 1968 et 1974, sur le seul territoire français, on recense près de trente structures : International Creativity, Le Semeur, Centre de Recherche sur la Question sociale, Internationale Hallucinex, Association internationale des Jouisseurs, Internationale conseilliste, Le Dernier des groupuscules, Conseil des Putains de Nantes, Archinoir, Groupe révolutionnaire conseilliste d'agitation, Perspective prolétarienne, La Resa dei Conti, les Amis de Quatre millions de jeunes travailleurs, Comité de coordination des pétroleurs, Colonne L, Pour une critique prolétarienne, Herytem, Vivre sans temps morts, jouir sans entraves !, Le Grand Soir, Centre de recherche sur le comportement politique, Secours noir et rouge, Bulletin paroissial du curé Meslier, Front de libération des voyous, Internationale autonome, Vivlalib, Internationale des voyous, Aux poubelles de la gloire.... Sans oublier l'Internationale Unitaire, qui réalise au printemps 1969 un joli coup financier : elle réédite en pirate la collection complète d'*Internationale Situationniste*.

Il est vrai que l'influence situationniste est de plus en plus décisive . On voit fleurir des dizaines de bandes, qui tentent d'imiter les situationnistes et poussent bien souvent le mimétisme jusqu'à plagier à l'identique la maquette d'*Internationale situationniste*. Parmi les plus « solides » de ces revues, on remarque *Pour l'Organisation conseilliste*, dont le

comité de rédaction se compose de Jean-Louis Rançon, Alain Chevalier, François Lécuyer et Jacques Le Glou (1940-2010), ou encore *Utopie*. A *Utopie* se côtoient Isabelle Auricoste, Jean Baudrillard (1929-2007), Charles Goldblum, Hubert Tonka, Jean Varlet.

Encore cet inventaire se borne-t-il aux frontières de l'hexagone. Le phénomène n'a pourtant rien de « franco-français ». Aux États-Unis, et dans toute l'Europe, des groupes analogues partagent une même fascination, à l'image du *Bureau of Public Secrets*, de l'Américain Ken Knabb.

Après la dissolution de l'Internationale situationniste, Guy Debord suit une trajectoire radicale et intransigeante, qui l'éloigne toujours plus de l'extrême gauche classique. Publiant des livres magnifiques et désespérés, il exprime un individualisme teinté de désillusion. Il refuse de donner vie à une structure organisée, et préfère combattre le spectacle en participant à la maison d'éditions Champ Libre, que le producteur et impresario de cinéma Gérard Lebovici a fondé en 1969 avec Gérard Guégan. Gérard Lebovici est mystérieusement assassiné en 1984. Dix ans plus tard, en 1994, Guy Debord se donne la mort, d'un coup de fusil dans le cœur. Ce suicide accentue le culte autour de sa personne. Tandis que Guy Debord entre dans le Panthéon des grands auteurs français, en un processus de récupération qu'il avait annoncé, son œuvre et son aura influencent de façon décisive, non seulement « l'ultra-gauche », mais encore les anarchismes.

LA DÉCOMPOSITION IDÉOLOGIQUE

La démultiplication des sigles et le foisonnement des dénominations va de pair avec une décomposition idéolo-

gique, qui démarre dans les années soixante-dix. Cette décomposition se traduit notamment par la dissémination dans et par certains groupes du « révisionnisme historique », niant les chambres à gaz et plus généralement le génocide nazi.

Il existe depuis 1945 un minuscule courant « révisionniste », qui rassemble au départ une poignée d'activistes néonazis. Beau-frère de Robert Brasillach (1909-1945) et fasciste avoué, Maurice Bardèche (1907-1998) apparaît comme l'initiateur de ce regard « critique ». Il publie en octobre 1948 le livre *Nuremberg ou la terre promise*¹⁵, par lequel il tente de réhabiliter les vaincus de 1945. Il avance pour la première fois une thèse selon laquelle les camps allemands n'auraient pas visé à l'extermination des juifs, mais seulement à leur « réclusion ». Il existerait un « complot » visant à discréditer Adolf Hitler en lui faisant endosser un génocide qu'il n'aurait ni souhaité, ni commis. L'ouvrage de Bardèche est d'une grande violence et s'inscrit dans le cadre d'un discours d'extrême droite alors confiné dans les marges.

Il trouve un surprenant relais en octobre 1950, en la personne d'un ancien déporté nommé Paul Rassinier¹⁶. La démarche de Rassinier est fondée sur le doute. Il n'a pu voir lui-même d'exterminations. Celles-ci ont-elles eu lieu ? Il critique les « excès » de certains témoins directs. Rassinier ne vient pas de l'extrême droite, mais de la gauche « pivertiste », en référence au leader socialiste Marceau Pivert (1895-1958). Avant-guerre, il a notamment animé la Fédération commu-

15. Maurice Bardèche, *Nuremberg ou la terre promise*, Les Sept Couleurs, Paris, 1948.

16. À propos de Paul Rassinier, voir dans cet ouvrage, p. 134-135.

niste indépendante de l'Est. Depuis la Libération, il est membre du Parti socialiste. De livre en livre, il s'enferme dans ses certitudes et se radicalise. Toute sa vie, Paul Rassinier se définira comme un homme de gauche, ce qui ne l'empêchera pas de fréquenter activement les milieux d'extrême droite.

À partir des années soixante-dix, de nombreux « écrivains », « universitaires », ou « historiens », suivant les titres dont ils se parent, s'engagent dans la voie de la « révision ». On retient surtout les noms d'Arthur Butz, Fred Leuchter, Mark Weber, François Duprat, Thies Christophersen, Wilhelm Stäglich, Udo Walendy, Richard Verral, David Irving, Carlo Mattogno, Gaston-Armand Amaudruz, Mariette Paschoud, Henri Rocques... La plupart militent dans les groupements néofascistes ou néonazis, et ne s'en cachent pas.

Un professeur de littérature enseignant à Lyon va cependant causer de terribles ravages. Dès mars 1974, Robert Faurisson adresse à ses collègues une inquiétante « circulaire », qui sème la consternation : « Les chambres à gaz hitlériennes vous semblent-elles un mythe ou une réalité ? » À la différence de Rassinier, qui bâtit son discours sur un « doute » empirique étayé par des convictions politiques, Robert Faurisson avance des arguments « techniques ». Le gazage homicide est selon lui chimiquement impossible. Le professeur de lettres devient le porte-parole d'un nouveau « révisionnisme historique », qui fait scandale et attire l'attention des journalistes. Le 28 octobre 1978, l'ancien collaborateur Louis Darquier de Pellepoix (1897-1980) enfonce le clou dans un entretien-choc accordé à *L'Express* :

« À Auschwitz, on n'a gazé que les poux ! » Le doute est à la mode...

Un matin de l'automne 1978, Pierre Guillaume entend Robert Faurisson sur Europe 1. Il n'est pas le premier quidam venu. Militant « historique », il a fait partie de *Socialisme ou Barbarie*, puis a tenu de 1965 à 1972 la librairie parisienne La Vieille Taupe, principal lieu de diffusion des textes « ultra-gauche » et situationnistes. Au fil des ans, La Vieille Taupe est devenue un petit groupe activiste de « l'ultra-gauche ».

Dans son *Histoire du négationnisme en France*, Valérie Igounet reconstitue la scène : « L'affaire Darquier de Pellepoix vient d'éclater. Les quotidiens français s'intéressent au cas Faurisson. L'enseignant lyonnais estime avoir été piégé par *Le Matin* et refuse de répondre aux journalistes. Par surprise, un journaliste d'Europe numéro 1 le joint par téléphone à son domicile. Il lui demande ce qu'il pense de Louis Darquier de Pellepoix. Robert Faurisson n'entend pas se faire piéger une seconde fois. Il prétend ne pas connaître ce « monsieur » et ne donner d'« interview qu'écrite ». Il raccroche »¹⁷. Pierre Guillaume est ravi : « Un mec qui traite comme ça la presse, ça m'a tout de suite paru sympathique »¹⁸. En 1990, il éditera un autocollant jaune : « Quand tu rencontres un journaliste, gifle-le ! Si tu ne sais pas pourquoi, il le sait ! » Par-delà l'élan de « sympathie », l'ancien animateur de la librairie La Vieille Taupe se penche avec attention sur l'affaire Faurisson. Il en tire presque immédiatement la conclusion que Robert Faurisson a *raison*.

17. Cité dans : Valérie Igounet, *Histoire du négationnisme en France*, Éditions du Seuil, Paris, 2000.

18. *Id.*

Dans les semaines qui suivent, Pierre Guillaume « réveille » La Vieille Taupe et la transforme en une maison d'édition au service des écrits « révisionnistes ». La nouvelle Vieille Taupe n'a plus grand-chose à voir avec celle des origines. Guillaume reste cependant fidèle à « l'ultra-gauche ». Pourquoi s'engage-t-il derrière Faurisson ? La démarche est stratégique. En soutenant Robert Faurisson et en épousant sa thèse qui nie la réalité des six millions de morts, Guillaume espère attaquer le cœur du dispositif idéologique démocratique. L'affaire Faurisson est ainsi pour Guillaume un « scandale efficace ». Il est important d'observer que Guillaume et les siens se distinguent alors radicalement de l'antisionisme pro-palestinien, que défendent la plupart des mouvements d'extrême gauche. Les héritiers des « gauches communistes » ont toujours critiqué les luttes de libération nationale et les mouvements tiers-mondistes. Il n'y a donc pas à La Vieille Taupe de « tradition » antisioniste, ni de tentation pro-arabe.

Pierre Guillaume se persuade très vite de la véracité du discours « faurissonien ». Il entreprend sur le champ de rameuter une grande partie des petits groupes du milieu. L'« ultra-gauche », se laisse largement gagner par le révisionnisme. Au printemps 1979, La Vieille Taupe sort une nouvelle édition du *Mensonge d'Ulysse*, de Paul Rassinier¹⁹. Le 5 mars, *Libération* publie une tribune libre de Jean-Gabriel Cohn-Bendit. Frère de Daniel Cohn-Bendit, il a naguère été membre de *Socialisme ou Barbarie*. Il prend la

19. Paul Rassinier, *Le Mensonge d'Ulysse*, La Vieille Taupe, Paris, 1979. Préfacée par Pierre Paraz, la première édition remonte à 1950.

défense de Faurisson en arguant des « principes » : « Ce que je me refuse à faire, y compris aux néonazis, je ne suis pas prêt à accepter qu'on le fasse à des hommes comme Rassinier ou Faurisson, dont je sais qu'ils n'ont rien à voir avec eux, et le procès intenté à ce dernier me rappelle plus l'Inquisition qu'une lutte contre le retour du pire »²⁰.

En juin 1979 circule dans l'agglomération lyonnaise un tract au titre évocateur : *Qui est le juif?* Le groupe « ultra-gauche » La Guerre sociale y dispose d'un noyau. C'est par ailleurs à Lyon qu'enseigne Robert Faurisson. Ce « supplément au numéro 3 de *La Guerre Sociale* » appelle à soutenir le professeur de lettres : « On s'est interrogé pour savoir qui manipulait Faurisson, en soupçonnant l'extrême droite. Nous qui sommes révolutionnaires entendons en tout cas le soutenir. » Qui est le juif ? « C'est Robert Faurisson », psalmodie La Guerre sociale.

Si 1979 peut être considérée comme l'année de la « divine surprise », qui voit les théoriciens les plus « lucides » se muer en aveugles consentants, 1980 est d'ores et déjà marquée par des tiraillements. Au tout début de l'année, Jean-Pierre Carasso, Gilles Dauvé, Christine Martineau et Serge Quadruppani écrivent à Pierre Guillaume pour exprimer un certain nombre de désaccords. Ils reprochent en particulier à La Vieille Taupe de n'assortir son soutien à Faurisson d'aucune réserve politique. Les « opposants » se réclament, eux aussi, du « révisionnisme ». Mais l'individu Faurisson leur semble « indéfendable ». Le 22 mars 1980 se

20. Jean-Gabriel Cohn-Bendit : « Encore à propos de l'affaire Faurisson. Question de principe », *Libération*, 5 mars 1979.

déroule à Paris une réunion de La Guerre Sociale, à laquelle assistent environs vingt personnes, parmi lesquelles Jean-Pierre Carasso, Serge Quadruppani, Christine Martineau, Gilles Dauvé, Dominique Blanc, Henri Brosse et François Robert. Pierre Guillaume est présent. La tendance « dissidente » réitère ses critiques et s'éloigne progressivement. En attendant, la propagande « révisionniste » ne cesse de marquer des points. En avril 1980, Serge Thion publie à La Vieille Taupe un ouvrage polémique : *Vérité historique ou vérité politique ?*²¹

Il est clair à cette date que La Vieille Taupe fonctionne comme un petit groupe à part entière, entièrement voué à la négation de la *Shoah*, dont les principaux protagonistes sont Pierre Guillaume, Serge Thion, Jacob Assous, Denis Authier, Jean-Gabriel Cohn-Bendit, Maurice di Scullo, Jean-Luc Redlinski et Gabor Tamàs Rittersporn.

Le 3 octobre 1980, une bombe éclate devant la synagogue libérale de la rue Copernic (Paris XVI^e). Aussitôt, les amis de Pierre Guillaume diffusent un tract, *Notre Royaume est une prison*, présenté comme un supplément au numéro 3 de *La Guerre Sociale*. Les auteurs s'en prennent tout particulièrement aux antifascistes, qui s'élèvent contre un attentat perçu comme relevant du « terrorisme brun »²² : « L'antifascisme reste le moyen d'éviter la critique de l'État ». Le texte évoque aussi la question des chambres à gaz : « La rumeur

21. Serge Thion, *Vérité historique ou vérité politique ? Le dossier de l'affaire Faurisson, la question des chambres à gaz*, La Vieille Taupe, Paris, 1980.

22. *Notre Royaume est une prison*, supplément au n° 3 de *La Guerre sociale*, octobre 1980.

des chambres à gaz, rumeur officialisée par le tribunal de Nuremberg, a permis d'éviter une critique réelle, profonde du nazisme ». Le fait notable, c'est que le tract est cosigné par une kyrielle de groupes : Les Amis du Potlatch, Le Frondeur, le Groupe Commune de Cronstadt, le Groupe des travailleurs pour l'autonomie ouvrière, La Guerre Sociale, Pour une intervention communiste et « des révolutionnaires communistes sans sigle ». Jamais sans doute le message « révisionniste » n'avait été autant repris dans la mouvance des gauches communistes.

Pour Jacques Baynac, qui a fait partie de la première Vieille Taupe, ce tract est en tout cas inadmissible. Il décide de réagir et publie dans *Libération* des 25 et 26 octobre 1980 un texte collectif, stigmatisant le virage « révisionniste » : « la gangrène » : « Quelles qu'en soient les causes, individuelles et/ou collectives, pathologiques, le fait est là : une petite partie de ce qui fut l'ultra-gauche d'après 68 est pourrie. [...] Il faut craindre que cette pseudo-théorie de l'anti-antifascisme ne ravage ceux que l'échec a démoralisés, et, plus grave, ceux qui ignorent tout. Il faut craindre que soit ainsi réveillé le filon antisémite qui, à l'extrême gauche, ne date pas d'hier, mais qui, comme partout, sommeille ». Rédigée par Jacques Baynac le 6 octobre 1980, la tribune libre est cosignée par des militants « ultra-gauche », provenant bien souvent de la mouvance de la première Vieille Taupe : Miguel Abensour, Pierre Arènes, Bela Elek, Georges Goldfayn, Alain le Guyader, Americo Nunes da Silva, Robert Paris, Carlos Semprun-Maura et Hubert Tonka.

Les « ultra-gauche » jouissaient jusqu'ici d'une certaine réputation intellectuelle. On les percevait à tort ou à raison

comme évoluant dans l'orbite large des situationnistes. Ils publiaient des textes non-conformistes, souvent lucides, mettaient à jour les rouages de la domination. Mais leur conversion au « révisionnisme » les place maintenant sur le même terrain que l'extrême droite, trop heureuse de pouvoir les récupérer. À travers la nouvelle *Vieille Taupe* et *La Guerre Sociale*, ce sont toutes les gauches communistes qui subissent l'opprobre et le discrédit.

Pierre Guillaume impulse en août 1981, sous les auspices de Jean-Edern Hallier (1936-1997), une collection nommée « Le Puits et le pendule », qui annonce deux premiers ouvrages, de Serge Thion et Noam Chomsky. En décembre 1981, « Le Puits et le pendule » sort aux Éditions de la Différence un livre collectif visant à défendre Faurisson : *Intolérable Intolérance*²³. Le pamphlet est cosigné par Jean-Gabriel Cohn-Bendit, Claude Karnoouh, Vincent Monteil, Jean-Louis Tristani et Éric Delcroix. Si les quatre premiers viennent de l'« ultra-gauche », le cinquième milite depuis longtemps à l'extrême droite. La boucle est ainsi bouclée.

Tout au long des années quatre-vingt, *La Vieille Taupe* poursuit vaillamment son travail de dissémination des textes « révisionnistes », qui l'amène à voir ses écrits figurer en bonne place dans les hauts lieux de l'extrême droite. On peut ainsi feuilleter à la librairie d'extrême droite Ogmios, 10 rue des Pyramides (Paris I^{er}), les journaux « ultra-gauche » *Guerre de Classe*, ou *L'Antenne*. Ceux-ci figurent au beau milieu d'un large éventail de... titres d'extrême droite, entre

23. Jean-Gabriel Cohn-Bendit, Éric Delcroix, Claude Karnoouh, Vincent Monteil, Jean-Louis Tristani, *Intolérable Intolérance*, Éditions de la Différence, Paris, 1981.

Notre Europe, Tribune nationaliste, Révolution européenne, National-Hebdo et Militant.

En 1986, La Vieille Taupe sort par ailleurs l'édition française d'un livre de l'Allemand Wilhelm Stäglich : *Le Mythe d'Auschwitz* (109). La traduction est due à Michel Caignet. Ce n'est pas tout à fait un inconnu. Michel Caignet est un ancien militant de la Fédération d'action nationale et européenne (néonazie), de Marc Fredriksen. Depuis l'interdiction de cette organisation en 1980, il a participé à la création des Faisceaux nationalistes européens. Le 29 janvier 1981, il a été vitriolé par un commando sioniste. Il a en outre fondé une atypique revue homosexuelle d'extrême droite, *Gaie France*, très « en pointe » sur la question pédophile. Il sera finalement jugé à Paris, dans le cadre d'une affaire de réseau pédophile...

Le 12 septembre 1998, les obsèques de Maurice Bardèche, sont célébrées en l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet (Paris V^e), fief du catholicisme « intégriste » depuis 1977, devant la fine fleur de l'extrême droite radicale. Pierre Guillaume assiste à la cérémonie. Il s'enfonce sur un sentier de plus en plus désertique. Ses appuis, il les trouve en totalité à l'extrême droite et se trouve attaqué par les organisations antiracistes, qui multiplient les procès.

En 1984, il obtient que les *Cahiers Spartacus* publient un texte de Noam Chomsky : *Réponses inédites à mes détracteurs parisiens*²⁴. Le linguiste américain se réclame du communisme libertaire et s'intéresse aux gauches commu-

24. Noam Chomsky, *Réponses inédites à mes détracteurs parisiens*, Cahiers Spartacus, Paris, 1984. L'ouvrage est préfacé par Pierre Guillaume.

nistes. À la demande de Pierre Guillaume, il a pris la défense de Robert Faurisson, au nom de la liberté d'expression, sans pour autant cautionner son « révisionnisme ».

Au printemps 1987 sort par ailleurs le premier numéro d'une épaisse et luxueuse « revue-livre » nommée *Annales d'histoire révisionniste*. Celle-ci est disponible dans les librairies d'extrême droite de Paris et de province. Elle est d'ailleurs officiellement placée en dépôt à la librairie Ogmios. Pierre Guillaume en est le directeur. Au fil des huit numéros parus, on remarque des textes de Fred Leuchter, Serge Thion, Robert Faurisson, Carlo Matogno, Jessie Aitken, Mark Weber, Éric Delcroix ou Henri Rocques. Au passage, Pierre Guillaume tente de « mouiller » des signatures. Dans le numéro 3 de l'automne-hiver 1987 figurent de pénibles lettres adressées par Jean Beaufret (1907-1982) à Robert Faurisson. Le professeur de philosophie, qui contribua à faire connaître en France l'œuvre de Martin Heidegger, semble cautionner les travaux de l'universitaire lyonnais. Le numéro 5 de l'été-automne 1988 contient pour sa part les « bonnes feuilles » du livre *Commentaires sur la société du spectacle* de Guy Debord. Il s'agit d'un « piratage », visant à laisser entendre que Debord « soutiendrait » les « révisionnistes ». Il n'en est rien. Jamais le fondateur de l'Internationale situationniste n'apportera le moindre soutien à Pierre Guillaume.

Les *Annales d'histoire révisionniste* disparaissent au printemps 1990, après un long marathon judiciaire, les associations antiracistes multipliant les procès à son encontre. Il est vrai que La Vieille Taupe est devenue experte en matière de provocation. Le 20 avril 1988, des révisionnistes diffusent le tract *Nous sommes tous des palestiniens !*, qui comporte des

passages pour le moins « limite » : « Mais la puissance d'Israël repose d'abord sur la puissance internationale du lobby sioniste. Actuellement, aucun homme politique, aucun parti, aucune organisation n'est en mesure de s'opposer efficacement à ce lobby. L'ampleur de la provocation et le sentiment d'impuissance sont tels que l'on peut craindre des initiatives désespérées, de nature terroriste, qui seront immédiatement présentées comme des manifestations d'antisémitisme. [...] Les conséquences possibles de l'entreprise sioniste concernent maintenant l'humanité tout entière et créent les conditions d'un mouvement international de résistance».

Au printemps 1991 sort la revue *Maintenant le communisme*. Serge Thion et Pierre Guillaume y collaborent. Détail notable : la réalisation technique en est assurée par un certain Jean-Christophe Alexandridis. Celui-ci évolue en parallèle dans la mouvance néonazie. Il a notamment dirigé en 1987 et 1988 *Le Tonnerre pour la race et la nation*, dans lequel écrivaient de nombreuses figures de l'extrême droite radicale (Francis Allouchery, Robert Dun, Bernard Lanza...). Il est vrai que Pierre Guillaume s'exprime ponctuellement dans les colonnes de l'hebdomadaire « lepéniste » *National-Hebdo*²⁵. Il participe également en 1991 au magazine nationaliste-révolutionnaire *Nationalisme et république*. Il y côtoie Christian Bouchet, Robert Steuckers, Bernard Notin, Jean Briere, Michel Schneider, Thierry Mudry, Roger Garaudy, Jean-François Thiriart...

25. Par exemple : Pierre Guillaume : « Jospin trotskiste, quelques souvenirs de l'OCI », dans *National-Hebdo*, 21 juin 2001.

À ce stade du récit, il devient possible d'établir une liste à peu près complète des divers groupements « ultra-gauche » convertis au « révisionnisme ». Outre La Vieille Taupe et La Guerre sociale, on recense le Frondeur (qui devient L'Unisme), L'Aminoir (qui devient Le Lutteur de classes), Pour une intervention communiste (qui devient Volonté communiste), les Amis du Potlatch, l'Abat-Jour, le Groupe Commune de Cronstadt, le Groupe des travailleurs pour l'autonomie ouvrière, Maintenant le communisme, Guerre de classe, l'Antenne, La Gazette du Golfe et des banlieues, sans oublier L'Aigle noir, d'Alain Guionnet.

En mai 1992, un texte intitulé *Les Ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis* circule abondamment. Il a été rédigé par Serge Quadruppani et Louis Janover. On y lit cette phrase définitive : « Nous devons traiter les bouffons ultra-gauche de l'extrême droite pour ce qu'ils sont : des ennemis ». La liste des signatures donne un aperçu de la cassure entre Pierre Guillaume et ses ex-camarades : Daniel Guerrier, Louis Janover, François Lavacquerie, Massimo Prandi, Serge Quadruppani, Alain Bihl, Guy Bourgeois, Dominique Bouyahia, Gérard Chenet, Paul Denais, Hervé Denès, Jean-Paul Dessertine, Régine Eveno, Guy Fargette, Jean-Michel Kay, Claude Gagliardi, Jean-Pierre Garnier, Jimmy Gladiator, Frédéric Goldbronn, Sania Gontarbert, Mustapha Hadj Arab, Christine Martineau, Gérard Mélinand, Luc Mercier, Claude Nepper, Alain Robic, Daniel Saint-James, Rina Saint-James, Micheline Stern...²⁶

26. La publication de ce texte fait rebondir la polémique sur la question de la sincérité de quelques « ultra-gauche », devenus antirévissionnistes. Le débat demeure ouvert.

Voici qui donne à songer. Toutes les générations de défenseurs des gauches communistes, des « pro-situationnistes » aux conseillistes en passant par les marxistes critiques et les théoriciens de « l'autonomie », se sont donnés rendez-vous pour mettre le « holà ». Discrédité, isolé, ostracisé, méprisé par ses propres amis politiques qui le tiennent désormais pour un transfuge, Pierre Guillaume n'en continue pas moins son combat, que chacun qualifie maintenant de « négationniste », avec un incroyable entêtement. Au printemps 1995, il sort une énième revue, *La Vieille Taupe, organe de critique et d'orientation postmessianique*. Il y évoque longuement sa lointaine complicité avec Guy Debord, alors que l'Internationale situationniste déposait ses brochures dans son échoppe du Quartier latin. Ces temps sont bel et bien révolus.

LE TEMPS DES NUISANCES

Dans les *Thèses sur l'Internationale situationniste et son temps*, ultime texte interne de l'IS, figure en 1972 ce passage remarquable : « La pollution et le prolétariat sont aujourd'hui les deux côtés concrets de la *critique de l'économie politique*. [...] La simple sensation immédiate des « nuisances » et des dangers, plus oppressants à chaque trimestre, qui agressent tout d'abord et principalement la majorité, c'est-à-dire les pauvres, constitue déjà un immense facteur de révolte, une exigence vitale des exploités, tout aussi *matérialiste* que l'a

été la lutte des ouvriers du XIX^e siècle pour la possibilité de manger »²⁷.

Ce document final, qui semble à lui seul clore la période situationniste, constitue une étape importante. La lutte contre les nuisances y est perçue comme un nouvel avatar de la lutte des classes. En d'autres termes, le prolétariat ne se bat plus pour « gagner sa vie », mais pour *survivre* dans ce monde rendu invivable par un développement technique marqué du sceau de la rentabilité. Le souci écologique se trouve ainsi au cœur de la réflexion situationniste.

En novembre 1984 sort justement le premier fascicule d'une insolite *Encyclopédie des nuisances*, qui se décrit elle-même comme un « dictionnaire de la déraison dans les arts, les sciences et les métiers ». Un « discours préliminaire » trace la voie à suivre : « Notre ambition est de montrer concrètement comment la société de classes *contient* (recèle et refoule) la possibilité historique de son dépassement, et comment sa lutte contre cette menace la mène aux pires excès dans la nocivité. »

Le petit groupe de l'Encyclopédie des nuisances se distingue nettement des diverses chapelles « pro-situs » qui continuent à célébrer le culte de la défunte IS et déposent religieusement leurs brochures à la librairie Actualités, 38 rue Dauphine (Paris VI^e). Il se place *a contrario* dans le prolongement des travaux situationnistes et accompagne à sa façon l'évolution de Guy Debord. Tandis que l'auteur de *La Société du Spectacle* exploite les possibilités de Champ Libre et pour-

27. « Thèses sur l'Internationale situationniste et son temps », dans : Internationale situationniste, *La Véritable Scission dans l'Internationale, circulaire publique de l'Internationale situationniste*, Champ Libre, Paris, 1972.

suit un travail de contre-information, les « encyclopédistes » donnent chair à un écologisme radical qui se transmue bientôt en une critique de la technique.

Dans ces premières années, le groupe se compose d'une dizaine de personnes : Miguel Amoros, Guy Bernelas, Jacques Fredet, Jean-Pierre Gomez, François Cerutti, Jacques Philipponneau, Pierre Lepetit, Christian Sebastiani et Jaime Semprun (1947-2010). Guy Debord accepte ponctuellement d'y collaborer de manière anonyme. Il se pourrait qu'il rédige deux articles, respectivement publiés en 1985 et 1986 : « Abat-Faim », puis « Ab Irato »²⁸.

L'Encyclopédie des nuisances correspond à une période de reflux. Il lui importe de maintenir la théorie à flot, dans une « époque du manque » qui voit s'écrouler les dernières illusions. La génération 68 est forcée d'admettre son échec : « L'organisation présente de la confusion et de l'amnésie, de l'ignorance par le bombardement d'informations, a réussi à empêcher que la révolte commencée dans la jeunesse devînt un phénomène cumulatif, et même qu'elle présentât un caractère cyclique ; ceux qui aujourd'hui sont adultes, quand ils ne se sont pas suicidés ou désintégréés dans la folie ou dans la drogue, sont en général résignés »²⁹.

L'Encyclopédie des nuisances ne constitue certes pas une initiative isolée. Depuis la mort de l'IS en 1972, le phénomène « pro-situ » a largement évolué. Bien des groupes

28. « Abat-faim », *Encyclopédie des nuisances*, n° 5, novembre 1985 ; « Ab irato », *Encyclopédie des nuisances*, n° 9, novembre 1986.

29. « Histoire de dix ans. Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'aliénation sociale », *Encyclopédie des nuisances*, n° 2, février 1985.

tentent de diverses manières de prolonger et d'enrichir la démarche situationniste. Parmi les protagonistes de cette scène inégale et bigarrée, on distingue à partir des années quatre-vingt Plasma, Le Fin Mot de l'Histoire, Les Mauvais Jours finiront, L'Affranchi, OS Cangaceiros, Ab Irato, L'Oiseau Tempête, la Rotonde, La Bibliothèque des Émeutes, Contre-Moule, L'Insomniaque, Archives situationnistes, L'Aboutissement des temps spectaculaires, Ludd, Delenda, Le Père Duchesne, L'Exagéré, L'Internationale, Tiqqun, ou le Comité invisible, sans oublier un éditeur inclassable : Allia.

Fondées en 1982 par Gérard Berreby, les Éditions Allia s'inscrivent dans la postérité situationniste. Ce projet éditorial n'est pas sans rappeler celui de Champ Libre. La maison de la rue Charlemagne (Paris IVe) adopte toutefois un profil spécifique : elle interroge les sources historiques. Allia publie les textes des précurseurs tout autant que les archives. Au riche catalogue figurent de nombreux documents relatifs à l'Internationale situationniste, la collection complète du bulletin lettriste *Potlatch*, ou celle de la revue belge *Les Lèvres nues*, dans laquelle apparut pour la première fois en novembre 1956, sous la plume de Guy Debord, le terme de « situationniste »³⁰. Allia ne se contente pas de republier des textes épuisés. On y glane des auteurs contemporains, tels Michel Bounan ou Bruce Begout.

En avril 1992 paraît le fascicule 15 de *L'Encyclopédie des nuisances*, rédigé par Guy Bernelas, Jacques Fredet, Pascal Moatti, Jacques Philipponneau et Jaime Semprun. Dans un

30. Guy-Ernest Debord, « Théorie de la dérive », *Les Lèvres nues*, n° 9, décembre 1956.

texte intitulé « la suite nécessaire », les « encyclopédistes » annoncent leur désir de « passer à un stade supérieur d'efficacité » : « Notre ambition n'a jamais été de tenir le rôle de lucides mais désarmés chroniqueurs du désastre. [...] La désintégration du noyau originel de l'EDN sera [...] menée méthodiquement, au rythme que permettront l'extension de notre terrain et la diversité des directions ». Il s'agit d'éviter toute fossilisation groupusculaire en étendant le jeu à d'autres sphères d'activité. La revue cesse définitivement de paraître, tandis que l'Encyclopédie des nuisances se transforme en une maison d'édition atypique. Le *Dialogue sur l'achèvement des temps modernes* de Jaime Semprun inaugure en 1993 une politique éditoriale parfaitement unique³¹.

Poursuivant le propos de la revue, les Éditions de l'Encyclopédie des nuisances renouent avec un certain classicisme « debordien ». Encore ce classicisme est-il mis au service d'un discours de plus en plus radical, qui s'en prend avec une netteté accrue à la technologie et au monde moderne. Au nombre des auteurs publiés aux Nuisances, on remarque Sophie Herszkowicz, Jacques Philipponneau, Jean-Marc Mandosio, Baudoin de Bodinat, René Riesel... L'EDN divulgue également les œuvres de George Orwell (1903-1950), ainsi que celles de William Morris (1834-1896). Elle édite enfin en 1998 un texte de Theodore Kaczynski : *La Société industrielle et son avenir*. Kaczynski est un cas à part. Il s'agit d'un « terroriste » américain, responsable de plusieurs assassinats perpétrés sous le pseudonyme de *Unabomber*. Il

31. Jaime Semprun, *Dialogues sur l'achèvement des temps modernes*, Éditions de l'Encyclopédie des nuisances, Paris, 1993.

peut sembler curieux de voir les encyclopédistes défendre la cause d'un meurtrier. Mais *Unabomber* se considère comme un « Robin des bois » de la lutte anti-technologique. Il a notamment tué ou mutilé plusieurs scientifiques, en leur expédiant des colis piégés. Ainsi, l'Encyclopédie des nuisances semble avoir évolué. Hier, à la suite de Guy Debord, elle critiquait un monde livré à la « science sans conscience » et se faisait le comptable des nuisances. Aujourd'hui, elle incrimine le progrès technique et plaide explicitement pour une société débarrassée des machines.

Tout ceci n'a rien de nouveau. Il a toujours existé dans les marges de l'anarchisme un courant primitiviste, nostalgique d'un Éden dépourvu de machines, et qui prônait notamment le retour aux valeurs « amérindiennes ». Aux États-Unis, ce courant n'a cessé de perdurer et a trouvé l'un de ses apôtres en la personne de l'écrivain John Zerzan. animateur des Antiautoritaires anonymes, celui-ci collabore à diverses revues libertaires, tel *Anarchy Magazine*. La démarche de John Zerzan a ceci d'original qu'elle s'inscrit dans la tradition d'un certain « utopisme » américain dont Josiah Warren (1798-1874), Lysander Spooner (1808-1887), ou Benjamin R. Tucker (1854-1939) furent les plus célèbres représentants³². La plupart des résistants à la technologie se réclament d'un illustre ancêtre, l'Anglais Ned Ludd qui, nous l'avons dit, détruisit une des premières machines industrielles en 1779 pour protester contre un « progrès » par trop inhumain. Celui que l'on surnommait « le général Ludd » fut à l'origine

32. À propos de l'anarchisme américain, voir : James J. Martin, *Men Against the State*, Adrian Allen Associates, DeKalb, Illinois, 1953.

d'un mouvement social de grande ampleur, qui fut violemment réprimé en 1812. Depuis lors, le « luddisme » fait l'objet d'un culte tenace.

En cautionnant Kaczynski et en endossant l'héritage de Ned Ludd, l'Encyclopédie des nuisances s'aligne sur des positions technophobes et primitivistes. D'autres petits groupes défendent de semblables thèses : Les Amis de Ludd (Espagne), *In Extremis* (France), ou *Notes et morceaux choisis* (France). Ainsi, le dépassement post-situationniste de la politique débouche sur un individualisme qui s'appuie sur un rejet farouche de la technologie.

PARTIE 2

Les extrêmes droites

Un courant en pleine évolution

DROITE ET GAUCHE : MÊME COMBAT ?

L'extrême droite et l'extrême gauche ne partagent *a priori* que trois caractéristiques communes : la détestation de la société présente, le désir de la détruire en empruntant le chemin de la violence, un certain nombre de références : Proudhon, Lénine, Gramsci, Staline, Guevara, Mao, Debord... Il importe cependant de nuancer ce point : toutes les extrêmes droites ne se réclament pas de Lénine, Staline ou Guevara.

Pour le reste, les visions du monde et de l'homme divergent radicalement. Les extrêmes gauches s'accordent sur un rapport optimiste à l'homme. Elles rêvent d'un monde meilleur, basé sur une égalité absolue entre les êtres. Les extrêmes droites prétendent refléter la réalité des inégalités naturelles. Elles envisagent un ordre nouveau, en phase avec la nature et respectant un strict code hiérarchique.

L'extrême gauche bénéficie dans l'opinion d'un préjugé favorable. Même quand on la critique, on fait preuve à son égard de mansuétude. Avouer son engagement adolescent dans un groupe « gauchiste » n'a rien d'infamant. L'extrême droite souffre en revanche d'un discrédit durable. Nul ne

songe à identifier les militants d'extrême gauche aux millions de morts du Goulag ou au génocide cambodgien. Mais les activistes d'extrême droite se voient sans cesse renvoyés aux crimes fascistes et nazis.

Les rares personnalités qui avouent un militantisme passé dans un groupe d'extrême droite sont aussitôt suspects. C'est une marque d'infamie, et nul ne songe à s'en prévaloir dans un *curriculum vitae*. Alors même que les anciens terroristes d'extrême gauche bénéficient d'un préjugé bienveillant et font l'objet de films d'auteurs, teintés de nostalgie, les anciens poseurs de bombe néofascistes croupissent en prison ou se réfugient dans un anonymat prudent.

UNE HISTOIRE JALONNÉE DE DÉFAITES

De la Révolution française à la fin du XIX^e siècle, la droite radicale s'incarne dans les diverses factions royalistes, qui rejettent la Révolution et souhaitent revenir par la force à l'ordre ancien. La vague boulangiste qui culmine en 1889, puis l'affaire Dreyfus en 1894, contribuent par la suite à l'apparition de courants nationalistes, qui prétendent reconquérir une France confisquée par les lobbies, et principalement par les juifs. Dans *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Michel Winock montre qu'au XIX^e siècle, les mouvements nationalistes sont liés à la gauche et à l'idéal républicain. Le nationalisme est « ouvert ». Il participe de l'autodétermination des peuples. Il qualifie des processus d'émancipation anticolonialiste. Il ne devient une revendica-

tion d'extrême droite liée à l'antisémitisme qu'à la fin du XIX^e siècle¹.

À l'orée du XX^e siècle, deux familles cohabitent, qui structurent encore aujourd'hui le paysage des extrêmes droites :

- Les contre-révolutionnaires veulent inverser le mouvement de l'histoire, restaurer la monarchie, revenir au binôme du trône et de l'autel.

- Les révolutionnaires s'inscrivent dans l'héritage de 1789. Nationalistes, ils veulent reconquérir le pays en le débarrassant notamment de la démocratie.

Au long du XX^e siècle, on voit se multiplier les expériences de « nationalisme réel », comparables au « socialisme réel » du bloc soviétique. Ces expériences viennent nourrir les différents corpus idéologiques des mouvements « droitistes ». Elles se soldent globalement par des échecs, et nourrissent une culture de la défaite, un profond pessimisme, un sentiment d'impuissance collective.

L'extrême droite porte sur les régimes autoritaires du passé un regard ambivalent. Le régime nazi est tout à la fois critiqué pour ses outrances et, bien souvent, discrètement encensé. L'Italie fasciste recueille *a contrario* tous les suffrages et incarne un modèle idéologique exemplaire. L'Espagne de Franco ou le Portugal de Salazar apparaissent comme des expériences déviantes, marquées par un mélange d'autoritarisme, de cléricisme et de libéralisme économique.

1. Michel Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Éditions du Seuil, Paris, 1990.

Les modèles « nationalistes » contribuent en tout cas à façonner la vision du monde d'un courant en perpétuelle mutation.

Le clivage entre révolutionnaires et contre-révolutionnaire demeure opérant.

L'archipel contre-révolutionnaire inclut bien entendu les surgeons royalistes. Ceux-ci se divisent en trois ensembles idéologiques : les orléanistes alignés sur le comte de Paris, les légitimistes qui soutiennent le duc d'Anjou, et ceux qui refusent de choisir entre les deux prétendants. Dans le même camp figurent la plupart des catholiques traditionalistes. On y observe également les traditionalistes radicaux, disciples de René Guénon (1886-1951). Dans l'archipel révolutionnaire, on trouve les nationalistes classiques, les nationalistes révolutionnaires, les nationaux-communistes, les néonazis et les post-nationalistes.

À l'extrême gauche, les différentes familles possèdent leur histoire propre et se sont généralement développées en s'ignorant les unes les autres. La rigidité doctrinale interdit les accords et limite les rapprochements stratégiques. Nul n'est plus antitrotskiste qu'un stalinien. Nul n'est plus antistalinien qu'un anarchiste. La provenance idéologique sculpte le devenir et génère des inimitiés séculaires.

À l'extrême droite, on observe à l'inverse une grande fluidité. Même s'ils divergent sur les grandes lignes, les différents courants s'accordent sur une connivence commune. Nombre d'activistes flottent d'un groupe à l'autre, d'un courant à l'autre. Il n'est pas rare de voir un militant démarrer dans le royalisme, devenir nationaliste révolutionnaire, puis national-communiste, passer par la mouvance néonazie, et

aboutir dans un parti populiste. Un exemple frappant : dans les années soixante-dix, François Duprat (1940-1978) est l'un des principaux dirigeants du Front national. En parallèle, il dirige les Groupes nationalistes révolutionnaires de base, de sensibilité nationaliste révolutionnaire. Il anime par ailleurs avec François Antoine dit *Pierre Clémenti* (1910-1982) le journal *L'Action européenne*, qui défend des thèses néonazies.

Si le nomadisme est plus intense que dans le camp adverse, la rigidité doctrinale semble moins prégnante. L'extrême droite et l'extrême gauche sont évidemment des adversaires politiques. L'antifascisme est structurant pour de nombreuses tendances trotskistes, staliniennes et anarchistes. En face, le regard est plus ambivalent. L'hostilité semble nuancée en permanence par une fascination « chevaleresque » pour l'adversaire. Antisémitisme doctrinaire, collaborateur pendant la Seconde Guerre mondiale, auteur de nombreux livres d'extrême droite et d'un *Dictionnaire de la politique française* en quatre volumes, Henry Coston (1910-2001) exprime en 1979 cette ambigüité : « Il y a moins de différences, croyez-moi, entre un militant d'extrême droite, nourri de Drumont ou de Drieu La Rochelle, et un camarade de Mlle Arlette Laguiller, qu'entre un partisan de M. Marchais et un associé de M. d'Ornano². »

Tout comme l'extrême gauche, la droite radicale se voit traversée par un clivage transversal entre modernistes et invariants. Les modernistes inventorient le bagage idéologique

2. Henry Coston, « Un avenir immense », dans : Jean-Pierre Apparü, *op. cit.*

traditionnel. Ils se montrent fascinés par les gauches révolutionnaires.

Il ne viendrait à l'idée d'aucun « gauchiste » d'étudier Charles Maurras, Ernst Niekish, Werner Sombart, ou Alain De Benoist. Pourtant, les modernistes d'extrême droite lisent Valdimir Illich Lénine, Joseph Staline, Antonio Gramsci, Ernesto Che Guevara, Guy Debord, ou Rosa Luxemburg...

L'intérêt pour l'adversaire obéit à deux mobiles superposés. Il est d'abord stratégique. Quand l'extrême droite se recompose dans les années soixante-dix, la gauche radicale exerce une forte emprise culturelle. Elle influence les artistes, l'Université, les élites. En étudiant l'adversaire, les « droitistes » rêvent d'opérer à leur tour une reconquête de la culture. Ils s'emparent des armes de l'extrême gauche et deviennent experts en dialectique. Ils s'emploient notamment à détourner, puis retourner les arguments. Sont-ils taxés de racisme ? Ils dénoncent le « racisme anti-blanc ». Sont-ils dénoncés comme nostalgiques du nazisme ? Ils se posent en « nouveaux résistants ».

On ne saurait toutefois réduire le phénomène à une simple pose rhétorique. L'extrême droite moderniste prend acte du fait que les deux extrêmes puisent en partie dans le même corpus. Elle effectue ainsi depuis le début des années soixante-dix un réexamen critique des expériences de gauche, comme de droite. De même que le NPA est le produit (certes imparfait) d'une révolution culturelle au sein du trotskisme moderniste, de même la « Nouvelle Droite » d'Alain de Benoist apparaît comme le principal vecteur d'une révolution culturelle au sein des droites radicales.

Révolutionnaire ou contre-révolutionnaire ? Moderniste ou invariante ? Comment décrire avec justesse une extrême droite fortement plurielle ? Michel Winock établit neuf critères :

- La haine de l'époque présente
- La nostalgie d'un âge d'or, parfois mythique
- L'éloge de l'immobilité, c'est-à-dire le refus du changement
- L'apologie des sociétés élitaires, la fascination pour la hiérarchie
- La nostalgie du sacré, qu'il soit religieux ou moral
- La peur du métissage génétique et de l'effondrement démographique
- La censure des mœurs : rejet de la liberté sexuelle ou de l'homosexualité
- L'anti-intellectualisme³...

L'ÉPINEUSE QUESTION DU POPULISME

Qu'allons-nous faire de l'hydre populiste ? Qu'elle soit moderniste ou invariante, révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, l'extrême droite doit-elle être sommairement identifiée aux populismes, dont les leaders caracolent désormais aux quatre coins de l'Europe ?

Dans *Extrême France*⁴, Fiammetta Venner considère le populisme comme une composante de l'extrême droite plu-

3. Michel Winock, *op. cit.*

4. Fiammetta Venner, *op. cit.*

rielle. S'agit-il d'une simple tendance, qui doit être étudiée de la même façon que le royalisme ou le néonazisme ? Doit-on tenir le Front national pour un groupe d'extrême droite qui a « réussi » ? Pierre-André Taguieff montre dans *L'Illusion populiste* que le populisme tient de la coquille vide, chacun la remplissant à sa façon : « La thèse centrale de ce livre [...] est que le populisme, oscillant entre l'autoritarisme et l'hyperdémocratie non moins qu'entre le conservatisme et le progressisme réformiste – voire le révolutionnarisme, comme tant de populismes latino-américains –, ne pouvait être considéré ni comme une idéologie politique, ni comme un type de régime, mais comme un style politique, fondé sur le recours systématique à la rhétorique de l'appel au peuple et la mise en œuvre d'un mode de légitimation de type charismatique, le plus propre à valoriser le “changement”. C'est précisément parce qu'il est un style, une forme vide remplie à sa manière par chaque leader, que le populisme peut être mis au service d'objectifs antidémocratiques non moins que d'une volonté de démocratisation. »⁵

Nous savons que les mouvements extrémistes se caractérisent par le désir d'un bouleversement radical de la société, la table rase ne pouvant s'effectuer que par la violence. À l'inverse, les partis populistes jouent, pour la plupart, le jeu démocratique. Ils s'inscrivent dans le cadre idéologique de leur temps et prétendent le réformer, en invoquant le peuple.

Sous l'étiquette se rassemblent des partis dissemblables. Ce qui les unit ? La détestation des élites et le recours au

5. Pierre-André Taguieff, *L'Illusion populiste. Essai sur les démagogies de l'âge démocratique*, Flammarion, Paris, 2007, p. 9.

peuple, perçu comme une entité salvatrice. Historiquement, le terme surgit avec le *Populist Party* des États-Unis, fondé en 1876 par les milieux paysans. Le populisme, c'est déjà une troisième voie populaire, entre la droite républicaine et la gauche démocrate. Les éruptions coïncident en général avec l'avènement d'hommes providentiels, de « sauveurs » potentiels. Le boulangisme, le péronisme, le poujadisme apparaissent comme des populismes.

On assiste depuis le début des années deux mille à la démultiplication des partis populistes, et à leur montée en puissance européenne. Quand on observe l'Union démocratique du centre (Suisse), le Front national (France), la Ligue du Nord (Italie), ou le Parti libéral d'Autriche, on est frappé par l'hétérogénéité politique de ces groupes, qui peuvent tout aussi bien provenir de la droite que de la gauche.

L'exemple du PVV hollandais de Geert Wilders, créé en 2006, paraît emblématique. Il campe sur des positions violemment hostiles aux étrangers et à l'islamisme. De ce point de vue, il semble proche de l'extrême droite. Il prétend cependant épouser les valeurs de tolérance propres à la Hollande. Il défend la cause homosexuelle, la liberté sexuelle et les droits des femmes. Il semble alors pencher à gauche.

À l'image du PVV, certaines formations populistes déjouent les efforts de classification. Nombre d'entre elles ne sont d'ailleurs pas issues de l'extrême droite :

- Le Parti libéral autrichien (FPÖ) est fondé en 1955. Il reste un parti libéral et centriste jusqu'en 1986. À cette date, Jörg Haider le transforme en un groupe populiste.
- Le Parti populaire danois est issu d'une scission survenue au sein d'un vieux parti populiste, présent depuis des

lustres sur la scène danoise. Troisième parti au parlement danois, il existe depuis 1995.

- En Norvège, le Parti du Progrès est également une vieille formation, qui s'est rénovée dans les années quatre-vingt. Aux élections de 2005, il a obtenu trente-huit sièges à l'Assemblée.

- En Suisse, l'Union démocratique du centre existe depuis 1971. Il s'agit au départ d'un parti conservateur et libéral. Il est aujourd'hui islamophobe et isolationniste.

D'autres partis proviennent en droite ligne des extrêmes droites. Outre le Front national français, il faut citer le *Vlams Belang* flamand, Futur et liberté pour l'Italie (issu du Mouvement social italien), ou le *British National Party* de Grande-Bretagne.

Le paysage politique des défenseurs du peuple est complexe. Comme l'explique Jean-Yves Camus : « Si certains mouvements ont clairement leurs racines dans l'extrême droite traditionnelle – comme le *British National Party* en Grand Bretagne, le Front national en France ou le *Vlaams Belang* flamand –, nombre de cas sont plus complexes. Il s'agit de droites radicales, xénophobes et populistes, mais qui ne sont pas issues des extrêmes droites traditionnelles. Je pense aux Vrais Finlandais, au parti de Geert Wilders (PVV) en Hollande, aux Démocrates suisses (UDC), à la Ligue du Nord en Italie⁶... »

Le populisme témoigne de la dissémination, dans nos sociétés, de thématiques venues des marges extrêmes. Cette

6. Jean-Yves Camus, « Quand les droites s'affirment », *Regards*, juin 2011.

dissémination obéit parfois à des motifs stratégiques. Elle peut aussi être involontaire et traduire la crise morale que traverse tel ou tel pays.

LE FRONT NATIONAL, OU LE POPULISME CALCULÉ

Dans la galaxie populiste européenne, le Front national présente un visage singulier, mais pas unique. Alors que nombre de partis populistes sont issus de formations modérées, le FN français est un exemple révélateur de populisme calculé. Pierre-André Taguieff le qualifie de « national-populiste » : « Lorsque la dimension nationaliste ou ethnonationaliste est centrale dans une mobilisation populiste, on y verra à l'œuvre une forme de national-populisme ou de populisme identitaire (le Front national sous la conduite de Jean-Marie Le Pen) »⁷.

La généalogie du Front national explique sa spécificité. En 1972, le mouvement d'extrême droite Ordre Nouveau éprouve le besoin d'impulser une structure large, dans le but de recruter au-delà de sa famille de pensée, et de disséminer certaines de ses idées. Fondé en novembre 1969 par d'anciens membres du mouvement Occident (Alain Robert, Gérard Longuet, François Duprat...), Ordre Nouveau est une organisation révolutionnaire, néofasciste, qui se réfère au nationalisme. Elle endosse une esthétique nourrie de nostalgie : casques noirs, flambeaux, affiches inspirées de la période fasciste. Au cours de son deuxième congrès, les 10 et 11 juin

7. Pierre-André Taguieff, *op. cit.*, p. 20.

1972, Ordre Nouveau adopte une stratégie qui donne naissance au « Front national pour l'unité française », dans la perspective des élections législatives de 1973.

En lançant le Front national, Ordre nouveau prend acte de son caractère minoritaire. Dans le livre collectif *Ordre nouveau*, publié par l'organisation en 1971, il exprime un désir de rassemblement : « Ordre nouveau doit regrouper toute l'opposition nationale pour opposer un front uni au régime ». Il s'agit en tout état de cause de dépasser le faible public du mouvement activiste.

La stratégie « frontiste » correspond en 1972 au lancement de la gauche unie et du Programme commun de gouvernement. Le Parti communiste français, le Parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche ne sont-ils pas en train de monter un nouveau « Front populaire », sous la houlette de François Mitterrand ? Signe révélateur : on peut lire en 1973 sur les murs du XIII^e arrondissement de Paris un slogan sans ambiguïté : « Marchais, ton front popu on en veut pas. Front national pour le salut public ».

La création du Front national obéit à des motifs stratégiques. L'extrême droite est alors groupusculaire. Son audience est quasiment nulle. Dès lors, beaucoup de militants scrutent les extrêmes gauches avec curiosité. Elles bénéficient en 1972 des fastueuses retombées de mai 1968. Elles recrutent en masse. Elles affichent une santé insolente. Nombre de « droitistes » sont alors tentés de singer l'adversaire. Les trotskistes de l'Organisation communiste internationaliste appellent à monter un « front unique ouvrier », tandis que les maoïstes de l'Humanité rouge lancent le « Front uni ». Quant aux maoïstes spontanéistes de

Vive la révolution, ils animent le « Front de libération des jeunes ». Voici qu'apparaît un « Front rouge ». Pourquoi pas une réponse dialectique, sous la forme d'un « Front national » ?

Lors de sa création, le FN se présente simultanément comme une entreprise visant à contrecarrer l'union de la gauche en plein essor, et comme un équivalent mimétique des fronts larges ourdis par l'extrême gauche. Il s'assigne une mission de rassemblement. Alors qu'Ordre nouveau se présente fièrement comme un mouvement révolutionnaire, le FN se construit comme un cartel de petites organisations. Il regroupe à la fois des « nationalistes » et des « nationaux ». Dans les années soixante-dix, le *distinguo* est courant. Les premiers sont des extrémistes, des révolutionnaires ; les seconds, des conservateurs « ultra ». Ils s'inscrivent dans le jeu parlementaire. violemment anticommunistes, nettement libéraux, souvent catholiques, ils incarnent une « droite de la droite » comparable à la « gauche de la gauche » de Jean-Luc Mélenchon.

Plusieurs groupuscules participent en 1972 à l'aventure du FN : le Parti de l'unité française (de Roger Holeindre), le Mouvement pour la justice et la liberté (de Georges Bidault) et le Rassemblement européen de la liberté (de Pierre Bousquet et Pierre Pauty), qui donnera bientôt naissance au Parti nationaliste français. L'organisation est elle-même placée sous la présidence d'un homme politique « national » : Jean-Marie Le Pen, qui apparaît comme une figure rassembleuse. Il a été député poujadiste. Plus tard, il a combattu en Algérie au sein des parachutistes. Il a enfin dirigé la campagne électorale de

Jean-Louis Tixier-Vignancour lors des élections présidentielles de 1965.

Le Front national bénéficie d'un statut particulier, et tolère notamment la double appartenance. Il n'en demeure pas moins microscopique. Très vite, Jean-Marie Le Pen se sépare d'Ordre nouveau, dont il ne supporte pas la pesante tutelle. L'interdiction du mouvement néofasciste en juin 1973 facilite la rupture.

Le divorce entre le créateur et sa chose n'altère en rien le credo fondateur. Tout au long des années soixante-dix, le Front national se pose comme la caisse de résonances de divers petits mouvements radicaux. Homme clef de la période, François Duprat est le principal organisateur du FN. Personnage complexe et fascinant, Duprat est fortement influencé par le trotskisme et par ses méthodes d'intervention. À sa manière, il opère au sein du FN une sorte d'entrisme. Il ourdit un courant nationaliste organisé : les Groupes nationalistes révolutionnaires de base (GNRB). Il publie en parallèle une kyrielle de bulletins et revues, qui s'inscrivent dans l'évolution moderniste d'une partie de l'extrême droite : la *Revue d'Histoire du fascisme*, les *Cahiers Européens*, ou encore *Année Zéro*.

Divulgateur en France des premiers textes « révisionnistes », niant l'existence du génocide nazi, il défend des positions nationalistes révolutionnaires, mais se montre réceptif aux idées néonazies. À une époque où le Front national règne sur de maigres effectifs et engrange sur le plan électoral des résultats minimes, il se pose en organisateur occulte. Le FN pourrait-il servir de matrice à un grand parti nationaliste, calqué sur le Parti national fasciste de Musso-

lini ? François Duprat en est persuadé. Il meurt dans l'explosion de sa voiture piégée le 18 mars 1978⁸.

Il est remplacé au Front national par Jean-Pierre Stirbois (1945-1988), qui provient lui aussi des droites radicales. Il a fait partie du Mouvement Jeune Révolution (MJR), puis de l'Union solidariste. Il se place dans la maturation idéologique du courant nationaliste révolutionnaire. Il milite au FN depuis 1977. Il en devient le secrétaire général en 1981. Stirbois bénéficie d'une conjoncture favorable. L'arrivée au pouvoir de François Mitterrand le 10 mai 1981 donne des espoirs à la droite radicale. La présence de quatre ministres communistes au gouvernement pourrait-elle susciter un choc salvateur et un sursaut populaire ?

Aux élections cantonales de 1982, Jean-Pierre Stirbois crée la surprise à Dreux en récoltant 12,6 % des voix, sur un programme anti-immigration. Dès lors, le Front national décolle. Il obtient 10,95 % aux européennes de 1984, puis 14,38 % aux présidentielles de 1988. Entre-temps, le mouvement de Jean-Marie Le Pen est devenu un parti de masse, qui frôle les cent mille adhérents.

On observe dès lors un décalage entre la *base* et les *élites* d'un parti de plus en plus hétérogène. La base est constituée par la clientèle traditionnelle des mouvements populistes, à laquelle s'ajoute un petit nombre de transfuges du Parti communiste. Elle n'est pas d'extrême droite. Fascinée par la personnalité gouailleuse de Le Pen, qui multiplie les saillies et les « petites phrases », elle est en phase avec le programme

8. Qui a commis l'attentat meurtrier ? Plusieurs thèses s'affrontent. Sur cette question, voir en particulier : Laszlo Liszcai, *Marine Le Pen, un nouveau Front national ?*, Favre, Lausanne, 2010.

populiste du parti, tel qu'il s'exprime lors du scrutin de 1988 :

- Départ des immigrés
- Retour de la peine de mort
- Préférence nationale
- Diminution des impôts
- Europe des patries
- Revenu maternel pour les mères françaises
- Multiplication des référendums d'initiative populaire.

Les « élites » du FN proviennent en revanche des différentes familles de l'extrême droite. À la fin des années quatre-vingt, on voit cohabiter, dans la hiérarchie, à la fois des nationalistes classiques (Roland Gaucher, François Brigneau, Serge de Beketch...), des nationalistes révolutionnaires et des post-nationalistes modernistes (Jean-Claude Bardet, Pierre Vial, Jean-Yves Le Gallou, Jean-Jacques Mourreau, Marie-France Stirbois), des catholiques traditionalistes (Bernard Anthony, Jean Madiran), des royalistes (Georges-Paul Wagner, Michel de Rostolan, Thibaud de la Tocnaye), enfin des « nationaux » issus des droites modérées (Bruno Megret, Olivier d'Ormesson, Yann Piat...).

Le FN est un conglomérat de courants divers et de sensibilités opposées. Jean-Marie Le Pen se trouve ainsi dans la posture du chef d'orchestre. Il lui faut satisfaire tout à la fois des catholiques traditionalistes hostiles à l'avortement et des nationalistes révolutionnaires qui lorgnent vers le paganisme, des « nationaux » pro-américains et des nationalistes classiques, devenus violemment anti-occidentaux. Comme le souligne Michel Winock dans *Le XX^e siècle idéologique et poli-*

tique : « Le national-populisme de Jean-Marie Le Pen est la fusion, jusqu'à ce jour réussie, de multiples éléments de l'extrême droite française, depuis le catholicisme intégriste (et son journal *Présent*), qui relève de l'école contre-révolutionnaire hostile aux principes de 1789, jusqu'aux néofascistes et néonazis, en passant par les nostalgiques de la Révolution nationale (du maréchal Pétain) et/ou de l'Algérie française⁹. »

Les mouvements révolutionnaires d'extrême droite sont loin de jouer dans la direction un rôle marginal. Ils pèsent sur la ligne politique et influencent les choix stratégiques du parti de masse. Nicolas Lebourg insiste sur le rôle des nationalistes révolutionnaires et de la « Nouvelle Droite » : « La Nouvelle Droite et les NR ont donné trois idées au FN : l'anti-immigration, l'anti-américanisme, l'antisionisme, et l'ont ainsi armé lexico-idéologiquement [...] ». ¹⁰ Les NR ont effectivement lourdement contribué aux prises de position antisionistes, pro-arabes du FN, ainsi qu'à son positionnement anti-américain. Ils l'ont également fait évoluer, du rejet des immigrés jusqu'à la mise en cause d'un système économique global favorisant l'immigration.

La force de Le Pen, c'est qu'il parvient à concilier des tendances opposées, tout en réunissant la base et le sommet. Pour Michel Winock, c'est là que réside le vrai succès du FN : « La réussite du Front national [...] c'est d'avoir, au-delà de ces chapelles et de ces réunions de demi-solde, capté un

9. Michel Winock, « Les populismes français », *Le XX^e Siècle idéologique et politique*, op. cit.

10. Nicolas Lebourg, *Le Monde vu de la plus extrême droite, Du fascisme au nationalisme révolutionnaire*, Presses universitaires de Perpignan, 2010, p. 230.

vaste électorat de Français venant de toutes les couches sociales et de tous les bords politiques, au point d'avoir fait du parti lepéniste le plus "populaire" et notamment le plus "ouvrier". »¹¹ On a beaucoup glosé sur les « petites phrases » provocatrices du leader. Elles obéissent sans doute au désir de faire parler de lui. Mais elles répondent aussi au besoin de donner des gages à ses différents courants internes.

Dans les années quatre-vingt-dix, le Front national occupe une place de plus en plus importante dans la vie politique française. Lors des élections présidentielles de 1995, Le Pen récolte 15 % des suffrages. En 1997, le FN obtient 14,94 % aux législatives. Il se maintient à un niveau élevé. En 1999, Bruno Mégret organise une importante scission. La plupart des cadres issus de la mouvance nationaliste révolutionnaire partent fonder le Mouvement national républicain (MNR). Le FN semble momentanément désorganisé. Va-t-il s'écrouler ?

Jean-Marie Le Pen tient bon. Il joue la base contre les élites. Le MNR devient vite groupusculaire, tandis que le FN maintenu demeure une force électorale importante. Lors des élections présidentielles de 2002, Jean-Marie Le Pen obtient 16,86 % des voix au premier tour. Contre toute attente, il bat le candidat socialiste Lionel Jospin, et se retrouve qualifié au second tour face à Jacques Chirac. Il récolte finalement 17,79 % des voix, soit 5 525 032 suffrages. Peut-on espérer mieux ?

À partir de 2003, il met en avant sa fille Marine Le Pen dans l'exécutif du parti. Le leader apparaît vieillissant. Le

11. Michel Winock, *op. cit.*

discours du FN mord plus difficilement, et les résultats électoraux témoignent d'un vacillement. Lors des présidentielles de 2007, Jean-Marie Le Pen n'obtient que 10,44 % des voix. Un score très inférieur à 2002. Le 8 septembre 2009, Le Pen confirme son intention de prendre sa retraite, qui devient effective en 2010.

Le 16 janvier 2011, Marine Le Pen est nommée présidente du Front national, lors du congrès de Tours. La composition de la hiérarchie a beaucoup évolué depuis la fin des années quatre-vingt-dix. La plupart des nationalistes classiques, des catholiques traditionalistes et des royalistes ont quitté le Front national au fil du temps. Beaucoup participent au Parti de la France, une formation populiste créée par Carl Lang le 23 février 2009. Les autres sont demeurés adhérents du FN. Ils soutiennent le rival de Marine Le Pen : Bruno Gollnisch.

Marine Le Pen bénéficie principalement du soutien des courants modernistes (nationalistes révolutionnaires et post-nationalistes). Dès son élection, elle s'emploie à infléchir la ligne du parti. Alors même que Jean-Marie Le Pen s'ingéniait à multiplier les « petites phrases », elle modère son discours et prend soin de se couper des extrêmes droites classiques.

La lutte contre l'immigration a toujours été un cheval de bataille du Front national. Marine Le Pen oriente toutefois son combat vers un anti-islamisme laïc. Tandis que son père n'a cessé de donner des gages aux courants les plus « antisionistes » du FN, elle envoie des signes à la communauté juive. Intervenant sur la radio israélienne 90FM le 30 mars 2011, elle affirme : « Ceux qui font la promotion d'une idéologie nauséabonde seront exclus du Front national ».

Elle organise ainsi la « dédramatisation » progressive du Front national. En modérant son discours et en expulsant les derniers nationalistes classiques, le FN se rapproche des autres partis populistes européens, qui sont souvent, comme on l'a vu, issus de formations plus modérées.

UNE RÉVOLUTION CULTURELLE À DROITE ?

L'extrême droite plurielle est traversée, on l'a dit, par le clivage entre modernistes et invariants. Les invariants souhaitent préserver la globalité d'un héritage. Ils campent dans la nostalgie d'un temps révolu. Nostalgie de la monarchie capétienne, des grandes expériences autoritaires du XX^e siècle, et bien sûr de l'Empire français. Les modernistes pensent au contraire que l'extrême droite n'a dû son salut qu'à son renouvellement. Ceux-ci relisent les textes fondateurs. Doit-on encore s'y référer ? Nombre d'entre eux tentent de ciseler une théorie politique nouvelle, adaptée aux mutations du monde.

La frange moderniste a effectué dans les années soixante-dix et quatre-vingt une forme de révolution culturelle. Elle a d'abord remis en question le racisme instinctif sur lequel était bâti le nationalisme politique. En 1971, une organisation néonazie internationale, le Nouvel Ordre européen, publie un livre-manifeste : *Nous autres racistes*¹². Fondé le 30 septembre 1951 à Zurich, le NOE défend des positions

12. Gaston-Armand Amaudruz, *Nous autres racistes, Le Manifeste social-raciste*, Éditions celtiques, Lausanne, 1971.

nationales-socialistes. Dans ce livre irrigé par la haine, il proclame un racisme suprématiste, postulant la supériorité de la race blanche. Il s'en prend avec violence à tous les métisages : « (les ethnies aux origines multiples) luttent contre la communauté aryenne en faisant alliance avec le déchet biologique de nos races-types, notamment avec les intellectuels ramollis, agents de l'impérialiste mondialiste ».

Pendant des années, les quelques « droitistes » ayant échappé à l'épuration épousent cette vision. On assiste cependant depuis les années soixante-dix à l'apparition d'un nouveau racisme, qui s'appuie sur le principe de l'égalité dans la différence raciale. On ne parle plus de hiérarchie des races, mais de « cohabitation ». Le culte de la race supérieure s'efface au profit de la séparation. Diffusé en septembre 1988, un tract du mouvement nationaliste révolutionnaire Troisième Voie, alors dirigé par Jean-Gilles Malliarakis, témoigne de cette conversion. Alors même que Troisième Voie lutte contre l'immigration, elle s'adresse directement à la communauté immigrée : « Jeune immigré, tu dois savoir que [...] la société multiraciale, c'est la société des ghettos et de la sous-culture américanoïde. Que pour nous, nationalistes révolutionnaires français et européens, tu n'es pas un ennemi, mais la victime d'un système que nous combattons. [...] C'est en faisant de la terre de tes ancêtres une Grande Nation que tu trouveras la place que tu mérites. »¹³ Dès la fin des années soixante-dix, le *National Front* britannique se trouve en pointe sur la question du nouveau regard. Il opère un glissement sémantique et se désigne comme « racialisiste ». Dans les

13. *Jeune Immigré*, tract du mouvement Troisième Voie, 1988.

années quatre-vingt, la « Nouvelle Droite » d'Alain de Benoist se réfère, pour sa part, à « l'ethno-différentialisme ».

L'affirmation « raciale » ou « ethno-différentialiste » va de pair avec l'évolution vers un tiers-mondisme de droite. Dans les décennies qui suivent la défaite de 1945, les droites ultras se rebâtissent sur deux piliers : l'anticommunisme et le colonialisme. Alors qu'une partie de l'extrême gauche s'enflamme pour le tiers-monde, elles s'arc-boutent sur l'Occident chrétien, « menacé » politiquement par l'Est et racialement par le Sud. Au cours des années soixante-dix, cette conception pro-occidentale est remise en question. Et si l'Occident, c'est-à-dire l'Amérique, était en réalité la source de tous les « maux » ? « L'Amérique est le seul pays au monde où l'immigration n'a pas été seulement un phénomène initial ou marginal, mais constitue le fondement même de la vie sociale », écrit Alain de Benoist en 1979 dans la revue *Nouvelle École*¹⁴. L'observation est révélatrice. Aux yeux des modernistes, l'Amérique incarne à la fois l'immigration et le cosmopolitisme.

La revue belge *Volonté européenne* explique en 1986 que le terme d'Occident a changé de sens. Naguère, il épousait une réalité géographique. Aujourd'hui, il revêt une autre dimension : « Le nouvel Occident d'après 1945 ne se limite plus à l'Europe, mais englobe tous les pays soumis au système capitaliste libéral : ainsi le Japon est considéré comme une nation occidentale ! L'Occident actuel n'est donc plus européen-centré, mais a une vocation planétaire à intégrer tous les

14. Robert de Herte (alias Alain de Benoist), « Il était une fois l'Amérique », *Nouvelle École*, n° 27-28, automne-hiver 1975.

pays qui adhèrent au dogme de la “libre-entreprise”, du “libre-échange”, de la “démocratie” libérale [...], et des “droits de l’homme” [...] ¹⁵ ».

L’Occident est devenu une idéologie. « L’ennemi », c’est le capitalisme « mondialiste ». Comme l’a écrit en 1990 le théoricien italien Pino Rauti : « Le communisme est fini, nous devons affronter le capitalisme ». La disparition de l’anticommunisme, l’affirmation d’un anticapitalisme qui se confond avec la haine des États-Unis, et le glissement du racisme suprématisme vers l’ethno-différentialisme reposent la question du rapport au tiers-monde.

« L’adversaire » principal, c’est le « cosmopolitisme », qui s’incarne aux yeux de l’extrême droite dans l’axe américano-israélien. Face à lui, le tiers-monde ne devient-il pas un allié naturel de l’Europe ? Dès 1985, Guillaume Faye plaide « pour une alliance euro-arabe » ¹⁶. Plus récemment, le théoricien russe Alexandre Douguine se définit comme « eurasiste », et milite pour un axe euro-asiatique.

À partir des années quatre-vingt, la conversion tiers-mondiste touche plusieurs secteurs : elle concerne non seulement les nationalistes révolutionnaires, mais encore une partie grandissante des royalistes. Elle influence le Front national, à travers les courants présents dans sa hiérarchie. C’est pourquoi le mouvement de Jean-Marie Le Pen dénonce avec constance les deux guerres d’Irak et apporte un soutien remarqué à Saddam Hussein.

15. Cité dans : Christophe Bourseiller, *La Nouvelle Extrême Droite*, *op. cit.*, p. 57.

16. Guillaume Faye, « Pour une alliance euro-arabe », *Éléments*, printemps 1985.

Un autre chantier mérite d'être visité. Les mouvements d'extrême droite se définissent usuellement comme *nationalistes*. Ils veulent reconquérir la nation, aujourd'hui confisquée par ce que Charles Maurras nomme « les quatre États confédérés » : les juifs, les protestants, les francs-maçons et les métèques... Charles Maurras et l'Action française plaident pour un « nationalisme intégral », strictement français.

Plusieurs courants révolutionnaires sont d'un autre avis. Ils envisagent l'émergence d'une *nation européenne*. Les partisans du nationalisme européen se trouvent cependant déconcertés, quand ils observent l'évolution de l'Europe, depuis l'écroulement du mur de Berlin. La dislocation de l'Union soviétique, de la Yougoslavie, et de la Tchécoslovaquie posent la question de l'identité nationale. La nation est-elle le cadre qui convient le mieux à l'épanouissement des peuples ? Certains en viennent à formuler une critique du nationalisme. C'est le cas de la « Nouvelle Droite », des groupes post-nationalistes, et des traditionalistes intégraux. Ces courants prônent le dépassement du nationalisme. Comme le souligne dès 1988 la brochure *Europe, Troisième Rome* : « Face au système mondialiste d'occupation, face à la décadence de leurs peuples se dressent des partisans européens. Notre tâche est avant tout politique : unifier l'Europe en fondant un Empire, une troisième Rome »¹⁷. La notion d'Empire revêt ici une signification particulière. L'Empire n'unifie pas des nations, mais des peuples. De même, l'Europe à construire devrait être, pour ses promoteurs, une

17. *Europe, Troisième Rome*, Institut de documentation et d'études européennes, Paris, 1988.

Europe des identités et non plus des nations. L'*Imperium* s'oppose au nationalisme jacobin, dans la mesure où il exige, en théorie, le respect des particularismes régionaux ou identitaires. C'est un modèle décentralisé. À dire vrai, l'opposition entre l'Empire et la nation n'a rien de nouveau. En 1931, le théoricien Julius Evola rédige un texte intitulé *Universalité impériale et particularisme nationaliste*. Il y défend déjà la perspective de l'Empire : « Tout impérialisme véritable est universel, et il se présente comme un dépassement positif du stade nationaliste ». ¹⁸

L'extrême droite est manifestement traversée par des fractures idéologiques tout aussi significatives qu'à l'extrême gauche.

18. Julius Evola, « Universalité impériale et particularisme nationaliste », *Totalité*, n° 24, 1986. L'article originel a été publié en avril 1931 dans *La Vita italiana*.

Les contre-révolutionnaires

1789, COMLOT SATANIQUE ?

En dépit de provenances idéologiques diverses, les contre-révolutionnaires s'accordent sur le caractère décisif de l'événement de 1789. Ce qui se joue avec la Révolution française est à leurs yeux d'ordre universel. La prise de la Bastille coïncide avec un arrêt de la marche historique. Le destin de la France et des autres peuples se trouve « perverti ». L'histoire s'arrête et part en un mouvement inverse qui mène à la ruine et à la destruction des valeurs. « Les traits de Satan se retrouvent dans la Révolution », résume Hubert Le Caron de Chocqueuse dans la revue *Fideliter*¹.

La Révolution française est-elle le fruit d'un complot satanique ? C'est la thèse développée par l'abbé Augustin Barruel (1741-1820) en 1798 dans un ouvrage célèbre : *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme*. Le phénomène des « Lumières » est perçu comme le déferlement planifié d'une horde obscurantiste visant à éteindre la « vraie » lumière de la foi. La révolte contre le monde moderne est ainsi d'ordre métaphysique. Il s'agit de retourner aux valeurs traditionnelles, transcendantes et fondatrices.

1. Christophe Bourseiller, *op. cit.*, p. 151.

Pour les catholiques traditionalistes et pour la plupart des royalistes, cet âge d'or coïncide avec l'alliance indéfectible du trône et de l'autel. La France doit redevenir « la fille aînée de l'église ». Du point de vue des traditionalistes intégraux, la période mythique renvoie plutôt à une conscience collective indo-européenne et préchrétienne. Il s'agit de se réancrer dans une tradition primordiale, de renouer avec un sacré qui n'est pas réservé au seul catholicisme.

Dans tous les cas, la notion de « contre-révolution » se trouve sous-tendue par une vision historique. L'histoire est vécue comme une marche à reculons, comme le déclin d'une lumière originelle. Les contre-révolutionnaires luttent ainsi à contre-courant de ce qu'ils perçoivent comme une irrépressible montée de la barbarie.

Les royalismes

La galaxie royaliste apparaît fort bigarrée, l'étiquette recouvrant un grand nombre d'allégeances et de sensibilités. Il faut préciser d'emblée que tous les royalistes ne sont pas extrémistes. La Nouvelle Action royaliste, de Bertrand Renouvin, défend une monarchie constitutionnelle, proche des modèles espagnols, néerlandais, ou anglais. Nombre de personnalités « modérées » défendent ce schéma démocratique, qui vise à « royaliser la constitution ». Pourquoi pas un « Juan Carlos », ou un « Charles d'Angleterre » français ?

D'autres nourrissent à l'égard du roi une tendresse nimbée de poésie. Parmi ceux qui se réclament aujourd'hui, pour des raisons diverses, d'un royalisme de cœur, on

remarque Thierry Ardisson, Stéphane Bern, ou Michel Déon. Quoi qu'il en soit, le courant royaliste se divise en quatre ensembles :

- Les orléanistes soutiennent le duc d'Orléans, Henri de France.
- Les légitimistes appuient le duc d'Anjou, Louis XX.
- Les partisans des autres prétendants défendent leurs champions respectifs.
- Les adeptes d'un royalisme de principe refusent de choisir.

– L'orléanisme

Historiquement, les orléanistes se réclament du Comte de Paris, Henri de France, lui-même descendant de Louis-Philippe. Il s'agit d'une branche cadette de la monarchie capétienne. Mais ses défenseurs font valoir qu'elle est essentiellement française. Cette dimension nationale la qualifie pour monter sur le trône. Encore les orléanistes se montrent-ils hésitants sur le choix du prince. Certains appuient Henri VI, tandis que d'autres soutiennent son fils, Jean de France, duc de Vendôme.

L'orléanisme se confond largement avec l'Action française depuis 1898. Théoricien du « nationalisme intégral », Charles Maurras a toujours apporté un soutien indéfectible à la branche d'Orléans. En parallèle, sa pensée a imprégné le royalisme. Elle l'a métamorphosé. Elle lui a donné une armature idéologique. Le maurrassien Michel Fromentoux justifie l'Action française au nom du rationalisme : « L'adhésion de

l'Action française à la monarchie n'est pas affaire de sentiment, mais l'aboutissement d'une enquête historique menée selon la méthode de l'empirisme organisateur »². L'Action française constitue une tentative de rationalisation du royalisme. Il s'agit de dépasser l'allégeance instinctive. L'AF échafaude un projet de société. Elle cherche au long de son histoire des modèles référentiels qui lui sont contemporains.

Elle soutient ainsi des régimes autoritaires, arc-boutés sur la foi chrétienne. C'est le cas de la France pétainiste, de l'Espagne franquiste ou du Portugal salazariste. Il est vrai que l'Action française exprime une hostilité viscérale à la démocratie. Michel Winock affirme que, pour Maurras, « la démocratie n'est qu'un mot – qui couvre une réalité oligarchique. C'est la différence qu'il établit entre le pays légal (la classe politique) et le pays réel (l'ensemble des Français). »³

L'AF a formé au fil des années de nombreuses générations de royalistes d'extrême droite, au grand dam des héritiers du trône, qui n'épousaient pas forcément les thèses de Maurras.

Si beaucoup d'Orléanistes sont aujourd'hui maurrasiens, et se réclament de l'Action française, on observe la persistance de courants critiques, qui prétendent débarrasser le royalisme de la fêrue. La Nouvelle Action royaliste se sent ainsi plus proche du comte de Paris que de l'extrémisme contre-révolutionnaire.

L'Action française est aujourd'hui l'un des plus vieux mouvements politiques en activité. Elle perdure, en dépit des

2. Id., p. 143.

3. Michel Winock, *op. cit.*

nombreuses scissions qui l'ont fortement affaiblie au fil des années.

Actuellement dirigé par Olivier Perceval et Stéphane Blanchonnet, le Centre royaliste d'Action Française (CRAF) incarne l'essentiel de « la vieille maison ». Il témoigne du positionnement délicat du courant, qui hésite entre l'allégeance au nationalisme classique⁴ et la volonté de se rénover en présentant un visage singulier, en dehors de la classification droite/gauche.

Cette tension interne conduit l'AF à des louvoiements. En 1979, Pierre Pujo, qui dirige l'organisation, insiste sur son caractère inclassable : « L'Action française soutient le gouvernement quand il entreprend le redressement économique et financier du pays, mais combat ses mesures libérales encourageant la dissolution des mœurs. Elle prend la défense de l'école privée avec la « majorité », mais soutient le droit de l'île de Mayotte à demeurer française, comme naguère l'Algérie »⁵.

L'AF apporte en somme un soutien critique à la droite modérée. Il lui arrive même parfois de préférer la gauche. Lors des élections présidentielles de 2002, elle appelle à voter Jean-Pierre Chevènement, en raison de ses positions souverainistes et anti-européennes. En 2008, elle met par ailleurs en place une fédération des élus monarchistes, rassemblant des adhérents du Nouveau Centre, de l'Union pour une majorité populaire (UMP), du Mouvement démocrate (MODEM), du Mouvement pour la France et du Front national. Son

4. Voir dans cet ouvrage « Le nationalisme classique », p. 231.

5. Pierre Pujo, « L'Action française devant les droites », Jean-Pierre Apparou, *op. cit.*, p. 185.

porte-parole, Cédric Tartaud-Gineste, est lui-même conseiller municipal UMP de Salers.

Depuis le décès en 2007 de Pierre Pujo, une autre branche maurrassienne s'incarne dans la Restauration nationale. Elle est notamment menée par Hilaire de Crémiers.

À côté des purs lecteurs de Maurras, nombreux sont les royalistes modernistes, qui s'adonnent à un inventaire critique de l'œuvre du théoricien. Ceux-ci trient dans les travaux du « maître », pour en expurger les éléments les plus discréditants, tels que le racisme, l'antisémitisme et l'allégeance passée au régime de Vichy. Ils privilégient en revanche les points doctrinaux qui distinguent le royalisme français des différents fascismes. Les revues *Réaction*, *Le Feu Follet*, ou plus récemment *Les Épées*, ont participé de ce renouveau théorique.

Le néo-maurrassisme insiste sur deux aspects :

- La nation n'est pas identifiable à une race. Elle est un fait d'histoire. Elle est donc forcément un agrégat d'origines diverses. Dès lors, le racisme ne fait plus sens.

- L'idée d'indépendance nationale est présente aussi bien chez les gaullistes que chez les chevènementistes. Il faut, à ses yeux, privilégier des fronts larges, et intervenir principalement dans la mouvance souverainiste.

Qu'est-ce que le souverainisme ? L'appellation concerne ceux qui rejettent la construction européenne et veulent préserver la souveraineté des États-nations. À bien des égards, le souverainisme joue pour les royalistes orléanistes le même rôle que l'altermondialisme pour les trotskistes modernistes. Il s'agit d'un ensemble hétérogène et flou, qui constitue à la

fois un champ d'intervention et un laboratoire expérimental qui permet d'envisager des alliances et des recompositions.

– Le légitimisme

Entre les orléanistes et les légitimistes, le fossé demeure profond. Les orléanistes soutiennent un prince issu d'une branche cadette, parce que cette branche est strictement française. Les légitimistes s'en tiennent pour leur part à la règle de la primogéniture. Seul l'aîné des capétiens peut briguer la couronne de France. Il est *de jure* l'héritier le plus direct de Louis XVI. L'ennui, c'est que la branche aînée se trouve aujourd'hui établie en Espagne. Les légitimistes font cependant observer que les grandes familles ont toujours ignoré les frontières. Marie-Antoinette n'était-elle pas autrichienne ? Au vrai, la querelle dynastique est révélatrice. Alors que l'orléanisme a été façonné par le « nationalisme intégral » de Maurras, les légitimistes ignorent cette dimension nationaliste.

Là où Maurras se pose en rationaliste, là où il procède du raisonnement et de l'empirisme, le légitimisme proclame les vertus de l'attachement viscéral. Dans *Le Légitimisme*, Stéphane Rials définit ce courant comme « une fidélité dynastique ». Il ajoute que « la démarche orléaniste est inverse : là, le choix d'une dynastie résulte du primat accordé à une doctrine »⁶. Le légitimisme n'a d'autre soubassement théorique que l'attachement nostalgique à la monarchie

6. Stéphane Rials, *Le Légitimisme*, PUF, Paris, 1983.

perdue. Il déploie une vision religieuse. La foi catholique se place au fondement du légitimisme.

Stéphane Rials parle d'une « politique de la chute ». La vision est biblique. Voyant que, depuis la Chute, le mal triomphe sur le bien, les légitimistes veulent couronner le roi, parce qu'il règne « de droit divin ».

Le légitimisme est ainsi providentialiste. Pour triompher des forces sataniques, à l'œuvre depuis la Révolution française, il faut un pouvoir surnaturel. Seul un roi peut manier l'épée du Christ. Le légitimisme attend un signe de Dieu. La vision politique est inséparable de la démarche de foi.

Rejetant la démocratie républicaine, la plupart des légitimismes ne sont pas nationalistes. Ils professent en revanche un sourcilleux catholicisme traditionaliste. Contrairement aux orléanistes, qui militent pour un nationalisme strictement *français*, ils se prononcent pour une *Europe* chrétienne, rejetant « les Lumières ».

L'Union des cercles légitimistes de France, de Gérard Saclier de La Bâtie, fédère et coordonne les diverses initiatives, en liaison avec l'Institut de la Maison de Bourbon et l'Institut Duc d'Anjou.

LES AUTRES MODÈLES

Parmi les autres royalismes, nous pouvons distinguer ceux qui soutiennent tel ou tel prétendant « dissident », et ceux qui refusent de choisir, en laissant bien souvent agir la Providence divine.

Dans un livre fascinant, *Les Prétendants au trône de France*⁷, Raoul de Warren et Aymon de Lestrangle livrent la liste baroque des rois potentiels : Sixte-Henri de Bourbon-Parme, François de Paule, Jacques de Bourbon-Busset, Alexis d'Anjou-Durassow, Balthazar Napoléon de Bourbon, sans oublier Pierre Plantard, dirigeant du mystérieux Prieuré de Sion...

Certains courants refusent de choisir et s'en tiennent à une monarchie principielle. C'est le cas de l'Alliance royale d'Yves-Marie Adeline. Encore cette organisation ne saurait-elle être classée à l'extrême droite, puisqu'elle défend un modèle de monarchie démocratique, catholique et parlementaire.

Fondée en 1982 par Henry Montaigu (1936-1992), et dirigée de 1991 à 1998 par Frédéric Luz, la revue-groupe *La Place royale* affiche un visage particulier. Elle exprime un royalisme ésotérique, influencé par le traditionalisme intégral, et par les écrits de René Guénon. Elle se distingue par la qualité littéraire de ses contributeurs : Luc-Olivier d'Alange, Jean Borella, Christophe Levalois, Jean Parvulesco (1929-2010) ou Gérard de Sorval.

Les catholicismes traditionalistes

Le courant catholique traditionaliste est numériquement important. Il est cependant difficile à cerner. Il concerne à

7. Raoul de Warren et Aymon de Lestrangle, *Les Prétendants au trône de France*, L'Herne, Paris, 1990.

fois des mouvements laïcs et des « confréries » religieuses. Son public est par ailleurs actif dans différentes formations politiques de droite.

Souvent identifiés à la seule défense de la messe en latin, les catholiques de la tradition s'opposent globalement au Concile Vatican II, et principalement à l'encyclique *Dignitatis Humanae*, qui porte sur la question de la « liberté religieuse ». Ce que les traditionalistes reprochent à Paul VI, c'est son *humanisme*. La culture moderne paraît centrée sur la subjectivité de l'individu roi.

Le traditionalisme rejette l'anthropocentrisme contemporain qui a, selon lui, contaminé l'Église. Il lui oppose un strict théocentrisme. On se bat pour les droits de l'homme, alors qu'on devrait défendre Dieu. Les catholiques traditionalistes conspuent les « droits de l'homme sans Dieu ». L'Église moderne, en se réformant et en modifiant son rituel, a abandonné l'essentiel de la doctrine.

Les traditionalistes se considèrent comme les derniers catholiques authentiques. Leur action est avant tout une critique du modernisme. Il ne saurait y avoir pour eux de « liberté religieuse ». C'est pourquoi ils rejettent l'œcuménisme. Il est « faux » de dire que toutes les religions se valent. Pour eux, seul le catholicisme détient la vérité. Les autres religions sont dans l'erreur.

Fondateur du séminaire d'Ecône et de la Fraternité sacerdotale Saint Pie X, Monseigneur Lefebvre (1905-1991) ne dissimule pas son engagement à droite. Il défend la mémoire du maréchal Pétain et apporte son soutien au Chili du général Pinochet. En 1988, le pape Jean-Paul II prononce l'excommunication de Marcel Lefebvre. Dès lors, le traditio-

nalisme se divise en deux branches. Tandis que la Fraternité Saint Pie X poursuit son développement en dehors de l'église officielle, la Fraternité sacerdotale Saint-Pierre et l'Institut du Bon Pasteur regroupent les fidèles qui souhaitent rester dans le giron de l'Église. Le pape Benoît XVI semblant désireux d'accueillir à nouveau les brebis galeuses, un décret en date du 21 janvier 2009 lève toutefois l'excommunication de 1988. Les rapports entre le Vatican et la Fraternité Saint Pie X paraissent ainsi en voie d'apaisement. Mais les deux camps maintiennent des structures séparées, les traditionalistes fidèles à Rome reprochant à la Fraternité Saint Pie X un trop grand extrémisme.

Du côté lefebvrisme, plusieurs associations encadrent les laïcs : le Mouvement de la jeunesse catholique de France, Renaissance catholique, ou l'Union nationale pour l'Europe chrétienne. La Fraternité sacerdotale Saint Pie X est actuellement dirigée par monseigneur Bernard Fellay. Elle revendique cinquante mille membres en France, et cent cinquante mille au plan international.

Les traditionalistes pro-Vatican ne sont pas en reste. Les laïcs participent aux Cercles de tradition, ainsi qu'au mouvement Chrétienté Solidarité, de Bernard Anthony. Membre du Front national de 1984 à 2006, Bernard Anthony y anime alors un très actif courant catholique traditionaliste. En 2006, il entre en désaccord avec Marine Le Pen et quitte le Front national. Le 23 février 2009, il fonde le Parti de la France avec Carl Lang.

Les catholiques bénéficient en outre depuis janvier 1982 du quotidien *Présent*. Sa devise est : « Dieu, famille patrie ». Il est notamment dirigé aujourd'hui par Caroline Parmentier

et Jeanne Smits. La Fraternité Saint-Pierre et l'Institut du Bon Pasteur regroupent en France quarante mille fidèles.

Il existe plusieurs filières, en dehors des deux ensembles précités. La Contre-Réforme catholique regroupe depuis 1967 les disciples de l'abbé de Nantes, lui-même suspendu *a divinis* par le Vatican en 1966. Il contrôle un mouvement laïc, fort de plus de mille adhérents : la Phalange catholique. Le mouvement international Tradition-Famille-Propriété (TFP) a été fondé en 1960 par le brésilien Plinio Correa de Oliveira. Il s'est développé en Europe, en Amérique et en Afrique du sud.

Toutes tendances confondues, le courant catholique traditionaliste regroupe près de cent mille personnes, qui se réunissent chaque semaine dans quatre cent lieux de culte.

Le traditionalisme intégral

S'il s'inscrit, lui aussi, dans la démarche contre-révolutionnaire, le traditionalisme intégral ne saurait être confondu avec le traditionalisme catholique. Il s'agit en réalité d'un courant de pensée autonome et non chrétien, qui s'inspire essentiellement des œuvres de René Guénon et de Julius Evola. Comme l'écrit la revue *L'Âge d'Or* dans la préface de son numéro 1 (hiver 1983) : « René Guénon (1886-1951) et Julius Evola (1898-1974) ont dégagé, à la lumière d'une minutieuse étude comparative, le dénominateur métaphysique commun à toutes les formes traditionnelles, le patrimoine mythologique que partagent toutes les religions, légendes de partout et symboles de toujours, toile de fond

sur laquelle se déroule l'histoire spirituelle de la planète ». L'étude comparative des traditions et des mythes permet de remonter jusqu'à une Tradition première, unique et universelle. Le traditionalisme transcende le fait religieux. Il s'agit d'une école intellectuelle, qui donne chair à une spiritualité initiatique à vocation universelle. L'objectif, c'est la réintégration de l'état spirituel, propre à l'âge d'or.

Le traditionalisme intégral commande une vision de l'histoire. Le devenir historique est perçu comme un lent déclin. La Révolution française n'est ici qu'un épisode, dans le cadre de la lente descente de l'humanité vers les enfers. S'inspirant de la théorie des cycles, René Guénon interprète la période actuelle comme le stade ultime de l'âge de fer, le *kali yuga*, dans lequel les valeurs se voient détruites et renversées. Lorsque la dissolution sera complète et effective, un nouveau cycle lumineux démarrera.

Au matérialisme historique de l'extrême gauche, le traditionalisme oppose un déterminisme spiritualiste, appuyé sur la théorie des cycles. « Portant à son niveau le plus élevé l'exigence d'une lutte spirituelle contre l'aberration moderniste, puisant son énergie mobilisatrice dans la certitude d'un passé de lumière qui fut le lieu historique de l'universalisme spirituel, ce courant de pensée se définit comme traditionaliste révolutionnaire », conclut *L'Âge d'or*.⁸

S'agit-il pourtant d'un traditionalisme *révolutionnaire*, ou d'un traditionalisme intrinsèquement contre-révolutionnaire ?

8. « Préface », dans *L'Âge d'or*, n° 1, hiver 1983.

Le traditionalisme intégral rompt avec les valeurs du judéo-christianisme. Julius Evola et René Guénon refusent la démocratie, et plaident pour l'émergence d'une nouvelle aristocratie : « Une seule chose compte [...] : la volonté tenace, virile, indomptable, de se soustraire à la condition humaine »⁹.

Les penseurs divergent toutefois sur des points essentiels. Pour René Guénon, la franc-maçonnerie et le christianisme sont d'essence traditionnelle. Ils préservent la lumière de la Tradition. Julius Evola pense au contraire qu'il s'agit de structures décadentes et nuisibles.

Julius Evola propose une ascèse spirituelle, qui vise à l'émergence d'un surhomme. Cette ascèse ne peut s'effectuer que dans le secret de sociétés initiatiques indépendantes. René Guénon estime justement que la franc-maçonnerie constitue en Occident le seul cadre spirituel permettant un retour à la Tradition. À l'inverse, Julius Evola critique avec violence une institution selon lui pervertie par le judéo-christianisme¹⁰.

Si Evola et Guénon se placent dans une certaine proximité idéologique, l'un et l'autre dénonçant un âge sombre marqué par ce que Guénon désigne comme « le règne de la quantité », Evola se distingue par un engagement direct au sein des extrêmes droites. Il soutient Benito Mussolini et appuie le régime fasciste. Il opère ensuite une critique « de droite » du fascisme, qui l'amène à considérer la SS comme

9. Art. cit.

10. Sur l'antimaçonnerie de Julius Evola, voir : *Écrits sur la franc-maçonnerie*, Pardès, Puiseaux, 1987.

un ordre initiatique favorisant une ascèse spirituelle. Après la guerre, il devient l'un des théoriciens du renouveau néofasciste en Italie. René Guénon fréquente pour sa part, de nombreuses organisations initiatiques, dont la franc-maçonnerie. Il se convertit finalement à l'islam.

Le traditionalisme intégral est le fait d'une poignée d'intellectuels qui, pour certains, participent à des loges maçonniques. Ils s'expriment à travers la maison d'éditions Pardès, fondée en 1982 par Georges Gondinet et Fabienne Pichard du Page. Il faut insister sur le rôle déterminant joué par une poignée de revues témoignant d'un haut niveau intellectuel.

Daniel Cologne et Philippe Baillet, qui animent depuis 1970 le Centre d'études doctrinales Julius Evola, lancent en 1977 la revue pionnière *Totalité*. Elle est suivie par *L'Âge d'Or*, *Les Deux Étendards*, *Rebis*, *Kalki* ou *Sol Invictus*.

Biographe de Julius Evola, Adriano Romualdi (1940-1973) inscrit le traditionalisme intégral dans le paysage idéologique du fascisme. En 1973, il résume ce credo : « Être de droite signifie, en premier lieu, reconnaître le caractère subversif des mouvements surgis de la Révolution française, que ce soit le libéralisme, la démocratie, ou le socialisme. Être de droite signifie, en second lieu, voir la nature décadente des mythes rationalistes, progressistes, matérialistes, qui préparent l'avènement de la civilisation plébéienne, le règne de la quantité, la tyrannie des masses anonymes et monstrueuses. [...] Être de droite signifie, en troisième lieu, concevoir l'État comme une totalité organique [...]. Enfin, être de droite signifie faire sienne cette spiritualité aristocra-

tique, religieuse et guerrière qui a caractérisé la civilisation européenne [...]. »¹¹

Les traditionalistes incarnent une frange strictement intellectuelle, qui tente de constituer une contre-culture ésotérique et antimoderne, dans les marges de la droite radicale¹².

11. Cité par Éric Houllefort dans « Une droite inconnue qui attend son heure », in Jean-Pierre Apparü, *op. cit.* p. 157-158.

12. Voir à ce propos : Stéphane François, *La Nouvelle Droite et la « Tradition »*, Archè, Milan, 2011.

Les révolutionnaires

L'IMPACT THÉORIQUE DE LA « NOUVELLE DROITE »

Alors que les contre-révolutionnaires invoquent un passé mythique, remontant tantôt à Clovis, tantôt à la préhistoire, les révolutionnaires d'extrême droite, qui se définissent à l'origine comme des « nationalistes », s'inscrivent dans le tumulte de l'histoire récente.

Ils se réfèrent principalement à trois expériences :

- Les ligues populistes, nationalistes, ou antisémites qui ont surgi au cours de la première moitié du XX^e siècle.
- L'Allemagne nazie et l'Italie fasciste
- la lutte contre la décolonisation

Leur mémoire est donc jalonnée par les défaites. Il y a un pessimisme fondateur, une terrible nostalgie de temps révolus qui ne reviendront plus. Les nationalistes ont en outre pris l'habitude d'être démonisés. C'est un fardeau auquel ils sont accoutumés. Sans cesse, on les renvoie aux pages les plus noires de l'histoire européenne. Ne sont-ils pas en France les héritiers directs des collaborateurs de la Seconde Guerre mondiale ? S'ils revendiquent globalement l'héritage du fascisme, la plupart se montrent prudents sur la question hitlérienne. Tout en affirmant la valeur des « réalisations

sociales du nazisme », ils en critiquent parfois l'antisémitisme excessif. Mais pensent-ils ce qu'ils disent ?

Les nationalistes sont divisés en plusieurs familles :

- Les nationalistes classiques ressemblent à ceux des années trente. Ils défendent un nationalisme français, tenté par l'antisémitisme et assorti de références chrétiennes.

- Les nationalistes révolutionnaires, qui se veulent farouchement laïcs, militent pour un régime socialiste européen.

- Les nationaux-communistes insistent sur la dimension socialiste du combat nationaliste.

- Les post-nationalistes incarnent la frange la plus moderniste.

- Les néonazis continuent d'aduler le régime national-socialiste.

Né en 1943, Alain de Benoist de Gentissart, dit Alain de Benoist, ou *Robert Herte*, apparaît ici comme un théoricien central, qui s'emploie à dépoussiérer la doctrine. Il est aujourd'hui le tenant d'un modernisme audacieux, qui vise au final à dépasser l'extrême droite pour forger une pensée inédite. Il milite au départ dans l'extrême droite classique. Il participe ensuite à la revue *Europe-Action*, de tonalité nationaliste révolutionnaire. En 1968, il lance conjointement la revue *Nouvelle École* et le Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne. À travers le GRECE, il s'agit de constituer un *think-tank* visant à réarmer sur le plan intellectuel une extrême droite devenue moribonde depuis l'abandon de l'Algérie en 1962.

La date de 1968 ne manque pas d'intérêt. Le GRECE s'inscrit bien évidemment dans l'histoire de l'extrême droite.

Il obéit aussi à un désir de réponse. En 1968, c'est l'extrême gauche qui semble triompher. Comment reconquérir le champ culturel et redonner aux droites radicales le rôle qui leur convient ? Tel est l'enjeu fondateur du GRECE, qui se fait connaître sous l'appellation de la « Nouvelle Droite ».

Alain de Benoist va toutefois emprunter un sentier inédit. On a souvent mal interprété les recherches du GRECE. Dans les années soixante-dix, le *think-tank* s'intéresse au racisme et au paganisme. On en a déduit facilement qu'il tentait la réhabilitation masquée d'un certain nazisme. La méthode d'Alain de Benoist est tout autre. Il s'attelle avec le GRECE à un travail de réexamen critique des positions avancées par l'extrême droite au cours de son histoire. De Benoist est lui-même un produit de ce courant. Il a fait partie d'organisations racistes et païennes.

Avec la « Nouvelle Droite », le ressourcement idéologique et le savoir encyclopédique sont mis au service d'une relecture. Il s'agit de tout reprendre à zéro, en tentant de retrouver le sens premier des termes. À travers la référence au paganisme, Alain de Benoist s'interroge ainsi sur le retour à un certain polythéisme, qui caractérise l'époque post-moderne. Étudiant le racisme, il formule une théorie de « l'ethno-différentialisme ». La « Nouvelle Droite » s'attelle ainsi à une patiente analyse « métapolitique » des concepts fondateurs. Elle étudie le nationalisme et envisage son dépassement ; elle repense la notion d'Empire, s'interroge sur la démocratie, et plus récemment sur l'identité. Elle ne s'interdit aucunement de piocher dans le vivier idéologique de l'adversaire.

Dans les années quatre-vingt, le GRECE prêche d'ailleurs un « gramscisme de droite ».

Dans *Critiques, Théoriques*, Alain de Benoist définit lui-même en 2003 les principaux axes de sa pensée : « 1) La critique conjointe de l'individuo-universalisme et du nationalisme (ou de l'ethnocentrisme) en tant que catégories relevant l'une et l'autre de la métaphysique de la subjectivité. 2) La déconstruction systématique de la raison marchande, de l'axiomatique de l'intérêt et des multiples emprises de la Forme-Capital, dont le déploiement planétaire constitue à mes yeux la menace principale qui pèse aujourd'hui sur le monde. 3) La lutte en faveur des autonomies locales, liée à la défense des différences et des identités collectives, comme condition première d'un renouveau de la démocratie ». ¹

Alain de Benoist est-il encore d'extrême droite ? Il réfute le racisme suprématisiste, rejette le nationalisme et plaide pour un renouveau de la démocratie. Il exprime ces positions en dehors de la « Nouvelle Droite » dans la revue *Krisis*, fondée en 1988, à laquelle ont participé Ignacio Ramonet, Michel Maffesoli, Raymond Boudon, Patrick Tacussel, Jean Baudrillard, Stéphane Rials, ou Kostas Mavrakis : des personnalités qui n'ont rien à voir avec les droites radicales.

Doit-on au final le tenir pour un penseur inclassable, qui cisèle une œuvre marquée par l'encyclopédisme, ou pour un intellectuel d'extrême droite, cultivé et nuancé, qui contribue de façon décisive au renouvellement de ce courant ? La question demeure ouverte.

1. Alain de Benoist, *Critiques, théoriques*, L'Âge d'homme, Lausanne, 2002, p. 11.

Quoi qu'il en soit, le clivage entre modernistes et invariants garde ici toute sa pertinence. Il existe cependant une autre tension interne. Lorsque l'extrême droite se reconstitue après la défaite de 1945, elle adopte un farouche anticommunisme, qui la voit épouser jusque dans les années quatre-vingt la cause du bloc occidental. Sous l'influence de la « Nouvelle Droite » et des nationalistes révolutionnaires, certains courants finissent toutefois par se détacher de l'atlantisme, l'axe américano-israélien devenant l'ennemi principal. On oppose désormais l'Europe à l'Occident.

Le 11 septembre 2001, provoque toutefois un vaste débat. Certains activistes en viennent à considérer l'islamisme radical comme le plus dangereux des adversaires. L'écrivain Guillaume Faye est particulièrement en pointe sur cette question. D'anciennes alliances atlantistes sont alors renouées, tandis qu'une partie de l'extrême droite se détourne du combat « antisioniste ». C'est le cas de l'*English Defense League* (Grande-Bretagne), du *Vlams Belang* (Belgique), ou du Bloc identitaire (France).

L'extrême droite se trouve ainsi divisée entre ceux que l'on pourrait désigner grossièrement comme « anti-islamistes », et ceux qui privilégient « l'antisionisme ». Les premiers sont prêts à s'allier avec les droites américaines et israéliennes. Les seconds soutiennent les régimes arabes et appuient les Palestiniens.

L'extrême droite révolutionnaire se trouve en définitive ébranlée par de fortes secousses sismiques. Elle n'en demeure pas moins scindée en plusieurs familles. Avant de les détailler, gardons en mémoire que les droites radicales divergent des

extrêmes gauches par leur porosité, qui autorise un fort nomadisme, d'une tendance à l'autre.

Le nationalisme classique

Le nationalisme classique fait référence à la seule France. Il est l'héritier direct et sans état d'âme des ligues de la première moitié du XX^e siècle (Croix de feu, Volontaires nationaux, Camelots du roi), et des mouvements collaborationnistes (Francisme, Parti populaire français, Rassemblement national populaire, Mouvement social révolutionnaire).

Si la majorité des activistes contemporains endosse ce double héritage, certains flirtent occasionnellement avec le néonazisme. La plupart militent sans état d'âme contre le judaïsme, à l'image de François Sidos, cofondateur avec son frère Pierre du mouvement Jeune Nation en 1949. En 1991, il parle sans langue de bois de ses convictions nationalistes : « Informons nos enfants, regardons les faits. L'Europe, oui, mais pas la judéo-maçonnique Trilatérale. La France, oui, mais pas celle de *Globe*, de Harlem Désir, ou de Bernard-Henri Levy. Tout un programme ! Un seul camp : celui de l'Homme Blanc Européen². »

L'écrivain et pamphlétaire Henry Coston se montre encore plus loquace : « [...] La présence de millions d'allo-gènes sur notre sol renforce le sentiment national des hommes de droite. [...] Les nationalistes, dont le patriotisme

2. Xavier Cheneseau, *Éléments de réflexion*, Éditions du Javelot, Waterloo, 1991, p. 16.

se teinte souvent d'antisémitisme, refusent de se laisser "coloniser", comme ils disent, par des étrangers inassimilables ou mal assimilés³. »

Dans les années cinquante, les nationalistes affaiblis par l'épuration s'enflamment pour la défense des colonies et luttent contre les indépendantismes. Il s'agit de préserver l'Empire français, ultime bastion occidental face à la montée du Sud. Ils sont partie prenante du putsch des généraux d'Alger en 1958. Ils interviennent par la suite au sein de l'Organisation armée secrète (OAS). Plus tard, ils participent au Mouvement Occident, puis à Ordre Nouveau.

Fondé en 1968, le groupe de L'Œuvre française incarne la permanence du nationalisme classique. Présidé depuis l'origine par Pierre Sidos, frère de François Sidos, précédemment nommé, et fils d'un autre François Sidos, qui fut militant franciste et fonctionnaire de Vichy, avant d'être fusillé en 1946, l'Œuvre française incarne un nationalisme strictement français, catholique, et hostile au judaïsme. Lors de son congrès de 1983, elle se définit en termes clairs : « L'Œuvre française n'a pas d'autre doctrine que le nationalisme français, tel que l'ont successivement enseigné et défini Édouard Drumont, Maurice Barrès et Charles Maurras ».

La référence à Drumont, célèbre antisémite, et auteur en 1886 de *La France juive*, ne saurait surprendre. Non plus que l'allégeance à Maurras. Les nationalistes classiques ne sont pas royalistes. Mais ils apprécient la théorisation par Maurras du « nationalisme intégral ».

3. Henry Coston, « Un avenir immense », dans : Jean-Pierre Apparu, *op. cit.*, p. 58.

Plusieurs petits groupes se réclament du nationalisme classique. C'est le cas de l'actif Renouveau français, de Thibaut de Chasse, qui organise chaque année un Congrès nationaliste, rassemblant diverses petites organisations. Le Renouveau français participe à une Internationale, le Front national européen, qui compte parmi ses membres le NPD allemand, La Phalange espagnole, ou *Forza nuova* en Italie.

Le Parti nationaliste français, le Réseau France nationaliste/Front nationaliste, le Parti national radical, le Parti de la France rurale et paysanne, les Cercles nationalistes français, le Parti Républicain chrétien, le Parti populiste français ou le Parti solidaire française, s'intègrent à la nébuleuse.

Le nationalisme classique joue à l'origine un rôle important dans la structuration du Front national. Autour de Jean-Marie Le Pen, de 1972 à 2010, la vieille garde nationaliste veille. Elle est notamment constituée de Roger Holeindre, Pierre Pauty, André Dufraisse ou Pierre Durand. Pendant des années, Roger Holeindre anime en parallèle au Front national une ligue : Le Cercle national des combattants.

La montée en puissance de Marine Le Pen coïncide avec la mise sur la touche des nationalistes classiques. Des militants issus de L'Œuvre française qui pratiquent dans le FN une forme d'entrisme sont notamment exclus. Aujourd'hui, cette sensibilité est essentiellement présente dans le Parti de la France, une structure « large » qui tente de concurrencer un FN jugé trop « modéré ». Roger Holeindre a notamment rejoint cette nouvelle formation.

Le néonazisme

Le néonazisme occupe une place relativement complexe, puisque la plupart des groupes nationalistes classiques descendent déjà, de manière plus ou moins directe, des mouvements collaborationnistes français. Néanmoins, ceux qui professent aujourd'hui une allégeance ouverte à l'hitlérisme se répartissent en deux ensembles :

- D'un côté, une kyrielle de petites organisations politiques à la durée de vie incertaine
- De l'autre, une mouvance sous-culturelle, pour qui le nazisme revêt une dimension essentiellement provocatrice.

La plupart du temps, les groupuscules politiques piochent et recrutent dans le vivier sous-culturel, qui se compose principalement de membres de tribus rock et de hooligans des stades.

Observons d'abord les tenants d'un renouveau national-socialiste. Dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les nostalgiques du Troisième Reich conspirent et se regroupent. Il s'agit de créer une « Internationale noire ». En 1949, la fondation par l'Américain Francis Parker Yockey (1917-1960) du Front européen de libération s'inscrit dans le cadre de cette recomposition. En septembre 1951 est par ailleurs formée une autre structure internationale, le Nouvel Ordre européen, dont les principaux leaders sont le Français René Binet (1913-1957) et le suisse Gaston-Armand Amaudruz. En août 1962, l'Américain George Lincoln Rockwell (1918-1967), l'Anglais Colin Jordan (1923-2009) et la Française Françoise Dior (1932-1993) lancent de leur côté l'Union mondiale des nationaux-socialistes (WUNS).

Ces regroupements ont aujourd'hui disparu, à l'exception du Nouvel Ordre européen. Il existe cependant une multitude de dénominations qui se réfèrent au national-socialisme. Ce fut en France le cas de la Fédération d'action nationale et européenne, de Marc Fredriksen. Plus, tard, le Parti nationaliste français et européen, de Claude Cornilleau, qui provenait du nationalisme classique, noua des liens avec divers groupements néonazis.

Outre le Nouvel Ordre européen, qui poursuit ses activités, la mouvance est notamment dominée par l'activisme constant depuis 1972 du NSDAP-AO (*NSDAP-Aufbau und Auslandsorganisation*, c'est-à-dire à la fois organisation extérieure et organisation pour la renaissance du NSDAP, le parti nazi d'Adolf Hitler). Le NSDAP-AO est dirigé depuis les États-Unis par Gary Rex Lauck. L'influence américaine est ici prépondérante. D'une part, les néonazis américains bénéficient d'une totale liberté d'expression, qui leur permet d'imprimer et de diffuser dans le monde entier des textes échappant à la censure. D'autre part, ils bénéficient de l'appui de quelques milliardaires et hommes d'affaires qui adhèrent par ailleurs à l'un des *Ku-Klux-Klans* encore en activité, principalement le *Knights Party* (Parti des chevaliers), de Thomas Robb.

Les organisations qui se réclament du néonazisme se distinguent des autres courants par un racisme *suprématiste* et *biologique*. Les néonazis luttent pour la défense de la race blanche, prétendument menacée par les races inférieures.

Ancien waffen SS, Marc Augier dit *Saint Loup* (1908-1990) justifie sa fidélité au nazisme en puisant dans la sous-culture ésotérique : « Hitler était un Avatar, un homme

mandaté par les puissances supérieures, et envoyé sur terre pour lutter contre le temps, c'est-à-dire renverser la marche de l'évolution qui va de l'âge d'or au déluge [...] »⁴.

Il existe en parallèle une vaste mouvance sous-culturelle, incarnée non seulement par la tribu des *boneheads*, branche néonazie du mouvement skinhead, mais encore par les adeptes du « black metal national socialiste ». Skinheads et gothiques néonazis professent un hitlérisme vague et provocateur. Le soutien à Hitler va de pair avec la fascination pour les tueurs en série, sur fond de satanisme.

La mouvance des *boneheads* est structurée sur le plan international par le réseau *Blood and Honour*, fondé par le chanteur de Skrewdriver, Ian Stuart Donaldson (1957-1993). Il existe actuellement pléthore de groupes rock néonazis. On citera dans le désordre des groupes venus de toute l'Europe : Brutal Combat, No Remorse, Legion 88, Bunker 84, Bound for Glory, Evilskins, Celtic Warriors, English Rose, Public Enemy, Skinkorps, Klasse Kriminale, Dirlewanger, Battle Zone, sans oublier un *song writer* : Paul Burnley and the Fourth Reich.

Du côté du Black Metal, les figures clefs sont Burzum, Nokturnal Mortum, Der Stürmer, ou Absurd. Le mouvement est lui-même dominé par la personnalité du norvégien Kristian Larsson Vikernes, dit Varg Vikernes, ou encore Comte Grishnackh. Né en 1973, il a passé de nombreuses années en prison pour meurtre. Condamné à vingt-et-un ans en 1994, il est sorti en 2009⁵.

4. Saint-Loup, « Hitler, homme de gauche ou de droite ? », dans : Jean-Pierre Apparu, *op. cit.*, p. 98.

5. Voir à ce propos : Michael Moynihan et Didrik Soderlind, *Black Metal satanique, Les Seigneurs du chaos, L'ascension sanglante du métal et*

La mouvance sous-culturelle néonazie attire des personnages pour le moins pittoresques. C'est le cas de David Myatt. Cet Anglais né en Tanzanie en 1950 s'est imposé comme le théoricien d'un rapprochement secret entre néonazis et satanistes. Ancien membre du *National Socialist Movement* de Colin Jordan, il aurait dirigé une cellule néonazie pratiquant la lutte armée : *Combat 18*. Il a par ailleurs fondé un culte sataniste : *The Order of Nine Angles*. Figure culte de l'*underground* d'extrême droite, il s'est toutefois converti par la suite à l'islam. Ses brochures inspirent encore une frange non négligeable d'allumés, aux confins du black metal et du satanisme.

Le nationalisme révolutionnaire

Le nationalisme révolutionnaire se distingue du nationalisme classique par deux aspects : il se réfère non à la France, mais à l'Europe ; il est enfin strictement laïc.

Encore ces caractéristiques premières ne suffisent-elles pas à décrire un courant fortement atypique. Nicolas Lebourg en précise les contours dans *Le Monde vu de la plus extrême droite* : « Le nationalisme révolutionnaire se veut l'un des phénomènes politiques les plus originaux de ces dernières décennies. Il équivaudrait à un néofascisme qui serait un fascisme de "gauche", économiquement socialiste, globalement pro-soviétique durant la guerre froide, souvent philo-maoïste.

du satanisme, traduction de Sylvia Rochonnat, Camion Blanc, Rosières en Haye, 2005.

[...] Il est en tout cas certain que le nationalisme révolutionnaire se construit via une propagande sur le thème du fascisme de gauche et une stratégie qui se veut un léninisme de droite »⁶.

Le nationalisme révolutionnaire opère une rupture sémantique et idéologique avec la droite. Il prône une « troisième voie », par-delà le clivage gauche/droite. Il s'inscrit de ce point de vue dans le strict héritage du fascisme. Maurice Bardèche résume cette position : « Les notions de droite et de gauche sont propres au régime parlementaire et ne peuvent s'appliquer au fascisme qui rejette les mécanismes parlementaires. [...] Ne me demandez donc pas si je suis de droite ou de gauche. Je suis de droite contre les « gauchistes » qui eux paraissent des utopistes insensés et dangereux. Je suis de gauche contre la droite conservatrice dont l'égoïsme et la bêtise technocratique me dégoûtent. »⁷

Historiquement, le courant se structure le 4 mars 1962, lors de la conférence de Venise, à laquelle prennent part l'*Union Movement* de Grande-Bretagne, le *Reichspartei* d'Allemagne de l'Ouest, Jeune Europe (de Belgique) et le Mouvement social italien.

Les signataires de la conférence de Venise sont notamment Jean-François Thiriart (1922-1992), Adolf Von Thadden (1921-1996) et Oswald Mosley (1896-1980). Ils s'entendent sur une stratégie commune. Il s'agit de fonder un parti nationaliste européen intégré travaillant à l'édification d'une Europe nouvelle.

6. Nicolas Lebourg, *op. cit.*, p. 8.

7. Maurice Bardèche, « Le fascisme », dans Jean-Pierre Apparu, *op. cit.*, p. 38-39.

À dire vrai, la conférence de Venise s'inscrit dans la lente évolution historique d'une partie de l'extrême droite classique. Les premiers NR sont les héritiers des militants fascistes italiens qui ont critiqué l'embourgeoisement du régime de Mussolini. Ils se sont engagés derrière la République sociale italienne de Salò, en raison des mesures « socialistes » qu'elle a prises dans les derniers mois du fascisme. Ils se réclament aussi des « gauches » nationalistes allemandes : le courant « anticapitaliste » de Gregor Strasser (1892-1934) au sein du NSDAP, puis le Front noir de son frère Otto Strasser (1897-1974).

S'agit-il en quelque sorte de néofascistes orthodoxes ?

En juillet 1962, Dominique Venner publie une brochure importante : *Pour une Critique positive*⁸. Le texte s'inspire du *Que Faire ?* de Lénine. Il insiste sur la nécessité de rompre définitivement avec la droite modérée. Il prône une alliance internationale des nationalistes. Il opère enfin un glissement : alors que les militants d'extrême droite se réfèrent majoritairement au nationalisme *français*, il défend l'idée du nationalisme *européen*.

De 1963 à 1967, la revue *Europe-Action* apparaît comme la matrice du courant nationaliste révolutionnaire. Fondée par Dominique Venner et Alain de Benoist, elle est notamment animée par Lucien Rebatet (1903-1972), Pierre Vial, François Duprat, Jean Mabire (1927-2006) ou Georges Pinault dit *Goulven Pennaod* (1928-2000). Elle apparaît comme nationaliste européenne, strictement laïque, et forte-

8. (Dominique Venner), *Pour une critique positive, Écrit par un militant pour des militants*, 1964. La brochure a été écrite en 1962.

ment socialiste. Ses références sont naturellement le fascisme des origines, la République sociale italienne et le courant national-bolchevik. La stratégie politique est celle d'un léninisme de droite.

Dans les années soixante-dix, de nombreux groupes se réclament par la suite du nationalisme révolutionnaire, en un complexe ballet de sigles : le Groupe Action Jeunesse de Patrice Jeanneau, les Groupes nationalistes révolutionnaires de base de François Duprat, le Centre de documentation politique et universitaire de Michel Schneider, ou le Mouvement nationaliste révolutionnaire de Jean-Gilles Malliarakis. Dans les années quatre-vingt, le flambeau est repris par Troisième Voie, animé par Jean-Gilles Malliarakis, Christian Bouchet ou Serge Ayoub. À partir des années quatre-vingt-dix, Nouvelle Résistance (1991-1998) puis Unité radicale (1998-2002) témoignent de la permanence de ce courant.

Les NR constituent par ailleurs une infinité de structures minuscules, locales, régionales ou affinitaires, qui se font et se défont en un mouvement constant. Comme le remarque Nicolas Lebourg : « En effet, il n'y a pas une zone d'influence simple du nationalisme révolutionnaire mais des disséminations contradictoires. Sa structure de rhizome, tant culturel qu'organisationnel, lui a permis d'entrer en contact avec de nombreux espaces politiques et permet de les éclairer en retour »⁹.

Nationalistes modernistes, les NR semblent fascinés par l'adversaire d'extrême gauche. Ils en détournent le langage, se réfèrent à Che Guevara tout autant qu'à Mao Zedong, ou

9. Nicolas Lebourg, *op. cit.*, p. 15.

même à Guy Debord. Le nationalisme révolutionnaire se trouve ici à la pointe de l'extrême droite moderniste. Pour Nicolas Lebourg, « le maniement de la dialectique “gauchiste” par l'extrême droite radicale ne saurait en aucun cas être cantonné dans une vision complotiste, il est un réel travail de décloisonnement. [...] En tant que “réaction moderniste”, la mouvance retient, dans les leçons de Mai, le dogme de la nécessaire adéquation avec la réalité culturelle du temps, d'où vient qu'il ne faut point être obstinément réactionnaire, en particulier dans les questions de mœurs ». ¹⁰

Militant « historique » du nationalisme révolutionnaire, Christian Bouchet, qui anime le Réseau radical, lui-même issu d'Unité radicale, appelle de façon symbolique en 2007 à voter Jean-Marie Le Pen au premier tour des élections présidentielles, puis Ségolène Royal au second tour. Le nationalisme révolutionnaire apparaît ainsi au final comme un « post-fascisme de gauche ».

À l'exemple mimétique des trotskistes, les NR pratiquent l'entrisme au Front national. Dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, ils sont notamment présents dans l'entourage de Bruno Mégret. Au Front national, ils contrôlent à partir de 1989 la revue théorique *Identité*. Ils s'expriment aussi, en dehors du FN, dans le magazine *Nationalisme et République*, un luxueux périodique sur papier glacé qui bénéficie d'une diffusion en kiosques. Leur influence se manifeste visiblement lors des deux guerres d'Irak (1991-1992 et 2003-2004). Alors qu'il compte dans ses rangs bon

10. Nicolas Lebourg, « L'histoire d'Unité radicale », sur le site *Fragments sur les temps présents*, janvier 2010.

nombre de « nationaux » atlantistes, le FN s'engage résolument aux côtés de Saddam Hussein et prend le parti des nationalistes arabes.

Lors de la scission de Bruno Mégret en 1999, les NR rallient le Mouvement national républicain. C'est un faux pas, puisque l'aventure mégrétiste se solde par un naufrage électoral et politique. Ils ne rejoignent à nouveau le Front national que bien plus tard, et s'agrègent progressivement à l'entourage de Marine Le Pen. Les prises de positions laïques de l'actuelle dirigeante du Front national, ses diatribes « contre l'immigration et non contre les immigrés », ou l'inflexion « sociale » de son programme économique, semblent venir en droite ligne du corpus idéologique NR.

Outre le Front national, le courant s'incarne actuellement dans le réseau VoxNR/Les Nôtres de Christian Bouchet, qui a pris la suite du Réseau radical et prône l'entrisme. Animé par un skinhead « historique », Serge Ayoub dit *Batskin*, le mouvement Troisième Voie se présente comme un groupe ouvrier. Il anime des bars-lieux de vie, à l'image du Local, sis à Paris XV^e.

En Grande-Bretagne, les nationalistes révolutionnaires influencent également le *British National Party* (BNP). En Italie, le journal *Rinascita* apparaît depuis 1998 comme le seul et unique quotidien NR en Europe. Il se présente comme « le quotidien de la gauche nationale ».

Le national-communisme

En un sens, les divers courants nationaux-communistes ne font que prolonger et affirmer la spécificité nationaliste

révolutionnaire. Il existe cependant des différences notables entre les NR et les nationaux-communistes.

Les NC proviennent historiquement d'une filière allemande. Dans les années vingt et trente, les nationaux-bolcheviks agissent au sein de la Révolution conservatrice. Fascinés par le stalinisme, ils plaident pour une alliance géostratégique entre Allemands et Russes. Le modèle léniniste est selon eux valable, dès lors qu'il est formulé à la manière de Staline : « le socialisme dans un seul pays ». Les théoriciens nationaux-bolcheviks, Ernst Niekish (1889-1967), ou Otto Strasser sont, pour la plupart, hostiles au nazisme¹¹.

Leur influence est capitale dans le processus de maturation des courants NR et NC. Nicolas Lebourg insiste sur l'importance de la pensée allemande : « La modernisation "à gauche" du nationalisme est en fait avant tout un détour allemand de la pensée "identitaire" la plus extrême droitière »¹².

Le Belge Jean-François Thiriart s'impose après-guerre comme un passeur et un transmetteur des idées nationales-bolcheviks. Né en 1922, il est touché en 1939 par une « révélation » politique. Le pacte germano-soviétique lui semble exemplaire. Il ne cache pas son admiration pour le ministre des Affaires étrangères du Troisième Reich, Joachim Von Ribbentrop (1893-1946). Lorsque les troupes allemandes envahissent la Belgique, il entre dans la collaboration et

11. Sur le national-bolchevisme des années vingt et trente, voir notamment : Louis Dupeux, *National Bolchevisme, stratégie communiste et dynamique conservatrice*, 2 tomes, Librairie Honoré Champion, Paris, 1979.

12. Nicolas Lebourg, *Le Monde vu de la plus extrême droite*, *op. cit.*, p. 54.

rejoint les Amis du Grand Reich allemand. Alors que ses camarades d'extrême droite expriment un anticommunisme virulent, il tient en estime Staline et Hitler. Après la guerre, il s'engage dans les forces hostiles à la décolonisation du Congo belge. Il en vient tout naturellement à soutenir l'OAS. En 1962, il fonde le mouvement transnational Jeune Europe et participe à la conférence de Venise, qui marque les débuts du courant nationaliste révolutionnaire.

Jeune Europe se démarque toutefois rapidement des autres organisations. On sait que les NR se distinguent d'emblée par une référence constante au « nationalisme européen ». Au vrai, la notion n'est pas dénuée d'ambiguïté. Elle renvoie insidieusement au nationalisme européen professé naguère par les puissances de l'axe. Elle est sous-tendue par une vision raciste. Nicolas Lebourg rappelle judicieusement que le Troisième Reich a publié pendant la Deuxième Guerre mondiale un journal en douze langues : *La Jeune Europe*. Le périodique vantait la Waffen SS et luttait « pour la libération européenne » : « La diffusion de l'organe est assurée par les collaborationnistes, par exemple en France par les Jeunes de l'Europe nouvelle »¹³. Au nombre des personnalités qui s'exprimaient dans *La Jeune Europe* figuraient Marcel Déat, Julius Evola ou Jose Ortega y Gasset.

Avec Thiriart, la référence à l'Europe n'a rien de racial. Il ne garde qu'une conception géopolitique. Il envisage l'idée d'une « nation Europe », sans tenir compte des origines ethniques des protagonistes. Il se veut porteur d'une vision messianique et impériale. Il défend des positions anti-améri-

13. *Ibid.*, p. 30.

caines, anti-impérialistes, et prône une alliance entre l'Europe et la Chine communiste. Il souhaite organiser la lutte armée contre « l'occupant américain » et tente d'établir des brigades révolutionnaires européennes. Des contacts sont pris avec la Chine, la Yougoslavie, la Roumanie, l'Irak et l'Égypte.

Jean-François Thiriart rencontre Zhou Enlai en 1966 et Gamal Abdel Nasser en 1968. Jeune Europe figure parmi les premiers appuis de l'Organisation de libération de la Palestine. Membre de Jeune Europe, le belge Roger Coudroy meurt au combat avec un commando du mouvement El Fatah le 3 juin 1968.

En 1969, Jeune Europe se disloque. Certains de ses partisans rejoignent l'extrême gauche maoïste, à l'exemple de Renato Curcio, fondateur des Brigades rouges italiennes. L'organisation Lutte du peuple (OLP) maintient cependant la flamme au long des années soixante-dix. En 1984, le Belge Luc Michel fonde, avec l'appui de Thiriart, une nouvelle formation transnationale, le Parti communiste national-européen (PCN), qui existe encore à ce jour, Thiriart étant décédé en 1992.

1992 : l'écrivain russe Alexandre Limonov lance pour sa part le Parti national-bolchevik. Il l'abandonne quelques années plus tard, mais le parti poursuit ses activités. En France, le Mouvement national-bolchevik en est l'émanation.

L'Organisation socialiste révolutionnaire européenne (OSRE), qui plaide pour « un socialisme aux couleurs de la France et de l'Europe », est soutenue par Alain de Benoist. Elle édite à Toulouse le journal *Rébellion*. De son côté, l'écrivain Alain Soral anime le mouvement Égalité et

réconciliation, qui campe sur des positions anticapitalistes, antisionistes et tiers-mondistes.

Quant au théoricien russe Alexandre Douguine, il anime le Mouvement eurasiste, qui promeut l'alliance euro-asiatique. C'est aussi le cas d'Alexandre Limonov. Depuis qu'il a quitté le PNB, il anime en Russie un groupe nommé Eurasie. L'eurasisme s'inscrit à l'évidence dans l'héritage de la pensée de Jean-François Thiriart. Douguine et Limonov divergent cependant sur un point important : le premier apporte un soutien critique au régime de Vladimir Poutine, tandis que le second se pose en opposant résolu.

Ces mouvements disparates structurent en tout cas dans toute l'Europe une sorte de « gauche nationaliste », qui milite pour un socialisme enraciné. Peut-on véritablement parler de « communisme » ? Si l'on entend par là le système politique élaboré par Karl Marx, ce n'est pas le cas. Pour Marx, le communisme est marqué par l'abolition du salariat et par la disparition des frontières. Les nationaux-communistes luttent en revanche pour un modèle « socialiste national », inspiré du léninisme. Pour reprendre une formule de Nicolas Lebourg, ils forgent « une extrême droite au-delà de l'extrême droite, pour représenter une tendance en opposition totale, politique, culturelle et philosophique, au "système". »¹⁴

Fondateur en 1966 des Amis du socialisme français et de la Commune, une association aujourd'hui en veilleuse qui s'est rendue longtemps en cortège annuel au cimetière parisien du Père Lachaise pour fleurir le Mur des Fédérés, René Dayras invoque une « autre gauche » : « La Commune (de

14. *Ibid.*, p. 228.

Paris) était certainement un phénomène de gauche, mais d'une gauche patriotique, que la gauche actuelle ne représente pas. D'autre part, des hommes comme le colonel Louis Rossel qu'on serait tenté de classer à droite, mais une droite sociale, y ont également participé. Ce sont ces deux tendances que nous nous efforçons de faire renaître »¹⁵.

À l'image de René Dayras, qui veut réconcilier les extrêmes, les nationaux-communistes ne déplacent jamais réellement le curseur vers la gauche. Ils ne font qu'y puiser des éléments partiels de doctrine et de stratégie. Les nationaux-communistes ne sont pas communistes.

Les post-nationalismes

Comment la frange moderniste de l'extrême droite en est-elle venue à remettre en question le nationalisme, alors même que cette notion en constituait le ciment historique ? La « Nouvelle Droite » joue ici un rôle moteur, même si l'on ne saurait réduire son entreprise de réexamen à la seule critique du nationalisme. Alain de Benoist explique son refus du nationalisme : « Le nationalisme n'est pas l'idéologie dans les termes de laquelle doit nécessairement se formuler toute revendication d'identité collective. [...] Pour être plus précis, disons qu'il y a deux manières différentes de poser l'affirmation d'une identité collective. La première, qui pourrait être celle du nationalisme, se borne pour un individu à défendre *son* peuple, tandis que la seconde, soucieuse avant tout de

15. Xavier Cheneseau, *op. cit.*, p. 6.

diversité, voit la nécessité de défendre *tous* les peuples contre les idéologies qui menacent de les éradiquer »¹⁶.

Il raisonne en termes d'identité collective. La nation est-elle aujourd'hui le cadre le plus approprié à son expression ? La nation est un fait d'histoire. Elle n'a rien d'intangible. L'Europe se construit aujourd'hui sur des socles identitaires régionaux, linguistiques, ou religieux.

Allons-nous vers une *Europe aux cent drapeaux*, pour paraphraser un livre du fédéraliste Yann Fouéré (1910-2011), publié en 1968¹⁷ ? C'est dans le contexte du dépassement du nationalisme, qu'Alain de Benoist évoque la question de l'Empire, comme structure permettant de fédérer souplement une pluralité d'identités collectives. Il s'agit en tout état de cause d'opposer à l'individu-roi du libéralisme un ressourcement du lien communautaire : « Qu'est-ce qui distingue fondamentalement l'Empire de la nation ? C'est d'abord le fait que l'Empire n'est pas avant tout un territoire, mais fondamentalement un principe ou une idée. L'ordre politique y est en effet déterminé, non par des facteurs matériels ou par la possession d'une étendue géographique, mais par une idée spirituelle ou politico-juridique »¹⁸.

À partir des années quatre-vingt-dix, cette prise de position atypique déclenche en tout cas dans une partie de l'extrême droite un débat collectif, qui débouche sur un « tournant identitaire », plusieurs groupes politiques se détournant du nationalisme pour avancer, de façon parfois

16. Alain de Benoist, *op. cit.*, p. 87-88.

17. Yann Fouéré, *L'Europe aux cent drapeaux, Essai pour servir à la construction de l'Europe*, Presses d'Europe, Paris, 1968.

18. Alain de Benoist, *op. cit.*, p. 457.

confuse, la notion d'identité. La principale organisation qui témoigne de cette évolution est le Bloc Identitaire. Issue du groupe nationaliste révolutionnaire Unité radicale, cette organisation a été créée le 6 avril 2003.

Unité Radicale a elle-même été créée en 1998 par des militants désireux de remettre en question la forme organisationnelle verticale. Le mouvement se présente comme un « réseau », au sens que lui donnent à la même époque les modernistes issus des extrêmes gauches : une forme horizontale, souple, fédérant les initiatives. Unité radicale, qui pratique l'entrisme dans le Front national, puis dans le Mouvement national républicain de Bruno Mégret, voit s'agréger des éléments de toutes sortes. Cela n'a rien d'étonnant, puisque l'on sait que l'extrême droite se caractérise par une grande fluidité idéologique et par un nomadisme constant, d'un groupe à l'autre et d'un courant à l'autre. En 1997, le Parti nationaliste français et européen disparaît. Cette formation proche du néonazisme avait attiré de nombreux skinheads à la recherche d'un nouvel abri organisationnel. Maxime Brunerie est l'un d'eux. Il s'agrège à la mouvance d'Unité radicale et, au terme d'une dérive marquée par le désespoir et la solitude, tente d'abattre le Président de la République, Jacques Chirac, le 14 juillet 2002. À la suite de l'attentat manqué, Unité radicale est dissoute.

Quelques temps plus tard, le Bloc identitaire voit le jour. Dirigé par Fabrice Robert et Philippe Vardon, il se place *de facto* dans un au-delà du nationalisme. Il promeut une forme de fédéralisme, nuancé de régionalisme, et s'inspire notamment de la puissante Ligue du Nord, en Italie, qui prône la sécession de ce qu'elle nomme « la Padanie ». Il s'agit d'une

organisation activiste, qui multiplie les opérations spectaculaires : commandos contre des fast-food halals, « apéros saucisson-pinard », ou manifestations musclées. Le Bloc identitaire a ouvert dans toute la France des « maisons de l'identité » qui servent de locaux publics et de lieux de réunion. Il contrôle les Jeunesses identitaires, ainsi qu'un label musical : Alternative-s. Il anime enfin sur Internet une agence de presse : Novopress. info. Il revendique environ deux mille militants, et tente d'incarner une alternative activiste au Front national.

Les 17 et 18 octobre 2009, il organise à Orange une Convention identitaire, à laquelle prennent part aussi bien des partis populistes que des groupes nationalistes ou des formations identitaires. Parmi les invités figurent notamment trois puissants partis populistes : l'Union démocratique du centre (Suisse), la Ligue du Nord (Italie) et le FPO (Autriche).

Il existe aujourd'hui dans toute l'Europe une mouvance identitaire, qui s'incarne notamment dans *Asemblea identitaria* (Espagne), *Causa Identitaria* (Portugal), Les Identitaires de Romandie (Suisse), ou les Identitaires de Wallonie-Bruxelles (Belgique).

Le Bloc identitaire concentre aujourd'hui l'essentiel de son action dans la lutte contre « l'islamisme ». Il se place dans la continuité des groupes qui, depuis le 11 septembre 2001, considèrent les islamistes comme une menace principale.

Le mouvement Terre et Peuple, de Pierre Vial, défend lui aussi, depuis 1994, une vision identitaire. Vial vient du GRECE. Il s'est séparé d'Alain de Benoist sur la question de l'engagement politique. Proche un temps du Front national,

il se réclame d'un paganisme religieux, et s'inscrit dans l'héritage *völkisch* de la Révolution conservatrice allemande. Terre et Peuple se donne pour objectif de réaffirmer les racines païennes et celtiques des peuples européens.

Il diverge ainsi d'Alain de Benoist. Alors que le théoricien s'en tient pour l'heure à une vision questionnante de l'identité, Pierre Vial défend un traditionalisme européen et païen. Chaque année, le mouvement organise une Université d'été, qui rassemble près de mille personnes. Terre et Peuple se sépare du Bloc identitaire sur un point important. Si le BI tient l'islamisme pour l'ennemi principal, Terre et peuple dénonce avant tout « l'extrême droite pro-israélienne », constituée à ses yeux de « renégats » et de « collabos ».

Quoi qu'il en soit, les mouvements identitaires, qui défendent souvent un certain régionalisme, paraissent aujourd'hui marquer des points.

De l'extrémisme politique à la pensée radicale

FIN DE LA RÉVOLUTION ?

En conclusion de ce voyage, il est temps de poser les questions qui fâchent... Un autre monde est-il possible, ou la révolution est-elle toujours, par nature, porteuse de déception ? La question du projet révolutionnaire et de sa viabilité renvoie dès l'abord à l'horizon mystérieux et angoissant du Grand Soir. Qu'est-ce que la révolution, sinon l'absolu bouleversement, celui qui modifie la substance et non l'accident ? La révolution, c'est la destruction du système, la mise à mort du roi, du tsar, l'édification d'un monde radicalement nouveau.

Le coup de balai salvateur est-il encore envisageable, ou bien relève-t-il d'une mythologie désuète, surannée, caduque ? Dans un livre important, *De la Révolution aux révoltes*¹, Jacques Ellul observe que « maintenant l'ère des révolutions est close ». La remarque pourrait choquer bien

1. Jacques Ellul, *De la révolution aux révoltes*, édition originale, Calmann-Lévy, Paris, 1972, réédition, La Table ronde, Paris, 2011, p. 498.

des tenants du salut commun. L'auteur estime en réalité que les divers surgissements de colère sociale ou politique ne remettent pas en cause la nature d'un système qui s'est imposé jusqu'à dominer la planète avec la force de l'évidence. Il y a certes des crises sociales de grande ampleur, des émeutes sanglantes, des guerres civiles. Jacques Ellul observe cependant que « cette société ne peut plus être véritablement mise en cause. Seulement ses apparences ».

En d'autres termes, les éruptions sociales conduisent, au minimum à des réformes, au maximum à des changements de dirigeants. La nature même du système n'est plus remise en cause. On l'a vu en Tunisie ou en Égypte. Dans les deux cas, le système a tenu, tandis que les régimes se sont au mieux démocratisés.

Alors même que la révolution, dans son extrême même, se voit ainsi bafouée, au profit de révoltes canalisées, les mouvements politiques révolutionnaires connaissent, partout dans le monde, un regain d'influence. En France, les extrêmes gauches manifestent leur vitalité dans la rue, plus que dans les urnes. On les a vues participer activement à l'automne 2010 au puissant mouvement social contre la réforme des retraites. Elles sont sociologiquement implantées dans la population et bénéficient de bastions, locaux, régionaux, professionnels, syndicaux. Elles règnent sur une partie de l'économie sociale.

En parallèle, la prolifération des partis populistes, qui témoigne de la dissémination des discours extrémistes, est l'un des faits majeurs de l'époque présente. Les populistes prétendent rassembler l'ensemble des « ennemis du système »,

sous une bannière démagogique. Ils se développent dans toute l'Europe. Au même moment, on voit les crises sociales se multiplier : Guadeloupe, Grèce, Tunisie, Égypte... Autant d'éruptions populaires et de cris de colère.

Tel est bien le paradoxe pointé par Jacques Ellul dès 1972. Nombreux sont aujourd'hui les porte-drapeaux de la révolution. Mais les « mouvements sociaux » ne menacent pas le système. Ils ne font que fragiliser les gouvernements. Ils provoquent des réformes. Ils contraignent les partenaires sociaux à des négociations.

Comment en est-on arrivé à un tel état de fait ? L'absence de réel projet révolutionnaire tient sans doute à la question du renouvellement. Il existe dans les différents courants extrémistes des sensibilités modernistes et rénovatrices. Celles-ci interrogent le corpus idéologique. Comment présenter au XXI^e siècle une alternative crédible au capitalisme, quand les expériences du XX^e siècle ont généralement échoué dans le sang et les larmes ? Cette question cruciale n'est pas tranchée. En attendant, les forces révolutionnaires peinent à incarner une voie de salut. Il leur faut sans doute opérer en leur sein une révolution *culturelle*, seul préalable à la révolution sociale qu'elles appellent de leurs vœux.

L'EXTRÉMISTE, FIGURE ULTIME DU LIBÉRAL ?

Le tableau semble décidément bien sombre. La perspective révolutionnaire, qui soude la plupart des ennemis du

système, par-delà leurs provenances politico-idéologiques et leurs choix sociétaux futurs, s'apparente-t-elle à un mirage, et doit-on la tenir pour un but symbolique ? La révolution n'est-elle devenue qu'un « horizon régulateur », pour reprendre une formule kantienne de Daniel Bensäid ? Horizon lointain, elle s'éloigne à mesure que je m'approche. Mais elle me régule et donne sens à mon être-là.

La mise en question de la révolution implique au final de s'interroger sur un personnage expérimental et mystérieux, que l'on nommera « le révolutionnaire ». Qui est-il enfin, ce guerrier en colère, qui veut détruire l'ordre présent et ourdit perpétuellement des stratégies de rupture ? Laird Wilcox réduit l'étude des extrémismes à une sociologie des comportements. Les extrémistes ne sont-ils en fin de compte que des inadaptés sociaux, des déclassés, des rebelles à l'autorité ?

Dans *L'Âge des extrêmes*, Eric Hobsbawm observe au XX^e siècle une inquiétante transformation de l'homme : « C'est la désintégration des anciennes formes de rapports sociaux et, avec elle, la rupture des liens entre les générations, c'est-à-dire entre le passé et le présent. Ce phénomène a été particulièrement flagrant dans les pays les plus développés du capitalisme à l'occidentale, où ont prédominé les valeurs d'un individualisme asocial absolu »².

La montée des extrêmes s'explique-t-elle par la dissolution des liens sociaux traditionnels ? La figure de l'extrémisme est bien souvent celle de l'individu roi, qui prétend s'affranchir des rênes de l'idéologie. C'est pourquoi

2. Eric Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes*, *op. cit.*, p. 37.

nous avons insisté au début de cet ouvrage sur le trinôme hiérarchie/violence/transgression. L'extrémiste est l'homme du « non ». Il rejette ce monde, dans sa globalité, et ne peut se contenter de réformes parcellaires. Dès lors, il se constitue dans le refus absolu et permanent des valeurs dictées par l'idéologie.

Doit-on le définir comme le « rebelle ultime », ou bien s'insère-t-il, à son corps défendant, dans le paysage idéologique contemporain qu'il réfute et conchie ? Dans un célèbre discours prononcé en 1819, *De La Liberté des anciens comparée à celle des modernes*, Benjamin Constant observe que l'ère moderne est justement marquée par une nouvelle conception de la liberté. Autrefois, la liberté résidait dans la participation à la vie de la Cité, dans l'activité politique et l'engagement social. Aujourd'hui, elle se définit par le retrait des affaires publiques. Commentant cette thèse, Thibault Isabel affirme : « Il apparaît nettement que la fragmentation sociale est déterminante dans le développement des mentalités contemporaines. Règne désormais le mythe de l'individu-souverain, qui s'appuie essentiellement sur un fantasme de toute puissance »³.

L'homme révolté dont parle Albert Camus n'est-il en fin de compte qu'un produit de l'idéologie ? L'affirmation individuelle est constitutive de la philosophie libérale. L'extrémiste n'est-il pas de ce point de vue la figure ultime de l'individu-roi, propre à la philosophie libérale ?

3. Thibault Isabel, « Les hommes et la cité : une approche psychologique », *Krisis* n° 28, juin 2006, p. 7.

DE LA DISSÉMINATION SAUVAGE
À L'EXTRÉMISME SANS CAUSE

On assiste de nos jours à la dissémination massive et désordonnée d'idées ou de comportements extrêmes. Cette dissémination s'effectue largement, dans le champ politique, par le biais des divers surgissements populistes, ainsi qu'on l'a vu précédemment⁴. Nous savons par ailleurs que les populismes ne sauraient être définis comme de simples branches de l'extrême droite, puisque certains d'entre eux se relient à la gauche. Plus largement, l'extrémisation de la vie politique s'impose comme une donnée récurrente. Le phénomène touche la plupart des familles de pensées.

Elle est particulièrement frappante dans le cas des minorités écologistes. On assiste depuis quelques années au développement de la *deep ecology*, ou écologie profonde. Son principal théoricien, le norvégien Arne Naess (1912-2009), considère l'humanité comme étant partie prenante de l'écosystème planétaire. Il importe à ses yeux de passer de l'anthropocentrisme au biocentrisme. Certains vont cependant plus loin. Ils estiment que le principal adversaire de Gaïa, la planète Terre, c'est l'humanité. Il est nécessaire de freiner ou de réduire la population humaine, pour protéger un monde en voie de destruction.

Les tenants de l'écologie profonde, regroupés dans le réseau international *Earth First* (La Terre d'abord), envisagent des solutions radicales. Il en est qui pratiquent l'éco-terro-

4. Voir dans cet ouvrage : « L'épineuse question du populisme », p. 195-199.

risme, menaçant les entreprises polluantes et les chercheurs dans les domaines à risques. D'autres préconisent un strict contrôle des naissances, ou même une politique d'euthanasie.

Par bien des aspects, l'écologie profonde s'inscrit dans l'héritage de la Révolution conservatrice allemande, qui prétendait réconcilier l'homme et la nature. Fondé à Berlin en 1895, le mouvement des *Wandervögel* (oiseaux migrants) s'insère dans la mouvance *völkisch*. Cette communauté de randonneurs naturalistes exalte la beauté des corps nus et la nature invaincue. La nature n'est pas perçue ici comme un champ idyllique, mais comme le lieu où s'exercent les sélections naturelles. La nature, c'est le site d'un combat permanent pour la survie entre le fort et le faible. En France, les adeptes de l'écologie profonde participent, pour certains, aux divers partis écologistes. D'autres sont proches du Front national, à l'exemple de Laurent Ozon, fondateur du journal écologiste *Le Recours aux forêts* et membre du Bureau politique du FN.

Si l'écologie profonde réveille des thématiques apparues originellement à droite, les mouvances *primitivistes* se relient aux toutes premières sensibilités anarchistes. Le courant primitiviste s'insère, lui aussi, dans l'écologie. Mais il évolue dans l'univers mental de la gauche. Les primitivistes rêvent d'un âge d'or sans machine. La nature n'est pas perçue comme un lieu de combat, mais comme un paradis perdu.

On a évoqué plus haut dans ce livre le cas de l'Encyclopédie des nuisances, un groupe post-situationniste ayant évolué vers une critique de la technique. L'Encyclopédie des nuisances a notamment publié en 1998 un livre de Theodore J. Kaczynski, *La Société industrielle et son avenir*.

Par-delà le message primitiviste de Kaczynski, on retient surtout qu'il s'agit d'un meurtrier éco-terroriste, qui purge actuellement une longue peine de prison. Il est connu du grand public sous le sobriquet *Unabomber*, que lui avait à l'époque accolé le FBI.

Plus récemment, l'éditeur suisse Xenia a édité les œuvres complètes de Kaczynski sous ce titre : *L'Effondrement du système technologique, Unabomber, l'œuvre complète*⁵.

Maître d'œuvre de la publication, le Français Patrick Barriot est par ailleurs l'éditeur de l'ancien dirigeant du mouvement Action directe, Jean-Marc Rouillan. Il se flatte d'être à la fois l'ami de ce dernier et de Theodore J. Kaczynski. Ancien militaire français ayant servi dans l'ex-Yougoslavie, il justifie la lutte armée : « La violence ciblée d'un militant d'Action directe est-elle plus inhumaine que la violence étatique qui tue des civils innocents à coups de répressions féroces (Gênes), de guerres préventives (Irak, Afghanistan), ou de sanctions économiques (embargos économiques contre la Serbie et l'Irak) ? D'un côté une violence ciblée surexposée par les médias et la propagande du Système, de l'autre une violence de masse soigneusement occultée ou justifiée⁶. »

Patrick Barriot représente un cas intéressant. Il comprend et justifie des actes de lutte armée, sans pour autant s'inscrire lui-même dans un courant extrémiste répertorié.

5. Theodore J. Kaczynski, *L'Effondrement du système technologique, Unabomber, l'œuvre complète*, traduction, édition et préface de Patrick Barriot, postface de David Skrbina, Xenia, Vevey, 2008.

6. Patrick Barriot, « Pourquoi le futur a besoin de Ted Kaczynski », dans : Theodore J. Kaczynski, *op. cit.*, p. 15.

Il apparaît de façon significative comme un *extrémiste sans cause*, qui peut nouer simultanément des liens avec un communiste libertaire (Jean-Marc Rouillan) et un écologiste primitiviste (Theodore Kaczynski).

La dissémination sauvage des thématiques extrémistes passe aussi par les outrances de langage et par les raisonnements jusqu'au-boutistes. On le voit avec la dérive de l'humoriste Dieudonné, qui finit par inviter sur scène le révisionniste Robert Faurisson, ou encore avec le Mouvement des damnés de l'impérialisme de Kémi Seba, qui prône une stricte séparation entre les races. Dans les deux cas, on observe un certain flou idéologique, qui va de pair avec un discours provocateur, et un désir de mettre à mal le consensus dominant.

On assiste actuellement à la démultiplication des extrémistes sans cause, qui incarnent peut-être une forme nouvelle de nihilisme.

POLITIQUE OU CULTURE ?

À ce point du récit, on pourrait aisément sombrer dans un pessimisme combatif. Le mythe de la révolution n'est-il pas en train de se désagréger, tandis que l'extrémiste semble incarner, non un rebelle absolu, mais l'individu-roi, figure ultime de l'idéologie dominante ? Il importe à ce point de décentrer le regard.

En dépit de l'intolérance, de la violence, du terrorisme et des outrances de certains acteurs de la scène extrémiste,

notre objet d'étude se révèle paradoxalement riche de potentialités insoupçonnées. Le faisceau doit pivoter, du politique vers le *culturel*. Sur un plan culturel, les mouvements extrémistes, ou du moins certains d'entre eux, sont-ils, ou ont-ils été les foyers d'émergence de *pensées radicales* ? C'est notre constat. Ici se tient le point central. Pour l'appréhender, il s'avère nécessaire de prendre en compte la notion de *contre-culture*.

Contre-culture... Voici à l'évidence une formule équivoque. Relève-t-elle de la sophistique ou de la dialectique ? Doit-on légitimement la soupeser, ou bien incarne-t-elle une forme de brouillard, occultant le réel ?

L'appellation semble d'autant plus suspecte qu'elle respire la nostalgie d'un temps révolu. Elle évoque les années soixante et le rêve hippie. Elle renvoie à la baie de San Francisco, au *swinging London*, à la *Factory* d'Andy Warhol ; on songe aux écrivains liés à la *beat generation* : Jack Kerouac, Allen Ginsberg, Alan Watts, Lawrence Ferlinghetti, William Burroughs ; on pense aux rockers flamboyants de l'ère psychédélique : Grateful Dead, Jefferson Airplane, Spirit, Quicksilver Messenger Service, Pink Floyd, Soft Machine, Tangerine Dream...

Cette notion énigmatique, baroque et apparemment passéiste permet-elle de penser le présent ? Par quel chemin tortueux ? À dire vrai, la contre-culture renvoie dès l'abord à la culture, dont elle est le reflet dans un miroir déformant. Mais qu'est-ce qu'une culture ? On sait que le terme recouvre plusieurs acceptions.

La culture s'oppose d'abord à la nature. C'est la culture qui nous rend maîtres et possesseurs de la nature. L'homme est-il un animal doué de culture ?

La culture, c'est aussi l'ensemble des disciplines culturelles. Le ministère de la Culture prétend légiférer dans les domaines du cinéma, de la danse, du théâtre, des arts plastiques, du cirque, ou de la musique. Il y a des pages « cultures » dans les principaux journaux.

Dans *Les Mots et les Choses*, Michel Foucault identifie pour sa part un dispositif nommé l'*Epistémè*. Il traduit ce mot grec par : « champ culturel »⁷. La culture désigne ainsi le système des représentations propres à une époque donnée. Elle structure l'idéologie, la pensée dominante. De ce point de vue, elle est architectonique, par rapport aux disciplines culturelles, tout autant qu'à la politique.

La culture est le système idéologique qui structure l'époque présente. Nous postulons que se dresse, face à elle, une autre représentation, alternative et dialectiquement opposée. À l'image de la culture dominante, cette anti-culture envahit chaque domaine de la vie.

Le champ culturel est-il ainsi comparable à un continent bordé de mers en furie ? Se pourrait-il qu'en dehors de la *doxa*, de l'idéologie, un grouillement se perpétue en secret ? Le système des représentations les plus communément acquises se voit-il contredit et contrebalancé sans cesse par une multitude de propositions alternatives ?

En 1989, Greil Marcus publie aux États-Unis un ouvrage surprenant⁸. Dans *Lipstick Traces* (Traces de rouge à lèvres), il prétend narrer « l'histoire secrète du XX^e siècle ». Il

7. Michel Foucault, *Les Mots et les choses, Une Archéologie des sciences humaines*, Gallimard, Paris, 1966.

8. Greil Marcus, *Lipstick Traces, Une Histoire secrète du vingtième siècle*, traduction de Guillaume Godard, Allia, Paris, 1988.

s'agit de rendre justice à *l'autre* histoire... Celle des minoritaires, des marginaux, des extrémistes, des avant-gardistes, des délaissés, des sans-grades. Le récit des marginalités s'apparente-t-il à une somme d'indices, comparables aux traces déposées par un baiser ?

Dans *Le Fil et les traces*, Carlo Ginzburg ne dit pas autre chose : « Il y a longtemps maintenant que je suis historien : j'essaie de raconter des histoires vraies (qui ont parfois le faux comme objet), en me servant des traces »⁹. Husserl questionnait déjà la trace. La quête des traces imperceptibles et de la diffusion paradoxale s'inscrit en tout cas selon Ginzburg dans la démarche de la « micro-histoire ».

Il nous faut ainsi partir à la rencontre des traces secrètes, en un voyage incertain et « micro-historique », à la rencontre des contre-cultures.

UN CHEMINEMENT SOUTERRAIN

Ce qui frappe chez Greil Marcus, c'est le fait que tout part de l'art et des artistes. Les mouvements artistiques apparaissent comme les lieux privilégiés des révolutions culturelles, qui excèdent les frontières des disciplines artistiques.

Il importe de remonter à Dada. En 1916, Tristan Tzara, Kurt Schwitters et les autres sont les hommes du coup d'envoi fondateur. Au vrai, Dada s'impose comme une avant-

9. Carlo Ginzburg, *Le Fil et les traces, Vrai faux fictif*, traduction de Martin Rueff, Éditions Verdier, Lagrasse, 2010.

garde paradoxale. Ce courant affirme sa volonté de désacraliser l'œuvre d'art, qui se voit sommée de sortir de ces mouvoirs que sont les musées.

Par-delà le charme éternel de la provocation, Dada déclare déjà la guerre à l'idéologie. Il s'agit de contrer l'art institutionnel, celui des conservatoires et des académies. Place au peuple, à la foule, à l'émeute, à la rue. Le message est limpide. La création ne doit plus être réservée à une élite. Dada initie une révolution profanatrice et désacralisante. Dès lors, le récit des avant-gardes prend au XX^e siècle un visage nouveau.

À bien des égards, le Groupe surréaliste endosse l'héritage de Dada. Mais ce qui est frappant ici, c'est la *dissémination*. Les surréalistes élargissent le spectre de l'intervention, jusqu'aux domaines les plus divers : peinture, cinéma, théâtre, poésie, musique, photographie...

Naguère, les mouvements artistiques se cantonnaient en général à un seul domaine : littérature, peinture, ou musique. Dada, puis les surréalistes, imposent une vision globale, qui s'applique à toutes les disciplines artistiques.

D'autres cénacles poursuivent le combat. On songe, parmi beaucoup d'autres, aux futuristes (russes et italiens), aux vorticistes (anglais), ou aux lettristes (français).

Fondée en 1957, l'Internationale situationniste paraît à l'origine s'inscrire dans la filiation de Dada. Il s'agit de prolonger la révolution initiée par Raoul Hausmann et ses camarades. Hier, Dada voulait révolutionner l'art. Il faut maintenant dépasser l'art dans la vie elle-même. Tel est le fondement du projet situationniste.

Cette conception post-dadaïste induit toutefois chez les situationnistes un raisonnement inédit. Partant du constat que la société des années soixante bride l'épanouissement individuel, Guy Debord, Raoul Vaneigem et leurs amis s'adonnent à une surprenante phénoménologie de la vie quotidienne. Ils finissent par mettre au jour les rouages de la société, en un regard qui prolonge celui d'Henri Lefebvre ou Jacques Ellul et annonce le travail de Jean Baudrillard. Ce qui importe ici, c'est encore la dé-limitation du champ. Le mouvement sort de l'enclos artistique, pour questionner la globalité de l'*Epistémè*.

VERS UNE CONTRE-CULTURE

Le terme de « contre-culture » ne surgit aux USA qu'en 1966, dans le contexte des mouvements étudiants hostiles à la guerre du Viet Nam. D'emblée, l'Amérique se distingue de l'Europe. Alors que sur le vieux continent, les courants contestataires relèvent de la sphère politique et s'agrègent à des familles extrémistes répertoriées, la foule des groupuscules américains se trouve dépassée par un mouvement plus global, qui s'apparente à une forme de populisme spiritualiste et anti-technologique. Dans *De la Révolution aux révoltes*, Jacques Ellul relie hardiment les hippies aux *Wandervögel* allemands : « On voyait sur les routes allemandes des jeunes gens barbus et chevelus, culotte courte de cuir, guitare sur le dos. [...] Ils étaient des milliers : Wandervögel, qui furent les premiers ferments des jeunesse nationales socialistes »¹⁰.

10. Jacques Ellul, *op. cit.*, p. 274.

En 1968, Theodore Roszak publie un livre manifeste au titre emblématique : *Vers une contre-culture*¹¹. Il s'agit d'opposer à la « société bourgeoise » une « contre-culture » générationnelle qui la défie et la mine de l'intérieur. Encore Theodore Roszak éprouve-t-il une certaine difficulté à identifier l'objet mystérieux qu'il invoque : « Il paraît à peine exagéré en effet d'appeler "contre-culture" [...] une culture si radicalement détachée des idées générales de notre société que pour beaucoup elle ne ressemble plus du tout à une culture mais prend l'apparence inquiétante d'une intrusion barbare ».

La contre-culture serait-elle comparable au déferlement d'une horde ? Plus loin, Roszak change de métaphore : « (La contre-culture) a un peu la nature d'une croisade médiévale : c'est une procession bigarrée, constamment en évolution, gagnant et perdant des membres tout le long de sa marche ».

Où mène donc la longue marche des pèlerins bigarrés ? Theodore Roszak identifie le but ultime. Il s'agit pour lui d'atteindre la « Jérusalem antitechnocratique ». Jacques Ellul abonde dans le même sens : « La contestation de la contre-culture est [...] la contestation en acte de la technocratie incarnée dans un humanisme culturel [...] ».

Mais pourquoi Roszak éprouve-t-il le besoin de convoquer un concept tel que la *contre-culture* ? Tout provient de l'élément globalisant. Il s'agit d'initier une *réponse d'ensemble*. D'un côté, le champ culturel assimilé à l'idéologie capitaliste

11. Theodore Roszak, *Vers une contre-culture*, traduction de Claude Elsen, Stock, Paris, 1980.

occidentale, de l'autre un champ *contre-culturel*, qui se veut d'ampleur égale et apporte une riposte dialectique.

Il est vrai qu'entre 1964 et 1973, le mouvement hippy s'apparente en Occident à un rouleau compresseur. À l'image du Groupe surréaliste, il intervient sur tous les fronts de l'art (musique, littérature, peinture, cinéma, théâtre, poésie, architecture...). À l'exemple des situationnistes, il franchit les frontières de l'art et accroît la sphère d'influence jusqu'à bouleverser la philosophie, l'anthropologie, la science du vivant, la sociologie, les sciences politiques...

Il s'organise enfin en tant que *contre-société*. Devient-on hippy, on fréquente ses propres cafés ou restaurants, ses boutiques de vêtements ou colifichets, ses disquaires et librairies ; on lit ses propres auteurs, édités dans les réseaux alternatifs ; on bénéficie d'un réseau international de journaux, la presse *underground*. *Underground*, c'est le mot-clef. La contre-culture se développe, à l'image du rhizome évoqué dans *Mille Plateaux* par Gilles Deleuze et Félix Guattari, penseurs de cette libération qui se veut sans bornes. Le rhizome, c'est la tige souterraine d'une plante vivace. Il se développe en secret, à l'abri des regards¹². Face à la culture dominante se dresse spontanément une contre-culture alternative.

La contre-culture tire sa force du secret. Elle se veut souterraine, clandestine, *underground*. En se dissimulant, elle espère échapper le plus longtemps possible à la récupération. Elle maintient son intégrité. Défense du territoire, et des contre-valeurs fondatrices. La contre-culture procède par

12. Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Mille Plateaux, Capitalisme et schizophrénie*, Éditions de Minuit, Paris, 1980.

samizdat, par tracts, par journaux irréguliers. Il s'agit d'échapper par tous les biais à la mise en lumière médiatique, tout autant qu'à la grande distribution.

La réponse tient dans une naïve exaltation de l'artisanat. Dès lors qu'il est signé par une grosse maison de disques, le groupe de rock alternatif perd son âme. Il est forcé de subir un nivellement commercial. Il est récupéré. Il s'intègre au spectacle dominant.

Mais l'assimilation des contre-cultures ne va pas sans dommages collatéraux. Alors même que l'artiste marginal se soumet aux lois du marché, le champ culturel lui-même se voit *métamorphosé* par les idées nouvelles, venues des marges...

« NE VOUS RETOURNEZ PAS, LE FUTUR EST GRIS. »

De 1967 à 1972, le monde occidental est traversé par le séisme de la nouvelle culture. La mise en cause des valeurs paraît définitive. Qui survivra à l'imminente et décisive conflagration ?

En 1973, le mouvement entre en décomposition. Voici le temps de la grande déception. Terrorisme, dérives sectaires et raison d'État sonnent le glas des grandes espérances. La Chine ne serait-elle au fond qu'une dictature ? L'idéal égalitaire débouche-t-il forcément sur le Goulag ? À quoi bon errer, sac à dos, quand les frontières se ferment les unes après les autres ?

Que reste-t-il de 1968 et du rêve hippy ? Des promesses oubliées, une déception généralisée, des suicides, de belles carrières et quelques réformes. On hérite, non pas d'une révolution, mais de l'échec de cette révolution.

Comment s'étonner de voir surgir à partir de 1975 un courant d'art et de culture qui affirme sa rupture avec les valeurs généreuses de l'époque récente ? Hier, on rêvait à voix haute : « Faites l'amour, pas la guerre », « Un autre monde est possible ». Avec le séisme *punk* et la *new wave*, on martèle son nihilisme : « Pas de futur », « Ne vous retournez pas, l'avenir est gris »...

La nouvelle génération témoigne d'une absolue méfiance envers les croyances rédemptrices. Plus jamais de belles paroles. Plus de sermons. Plus d'hypocrisie... On remplace les élans collectifs par une froide et réaliste célébration de l'individu, égoïste, cynique et désabusé.

Le plus remarquable, c'est que le mouvement fonctionne paradoxalement sur le modèle de la contre-culture des années soixante : vêtements, livres, disques, boutiques, constituent à nouveau une *contre-société*, dont les valeurs sont inversées. Que reste-t-il de cette révolution méconnue ? Des musiciens (Joy Division, Wire, Cure, Clash, Sex Pistols, Throbbing Gristle...), des cinéastes (David Lynch, Amos Poe, Jim Jarmush...), des plasticiens (le groupe Bazooka, Raymond Pettibone...), des écrivains (Lester Bangs, Alain Pacadis, Yves Adrien...), des créateurs de vêtements (Vivienne Westwood, Thierry Mugler, Jean-Charles de Castelbajac, Jean-Paul Gaultier...)...

UN GLISSEMENT VERS LE PLURIEL

La révolution culturelle de la *new wave* ne dure qu'un instant. Dès 1982, les courants qui la composent se fragmentent et se subdivisent en une infinité de groupuscules : *grunge*, *dark folk*, *metal*, industriels, *noise*, *death*, *hardcore*... Le groupuscule l'emporte sur la vision d'ensemble.

Au vrai, le passage au pluriel correspond à une époque nouvelle, qui rejette les Petits Livres Rouges et réfute les croyances rédemptrices. Changement d'époque. Fin des grands récits totalisants. On passe du Grand Soir aux révolutions minuscules.

Tout ceci pose la question du changement d'époque. La fragmentation des marges va-t-elle de pair avec une dislocation du champ culturel, de l'idéologie, du système dominant ?

Rien ne permet de l'indiquer. On voit bien que la *doxa* règne encore, qu'une vision du monde persiste à s'imposer, et qu'on continue, vaille que vaille, à nous asséner des valeurs. Le triomphe actuel du messianisme des Lumières, qui s'incarne entre autres dans la nébuleuse « néo-conservatrice », s'inscrit dans ce schéma.

Dans ses *Commentaires sur la société du spectacle*, Guy Debord s'adonne à une mise en lumière de l'idéologie occidentale, qu'il décrit comme le « spectaculaire intégré », un dispositif culturel qui valide une phrase de Georg Lukacs : « Dans le monde réellement renversé, le vrai est un moment du faux ». Dès lors, la notion de « contre-culture » garde toute sa saveur et son actualité.

On observe pourtant une inexorable fragmentation. Le phénomène n'est plus sous-tendu par une vision d'ensemble. Opposer à l'idéologie un bloc homogène, d'une densité équivalente, ne fait plus sens. Nous voici dans l'ère du pluriel, et la *Contre-Culture* avec un grand C se voit délaissée au profit de *contre-cultures*, avec un petit S, qui constituent une infinité de modèles alternatifs.

Observons par exemple aujourd'hui l'archipel que l'on désigne ordinairement comme *gothique*. Héritier de la *new wave* et du courant *batcave*, le phénomène apparaît d'emblée comme pluridisciplinaire. Il implique des musiciens (Marylin Manson, Nine Inch Nails, Rammstein, Wolf Eyes...), des cinéastes (Tony Scott, Alex de Proyas...), des écrivains (Poppy Z. Brite)... Les gothiques bénéficient d'un efficace réseau de boutiques et de lieux de vie : bars, magasins de vêtements ou de bijoux, décorateurs, antiquaires, librairies, disquaires... Sans omettre, sur Internet, un réseau de sites et de blogs.

L'INCUBATEUR EXTRÉMISTE

On peut à bon droit questionner la dimension novatrice des thématiques brassées dans les marges. Nous sommes ici face, non à des concepts forgés dans l'écrit, mais à des croyances *populaires*, à des rumeurs, à des *traces*, à des envies collectives. Il s'agit d'observer le surgissement, puis la diffusion souterraine d'« idées » qui croissent dans les marges,

avant d'irriguer le reste de la société, en se diluant, en étant récupérées, digérées, intégrées.

Ici entrent en scène les *extrémistes*. Ce qui caractérise en partie les groupes révolutionnaires, c'est l'absence d'un enjeu de carrière. Quand on adhère à l'Union pour une majorité populaire (UMP) ou au Parti socialiste (PS), on peut être effleuré par l'ambition. Mais lorsqu'on rejoint une petite unité trotskiste, « ultra-gauche », ou à l'inverse royaliste ou post-nationaliste, on le fait par colère, peut-être, mais aussi par idéal. Ces groupes se cristallisent du même coup comme des espaces de créativité, de libre expression, éventuellement comme des « partis laboratoires »...

On doit admettre que certaines tendances modernistes représentent des foyers d'incubation pour les « idées » nouvelles. Celles-ci sourdent ainsi dans les marges, avant de se répandre dans la société, en se diluant. Les thématiques ne sont pas toujours d'ordre spécifiquement politique. Elles concernent ce fameux « champ culturel », qui nous paraît digne d'observation.

Entre 1968 et 1970, ce sont ainsi des groupuscules, héritiers de Mai, qui laissent éclore en leur sein le mouvement des *femmes*. Que de chemin parcouru, depuis l'apparition du Mouvement de libération des femmes en 1968 ! La question de la femme et de sa place, de son être enfin, n'est-elle pas devenue une question centrale ? On voit bien que ce thème de rupture, ayant incubé dans un courant extrémiste qui lui a servi de matrice involontaire, est devenu une idée-force, constitutive du champ idéologique.

La thématique de l'écologie a suivi un sentier analogue. Tout au long des années soixante-dix, le souci de l'environne-

ment est l'apanage de petits groupes post-anarchistes, post-situationnistes ou post-maoïstes. La question de la pollution est d'abord soupesée dans les marges extrémistes. Elle apparaît aujourd'hui comme une des problématiques centrales du XXI^e siècle et se voit brassée au niveau des gouvernements.

L'exemple d'Internet peut aussi être évoqué. Quand la Toile s'assemble dans les années quatre-vingt, le réseau est immédiatement détourné par des *libertaires*. Leur souhait premier consiste à créer sur le Net une contre-culture virtuelle. C'est la raison pour laquelle les valeurs premières du Web jurent avec les lois du marché. Les pionniers d'Internet sont des enfants de Proudhon. Ils prônent la gratuité généralisée et rejettent la propriété intellectuelle. Il s'agit de mettre au point une contre-société informatique, débarrassée des lois du marché.

Même si toutes les rumeurs, les idées collectives ne surgissent pas des marges, les extrémismes servent incontestablement d'incubateurs.

Fondatrice du Mouvement de libération des femmes, Antoinette Fouque définit la contre-culture comme « l'inconscient de la culture ». Il s'agit selon elle d'un *topos* interlope, un espace qui voit prospérer les blocages et les résistances. D'un côté, la *culture*, lieu de l'épanouissement du savoir, de l'autre les *contre-cultures*, qui constituent une révolte barbare et dangereuse. À trop étudier les marges, s'adonne-t-on à une traversée du négatif¹³ ?

Peut-on souscrire à la vision manichéenne d'une culture universelle, universitaire, officielle et tolérante, féminine,

13. Entretien avec Antoinette Fouque, le 5 novembre 2009.

héritière d'indiscutables Lumières, prospérant dans une démocratie exemplaire, qui se verrait minée par une nébuleuse de forces noires, une fraternité des haines rancieuses, favorisant de troubles accointances ?

Sans doute l'examen des contre-cultures devrait-il mener à une enquête sur la culture. Dans un ouvrage récent, *L'Oligarchie, ça suffit, vive la démocratie*, le journaliste Hervé Kempf décrit notre monde comme une démocratie pervertie, devenue par la force des choses une oligarchie¹⁴.

La contre-culture s'inscrit peut-être à sa façon, dans une réaction globale et populaire, face à cette torsion du social.

Les mouvements extrémistes sont comparables à une armée anarchiste. Chacun marche à son rythme et psalmodie son chant. Par-delà les programmes, les manifestes et les excommunications, l'extrémisme apparaît comme le principal cheval de Troie des contre-cultures, ces singularités qui viennent perturber le champ culturel pour annoncer le changement d'époque.

L'extrémisme mène à la radicalité.

14. Hervé Kempf, *L'Oligarchie ça suffit, vive la démocratie !*, Éditions du Seuil, Paris, 2011.

Bibliographie¹

Généralités

- Bourseiller Christophe, *Les Forcenés du désir*, Denoël, Paris, 2000.
- Breton Albert (dir.), Galeotti Gianluigi, Salmon Pierre, Wintrobe Ronald, *Political Extremism and Rationality*, Cambridge University Press, 2002.
- Bronner Gérald, *La Pensée extrême, Comment des hommes ordinaires deviennent des fanatiques*, Denoël, Paris, 2009.
- Hobsbawm Eric J., *L'Âge des extrêmes, Histoire du court XX^e siècle*, Complexe, Paris, 1994.
- Rissoan Jean-Pierre, *Traditionalisme et révolution, Les Poussées d'extrémisme des origines à nos jours*, vol.1 : *du Moyen Âge à 1914-1918*, vol. 2 : *du fascisme au 21 avril 2002*, Aléas, Lyon, 2007.
- Sargent Lyman Tower, *Extremism in America, A Reader*, New York University Press, N.Y., 1995.
- Taguieff Pierre-André, *La Foire aux illuminés, Ésotérisme, Théorie du complot, Extrémisme*, Mille et une nuits, Paris, 2005.
- Tulard Jean, Fayard Jean-François, Fierro Alfred, *Histoire et dictionnaire de la Révolution française, 1789-1799*, Robert Laffont, Paris, 1987.

1. J'ai choisi de privilégier ici les ouvrages témoignant d'une recherche scientifique, universitaire, ou journalistique, au détriment des textes engagés.

- Wilcox Laird, George John, *Nazis, Communists, Klansmen, and Others on the Fringe, Political Extremism in America*, Prometheus Books, Buffalo, N.Y., 1992.
- Winock Michel, *Le XX^e siècle idéologique et politique*, Éditions Perrin, Paris, 2009.

Extrêmes gauches

- Alexander Robert J., *International Trotskyism, 1925-1985, a documented analysis of the movement*, Duke University Press, Durham and London, 1991.
- Authier Denis et Barrot Jean, *La Gauche communiste en Allemagne (1918-1921)*, Payot, Paris, 1976.
- Bandini Mirella, *L'Esthétique, le politique, De Cobra à l'Internationale situationniste, 1948-1957*, traduit par Claude Galli, Sulliver/Via Valeriano, Arles-Marseille, 1998.
- Baynac Jacques, *Mai retrouvé*, Robert Laffont, Paris, 1978.
- Biard Roland, *Dictionnaire de l'extrême gauche, de 1945 à nos jours*, Belfond, 1978.
- Biard Roland, *Histoire du mouvement anarchiste, 1945-1975*, Galilée, Paris, 1976.
- Birnbaum Jean, *Leur Jeunesse et la nôtre, L'Espérance révolutionnaire au fil des générations*, Stock, Paris, 2005.
- Bourrinet Philippe, *La Gauche communiste germano-hollandaise, des origines à 1968*, www.left-dis.nl, Zoetermeer, 1999.
- Bourrinet Philippe, *Le Courant « bordiguiste », 1919-1999*, www.left-dis.nl, Zoetermeer, 1999.
- Bourseiller Christophe, « À Gauche, toute », CNRS Éditions, Paris, 2009.
- Bourseiller Christophe, *Extrêmes Gauches, la tentation de la réforme*, Paris, Textuel, 2006.

Bibliographie

- Bourseiller Christophe, *Histoire Generale de l'ultra-gauche*, Denoël, Paris, 2003.
- Bourseiller Christophe, *Les Maoïstes, la folle histoire des gardes rouges français*, Plon, Paris, 1996.
- Bourseiller Christophe, *Vie et mort de Guy Debord*, Plon, Paris, 1999.
- Buhle Mari Jo, Buhle Paul, Georgakas Dan, *Encyclopedia of the american left*, University of Illinois Press, Urbana and Chicago, 1990.
- Campinchi Philippe, *Les Lambertistes, un courant français*, Balland, Paris, 2000.
- Chollet Laurent, *L'Insurrection situationniste*, Dagorno, Paris, 2000.
- Cock (de) Jacques, Delplancq Thierry, Goetz Charlotte, Morelli Anne, Terrizzi Rosa, *Le Communiste « bordighiste » exilé en Belgique*, Groupe d'histoire et de sociologie du communisme, ULB, Bruxelles, 1995.
- Collectif, *Documents relatifs à la fondation de l'Internationale situationniste, 1948-1957*, Éditions Allia, Paris, 1985.
- Collectif, *Internationale situationniste, 1958-1969*, Van Gennep, Amsterdam, 1971.
- Collectif, *Internationale situationniste, 1958-69*, Champ Libre, Paris, 1975.
- Collectif, *Les Congrès de la Quatrième Internationale (manifestes, thèses, résolutions)*, Tome 1 : *Naissance de la IV^e Internationale, 1930-1940*, Éditions La Brèche, Paris, 1978.
- Collectif, *Les Congrès de la Quatrième Internationale*, Tome 3 : *Bouleversements et crises de l'après-guerre (1946-1950)*, La Brèche, Montreuil, 1988.
- Collectif, *Les Congrès de la Quatrième Internationale*, Tome 4 : *Menace de la troisième guerre mondiale et tournant politique (1950-1952)*, La Brèche, Montreuil, 1989.

- Collectif, *Les Congrès de la Quatrième Internationale*, Tome 2 : *L'Internationale dans la guerre (1940-1946)*, La Brèche, Montreuil, 1981.
- Collectif, Textes et document situationnistes, 1957-1960, Éditions Allia, Paris, 2004.
- Cosseron Serge, *Dictionnaire de l'extrême gauche*, Larousse, Paris, 2007.
- Craipeau Yvan, *Le Mouvement trotskyste en France*, Éditions Syros, Paris, 1971.
- Dumontier Pascal, *Les Situationnistes et mai 1968, Théorie et pratique de la révolution (1966-1972)*, Éditions Gérard Lebovici, Paris, 1990.
- Fields A. Belden, *Trotskyism and maoism, theory and practice in France and the United States*, Autonomedia, Brooklyn, 1988.
- Gombin Richard, *Le Projet révolutionnaire, Éléments d'une sociologie des événements de mai-juin 1968*, Mouton et Cie, Paris-La Haye, 1969.
- Gombin Richard, *Les origines du gauchisme*, Éditions du Seuil, Paris, 1971.
- Gonzalvez Shigenobu, *Guy Debord ou la beauté du négatif*, Nautilus, Paris, 2002.
- Gottreaux Philippe, *Socialisme ou barbarie, Un Engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Payot, Lausanne, 1997.
- Igounet Valérie, *Histoire du négationnisme en France*, Éditions du Seuil, Paris, 2000.
- Kaufmann Vincent, *Guy Debord, La Révolution au service de la poésie*, Fayard, Paris, 2001.
- Kessel Patrick, *Le Mouvement « maoïste » en France*, tome 1, UGE, Paris, 1972.
- Kessel Patrick, *Le Mouvement « maoïste » en France*, tome 2, UGE, Paris, 1978.

Bibliographie

- Kriegel Annie, *Aux origines du communisme français, Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*, Flammarion, Paris, 1969.
- Lanneret Pierre, *Les Internationalistes du « troisième camp » en France pendant la Seconde Guerre mondiale*, Acratie, Mauléon, 1995.
- Lequenne Michel, *Le Trotskisme, Une Histoire sans fard*, Syllepse, Paris, 2005.
- Linhart Virginie, *Volontaires pour l'usine*, Éditions du Seuil, Paris, 1994.
- Maitron Jean, *Le Mouvement anarchiste en France, II, de 1914 à nos jours*, Maspero, Paris, 1975.
- Manceaux Michèle, *Les Maos en France*, Gallimard, Paris, 1972.
- Marelli Gianfranco, *L'Amère Victoire du situationnisme, Pour une histoire critique de l'Internationale situationniste (1957-1971)*, Traduit par David Bosc, Sulliver, Arles, 1998.
- Martos Jean-François, *Histoire de l'Internationale situationniste*, Éditions Gerard Lebovici, Paris, 1989.
- Mémoires de 68, *Guide des sources d'une histoire à faire*, Verdier, Lagrasse, 1993.
- Moreau François, *Combats et débats de la Quatrième Internationale*, Vents d'Ouest, Quebec, 1993.
- Musigny Jean-Paul, *La Révolution mise à mort par des célébrateurs, même, Le Mouvement des conseils en Allemagne, 1918-1920*, Nautilus, Paris, 2001.
- Nettlau Max, *Histoire de l'anarchie*, Veyrier, Paris, 1986.
- Pelletier Philippe, *L'Anarchisme*, Le Cavalier bleu, Paris, 2010.
- Pina Christine, *L'Extrême Gauche en Europe*, Documentation française, 2005.
- Rabaut Jean, *Tout est possible, Les « Gauchistes » français, 1929-1944*, Denoël, Paris, 1974.

- Raspaud Jean-Jacques et Voyer Jean-Pierre, *L'Internationale situationniste, Protagonistes/chronologie/bibliographie (avec un index des noms insultés)*, Champ Libre, Paris, 1972.
- Raynaud Philippe, *L'Extrême Gauche plurielle, entre démocratie et révolution*, Autrement, Paris, 2006.
- Roger Michel, *Histoire de la « gauche italienne » dans l'émigration, 1926-1945*, Thèse de doctorat de troisième cycle, École des hautes études en sciences sociales, Paris, 1981.
- Roussel Jacques, *Les Enfants du prophète, Histoire du mouvement trotskiste en France*, Cahiers Spartacus, Paris, 1972.
- Salvaresi Elisabeth, *Mai en héritage*, Syros/Éditions alternatives, Paris, 1988.
- Simon Jean-Pierre, *La Révolution par elle-même, Tracts révolutionnaires, de la crise de mai à l'affaire tchécoslovaque*, Albin Michel, Paris, 1968.
- Taguieff Pierre-André, *Les Contre-révolutionnaires : le progressisme entre illusion et imposture*, Paris, Denoël, 2007.
- Teso Bruna, *Amadeo Bordiga, une expérience du communisme*, mémoire de maîtrise, Université Paris 1, 1971-1972.
- Turpin Pierre, *Le Trotskysme aujourd'hui*, L'Harmattan, Paris, 1988.

Extrêmes droites

- Algazy Joseph, *L'Extrême droite en France*, L'Harmattan, Paris, 1989.
- Birnbaum Pierre, « *La France aux Français* ». *Histoire des haines nationalistes*. Éditions du Seuil, Paris, 1993.
- Bourseiller Christophe, *La nouvelle extrême droite*, Éditions du Rocher, Monaco, 2002.

Bibliographie

- Camus Jean-Yves et Monzat René, *Les droites nationales et radicales en France : répertoire critique*, Presses Universitaires de Lyon, 1992.
- Dupeux Louis, *National Bolchevisme, Stratégie communiste et dynamique conservatrice*, 2 tomes, Librairie Honoré Champion, Paris, 1979.
- Duprat François, *La Droite nationale en France de 1971 à 1975*, Éditions de l'Homme Libre, Paris, 2002.
- Duprat François, *Les Mouvements d'extrême droite en France de 1940 à 1944*, Éditions de l'Homme Libre, Paris, 1999.
- Duprat François, *Les Mouvements d'extrême droite en France de 1944 à 1971*, Éditions de l'Homme Libre, Paris, 1998.
- Lebourg Nicolas, *Le Monde vu de la plus extrême droite, Du fascisme au nationalisme révolutionnaire*, Presses universitaires de Perpignan, 2010.
- Leclercq Jacques, *Dictionnaire de la mouvance droitiste et nationale de 1945 à nos jours*, L'Harmattan, Paris, 2008.
- Leclercq Jacques, *Droites conservatrices, nationales et ultras, dictionnaire 2005-2010*, L'Harmattan, Paris, 2010.
- Milza Pierre, *Fascisme français, passé et présent*, Flammarion, Paris, 1987.
- Milza Pierre, *L'Europe en chemise noire, Les extrêmes droites en Europe de 1945 à aujourd'hui*, Flammarion, Paris, 2002.
- Taguieff Pierre-André (dir.), *Face au racisme*, t. 1, *Les Moyens d'agir* ; t. 2, *Analyses, hypothèses, perspectives*, La Découverte, Paris, 1991.
- Taguieff Pierre-André, *L'Illusion populiste : de l'archaïque au médiatique*, Berg International, 2002 ; rééd. revue et augmentée et précédée d'une nouvelle préface, sous le titre : *L'Illusion populiste. Essais sur les démagogies de l'âge démocratique*, Flammarion, Paris, 2007.

L'extrémisme

- Taguieff Pierre-André, *La Force du préjugé, Essai sur le racisme et ses doubles*, La Découverte, Paris, 1988.
- Taguieff Pierre-André, *La Nouvelle Judéophobie*, Mille et une Nuits, Paris, 2002.
- Taguieff Pierre-André, *Sur la Nouvelle droite. Jalons d'une analyse critique*, Descartes & Cie, Paris, 1994.
- Venner Fiammetta, *Extrême France*, Grasset, Paris, 2006.
- Winock Michel *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Éditions du Seuil, Paris, 1990.
- Winock Michel, *Histoire de l'extrême droite en France*, Éditions du Seuil, Paris, 1993.

Index

- Abdallah, Georges Ibrahim, 108
Abensour Miguel, 174
Aitken Jessie, 177
Alexandridis Jean-Christophe, 178
Algange (d') Luc-Olivier, 223
Allouchery Francis, 178
Amaudruz Gaston-Armand, 169, 208, 239
Amoros Miguel, 182
Anjou-Durassow (d') Alexis, 223
Antonelle, 55
Apparu Jean-Pierre, 134, 193, 219, 230, 237, 241, 243
Archinov Piotr, 123
Ardisson Thierry, 217
Arthaud Nathalie, 97
Arthur, 149
Assous Jacob, 173
Audiard Michel, 137
Augier Marc dit Saint Loup, 240
Auricoste Isabelle, 167
Authier Denis, 147, 173, 282
Avakian Robert, 107
Ayoub Serge dit Batskin, 245, 247
Baader Andreas, 130
Babeuf Gracchus, 55, 161
Bademet Marlène, 158
Badie Bertrand, 18
Badiou Alain, 67, 108
Baillet Philippe, 138, 229
Bangs Lester, 274
Barcia Robert, dit Hardy, 31, 92, 96, 97
Bardèche Maurice, 168, 176, 243
Bardet Jean-Claude, 204
Barrès Maurice, 237
Barriot Patrick, 264
Barruel Augustin, 215
Baudelaire Charles, 161
Baudrillard Jean, 167, 234, 270
Bayen Maurice, 158

- Baynac Jacques, 174, 282
Beaulaton Raymond, 134
Beaulieu Georges, 105
Begout Bruce, 183
Beketch (de) Serge, 204
Ben Ali Zine el-Abidine, 106
Ben Bella Ahmed, 78
Benoist (de) Alain dit Herte
Robert, 17, 18, 194, 210,
232, 233, 234, 244, 250,
252, 253, 255, 256
Benoît XVI, 225
Bensaïd Daniel, 42, 67, 260
Berna Serge, 152
Bernelas Guy, 182, 183
Bernstein Edouard, 56, 151
Berreby Gérard, 154, 183
Berth Edouard, 133
Besancenot Olivier, 40, 42, 63,
81, 83, 84
Biard Roland, 79, 84, 94, 144,
145, 282
Bidault Georges, 201
Bihr Alain, 179
Binet René, 239
Birnbaum Pierre, 18, 282, 286
Blackwell Basil, 18
Blanchard Daniel, 51
Blanchonnet Stéphane, 219
Blanqui Auguste, 44, 55, 155
Bochet François, 112
Bodin Michel, 33
Bodinat (de) Baudoïn, 184
Bonnemaison Joël, 88
Bookchin Murray, 136
Bordiga Amadeo, 111, 112,
113, 114, 115, 145, 286
Borel, 161
Borella Jean, 223
Bouchet Christian, 178, 245,
246, 247
Boudon Raymond, 234
Bounan Michel, 183
Bourbon-Busset (de) Jacques,
223
Bourbon-Parme (de) Sixte-
Henri, 223
Bourrinet Philippe, 112, 282
Boussel Pierre dit Lambert, 86,
87, 89, 158
Bouyahia Dominique, 179
Bové José, 66
Brasillach Robert, 135, 168
Brassens Georges, 119
Brau Jean-Louis, 18, 152
Braud Philippe, 18
Brejnev Leonid, 110
Briere Jean, 178
Brigneau François, 204
Bronner Gérald, 17, 18, 23,
281
Brunerie Maxime, 33, 254
Büchner Georg, 161
Bucholz Methieu, 92

Index

- Buonarotti, 55
Burnley Paul, 241
Burroughs William, 266
Butz Arthur, 169
- Cabet Etienne, 55
Caignet Michel, 34, 176
Calonne Jacques, 153
Camus Jean-Yves, 287
Cany Hans, 135
Carasso Jean-Pierre, 172
Carlos Juan, 107, 174, 216
Cassou Jean, 75
Castelbajac (de) Jean-Charles, 274
Castoriadis Cornelius, 143, 150
Castro Fidel, 78
Castro Roland, 48
Cerutti François, 182
Chalier, 54
Chassey (de) Thibaut, 238
Chavez Hugo, 62, 86
Cheneseau Xavier, 236, 252
Chenet Gérard, 179
Chevènement Jean-Pierre, 219
Chiappe Jean-François, 133, 134
Chirac Jacques, 19, 33, 126, 206, 254
Chirik Marc, 114, 115
Chomsky Noam, 67, 175, 176
Cliff Tony, 65
- Cloots Anacharsis, 54
Clovis, 231
Cologne Daniel, 229
Constant, 153, 261
Corcuff Philippe, 67
Cornilleau Claude, 240
Correa de Oliveira Plinio, 226
Coston Henry, 193, 236, 237
Coudroy Roger, 250
Craipeau Yvan, 90, 284
Crassus, 53
Crémiers (de) Hilaire, 220
Crettiez Xavier, 23
Curcio Renato, 250
- Dahal Puspa Kamal dit Prachanda, 107
Damen Onorato, 114, 116
Dang Tran Emmanuel, 110
Darlington Roger, 22
Darquier de Pellepoix Louis, 169, 170
Dauvé Gilles dit Barrot Jean, 147, 172, 282
Dayras René, 251, 252
Déat Marcel, 249
Debizet Pierre, 25
Debord Guy, 32, 36, 37, 41, 44, 143, 151, 152, 153, 154, 155, 159, 162, 164, 165, 167, 177, 180, 181, 182, 183, 185, 189, 194, 246, 270, 275, 283, 284

- Delcroix Eric, 175, 177
Deleuze Gilles, 35, 272
Denais Paul, 179
Denès Hervé, 179
Deng Xiaoping, 102, 105, 107
Déon Michel, 217
Dermouche Aïssa, 19
Dessertine Jean-Paul, 179
Dieudonné, 23, 265
Dior François, 239
Dommanget Maurice, 53
Domota Elie, 89
Donaldson Ian Stuart, 241
Doriot Jacques, 34
Dosse François, 35
Douguine Alexandre, 211, 251
Drieu La Rochelle Pierre, 193
Droz Jacques, 53
Drumont Edouard, 133, 193, 237
Dubcek Alexandre, 77
Dufraisse André, 238
Dufrêne François, 152
Dun Robert, 178
Dupeux Louis, 248, 287
Duprat François, 169, 193, 199, 202, 203, 244, 245, 287
Durand Pierre, 238
Duteuil Jean-Pierre, 128
Dutourd Jean, 137
Duvignaud Jean, 75
Elek Bela, 174
Ellul Jacques, 257, 259, 270, 271
Ensslin Gudrun, 130
Escobar Enrique, 51
Eveno Régine, 179
Evola Julius, 138, 139, 213, 226, 228, 229, 249
Fargette Guy, 179
Faurisson Robert, 135, 169, 170, 171, 172, 173, 175, 177, 265
Fayard Jean-François, 54, 154, 281, 284
Faye Guillaume, 211, 235
Fellay Bernard, 225
Ferlinghetti Lawrence, 266
Ferrand Daniel, 51
Ferré Léo, 117, 119
Fierro Alfred, 54, 281
Foccart Jacques, 25
Fontenis Georges, 126
Foucault Michel, 267
Fouéré Yann, 253
Fouque Antoinette, 278
Fourier Charles, 55, 161
Fredet Jacques, 182, 183
Fredriksen Marc, 176, 240
Gagliardi Claude, 179
Garaudy Roger, 178
Garnier Jean-Pierre, 179

Index

- Garrigues Jean, 59
Gastaud Georges, 104
Gaucher Roland, 204
Gaulle (de) Charles, 25, 26
Gaultier Jean-Paul, 274
George John, 282
Gérin André, 110
Ginsberg Allen, 266
Ginzburg Carlo, 268
Giscard d'Estaing Valéry, 33
Gladiator Jimmy, 179
Gluckstein Daniel, 63, 89
Goldblum Charles, 167
Goldbronn Frédéric, 179
Goldfayn Georges, 174
Goldwater Barry, 30
Goll Yvan, 32
Gollnisch Bruno, 207
Gombin Richard, 144, 150, 284
Gomez Jean-Pierre, 182
Gondinet Georges, 138, 139, 229
Gontarbert Sania, 179
Gorter Herman, 143, 145, 146
Gramsci Antonio, 44, 189, 194
Gremetz Maxime, 110
Gripari Pierre, 137
Grumbach Tiennot, 48
Grunenwald Roby, 158
Guattari Félix, 35, 272
Guénon René, 192, 223, 226, 227, 228, 229
Guerrier Daniel, 179
Guevara Ernesto Che, 44, 78, 79, 87, 88, 189, 194, 245
Guionnet Alain, 179
Guzman Abimael dit Gonzalo, 107
Hadj Messali, 88, 179
Haider Jörg, 197
Hammami Hamma, 106
Hansen Joseph, 86
Healy Gerry, 33, 86
Heidegger Martin, 177
Henry, 161
Hermet Guy, 18
Herszkowicz Sophie, 184
Hessel Stéphane, 61
Hitler Adolf, 34, 50, 113, 117, 168, 240, 241, 249
Ho Chi Minh, 87
Hobsbawm Eric, 37, 260, 281
Hodjah Enver, 105
Hölderlin Friedrich, 161
Holeindre Roger, 201, 238
Houllefort Eric, 230
Hua Guofeng, 105
Hunt Richard, 135
Hussein Saddam, 211, 247
Igounet Valérie, 170, 284
Irving David, 169
Isou Isidore, 152, 153

- Janover Louis, 179
Jeanneau Patrice, 245
Jean-Paul II, 224
Jorn Asger, 151
Jospin Lionel, 178, 206
Jurquet Jacques, 104
- Kaczynski Theodore dit Unabomber, 184, 186, 263, 264, 265
Kahn Marcel-Francis, 79
Kaldy Georges, 97
Karnouuh Claude, 175
Kautsky Karl, 56
Kay Jean-Michel, 179
Kempf Hervé, 279
Kerouac Jack, 266
Khrouchtchev Nikita, 100
Kissinger Henry, 30
Knabb Ken, 167
Koch François, 31
Korner David, 90, 91, 92, 93
Korsch Karl, 143, 149
Kotik Jan, 153
Kriegel Annie, 53, 56, 285
Krivine Alain, 79
Krivine Hubert, 79
Kropotkine Pierre, 136
- Lacenaire Pierre-François, 161, 162
Lafontaine Oskar, 61
Lagrange Henry, 133
Laguiller Arlette, 62, 95, 96, 97, 193
Landau Hurt, 70
Lang Carl, 207, 225
Lanuque Jean-Guillaume, 52
Lanza Bernard, 178
Lassailly Charles, 161
Latrèche Mohamed, 20
Lauck Gary Rex, 240
Laurian J.M., 149
Lautréamont, 161, 162
Lavacquerie François, 179
Lazar Marc, 57
Le Caron de Chocqueuse Hubert, 215
Le Gallou Jean-Yves, 204
Le Glou Jacques, 167
Le Peletier Félix, 55
Lebourg Nicolas, 205, 242, 243, 245, 246, 248, 249, 251, 287
Lebovici Gérard, 37, 167, 284, 285
Lécuyer François, 167
Lefort Claude, 143, 150
Léhautier Paul, 161
Lemaitre Maurice, 152
Lénine Vladimir Illich, 28, 65, 69, 70, 71, 72, 90, 99, 113, 117, 144, 145, 146, 148, 149, 189, 194, 244
Lepetit Pierre, 182

Index

- Lestrangle (de) Aymon, 223
Leuchter Fred, 169, 177
Levalois Christophe, 223
Levy Bernard-Henri, 236
Liebknecht Karl, 53, 146
Limonov Edouard, 250, 251
Liszcai Laszlo, 203
Longuet Gérard, 199
Louis XVI, 221
Louis-Philippe, 217
Ludd Ned, 53, 183, 185, 186
Luxemburg Rosa, 53, 56, 146,
194
Luz Frédéric, 223
Lynch David, 274
Lyotard Jean-François, 143

Mabire Jean, 244
Madiran Jean, 204
Makhno Nestor, 70, 161, 162
Malaquais Jean, 143
Malliarakis Jean-Gilles, 209,
245
Malraux Clara, 75
Mandosio Jean-Marc, 184
Manson Marylin, 276
Mao Zedong, 16, 33, 48, 102,
103, 105, 106, 109, 164,
189, 245
Marchais Georges, 193, 200
Marcus Greil, 267, 268
Marcuse Herbert, 88
Marcy Sam, 109

Mariategui Jose Carlos, 107
Marie-Antoinette, 221
Marmin Michel, 136
Martens Ludo, 104
Martineau Christine, 172, 179
Marx Karl, 55, 65, 69, 113,
144, 150, 156, 160, 161,
162, 251
Masquelier Paul, 25
Massié Jacques, 25
Mattick Paul, 143, 149
Mattogno Carlo, 169
Maurras Charles, 133, 194, 212,
217, 218, 220, 221, 237
Mavrakis Kostas, 234
Megret Bruno, 204
Meinhof Ulrike, 130
Mélénchon Jean-Luc, 59, 201
Mélinand Gérard, 179
Mercader Ramon, 74
Mercier Luc, 179
Mestre Michèle, 101, 109
Micberth Michel-Georges,
137, 138
Mitterrand François, 25, 200,
203
Moatti Pascal, 183
Molinier Raymond, 70
Montaigu Henry, 223
Monteil Vincent, 175
Moreno Nahuel, 65
Morris William, 184

- Mosley Oswald, 243
Moulier-Boutang Yann, 129
Mourreau Jean-Jacques, 204
Moussaïd Ilham, 84
Moynihan Michael, 241
Mudd Tim, 135
Mudry Thierry, 178
Mugler Thierry, 274
Müntzer Thomas, 53
Mussolini Benito, 112, 113, 203, 228, 244
Myatt David, 242
- Naess Arne, 262
Nasser Gamal Abdel, 250
Naville Pierre, 70
Negri Toni, 67, 129
Nepper Claude, 179
Nicoud Gérard, 102
Niekish Ernst, 136, 194, 248
Nin Andrès, 70, 113
Ninn Serge, 135
Notin Bernard, 178
Nunes da Silva Americo, 174
- Obama Barack, 20, 21
Ormesson (d') Olivier, 204
Ornano (d') Michel, 193
Ortega y Gasset Jose, 249
Ozon Laurent, 263
- Pacadis Alain, 274
Palme Olaf, 30
- Pannekoek Anton, 143, 149
Paraz Albert, 137, 171
Parmentier Caroline, 225
Parvulesco Jean, 223
Paschoud Mariette, 169
Pasqua Charles, 25
Paucard Alain, 137
Paul VI, 224
Pauty Pierre, 201, 238
Pelletier Philippe, 118, 127, 139, 140, 285
Pelloutier Fernand, 121
Perceval Olivier, 219
Péret Benjamin, 143
Perlican Rolande, 110
Pétain Philippe, 205, 224
Pettibone Raymond, 274
Peyrotte Bernard, 137
Philipponneau Jacques, 182, 184
Piat Yann, 204
Pichard du Page Fabienne, 229
Pinault Georges, dit Pennaod Goulven, 244
Pinochet Augusto, 224
Pinot-Gallizio Giuseppe, 153
Pivert Marceau, 90, 168
Plantard Pierre, 223
Plenel Edwy, 47
Poe Amos, 274
Pojolat Alain, 84
Pomarès Didier, 135

Index

- Pomerand Gabriel, 152
Pompée, 53
Portzamparc (de) Christian, 48
Prandi Massimo, 179
Prodi Romano, 132
Proudhon Pierre-Joseph, 44,
55, 118, 120, 122, 133, 135,
189, 278
Proyas (de) Alex, 276
Prudhommeaux André, 146
Puig Antich Salvador, 129, 132
Pujo Pierre, 219, 220

Quadruppani Serge, 172, 179

Rada Pravoslav, 153
Ragon Michel, 75
Ramonet Ignacio, 234
Rançon Jean-Louis, 167
Rand Ayn, 141, 142
Raptis Michel dit Pablo, 75,
76, 77, 78, 86, 87, 109
Raspe Jan Carl, 130
Rassinier Paul, 134, 168, 169,
171, 172
Rauti Pino, 211
Raynaud Philippe, 18, 59, 286
Rebatet Lucien, 244
Reclus Elisée, 118
Redlinski Jean-Luc, 173
Redpath Bill, 140
Renoulet Marcel, 135
Renouvin Bertrand, 216

Rials Stéphane, 18, 221, 222,
234
Ribbentrop (von) Joachim, 248
Ridgway Matthew, 57
Riesel René, 184
Rittersporn Gabor Tamàs, 173
Robb Thomas, 240
Robbe-Grillet Alain, 154
Robic Alain, 179
Rochonnat Sylvia, 242
Rockefeller Nelson, 29
Rocker Rudolf, 140
Rockwell George Lincoln, 239
Rocques Henri, 177, 169
Romualdi Adriano, 229
Rosenthal Gérard, 70
Rosmer Alfred, 70, 73
Rossel Louis, 252
Rostolan (de) Michel, 204
Roszak Theodore, 271
Rothbard Murray, 141
Rouillan Jean-Marc, 84, 131,
264, 265
Rous Jean, 90
Rousseff Dilma, 62
Roux Jacques, 54
Rubel Maximilien, 143
Rühle Otto, 143, 147, 149
Russo Enrico, 113

Sade Donatien-Alphonse Féli-
cien, 161, 162
Sagan Françoise, 154

- Salama Robert, 114
Salazar Antonio de Oliveira, 191
Sanguinetti Alexandre, 25
Sargeant Lynn Tower, 30
Schachtmann Max, 70
Schwitters Kurt, 268
Seba Kemi, 265
Sebastiani Christian, 182
Sedov Léon, 70
Semprun-Maura Carlos, 174
Serge Victor, 72
Sidos François (1), 236
Sidos François (2), 237
Sidos Pierre, 237
Signorelli Jacques, 51
Simondo Piero, 153
Skrbina David, 264
Smits Jeanne, 226
Soderlind Didrik, 241
Sollers Philippe, 48
Sombart Werner, 194
Sommier isabelle, 23
Soral Alain, 250
Sorel Georges, 56
Sorval (de) Gérard, 223
Southgate Troy, 135
Spartacus, 53, 146, 149, 176, 286
Spooner Lysander, 185
Staline Joseph, 39, 48, 57, 70, 71, 99, 100, 101, 102, 105, 117, 189, 194, 248, 249
Stern Micheline, 179
Steuckers Robert, 178
Stäglich Wilhelm, 169, 176
Stirbois Jean-Pierre, 203, 204
Stirbois Marie-France, 203, 204
Stirner Max, 120, 121, 136, 137, 161, 162
Sun Myung Moon, 40
Tacussel Patrick, 234
Taguieff Pierre-André, 20, 196, 199, 281, 286, 287, 288
Tartaud-Gineste Cédric, 220
Thadden (von) Adolf, 243
Thion Serge, 173, 175, 177, 178
Thiriart Jean-François, 136, 178, 243, 248, 249, 250, 251
Thorez Maurice, 100
Thorez-Vermeersch Jeannette, 100
Tito, 75, 78
Tixier-Vignancour Jean-Louis, 202
Tocnaye (de la) Thibaud, 204
Tolstoï Léon, 136
Tonka Hubert, 167, 174
Töpfer Peter, 135
Trichet Jean-Claude, 132

Index

- Trotsky léon, 52, 65, 70, 71,
72, 73, 74, 77, 79, 99, 100,
117, 164
- Tucker Benjamin R., 185
- Tulard Jean, 54, 281
- Tzara Tristan, 268
- Vadim Roger, 154
- Valois Georges, 133
- Vaneigem Raoul, 66, 143, 151,
156, 159, 160, 161, 164, 270
- Vardon Philippe, 254
- Vayr-Piova Bruno, 158
- Venner Fiammetta, 288
- Verral Richard, 169
- Verrone Elena, 153
- Vial Pierre, 204, 244, 255, 256
- Wagner Georges-Paul, 204
- Walendy Udo, 169
- Wales Jimmy, 142
- Warhol Andy, 266
- Watts Alan, 266
- Weber Mark, 169, 177
- Westwood Vivienne, 274
- Wilcox Laird, 24, 25, 26, 27,
29, 30, 31, 36, 37, 260, 282
- Wilders Geert, 197, 198
- Wilson Peter Lamborn, dit Bey
Hakim, 131
- Winock Michel, 35, 36, 190,
191, 195, 204, 205, 206,
218, 282, 288
- Wolman Gil, 152, 153
- Yockey Francis Parker, 136,
239
- Zapata Emiliano, 161
- Zerzan John, 185
- Zhou Enlai, 250
- Zizek Slawoj, 67

Table des matières

Préface.....	11
L'animal insaisissable	15
Penser les contraires ?	15
L'extrémisme est-il partout ?.....	16
Une phénoménologie des comportements	24
Hiérarchie, violence, transgression	31
Vers une esquisse de définition	35
De l'extrémisme à l'extrémisation	38
Des archipels mouvants.....	41

PARTIE 1

Les extrêmes gauches

Introduction. Les ravages de la nostalgie	47
Un objet rétif ?.....	47
Une complexe généalogie	52
La question de la révolution	57
Une influence paradoxale ?.....	60
De la révolution à la réforme ?.....	64
Chapitre 1. Les trotskismes	69
Une école de la survie	69
Les débuts de la quatrième internationale.....	73
<i>Le Nouveau Parti anticapitaliste</i>	76
<i>Le parti ouvrier indépendant</i>	86
<i>L'union communiste</i>	89
Chapitre 2. Les stalinismes	99
Vers un socialisme national	99

L'extrémisme

Une idée qui fait son chemin.....	100
Le grand retour de Staline.....	102
<i>Les ex-prochinois</i>	103
<i>Les hodjaïstes</i>	105
<i>Les maoïstes invariants</i>	106
<i>Les ex-trotskistes</i>	109
<i>Les néo-soviétiques</i>	110
Chapitre 3. Les gauches « italiennes »	111
« Redresser les jambes au chien ».....	111
Chapitre 4. Les anarchismes	117
Une dangereuse imprécision.....	117
<i>Les anarchismes « officiels »</i>	121
<i>Les post-anarchismes</i>	127
<i>Les anarchismes de marge</i>	132
Chapitre 5. « L'ultra-gauche »	143
L'autre communisme ?.....	143
La naissance, dans le giron du komintern.....	145
La dissidence allemande.....	147
Vers une gauche germano-hollandaise.....	148
L'internationale situationniste.....	151
Une démultiplication à l'infini ?.....	165
La décomposition idéologique.....	167
Le temps des nuisances.....	180

PARTIE 2

Les extrêmes droites

Introduction. Un courant en pleine évolution	189
Droite et gauche : même combat ?.....	189
Une histoire jalonnée de défaites.....	190
L'épineuse question du populisme.....	195
Le front national, ou le populisme calculé.....	199
Une révolution culturelle à droite ?.....	208
Chapitre 6. Les contre-révolutionnaires	215
1789, complot satanique ?.....	215
<i>Les royalismes</i>	216
L'orléanisme.....	217
Le légitimisme.....	221

Table des matières

Les autres modèles	222
<i>Les catholicismes traditionalistes</i>	223
<i>Le traditionalisme intégral</i>	226
Chapitre 7. Les révolutionnaires	231
L'impact théorique de la « nouvelle droite »	231
<i>Le nationalisme classique</i>	236
<i>Le néonazisme</i>	239
<i>Le nationalisme révolutionnaire</i>	242
<i>Le national-communisme</i>	247
<i>Les post-nationalismes</i>	252
Conclusion. De l'extrémisme politique	
à la pensée radicale	257
Fin de la révolution ?	257
L'extrémiste, figure ultime du libéral ?	259
De la dissémination sauvage	
à l'extrémisme sans cause	262
Politique ou culture ?	265
Un cheminement souterrain.....	268
Vers une contre-culture	270
« Ne vous retournez pas, le futur est gris. »	273
Un glissement vers le pluriel	275
L'incubateur extrémiste	276
Bibliographie	281
Index	289

Retrouvez tous les ouvrages de CNRS Éditions sur notre site
www.cnrseditions.fr

Photocomposition *CMB* Graphic
44800 Saint-Herblain